U d'/ of Ottawa
39003009394551

34

DOMINION DU CANADA

RAPPORT

497A - 15 - 60 (2)
0 vert
OH. auteur différent

SUR LES

ARCHIVES PUBLIQUES

POUR L'ANNÉE 1945

GUSTAVE LANCTOT
Conservateur des Archives

ANNEXE DE LA BIBLIOTHÈQUE
Universitas
BIBLIOTHECA
Ottaviensis

OTTAWA
EDMOND CLOUTIER
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI
1946

CD
3620
.C312
1945

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Lettre d'envoi	v
Rapport du Conservateur des Archives	vii
Acquisitions: division des manuscrits	xi

DOCUMENTS HISTORIQUES

I.	Notes et souvenirs d'un habitant de Montréal durant l'occupation de cette ville par les Bostonois de 1775 à 1776	xxv
II.	Conditions d'établissement à Tatamagouche, dans la Nouvelle-Écosse, en 1795	xxix
III.	La responsabilité collective des ministres du Cabinet en 1876	xlvii
IV.	Sir John A. Macdonald est choisi candidat du comté de Victoria, dans la Colombie-Britannique, en 1878	xlix

APPENDICE

Inventaire de la Série Q

Inventaire des papiers d'État comprenant la correspondance officielle des lieutenants-gouverneurs du Haut-Canada de 1838 à 1841	1

LETTRE D'ENVOI

OTTAWA, 31 décembre 1945.

L'Honorable PAUL MARTIN, C.P., C. R.,
Secrétaire d'Etat,
Ottawa.

MONSIEUR LE MINISTRE,—J'ai l'honneur de vous adresser, sous pli de la présente lettre, le rapport annuel des Archives publiques du Canada pour l'année 1945. Ce rapport indique le travail accompli par le département et donne une liste des principales acquisitions faites au cours des douze derniers mois.

Selon l'habitude, le rapport s'accompagne d'un certain nombre de documents historiques. Le premier est un bref récit de quelques événements survenus au cours de l'occupation de Montréal par les troupes américaines, en 1775 et 1776. Le deuxième document se compose d'une description détaillée, en 1795, d'un établissement agricole, situé à Tatamagouche, en Nouvelle-Ecosse, et appartenant à Joseph Frederic Wallet Desbarres, ancien lieutenant-gouverneur de l'île du Cap-Breton. Vient ensuite un document qui expose la doctrine de la responsabilité collective des ministres dans toute décision au cabinet dont ils font partie. Un dernier groupe de documents se rapporte à l'élection de Sir John A. Macdonald, comme député de Victoria, en Colombie-Britannique.

En appendice, le rapport est suivi de la dernière tranche de l'inventaire de la correspondance officielle entre le lieutenant-gouverneur du Haut-Canada et le gouvernement britannique, inventaire qui couvre les années 1839, 1840 et 1841 jusqu'à l'établissement du Canada-Uni.

Agréez, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

GUSTAVE LANCTOT,
Conservateur des Archives.

Digitized by the Internet Archive
in 2012 with funding from
University of Toronto

http://archive.org/details/rapportsurlesarc45lanc

RAPPORT

DES

ARCHIVES PUBLIQUES

POUR L'ANNÉE 1945

L'année qui s'achève apporte aux Archives canadiennes, au moins, deux excellentes nouvelles. La fin de la guerre va leur permettre d'augmenter les cadres du personnel technique et de redonner à leurs services une ampleur nouvelle. De plus, la création d'un Comité des Archives publiques, sous la présidence du ministre Secrétaire d'Etat, aura pour but de réglementer la conservation des archives fédérales et d'assurer le transfert des dossiers périmés à l'hôtel des Archives au fur et à mesure des décisions du Comité.

Il n'est pas sans intérêt de mentionner que de nombreux personnages de marque ont visité les Archives, qui ont reçu, entre autres, le 23 octobre, le président du Chili, Son Excellence Juan Antonio Rios, accompagné de sa suite. Les Archives ont encore servi de lieu de réunion de plusieurs sociétés littéraires de la capitale.

Au cours de l'année, malgré la réduction de son personnel, les Archives ont continué de satisfaire à toutes les demandes des ministères et des services publics, ainsi qu'à celles des historiens, spécialistes et des chercheurs, et de leur fournir les renseignements, les mémoires et les pièces requises dans les différents cas.

A la Division des manuscrits, le travail de reclassification des collections, des dossiers et des pièces, se continue activement et donne déjà d'excellents résultats. Au cours de l'année, la Division a fait, par don ou par achat, de nombreuses acquisitions, dont il suffit de mentionner ici les plus importantes:

J. J. T. Buttle, Journal of the Vancouver Island, Exploring Expedition, 1865;

Journal d'un voyage de Détroit à l'Ohio, 1745;

Captain F. De Gaugreben, Account of the campaign of 1814; et Memoir on the defence of Lower and Upper Canada;

Letter of Robert Gourlay to David Thompson, 1851;

Jean l'Heureux: Description de la branche nord de la rivière Saskatchewan et de la rivière à la Bataille, 1871;

Papers and Correspondence of Archibald McCallum of Odelltown, 1802-1842;

Letter of William Lyon Mackenzie, 18 avril 1858;

Louis Riel, Mémoire historique du Nord-Ouest, 1874;

Scott Papers relating to the Separate Schools of Ontario, 1859-1913;

Jacques Viger, Tour du district de Montréal, 1851, et Voyages à Kingston, 1842;

War-Office, I, In-Letters, 1806-1848;

War-Office, 34, Amherst Papers, 1757-1763;

War Office, 57, Commissariat, In-Letters, 1811-1818;

War Office, 58, Commissariat, Out-Letters, 1810-1820;

War Office, 62, Instructions, 1812-1814.

La plus précieuse acquisition est probablement les lettres originales de Sir John Henry Lefroy, 1843-1845, décrivant son exploration de l'Ouest canadien. Ces lettres sont un don du commandant Phillip Crofton, Norton-Fitzwarren, North Taunton, Angleterre. Elles fournissent une remarquable contribution à notre connaissance de l'Ouest au milieu du dix-neuvième siècle.

La Division des Cartes, qui groupe maintenant 20,400 pièces, avec un catalogue de 35,500 numéros, s'est enrichie d'une soixantaine de nouvelles pièces, y compris quatorze cartes de la Nouvelle-Écosse et trois plans anciens de Montréal.

La Division des Gravures, dont le catalogue se chiffre aujourd'hui à 72,000 pièces, dont 17,500 dans ses cartons, a reçu quatre-vingt-onze dessins, gravures et photographies, parmi lesquels il faut signaler quatre aquarelles qui concernent la ville de Kingston.

A la Division de la Bibliothèque, le travail se poursuit activement du reclassement des imprimés, ainsi que de la refonte du fichier, d'après le système adopté par la Bibliothèque du Congrès. A son fonds de 51,000 volumes et brochures, l'année a apporté une contribution de 501 nouveaux titres.

A la Division de l'Index et de l'Information, la préparation et la confection de l'index progressent de façon satisfaisante, malgré la réduction du personnel. Cette année, le dépouillement des registres des concessions de terre a permis d'ajouter à son énorme répertoire de 2,200,000 cartes, 35,175 nouvelles fiches.

La Division des Services techniques auxiliaires a, cette année, organisé plusieurs expositions de pièces historiques, qui ont attiré une foule de visiteurs. La Division s'est, de plus, enrichie d'un certain nombre d'articles historiques, et de sceaux officiels, de médailles et de jetons. Sous sa direction, l'atelier de reliure a fait la réparation habituelle des manuscrits et le montage des cartes et complété la reliure de 517 volumes.

La Division des Publications publie, cette année, un appendice du présent rapport, la dernière tranche de la correspondance officielle entre le lieutenant-gouverneur du Haut-Canada et le ministère britannique. L'inventaire de cette correspondance du Bas et du Haut-Canada, qui va de 1791 à 1841, étant terminé, la Division commencera, l'année prochaine, la publication de l'inventaire de la correspondance officielle du gouvernement de la Nouvelle-Ecosse.

Il convient de mentionner que le Musée de guerre a fait l'acquisition de nombreux instruments de guerre, tels que mitrailleuses, fusils, bombes, etc. Les visiteurs n'ont cessé d'affluer si bien que 50,500 personnes ont franchi les portes du musée au cours de l'année.

Cette année, on trouvera, à la suite du rapport, quelques documents historiques. Le premier contient le récit de divers épisodes de l'occupation de Montréal par les troupes américaines, en 1775. Entre autres incidents,

le négociant Pierre Foretier raconte comment, pour endormir leur surveillance, il donna un grand dîner aux officiers américains logés dans sa maison, pendant que ses associés chargeaient dans sa cour des barils de poudre et des sacs de balles. Cachées dans des sacs de farine, ces munitions furent hissées par-dessus les murs de la ville, descendues dans des voitures et transportées à Vaudreuil, où le curé Beaumont les cacha dans un champ, où il mit à paître un troupeau de moutons. Grâce à ce truc, les munitions furent plus tard remises aux miliciens du sieur de Montigny et aux soldats du capitaine Forster, munitions qui leur permirent d'attaquer le fort des Américains aux Cèdres et de s'en emparer.

La deuxième pièce historique se compose d'une description d'un établissement agricole à Tatamagouche, en Nouvelle-Ecosse, en 1795.

Vingt-huit familles y prirent des terres de 60 acres chacune, pour lesquelles elles s'engageaient à payer cinq chelins à la septième année, dix à la huitième et vingt à la neuvième. Après quoi, la rente passait à trois livres par an indéfiniment. Les tenanciers devaient, en plus, élever les jeunes animaux issus du bétail fourni par le propriétaire, dont le croît devait se partager de moitié entre les deux parties. C'est la description de cet établissement par son agent McDonald au propriétaire J. F. Wallet Desbarres, ancien gouverneur de l'île du Cap-Breton, dans le rapport, qui forme le second document historique.

On trouvera, ensuite, une longue lettre de Lord Dufferin, dans laquelle il expose au Secrétaire d'Etat, lord Carnarvon, en octobre 1876, la doctrine de la responsabilité collective des ministres dans toute politique passée ou présente du cabinet dont ils acceptent de faire partie. La question s'était présentée lors de l'entrée dans le ministère d'Alexander Mackenzie, de l'honorable David Mills, qui s'était déclaré l'adversaire de la politique antérieure du gouvernement à l'égard de la Colombie britannique. Cette lettre constitue une intéressante contribution à la doctrine de la responsabilité ministérielle.

Un dernier groupe de lettres et télégrammes montre simplement comment, en 1878, Sir John A. Macdonald fut choisi pour être le candidat conservateur du comté de Victoria, C.B. Cela constitue une petite rétrospective des mœurs électorales de l'époque.

GUSTAVE LANCTOT,
Conservateur des Archives.

DIVISION DES MANUSCRITS

AFFAIRES ÉTRANGÈRES, BUREAU DES. Correspondance entre le bureau des Affaires étrangères et les commissaires britanniques à Gand, en 1814; l'Amirauté accorde un permis aux commissaires américains. Dépêche de A. St. John Baker, Washington, le 11 mars 1815: nouvelles sur des événements qui se sont déroulés récemment aux Etats-Unis. Transcriptions de F.O. 5, vol. 101, 102 et 106.

ALBANI MADAME (Mme Ernest Gye). Lettre au rédacteur du *Montreal Star*, Londres, Angleterre, le 22 juillet 1923. Original. Au sujet du livre de sir George Arthur sur Sarah Bernhardt.

ANONYME. Etablissement Wakefield, 1868-1879; quelques notes d'un journal de 1930. Original. Préparations pour l'établissement d'une pulperie; occupations sur l'une ou l'autre de deux fermes.

BAIE D'HUDSON. Vente aux enchères du poste de la Baie d'Hudson, le 26 mars 1743. On accorde au sieur de la Gorgendière le privilège de faire le commerce pendant trois ans. Transcription des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N° 9.

BAZIN, PIERRE. Commission le nommant lieutenant-colonel de la milice de Québec, le 21 mai 1755. Transcription des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N° 15.

BELL, ALEXANDER GRAHAM. Autographe, donné à Baddeck, Nouvelle-Ecosse, le 27 octobre 1903. (*Documents divers*, vol. 16, N° 32.)

BREF D'ÉLECTION. Bref d'élection d'un député du comté de l'Islet, le 19 février 1841. En français. Copie. (S.5, vol. 4.)

BRISEBOIS, JACQUES. Commission le nommant enseigne dans la milice de Ste-Geneviève, le 7 juin 1753. Transcription des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N° 14.

BROWN, WILLIAM (imprimeur de la *Gazette de Québec*). Reçu donné à Charles Hay, Québec, 1779. Original. (*Documents divers*, vol. 16, N° 33.)

BULLER, CHARLES. Réponse à une invitation à dîner avec M. et Mme Strutt, 12 Lower Eaton St. (Londres, Angleterre), le 24 juin ——. Original. (*Documents divers*, vol. 16, N° 35.)

BUTTLE, JOHN JAMES TAYLOR. Journal sur l'île Vancouver. Voyages d'exploration, 1865. Transcription à la machine faite par les Archives de la ville, Vancouver, C.-B. L'original appartient à Mme W. S. McDonald. Les membres de cette expédition explorèrent et prospectèrent le district Clayoquot du 19 juin au 8 octobre 1865. Renseignements importants sur les noms de places sauvages.

CADILLAC, ANTOINE DE LAMOTHE. Il demande le payement de son traitement à titre de gouverneur de la Louisiane, le 29 août 1730. Transcription des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N° 8.

CAMPBELL, COLIN. Commission le nommant lieutenant dans le 35e régiment, à Québec, le 5 octobre 1760. Transcription des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N° 19.

CLARK, LE CAPITAINE JOHN. Lettre à C. Buller, secrétaire en chef, Longue Pointe, le 18 juin 1838. Original. Il donne les noms de ceux qui l'accompagnaient lors de la capture d'Amury Girod. Ces gens réclament une part de la récompense offerte pour la capture de Girod. (*Rébellion de 1837*, vol. 1, N° 2.)

COLEAGNO, JEAN. Ses états de service dans le régiment de De Meuron, 1816. Original. Présenté par L. H. Carreau, Ottawa.

CONSEIL PRIVÉ BRITANNIQUE. P.C. 2, vol. 211, pp. 375, 389-394. Transcription. Deux décrets du Conseil du 1er novembre 1830, qui maintiennent en vigueur les lois de la Nouvelle-Ecosse de 1827 et de 1829.

COUTHENANS. Signature d'Anne de Brues Couthenans, sieur de Linville, qui fut gouverneur de Sarebourg et de Phalsbourg en 1667. (*Documents divers*, vol. 16, N° 21.)

DENISON, LES PAPIERS DE. Papiers qui se rapportent à Sherman et à Joseph Denison, de Horton, Nouvelle-Ecosse. Reproductions au photostat de journaux en la possession de W. R. McClelland, Ottawa:

(1) Vente d'une terre à Pictou, le 12 mars 1793, par Sherman Denison à Elijah Crane et à Joseph Woodworth.

(2) Achat d'une terre de Jonathan Crane par Sherman Denison, à Horton, le 20 septembre 1793.

(3) Etat nominatif de la compagnie du capitaine S. Denison, Halifax, le 25 octobre 1807.

(4) Etat nominatif de la compagnie du capitaine S. Denison, Halifax, le 25 décembre 1807.

(5) Cautionnement de Sherman Denison et d'autres personnes pour une somme due au révérend William Black, le 26 mars 1822. Les payements furent commencés le 14 juin 1823 et le garant libéré le 11 juin 1840.

(6) Compte pour l'appontement des rives de la rivière.

(7) Etat des dépenses encourues dans le comté de King en vertu de la loi de 1825 pourvoyant à un budget routier.

(8-9) Comptes concernant le chemin de Parrsborough et de Horton. (Peut-être 1825.)

(9) Permis de tenir une école dans le comté de King, au nom de Joseph Denison et daté du 9 mai 1833.

DESORONTO. Registre d'expéditions par mer, 1883-1933. Original.

DÉTROIT. Journal d'un voyage de Détroit à l'Ohio, mai 1745. Transcription des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N° 1. Récit d'un groupe envoyé vers les sauvages afin de les inciter à se joindre aux Français pour combattre les Anglais. Le drapeau français fut arboré à la rivière Scioto par Pierre Chartier.

DORCHESTER, N.-B. Livres de bord, 1899-1937; registre des opérations maritimes, 1878-1938. Originaux.

DOYLE, SIR ARTHUR CONAN. Lettre au rédacteur d'un journal, Montréal, le 12 novembre (1923). Original. Protestations contre des vues exprimées au sujet de l'évocation des esprits. (*Documents divers*, vol. 16, N° 27.)

EDUCATION, COMMISSION DE L'. Circulaire envoyée par Arthur Buller, commissaire en chef, le 13 septembre 1838. Imprimé. Demande de renseignements sur l'éducation dans la paroisse de St-David de Déguire. (*Documents divers*, vol. 16, N° 37.)

EMIGRATION. 1817. Voir EXPÉDITION PAR MER. Avis de John Hall.

ESTAING, EXPÉDITION DU COMTE D'. "Déclaration adressée au Nom du Roi à tous les anciens françois de l'Amérique Septentrionale." Imprimée "A bord du Languedoc, de l'Imprimerie de F. P. Denauge, Imprimeur du Roi & de l'Escadre", le 28 octobre 1778.

EXPÉDITIONS PAR MER. Avis de John Hall, de Hull, Angleterre, le 14 avril 1817. Les avantages que comporte pour les émigrants leur établissement à Drummondville, Bas-Canada, ou sur la rivière Rideau. (*Documents divers*, vol. 16, No. 17.) Voir DESORONTO, ONT.; DORCHESTER, N.-B.; PORT MEDWAY, N.-E.

FONBLANCHE, SIEUR. Brevet dans la milice de Montréal, 1er juillet 1725. Signé par Vaudreuil. (*Documents divers*, vol. 16, N° 18.)

GALT, SIR ALEXANDER T. Lettre au sénateur américain William P. Fessenden, Québec, le 18 janvier 1862. Original. Le calme qui a succédé aux dangers de guerre le réjouit. La législation financière des Etats-Unis retient son attention.

GAUGREBEN, LE CAPITAINE F. DE. Lettres au colonel G. Nicolls, I.R., 1816; exposé de la campagne de 1814 dans le Haut-Canada; mémoire sur la défense du Bas-Canada, juin 1814; et un mémoire sur la défense du Haut-Canada, novembre 1815. Originaux.

GÉNIE, LE. Le corps du génie canadien, liste des morts, 1914-1919. Reproduction photographique d'un manuscrit enluminé portant les noms de ceux qui sont morts sur les champs de bataille. Présentée par la *Canadian Military Association*.

GORDON, LE MAJOR GÉNÉRAL H. M. Lettre au major général sir W. Gordon, Portsmouth, le 20 janvier 1816. Original. Le nombre d'hommes requis pour la garnison. (*Documents divers*, vol. 16, N° 28.)

GOURLAY, ROBERT. Lettre à David Thompson, M.P.P., le 30 janvier 1851. Original. Il le remercie de son hospitalité. Il se plaint de mauvais traitements et repousse l'idée de compensation. (*Papiers de Gourlay*.)

GREY, LE LIEUTENANT GÉNÉRAL HENRY GEORGE. Liste de paye de l'état major au Cap de Bonne-Espérance, le 25 février 1809. Original signé par Grey. (*Documents divers*, vol. 16, N° 29.)

GUERRE, BUREAU DE LA.

(1) Transcriptions de *W.O.* 1, lettres reçues:

W.O.1, vol. 95. Le major général J. Skerrett au colonel Gordon, Terreneuve, le 14 août 1806.

W.O.1, vol. 96. Indes occidentales, Amérique, etc., 1800-1813.

W.O.1, vol. 97-387, 389-535. (Non copiés. Ne se rapportent pas au Canada.)

W.O.1, vol. 388. Les Royalistes français, 1793-1800. Extrait: le projet de former le Régiment Royal du Canada.

W.O.1, vol. 536. Dépêches du gouverneur, 1840-1841.

W.O.1, vol. 537. Divers sujets et emplois publics, 1840-1841.

W.O.1, vol. 538. Amérique du Nord, 1842.

W.O.1, vol. 539. Amérique du Nord, 1843.

W.O.1, vol. 540. Dépêches militaires, 1844.

W.O.1, vol. 541. Divers sujets et emplois publics, 1844.

W.O.1, vol. 542. Dépêches de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, 1845.

W.O.1, vol. 543. Dépêches de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, 1846.

W.O.1, vol. 544. Dépêches de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, 1847.

W.O.1, vol. 545-47. (Non copiés. Ne se rapportent pas au Canada.)

W.O.1, vol. 548. Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick, et Ile du Prince-Edouard, 1848-1849.

W.O.1, vol. 549. Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick, Ile du Prince-Edouard, Terre-Neuve et île Vancouver, 1850-1851.

W.O.1, vol. 550. Nouvelle-Ecosse, Nouveau-Brunswick et Ile du Prince-Edouard, 1852-1853.

W.O.1, vol. 551. Nouvelle-Ecosse, Bouveau-Brunswick, et Ile du Prince-Edouard, 1854-1855.

W.O.1, vol. 552. Dépêches du Canada et rapport du lieutenant Henry Warre et du lieutenant M. Vavasour sur le territoire de l'Oregon, 1845.

W.O.1, vol. 553. Emplois publics, Canada, 1845.

W.O.1, vol. 554. Dépêches du Canada, 1846.

W.O.1, vol. 555-558. (Non copiés. Ne se rapportent pas au Canada.)

W.O.1, vol. 559. Dépêches du Canada, 1848.

(2) Transcriptions de *W.O.* 34, papiers Amherst.

W.O.34, vol. 47. Caroline du Sud et Virginie, 1757-1763.

W.O.34, vol. 48. Caroline du Sud et Virginie, 1758-1763.

W.O.34, vol. 49. Détroit, 1760-1763.

W.O.34, vol. 50. Ticonderoga, 1759-1763.

W.O.34, vol. 51. Crown Point, 1759-1763.

W.O.34, vol. 52. Crown Point, 1759-1763.

W.O.34, vol. 53. Fort Stanwix, 1759-1763.

W.O.34, vol. 54. Forts William Augustus, Edouard et George, 1757-1763.

W.O.34, vol. 55-56. (Non copiés. Ne se rapportent pas au Canada.)

W.O.34, vol. 57. Le colonel John Bradstreet, 1758-1763.

W.O.34, vol. 58. Le colonel John Bradstreet, 1757-1763.

(3) Transcriptions de *W.O.* 57, Commissariat, lettres reçues:

W.O.57, vol. 14. Canada, 1811-1813.

W.O.57, vol. 15. Canada, 1814-1815.

W.O.57, vol. 16-35. (Non copiés. Ne se rapportent pas au Canada.)

W.O.57, vol. 36. Nouvelle-Ecosse, 1811-1812.

W.O.57, vol. 37. Nouvelle-Ecosse, 1813-1815.

(4) Transcriptions de *W.O.*58, Commissariat, lettres envoyées:

W.O.58, vol. 63. Canada, 1810-1811.

W.O.58, vol. 64. Canada, 1811-1815.

W.O.58, vol. 65. Canada, 1815-1820.

W.O.58, vol. 66-124. (Non copiés. Ne se rapportent pas au Canada.)

W.O.58, vol. 125. Nouvelle-Ecosse, 1809-1815.

W.O.58, vol. 126. Nouvelle-Ecosse et Bermudes, 1815-1820.

(5) Transcriptions de *W.O.* 62. Instructions.

W.O.62, vol. 44. Instructions aux gardes-magasins, 1812-1813.

W.O.62, vol. 45. Instructions aux officiers du Commissariat, 1809-1914.

HALIFAX, N.-E. Livres de bord, 1857-1885. Originaux, 12 volumes (N°s 52A-L).

HARGRAVE, J. J. (Compagnie de la baie d'Hudson). Lettre au révérend E. D. Neil, de la *Minnesota Historical Society*, Winnipeg, le 15 novembre 1879. Original. Demande de renseignements sur l'exactitude de la déclaration faite par lord Dufferin que Rainy Lake et River portaient d'abord le nom de Réné.

HART, EZEKIEL. Lettre d'affaire adressée au juge James Reid, aux Trois-Rivières, le 16 septembre 1808. Original. (*Documents divers*, vol. 16, N° 34.)

HEAD, SIR EDMUND. Lettre personnelle à Herman Merivale (sous-secrétaire à vie pour les colonies), Frederiction, le 22 août 1853. Original. Il refuse une offre du Gouvernement des Guyanes anglaises. Responsabilité d'avoir à choisir entre dissoudre l'Assemblée ou la laisser se rendre à son terme normal. Commentaires sur une tendance à intriguer qu'il a remarquée au cours de la dernière session de l'Assemblée. (*Papiers de sir Edmund Head*, vol. 2, N° 1.)

HERVIEUX, JACQUES. Commission le nommant capitaine en second d'une nouvelle compagnie de canonniers, Montréal, le 14 juin 1747. Ordre de se rendre à Carillon, le 13 juillet 1758. Transcription des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N°s 12 et 16.

HÔTEL-DIEU DE MONTRÉAL. Permis d'envoyer les occupants de six canots trafiquer avec les sauvages, le 15 juillet 1692. Transcription des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N° 2.

HÔTEL-DIEU DE QUÉBEC. Demande de secours financier adressée à la cour de France, le 20 octobre 1758. (*Documents de l'Hôtel-Dieu*, vol. 1.)

HUTTON, CORNELIUS (professeur à Québec). Affidavit portant sur des conversations qui indiquent l'imminence de la rébellion, le 15 décembre 1838. Original. (*Rébellion, 1837*, vol. 1, N° 3.)

INGLIS, LE TRÈS RÉVÉREND JOHN (troisième évêque de la Nouvelle-Ecosse). Lettre au révérend Robert Norris, Halifax, le 26 mars 1837. Original. La Société pour la Propagation de l'Evangile et la mission de Cornwallis. Il demande s'il doit rester au service de la Société.

ISLE-DIEU, L'ABBÉ DE L' (grand vicaire de Québec). Lettre à la duchesse d'Aiguillon, Paris, le 18 avril 1761. Il envoie le mémoire adressé à W. Pitt, de la part de l'Hôtel-Dieu de Québec. Il demande qu'une petite caisse soit envoyée de Londres à Québec, adressée au général James Murray.

JOSEPH, J. ET H. Lettre à James Reid (cour du Banc du Roi), Montréal. Berthier, le 18 octobre 1808. Original. Ils promettent d'acquitter leur dette. (*Documents divers*, vol. 16, N° 30.)

JUSTICE, ADMINISTRATION DE LA. Pétition du sous-procureur général de Montréal et ordre donné par Frontenac d'obtenir de la femme de Louis Ledoux une déposition dans le cas de Jean Valiquet, dit Laverdure, 1679. Transcription des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N° 2.

LA ROCHETTE, SIEUR DE. Lettre à [François Foucault], Paris, le 1er avril 1763. Original. Il a besoin d'une autorisation pour recevoir le traitement dû à Foucault. Il l'exhorte à retourner en France. L'habilité dont [Nicolas-Denis Foucault] a fait preuve dans l'administration de la Louisiane.

LAVAL, MONSEIGNEUR FR. DE. Lettre au pape Alexandre VI, du 8 novembre 1665, et lettre à la congrégation de la Propagation de la foi, le 10 septembre 1670. En latin. Transcriptions des Archives de l'Archevêché de Québec. (*Archevêché de Québec—Correspondance.*)

LEFROY, LE LIEUTENANT J. H. Lettres du Nord-Ouest, 1843 à 1845. Originaux. Ces lettres furent écrites par sir John Henry Lefroy alors qu'il faisait des observations météorologiques au Nord-Ouest. Elles constituent un ensemble de fines remarques sur les personnes et les lieux.

L'HEUREUX, JEAN. Description de "La branche nord de la Rivière Saskatchewan" et de "La Rivière à la Bataille". Probablement écrite à la maison des Montagnes Rocheuses en novembre 1871. Original.

L'ISLET. Voir BREF D'ÉLECTION.

LOW, MILDRED. Poème par le révérend G. J. Low; quatre poèmes imprimés, du chanoine F. G. Scott, 1936-1937, et signés. Lettres personnelles des personnes suivantes: May Bell Marks, 1900; sir Gilbert Parker, 1913; L. J. Mann, 1917; Martin Burrell, 1930; le chanoine F. G. Scott, 1937; le Dr R. J. Manion, 1938; R. S. White, 1938.

LUPIEN, PIERRE. Contrat de mariage, du 15 novembre 1705, entre Pierre Lupien dit Baron et Angélique Courault. Inventaire des biens de Lupien et de sa femme, le 10 septembre 1747. Transcriptions des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N°s 6 et 7.

MacCallum, les papiers de. Originaux. Présentés par M. T. MacCallum. En 1802, Archibald MacCallum fit l'acquisition d'une propriété à Rouse's Point et à Odelltown. Les papiers renferment de la correspondance qui s'arrête à 1842, des actes qui appartiennent à la famille Cookman, 1805-1860, ainsi que des notes et des lettres de James McGillivray, de John McGillivray et de John Adams, de Stanbridge, 1816-1835.

Macdonald, sir John A. Quatre lettres adressées à John A. Macdonell, d'Alexandrie, au sujet de l'organisation des élections, 1877-1887, et une lettre à W. S. Haight, au sujet de la réciprocité, le 11 février 1891. Transcription à la machine. (*Papiers additionnels de sir John A. Macdonald*, vol. 1.)

Mackenzie, Mrs. William Lyon. Pétition adressée à la Chambre d'Assemblée de l'Ontario, le 30 janvier 1868. On demande le payement des dépenses encourues par W. L. Mackenzie en qualité d'agent pour l'Assemblée en 1832. Ces dépenses s'élèvent à 500 louis. (*Papiers de Mackenzie*, vol. 4, N° 1.)

Mackenzie, William Lyon. Lettre au Dr E. B. O'Callaghan, à Toronto, le 18 avril 1858. Original. Ses remerciements pour les papiers de Darcy McGee. Au Canada, la population nourrit des sentiments aussi amers qu'en 1836. (*Papiers de Mackenzie*, vol. 4, N° 2.)

Mesplet, Fleury. Reçu signé par, le 3 juillet 1777. Original. (*Documents divers*, vol. 16, N° 36.)

Monarque, Jacques. Commission le nommant capitaine de la milice de la Rivière des Prairies, le 13 novembre 1760. Transcription des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N° 22.

Morris, l'honorable William. Lettre de sir George Arthur, le 14 avril 1839. Original. Son opinion sur les réserves du clergé n'est pas modifiée, mais la question devrait être réglée selon les principes de l'équité. (*Papiers de l'honorable W. Morris*, vol. 2, N° 1.)

Nelson, Wolfred. Lettre à William Lyon Mackenzie, écrite aux environs du 20 mai 1851. Original. Le rôle que jouera Mackenzie à l'Assemblée.

Nord-Ouest. Contrats pour voyageurs. Originaux. (1) Entre Louis Lafrenière et McTavish, Frobisher et Cie, Montréal, le 11 février 1797. (2) Louis Morneau et Daniel Sutherland au nom de la Société du Nord, le 22 avril 1801. (*Papiers du Nord-Ouest*, vol. 1, N°s 4 et 5.)

Nord-Ouest, territoires du. Commission nommant Roger Goulet et Narcisse Omer Côté commissaires préposés au dénombrement des métis et au règlement des réclamations des colons blancs des Territoires du Nord-Ouest, le 9 mai 1887. Original. Commission autorisant Narcisse Omer Côté et Samuel McLeod d'enquêter sur les réclamations des éclaireurs et d'autres personnes en ce qui a trait à la répression de la rébellion du Nord-Ouest en 1885. Le 19 juin 1900. Original.

Notre-Dame, Congrégation de. Reçu donné à monseigneur de St-Valier, évêque de Québec, pour 2,400 louis placés au nom de la Congrégation de Notre-Dame, à Ville-Marie, le 4 juin 1695. Ceci est déduit de son don à cette Congrégation.

Odelltown. Registre du loyer des bancs, Eglise Méthodiste, 1858-1881. Original. Présenté par M. T. McCallum.

ORDONNANCES. Les gens de Varennes doivent être convenablement habillés lorsqu'ils assistent aux offices divins, le 9 juillet 1756. Transcription des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N° 2.

Le 26 mai 1688. Les miliciens reçoivent l'ordre de retourner dans leurs compagnies. Transcription des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N° 3.

OTTAWA. *Local Council of Women*. Registre des délibérations, 1907-1939. Déposé par Mme G. D. Finlayson. Les registres des délibérations déposés antérieurement remontent à 1894.

PARIZEAU, JEAN-BAPTISTE. Commission le nommant capitaine de la milice de Varennes, le 24 octobre 1760. Transcription des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N° 21.

PICTOU, L'ACADÉMIE DE. Papiers qui se rapportent à la loi concernant l'Académie de Pictou, 1816-1817. Transcriptions. Ils comprennent le rapport de J. Stephen, du 11 septembre 1816, de *C.O. 323, vol. 40*, et le décret du Conseil du 17 septembre 1817, de *P.C.* 2, vol. 199, pp. 715-719.

PORT MEDWAY. Livres de bord, 1874-1890; 1900-1938. Originaux.

POSTES, LETTRES SUPPLÉMENTAIRES. Originaux:

(1) E. S. Freer à T. D. McGee, Montréal, le 7 décembre 1863. La transmission de livres en franchise et la bibliothèque du Parlement.

(2) Alpheus Todd à W. H. Griffin, bibliothèque du Parlement, le 17 décembre 1863. Même sujet.

(3) Sir Narcisse Belleau (ministre des Postes intérimaire), à Griffin, le 14 novembre 1866. Il lui envoie une note d'Alonzo Wright, M.P., au sujet de la construction de bureaux de poste. Il s'enquiert au sujet d'impression pour le département. (Sans annexe.)

PRÉVÔTÉ DE QUÉBEC. Registres, 1746 à 1747. Transcription.

QUEYLUS, L'ABBÉ GABRIEL. Entente concernant la division des biens familiaux, le 5 avril 1653. Signée par l'abbé de Queylus et son frère. Original.

RAMSAY, H. (rédacteur du *Farmer's Journal*). Lettre à, demandant un ou plusieurs articles sur la cuisine et les vergers, Montréal, le 4 avril 1856. Original. (*Documents divers*, vol. 16, N° 31.)

RECEVEUR GÉNÉRAL. Brouillard, 1849-1858. Original. Y sont inscrites les tables suivantes:

(1) Dates d'échéance des dividendes sur les obligations canadiennes, marché anglais, endroits où ils sont payables, le 16 janvier 1851.

(2) Sommes disponibles sur emprunt au crédit du receveur général, le 31 mai 1851.

(3) Valeurs en espèces dans les établissements bancaires et autres où l'argent du public est déposé, à l'intérieur et à l'extérieur du Canada, le 31 mai 1851, avec les taux de l'intérêt. (F3C, vol. I.)

REID, JAMES (cour du Banc du Roi, Montréal). Harangue au grand jury, Montréal, mai 1820. Sans signature.

RICHARVILLE, SIEUR DROUET DE. Liste de marchandises livrées à monsieur de Richarville pour le commerce au poste Tête de Bœuf (lac Winnipeg), le 28 septembre 1752. Transcription des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N° 13.

RIEL, LOUIS, PAPIERS DE. Reproductions au photostat. Présentées par Abner Kingman, Montréal. Elles comprennent les documents suivants:

(1) Mémoire historique du Nord-Ouest, le 22 janvier 1874. Par Louis Riel. Les événements qui provoquèrent la rébellion de la rivière Rouge.

(2) Riel au juge Hugh Richardson, Regina, le 26 octobre 1885, en anglais. Il le remercie du sursis qui lui a été accordé jusqu'au 10 novembre.

ROCHEBLAVE, PHILIPPE FRANÇOIS DE RASTEL DE. Certificat de noblesse, le 14 avril 1747. Instructions à Rocheblave, commandant au Fort Massiac, dans l'Illinois, le 22 mai 1760. Transcription des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N° 10.

ROUBAUD, PIERRE. Trois lettres. Transcriptions des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 13, N°s 33-35:

(1) Lettre à Perineau et à Fortier, (avant août) 1784. Le nouveau travail de P. Du Calvet.

(2) Lettre à Perineau, le 10 août 1784. Le travail de P. Du Calvet; ses propres difficultés financières; il se croit qualifié pour être agent des colonies.

(3) Lettre au Dr A. Mabane, le 6 novembre (peut-être) 1785. La situation sociale à Londres. Le secrétaire de lord Halifax lui a donné l'assurance qu'il trouverait un emploi sous peu.

Lettre de H. T. Cramahe et de sir Thomas Mills à (l'agent), lui demandant de maintenir l'allocation mensuelle de Roubaud pendant deux mois, le 13 juin 1765. (Au verso: reçu de Roubaud pour 10 guinées, le 14 juin 1765.) Original.

ROYAL HIGHLAND EMIGRANTS. Etat des sommes reçues par le capitaine Malcolm Fraser, pour le chirurgien et le payeur, du 25 juin au 24 décembre 1777. Original.

ST-SULPICE, SÉMINAIRE DE. Procuration donnée par les membres du séminaire de Villemarie au séminaire de St-Sulpice, à Paris, le 22 septembre 1705. (*Documents divers*, vol. 16, N° 19.)

ST-VALIER, MONSEIGNEUR DE. Procuration donnée par Mgr de St-Valier (évêque de Québec), le 3 mai 1713. Original. (*Documents divers*, vol. 16, N° 20.)

SAULT ST-LOUIS. Jugement prononcé par le brigadier général Thomas Gage, gouverneur militaire de Montréal, au sujet de la seigneurie du Sault St-Louis, le 22 mars 1762. Transcription des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N° 23.

SCOTT, R. W. Documents au sujet des écoles séparées; correspondance, 1859-1913. Originaux et transcriptions. Présentés par W. L. Scott. Ces lettres et documents s'ajoutent à ceux qui ont été antérieurement présentés et ils ont été insérés dans cette collection. La correspondance comprend des lettres de sir John A. Macdonald, de sir Wilfrid Laurier, de lord Aberdeen et de lord Minto.

SIMPSON, SIR GEORGE. Lettre à Richard Hardisty, Albany House, Michipocoten, le 24 juillet 1857. Original. Il donne des instructions sur la conduite des affaires à la maison d'Albany.

SOCIÉTÉ POUR LA PROPAGATION DE L'EVANGILE. Transcriptions:

D. 66, Lettres reçues, 1883.

D. 70, Lettres reçues, 1884.

D. 74, Lettres reçues, 1885.

STEDMAN, PHILIP. Contrat pour l'achat d'une terre des Six Nations, sur la Grande Rivière, le 2 mars 1795, au prix de 10,255 louis et 10 chelins. Signé par Joseph Brant et d'autres chefs. Photostat. Présenté par la Bibliothèque publique, à Ayr, en Ontario.

STEWART, NEIL. Lettre à Charles P. Treadwell, à Vankleek Hill, le 30 novembre 1837. Original. Il proposa d'avoir une réunion des sujets loyaux. (*Rébellion, 1837*, vol. 1, N° 1.)

STRACHAN, LE VÉNÉRABLE JOHN (archidiacre d'York). Lettre des administrateurs de l'église St. Andrew, Toronto, le 19 janvier 1838. Original. Ils nient que des terres leur aient été concédées à titre de congrégation unie à l'Eglise d'Ecosse.

TISSIER, LE RÉVÉREND PÈRE C. Lettre à — Horetzki, Fort Dunnegan, le 6 octobre 1872. Original. Présentée par C. H. de Lotbinière-Harwood. Récit de son voyage dans la région de l'Athabaska jusqu'au grand lac des Esclaves. Conseils utiles sur les possibilités agricoles.

TRAVAUX, BUREAU DES. Copies de lettres, du 14 février 1849 au 11 septembre 1852. Lettres de Horace Merritt, surintendant des travaux publics, adressées, pour la plupart, au secrétaire du bureau des travaux. (*P.W.*1, vol. 10.)

TRÉSORERIE, PAPIERS DE LA. Transcriptions de la Série T 28, lettres envoyées, diverses:

T 28 vol. 1. Amérique, 1763-1768.

T 28 vol. 2. Amérique, 1768-1793.

T 28 vol. 3. Amérique, 1797-1823.

T 28 vol. 4-7. (Non copiées. Ne se rapportent pas à l'Amérique du Nord.)

T 28 vol. 8. Départements naval et militaire, 1811.

T 28 vol. 9. Départements naval et militaire, 1811-1812.

T 28 vol. 10. Départements naval et militaire, 1812-1813.

T 28 vol. 11. Départements naval et militaire, 1813-1814.

T 28 vol. 12. Départements naval et militaire, 1814-1815.

T 28 vol. 13. Départements naval et militaire, 1815-1816.

T 28 vol. 14. Départements naval et militaire, 1816-1817.

T 28 vol. 15. Départements naval et militaire, 1817-1818.

T 28 vol. 16. Départements naval et militaire, 1818-1819.

T 28 vol. 17. Départements naval et militaire, 1819-1820.

T 28 vol. 18. Départements naval et militaire, 1820-1821.

T 28 vol. 19. Départements naval et militaire, 1821-1822.

T 28 vol. 20. Départements naval et militaire, 1822.

VANFELSON, WILLIAM. Permis signé par le général James Murray. Vanfelson pourra aller faire la pêche à Gaspé et à la baie des Chaleurs, le 27 août 1763. Transcription des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N° 20.

VAUDREUIL, FRANÇOIS PIERRE RIGAUD DE. Lettre au ministre, le 12 mai 1752. Son droit exclusif de faire le commerce avec les sauvages du lac des Deux Montagnes. Transcription des Archives du Séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 17, N° 11.

VERNOR, HENRY. Lettre à sa femme qui est en visite en Angleterre, Montréal, le 30 juin 1839. Affaires de famille. Original.

VIGER, JACQUES. Transcriptions des Archives du Séminaire de Québec. "Notes au crayon—Tour du District de Montréal": suite de son journal écrit lorsqu'il était trésorier de la commission nommée en vertu de la loi concernant les pertes causées par la rébellion, 1851. ("Voyages à Kingston", janvier 1842.)

WRIGHT, PHILEMON. Concession du canton de Hull à Philemon Wright et à d'autres personnes, le 3 janvier 1806. Copie. Transcription à la machine. Présentée par Mlle Helen Farmer, Londres, Angleterre.

DOCUMENTS HISTORIQUES

NOTES ET SOUVENIRS D'UN HABITANT DE MONTRÉAL DURANT L'OCCUPATION DE CETTE VILLE PAR LES BOSTONOIS DE 1775 À 1776[1]

PAR PIERRE FORETIER[2]

Dans le cours de l'hyver de 1775-1776, la ville de Québec étant assiégée par les Américains et celle de Montréal en leur pouvoir, on me remit entre les mains des Dépêches ou Lettres pour le Général *Guy Carleton* alors Gouverneur de cette Province. Quoique les obstacles pour faire parvenir ces lettres à leur adresse dussent paroite presque insurmontables, je ne laissai pas d'en tenter l'entreprise. Je fis donc partir de Montréal Messieurs *Lamothe* et *Papineau*, avec chacun un bâton brut, creusé de façon à récéler ces lettres. Ils passèrent par le sud du fleuve St. Laurent, marchant le jour par les bois, et la nuit par les grands chemins; se rendirent plus bas que Québec; traversèrent à l'*isle* d'*Orléans*, et entrèrent de nuit dans la Ville, où ils remirent les deux bâtons au Général Carleton. Pendant ce temps, j'étois très inquiet de la réussite.

Je savais qu'il se formoit une petite armée de Canadiens et de Sauvages dans la *Paroisse* de *Vaudreuil*, dans le dessein d'attaquer un Retranchement où il y avoit un dépôt de vivres et de munitions de guerre, gardé par environ 300 Américains. Je savois aussi que cette petite armée de Canadiens et Sauvages manquoit de poudre, de balles, de souliers de chevreuil etc. Je desirois leur procurer ces divers articles si nécessaires; mais j'avois pour cela bien des difficultés à surmonter.

Les officiers Américains et une grande partie de leurs troupes étoient logés chez les habitants de la Ville de Montréal; et, pour ma part, je logeois le Colonel *Jean Philippe* de *Haas*, ses aides-de-camp et ses domestiques. Voici le moyen auquel j'eus recours pour tromper la vigilance de mes hôtes, et secourir la petite armée canadienne de Vaudreuil.

Je donnai à souper au Colonel de Haas et à sa suite, et fis servir la table par ses propres domestiques. Rien ne fut épargner pour prolonger le plaisir de la soirée (on se retira de table à trois heures après minuit) et pour détourner l'esprit de mes convives vers le seul objet de la fête; mais dans ce même moment quatre personnes de confiance (Messieurs Basile *Proulx*, Basile *Desfonds*, le *Capitaine Roi* et Louis Joseph *Soupras*) promptes à saisir l'occasion, comme nous en étions convenus ensemble, enlevèrent de mes voutes quelques barils de poudre, de 15 chacune, des sacs de balles, des peaux de chevreuil, etc. Tous ces articles furent mis dans des poches remplis de farine, qu'on descendit avec des cordes pardessus les murs de la Ville, dans des voitures qui s'acheminèrent avec vitesse à travers St. Laurent, Ste Geneviève, la Pointe Claire, Ste Anne, ayant l'air de revenir du moulin avec leur farine. Ces voitures arrivèrent de nuit à *Vaudreuil*, chez le curé *Beaumont*, qui étoit dans notre secret. Il fit déposer ces effets dans un grand trou qu'il avoit fait creuser d'avance dans un guéret d'automne. Le trou fut comblé de terre et il mit paître un troupeau de moutons dans l'endroit même de la cache. Cette ruse eut son plein effet: on ne s'imagina point que l'herbe que paissoit ces

[1] Archives Publiques, *Papiers de Viger*, vol. 4 (Copie des Archives du Séminaire de Québec).

[2] Ces notes et souvenirs sont de M. le colonel de Milice Pierre Foretier, qui eut la complaisance de me les dicter, en 1806, pour la collection de M. S. S. Canadiens dont je m'occupois dès-lors. Né à Montréal le 12 janvier 1739, Mr. P. F. y est décédé le 2 décembre 1815, à 76 ans.—Jacques Viger.

animaux couvrit un tel magazin. Ces munitions furent délivrées, en temps et lieu, au corps de notre petite armée, qui se rassembloit par le moyen de M. *De Montigny*, l'ainé, avec qui je m'entendois. Ce monsieur alla avec ce corps de loyaux Canadiens, joindre le capitaine *Forster*, de l'armée angloise, qui se mit à leur tête avec ses soldats et ses sauvages que lui avoit aussi amenés le Chevalier *De Lorimier*, alla droit au retranchement américain, l'investit et le prit. Ceci se passa au printemps de 1776.

Les prisonniers américains faits à ce combat furent d'abord conduits à l'*Isle-aux-Tourtes* puis confiés à la garde des sauvages de la Mission du *Lac des deux Montagnes*. Ceux des Rebelles qui eurent la vie sauvé, traversèrent, après l'action, à *Ste Anne*, sous la conduite de leur chef *Arnold*: ils s'y retirèrent pendant quelques jours, dans la maison de Mess. de Montigny, appelée *Fort Senneville*, située à la pointe occidentale de *l'Ile de Montréal*, et à laquelle ils mirent le feu, le 1er juin 1776, lorsqu'ils l'évacuèrent pour revenir à Montréal.

J'avoue bien que, pendant l'occupation de cette ville par les Américains (ou *Bostonois*, comme on les appeloit plus communément alors) je n'étois point sans inquiétude; car on me disoit souvent, et même mes amis, que j'étois soupçonné d'agir en quelque chose contre ces Rebelles, dont nous étions comme les prisonniers. Enfin je fus arrêté, et quatre soldats me menèrent à la Maison du Gouvernement, où restoit alors celui qui commandoit, le sieur Wooster.

On me fit asseoir sur un petit banc. J'y restai au moins deux heures, dans la seule compagnie de mes gardes. Je m'attendois qu'on alloit me faire subir un examen rigoureux, et j'en craignois les conséquences. Enfin une porte s'ouvre: le Commandant entre, accompagné de 12 à 15 officiers, et s'étant tous assis, l'un deux[1] me dit en bon françois, avec un air sérieux: "Mr. Foretier, nous avons de grands soupçons contre vous, vous nous trahissez: vous passerez mal votre tems, si nous pouvons parvenir à avoir la moindre preuve: prenez garde à vous, oui, prenez bien garde à vous.

Ensuite, ils se levèrent tous, et le commandant, Monsieur Wooster, en me donnant la main, me fit dire par le même Mr. *Price*: "Je vous recommanderai au colonel De Haas qui demeure chez vous, et je lui enjoindrai d'avoir l'œil sur votre conduite; allez, Monsieur, mais prenez garde à vous. Me voyant libre, je me hâtai de rejoindre ma famille, que je trouvai toute en pleurs.

Peu de jours après, Mr. Wooster ayant appris qu'une flotte angloise étoit arrivée à Québec avec des troupes, et que le Général *Burhoyne* en étoit le Commandant, il fit assembler chez lui ses principaux officiers pour tenir conseil. Le Colonel de Haas qui aussy avoit été appelé, n'en fut pas plutôt sorti, et rentré chez moi, qu'il monta vite à ses appartements, donna ordre à ses domestiques d'emballer ses effets sans tarder, en les informant qu'ils alloient immédiatement rejoindre avec lui et sa suite son Régiment en station à *Longueuil*. Il descendit alors chez moi, et m'invita très fort à l'aller voir à Longueuil, le soir même, après soleil couché; et il me dit qu'il avoit bien des choses à me communiquer, et de très grande conséquence pour moi. Je lui promis de me rendre au lieu d'invitation.

Quand l'heure du départ fut arrivée, mon épouse et mes enfans, instruits du lieu où j'allois, se mirent à pleurer et firent tout ce qu'ils

[1] C'étoit Mr. *Price*, l'associé de Mr. *Hayward*, qui tenoit un gros commerce à Montréal. Il étoit commissaire Général pour tous les besoins de l'armée ennemie. Note du Colonel Foretier—Jacques Viger.

purent pour me détourner de ce voyage. Ils me dirent que le colonel De Haas sous le faux prétexte de confidence qu'il prétendoit me faire, cachoit son intention de se saisir de moi, me faire son prisonnier et me trainer à sa suite dans les colonis révoltées. Après quelques moments d'hésitation et de réflexion, je résolus pourtant de tenter la fortune, et je m'arrachai de leurs bras.

Je traversai dans un petit canot; la nuit étoit très obscure. Je laissai mes hommes au canot, et, à quelques pas de là, je rencontrai le colonel qui venoit à moi; je reconnus sa voix. Il me prit par la main, me fit monter sur la côte, et m'ayant fait asseoir sur l'herbe avec lui, il me dit:

"Dans le Conseil que nous avons tenu aujourd'hui chez le Commandant, il a été arrêté, que demain matin, vers les 7 heures, un détachement de 40 hommes commandé par un sergent, ira chez vous prendre et enlever toutes les marchandises de votre magazin de la haute-ville; mais il n'a pas été question de vos magazins de la basse-ville. On doit aussi piller tous les autres magazins de la basse-ville, mais je ne me souviens pas des noms des marchands. La raison de ceci est que nous avons besoin de divers articles qui nous manquent. Enfin, tirez parti, autant que vous pourrez, de mon avertissement.

Croyez, continua-t-il, Mr. Foretier, que je suis un vrai et bon Royaliste, et que si je sers dans ces troupes c'est malgré moi. Tout mon Régiment a été formé à mes propres dépens. J'ai eu à opter ou d'être privé de tous mes biens, qui sont considérables, ou de former et entretenir un Régiment que je commanderois, moi-même dans cette guerre; et, dans ce moment, mon Régiment manque de souliers; je vous prie de m'en procurer 800 paires, et je vous donnerai mes traites sur Mess. *Meuse* et *Caldwell* à *Philadelphie.*

Je lui promis de lui envoyer les 800 paires de souliers, et je le remerciai très fort de son information au sujet de mon magazin.

Je revins chez moi; ma famille étoit fort inquiète sur mon sort; je lui fis part de ce que je venois d'apprendre, et rétablis ainsi le calme à la maison.

Il étoit alors minuit. Sans perdre de tems, j'entrai dans mon magazin, et avec l'assitance de Mr. *Charles Latour*, il fut vidé de tout ce qu'il y avoit dedans de plus précieux, comme galons d'or et d'argent, dentelles de velenciennes, rubans, toiles fines, que nous jettâmes dans une trappe qui communiquoit aux voutes de derrière de ma maison; d'où mes enfants, mes commis et mes domestiques transportoient ces effets jusque dans la troisième voute. Après cela, nous remplîmes toutes les tablettes du magazin de grosses toiles, grosses étoffes et autres marchandises de peu ou de moindre valeur. Il étoit quatre heures du matin quand nous eûmes fini.

Nous attendions l'évènement annoncé la veille, lorsqu'en effet, entre 7 et 8 heures, le détachement arriva à ma porte. Le sergent entrant seul, me demanda poliment de lui faire ouvrir la porte de mon magazin, "ayant me dit-il, ordre de prendre et d'enlever les marchandises qu'il renfermoit." Sur mon refus, il se mirent tous à défoncer la porte avec des pinces de fer et des marteaux de forgerons, cassèrent la porte de fer, et après avoir travaillé deux heures de temps, ils purent enfin enlever tous les effets qu'ils y trouvèrent.

Ce soir là même le colonel De Haas vint souper avec moi dans ma chambre de derrière, tant pour savoir le résultat du magazin, que pour me donner une lettre d'échange pour le payement des 800 paires de souliers.

Pendant que nous étions à table, Mr. Basile Proulx que j'avois envoyé au devant du capitaine *Carleton*, que je savais être en route pour Montréal, arriva et me dit qu'il avoit laissé le Capitaine aux *Trois-Rivières;* qu'il arriveroit dans peu à Montréal avec 400 hommes de troupes, et qu'il me prioit bien de subvenir au logement de ses soldats. Il me faisoit dire, en outre, qu'un certain nombre de troupes montoit à *St. Jean*, par la rivière *Chambly*.

Le lendemain Mr. Price vint me prier de prêter ma calèche pour conduire sa femme et le Dr. *Franklin*, jusqu'à la Pte *St-Charles*, ce que je fis.[1]

(1) Le 11 mai 1776—Journal de Chs. Carroll.—Jacques Viger.

CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT À TATAMAGOUCHE, DANS LA NOUVELLE-ÉCOSSE, EN 1795

RENSEIGNEMENTS SUR LA PROPRIÉTÉ DE TATAMAGOUCHE DANS LA NOUVELLE-ÉCOSSE[1]

obtenus sur les lieux par la capitaine John Macdonald et tranmis à son ami le lieutenant-gouverneur Desbarres, possesseur de la dite propriété.

Liste des locataires sur la propriété de Tatamagouche et mémoire donné par le gouverneur Desbarres au capitaine M Donald.

N°

1. Wellwood Waugh—+
2. George Gratteau—O
3. James Gratteau—O
4. David Langille—+
5. Mathew Langille—O
6. George Tatteray—+
7. James Bigueny—O
8. George Mettetal père—+
9. George Mettetal fils—O
10. George Patterkin—O
11. James Langille—O
12. Peter Maillard—+
13. John Shea—O
14. Robert Adam—+
15. James Martin—O
16. George Langille—+
17. John James Langille—O
18. John Magra—O
19. James Jodrill—O
20. John Minigo—O

N.B. Ceux dont les noms sont suivis d'une croix vivent encore–
Ceux dont les noms sont suivis d'un cercle sont morts ou ont quitté leurs terres.

Lorsque la France possédait le Cap-Breton, un certain nombre de familles acadiennes s'étaient établies ici et faisaient un commerce considérable de blé, de bestiaux et de bois avec Louisbourg. Elles y vendaient aussi du poisson et quelques fourrures.

[1]Archives publiques, Papiers de Desbarres, vol. 4.

En 1770, j'y établis 18 familles venues de Lunenburg et les fournis de vivres, de bestiaux, etc; elles sont devenues 28 familles.

Voici quelles étaient les conditions d'établissement: 60 acres à chaque famille, ses héritiers, etc. moyennant le payement de cinq chelins la septième année, de dix chelins la huitième année, d'un louis la neuvième année, de trois louis la dixième année, et de trois louis chaque année subséquente.

Ces familles devaient élever le croît des bêtes à corne, des brebis, etc., qu'elles recevraient, et le diviser en deux parts égales dont l'une allait au propriétaire.

De larges étendues de terres mises en valeur furent réservées à d'autres colons qui les obtiendraient ultérieurement à des conditions différentes ou plus avantageuses. Furent également réservées certaines terres qui se prêtaient à l'érection de scieries, de moulins à farine ou à l'établissement de villes.

On me dit que plusieurs locataires ont quitté leurs terres.

Liste des locataires sur la propriété de Tatamagouche conformément à leurs déclarations, avec le loyer qu'ils payent et certaines remarques.

		£	s	d
N⁰	1. Wellwood Waugh.....			
	2. Thomas Waugh.....	15 "	0 "	0
	3. Alexander Waugh.....			

C'est le père et deux fils qui viennent de se marier et se sont établis en cet endroit. La terre qu'ils possèdent appartenait, si je ne me trompe, à M. Delesderniers et est située à environ deux milles en amont de la rivière Tatamagouche ou Southampton. A celui qui passe par Saint-Jean pour arriver ici, ces lieux, comme tous les autres emplacements sur la côte, présentent un aspect sauvage et terne; mais quand la température est clémente, ils ne sont pas dépouvus de beauté et de pittoresque. Ils renferment deux ou trois vallons d'une superficie de quelques acres et quelques marais qu'on ne saurait toutefois comparer aux marais de plusieurs autres parties de la Nouvelle-Écosse. Quoique d'une très petite étendue, ces marais confèrent aux terres leur principale valeur, puisqu'ils facilitent la culture des plateaux. Et ces terres, au sujet desquelles je dirai plus loin tout ce qui me vient à l'esprit, sont assez semblables à celles des environs. Profitant de cette situation avantageuse, les colons semblent défricher et cultiver ce sol difficile avec beaucoup plus de vigueur que n'en manifestent tous ceux que j'ai pu observer en ces parages. Ils paraissent très actifs et laborieux et capables autant que quiconque en Amérique de faire toute espèce de travail, soit sur terre, soit sur mer. Ils fabriquent eux-mêmes le fer qui leur est nécessaire et ils ont construit un petit moulin à farine pour répondre aux besoins de leurs familles. De concert avec M. Wm. Desbarres, le propriétaire, ils ont aussi construit, sur la rivière Frédéric, une scierie qui, si j'ai bonne mémoire, produira annuellement environ 200,000 pieds de planches. Ils vont au marché, à Halifax, pour y vendre leurs bestiaux, et ils y créent toute la vie et le mouvement dont cette ville semble susceptible; c'est, en somme, fort peu de chose, mais sans eux, ces lieux seraient, de

toute façon, l'image de la mort. Ils sont très hospitaliers et, comme je m'en suis rendu compte, ils aiment obliger les étrangers; ils ont souvent l'occasion de le faire, puisque le chemin de Cobequid traverse leurs terres. De quelques milles moins long, ce chemin, dans deux ans, sera aussi carrossable que celui de Pictou. L'un de ces colons est juge de paix. Si ma mémoire ne me fait pas défaut, la terre qui leur fut accordée en échange du loyer susmentionné comprend environ 1,000 acres. Lorsque Mme Cannon ne put payer en espèces pour empêcher la saisie de ses biens, etc., M. Wellwood, comme il me l'a dit lui-même, lui donna 100 louis et il s'engagea à lui remettre en tout la somme de 250 louis dont la balance, c'est-à-dire 150 louis, à l'automne. Ces 250 louis étant tenus pour le prix d'achat de la terre, l'intérêt à six pour cent, taux légal de la province, produirait annuellement 15 louis, montant du loyer. En commentant ces espèces de ventes, je lui fis observer que je n'avais aucune autorité pour les effectuer et que je ne pouvais savoir si le gouverneur Desbarres approuverait la conduite de Mme Cannon. Je donnai à entendre que pour obtenir cette approbation il serait prudent de voir à ce que la somme fût remise au gouverneur Desbarres lui-même. M. Wellwood Waugh répondit que l'argent déjà donné devait être employé à payer l'hypothèque sur les biens saisis; c'était du moins ce qu'on lui avait appris. Il verrait à ce que la balance de la dite somme vous fût payée. Quant à lui, il consentirait volontiers à recevoir seulement, en échange de la somme, une obligation stipulant que l'intérêt et le loyer seraient versés jusqu'à concurrence de l'obligation. Voilà où en sont les choses; il n'y a pas d'autres remarques à faire au sujet de cette terre.

N° 4. Robert Adams..... 3 " 0 " 0

C'est un bon locataire qui travaille bien et paye bien. D'après les notes que j'ai prises alors, cet homme a deux lots sur la pointe Gushard dans le coin occidental de la concession.

N° 5. James Langille..... 1 " 15 " 0

Il voudrait avoir un autre lot pour lequel il ne payerait maintenant que la moitié du prix c'est-à-dire..... 0 " 15 " 0 mais il payera trente chelins quand le contrat aura été signé. On me dit que James Langille est un colon travailleur et prospère. Sa terre est située à la Pointe Brulé.

N° 6. Thomas Henderson.....

C'est un nouveau colon qui occupe des terres neuves. Il y a construit de bonnes maisons et semble laborieux. On n'a pas encore conclu un marché avec lui; et même si l'on faisait là-dessus les calculs nécessaires, l'échéance de son premier loyer ne serait pas encore arrivé. C'est pourquoi il y a un blanc après son nom. Il aura sans doute à verser, comme tous les autres, une somme insignifiante.

N° 7. George Langille père ..... 5 " 0 " 0

D'après les notes que j'ai prises, lorsque j'étais dans cette région, cet homme a deux lots; ce sont des terres que baigne la rivière Frédéric et qui appartenaient autrefois au vieux Gratteau. On me dit que George Langille père est un colon travailleur et prospère et qu'il restera sur ses terres.

N° 8. George Langille fils ..... 1 " 5 " 0

Cet homme est au blockhaus. M. Waugh s'est demandé s'il avait le droit de louer cette terre: certains affirment qu'elle a été achetée par le Gouvernement lors de la construction du blockhaus. Ce colon semble satisfait de sa terre, quoique l'absence d'un bail l'ennuie. Je serais porté à croire que le Gouvernement n'utilisera jamais le blockhaus, etc.

N° 9. Henry Heddon ..... 1 " 13 " 4

Cet homme a passé deux ans à la pointe Chappel, mais on dit qu'il quittera bientôt cet endroit.

N° 10. George Mettetal ..... 1 " 13 " 4

La terre de cet homme est située à côté de celle d'Heddon, à droite en remontant la rivière. Mettetal voulait avoir un bail. Quand le bail fut rédigé, ce colon ne voulut pas l'accepter: son fils était à la recherche d'autres concessions. On ne sait pas encore s'il finira par accepter le bail. S'il part on trouvera peut-être un autre locataire. La terre est située à l'embouchure de la rivière. J'ai parlé à ce colon. S'il a refusé le bail, c'est, dit-il, parce qu'on ne lui donnait pas en même temps un marais, appelé Ile Bigueny, qui lui avait naguère été utile. Ce marais, ajouta-t-il, était mentionné dans son premier bail qui devint la proie du feu. Si la concession du marais était incluse dans le nouveau bail, il prendrait cent autres acres de terre forestière. Il en resulta une dispute entre lui et M. Waugh. Ce dernier me fit observer que si l'on permit tout d'abord à ce colon d'utiliser le marais, alors que personne ne pouvait s'en servir, il n'était pas raisonnable de croire qu'on le lui laisserait à titre gracieux, quand d'autres colons en ont besoin et consentiraient à en payer le loyer. Comme il ne m'était pas possible de savoir si le premier bail comportait la concession de ce marais, je ne pus m'empêcher de trouver très sage la remarque de M. Waugh. Au même endroit se trouve une troisième terre autrefois occupée par James Bigueny, maintenant parti. D'après mes notes, cette terre est sans occupant. Quand on les regarde du port, à une certaine distance, ces trois terres présentent un aspect agréable; mais quand on est sur les lieux elles n'ont vraiment rien d'important. Le peu de blé qui s'y trouvait était d'une qualité inférieure, Quelques petites pommes de terre avaient une meilleure apparence, parce que là où il y a un peu de fumier, les pommes de terre en obtiennent évidemment une quantité suffisante. Les autres terres qui appartenaient à ces colons et qui étaient autrefois exploitées sont redevenues boisées, ce qui démontre qu'elles ne furent pas cultivées comme elles auraient dû l'être.

A moins qu'un homme actif et entreprenant ne s'y établisse et ne profite de la superficie déboisée pour défricher et cultiver une plus grande étendue du sol, la terre actuellement déboisée sur les trois fermes n'équivaudra qu'à une ferme. Il ne semble pas y avoir des gens de ce calibre à Tatamagouche, mais l'un des colons de M. Waugh pourrait peut-être entreprendre ce travail. Toutefois, en plus de la ferme qu'ils possèdent sur ce domaine, ils ont en d'autres endroits des terres boisées plus importantes. Et les terres sur cette côte produisent un si faible revenu que celui qui les occupera payera un loyer probablement inférieur à celui de l'ancien occupant.

N° 11. Thomas Stevens..... 1 " 5 " 0

C'est un vieillard. Quand il mourra, on peut se demander si on lui trouvera un successeur. D'après les notes que j'ai prises, lorsque j'étais sur les lieux, la ferme de Bigueny, dont il est question, est sans occupant. Et Stephens que j'ai vu est censé payer le loyer de cette ferme. Mais lorsque je relis attentivement ces notes, je me demande si c'est une quatrième terre, en plus des trois autres dont j'ai parlé, ou si c'est la terre sans occupant qui appartenait à Bigueny. J'ai oublié de consigner ce détail en prenant mes notes. C'est la première terre que l'on trouve en quittant l'embouchure de la rivière Frédéric. J'ai l'impression qu'il n'existe que trois fermes entre l'embouchure de la rivière Tatamagouche et celle de la rivière Frédéric: voilà la cause de mon doute.

N° 12. John Maillard.....
N° 13. William Hayman..... } 1 " 13 " 4

Si le lot vacant de Bigueny, dont je viens de parler, n'est pas tenu par le susmentionné Thomas Stevens, c'est peut-être celui-là pour lequel John Maillard et William Haymen payent ce loyer annuel en attendant qu'un autre s'y établisse. Donc, si la terre laissée sans occupant par Bigueny est bien celle que cultive Thomas Stephens dont le nom apparaît au N° 11, alors il n'existe que trois fermes entre l'embouchure de la rivière Frédéric et la terre N° 9 de Heddon à la pointe Chappel, c'est-à-dire les trois fermes dont tout le sol défriché n'équivaut, comme je l'ai dit, qu'à une seule ferme convenable.

Mais si la terre laissée sans occupant par Bigueny n'est pas celle que cultive Thomas Stephens dont le nom apparait au N° 11, alors il existe quatre fermes en cet endroit, c'est-à-dire la ferme N° 9 de Heddon, la ferme N° 10 de Mettetal, la ferme N° 11 de Thomas Stephens, et la terre vacante de Bigueny qui accroît d'autant la valeur du territoire.

Si la ferme de Bigueny est bien celle pour laquelle Maillard et Hayman payent un loyer de 1 louis, 13 chelins et 4 deniers, il y a alors quatre fermes. Et cette quatrième ferme, qui appartenait autrefois à Bigueny, rapporte actuellement un loyer. Si la terre de Bigueny n'est pas celle qu'occupe Stephens ou celle pour laquelle Maillard et Hayman payent un loyer de 1 louis, 13 chelins et 4 deniers, alors il y a, en plus des trois fermes N°s 9, 10 et 11, deux autres

fermes: la ferme de Bigueny sans occupant et celle pour laquelle Maillard et Hayman payent actuellement un loyer de 1 louis, 13 chelins et 4 deniers, ce qui accroît d'autant la valeur du domaine. Ce doute, qui ne saurait être levé autrement que par une inspection des lieux, résulte simplement d'une omission involontaire dans mes notes. Je ne m'en suis rendu compte que récemment, et ma mémoire, moins fidèle qu'autrefois, ne précise la situation de ces terres.

N° 12. John Maillard.....
N° 13. William Hayman.....

Ce sont les deux hommes dont j'ai déjà parlé et qui, comme je l'ai dit, payent un loyer de 1 louis, 13 chelins et 4 deniers. Nouveaux venus sur une terre en friche située entre la rivière Frédéric et la terre de M. Waugh, à environ un mille en aval de cette dernière, ils y ont bâti des maisons passables. Au cours du mois de juillet, leur blé paraissait devoir répondre à leurs espérances tant par la qualité que par la quantité. Ils cultivent environ 180 acres, mais le terme du loyer n'est pas encore échu.

N° 14. David Langille fils.....	5 ″	0 ″	0
N° 15. David Langille père.....	5 ″	0 ″	0
N° 16. Mathew Langille.....	5 ″	0 ″	0
N° 17. George Tatteray.....	5 ″	0 ″	0

Ces quatre colons vivent en amont de la rivière Frédéric dans un vallon où se trouvent leurs fermes. En vertu d'un acte, le gouverneur Desbarres concéda en premier lieu cette superficie à neuf familles, moyennant un loyer de 27 louis. Seulement quatre d'entre elles s'y établirent et occupèrent tout le vallon: John James Langille, défunt père de David Langille fils, ainsi que les susmentionnés, David Langille père, George Tatteray et Mathew Langille. Ces occupants devaient payer tout le loyer, soit 27 louis, somme qu'ils tenaient, avec raison, pour trop élevée. Lorsque le gouverneur Desbarres se rendit au Cap-Breton, John James Langille alla le voir pour lui exposer la situation et le gouverneur écrivit sur un bout de papier qu'ils devaient payer une somme annuelle de 20 louis ou quitter ces lieux.

Voici maintenant où en sont les choses. Les occupants trouvent que 20 louis représentent une somme encore trop élevée et qu'ils ont besoin d'une réduction de loyer, surtout parce qu'une certaine étendue de terre a subi tant de dégâts par la rivière, au moment de la débâcle, qu'elle ne justifie nullement un loyer de 5 louis, comme les trois autres, la quote-part étant quand même jugée trop élevée. Feu John James Langille qui est allé voir, comme je viens de le dire, le gouverneur au Cap-Breton, occupait cette terre endommagée. La réduction du loyer de 27 à 20 louis le laissa quand même découragé. Il se rendit donc à Lunenburg où il prit une terre; mais au bout de quelque temps, il revint à Tatamagouche et continua à occuper la même terre jusqu'au jour de sa mort, alors que David Langille, son fils, le remplaça.

David Langille, fils du dit John James Langille, n'est ni chair ni poisson. Il désire continuer à cultiver la terre, mais il ignore absolument s'il pourra le faire. Il semble admis de tout le monde que ce colon ne pourra se maintenir, à moins que le loyer de sa partie de la terre endommagée ne soit diminué.

N° 15. David Langille père est un vieillard. Il semble bien que le fils quittera la terre après la mort du père.

N° 16. Mathew Langille est un vieillard qui n'a personne pour le remplacer quand il mourra. La ferme deviendra donc vacante. Mais comme c'est l'une des bonnes terres, elle devrait attirer un locataire si le loyer est diminué.

N° 17. George Tatteray est un vieillard qui a de jeunes enfants. Sa ferme, à n'en pas douter, deviendra vacante quand il mourra. Elle sera toutefois prise par un autre locataire, surtout si le loyer est diminué, parce que c'est une des bonnes terres du vallon.

Ici je dois consigner une remarque qui s'applique plus ou moins à tous les anciens colons, mais surtout à ceux qui ont occupé ce vallon: le fait qu'ils n'ont pu, depuis leur arrivée, défricher et cultiver une plus grande superficie et ainsi ne plus dépendre entièrement du vallon et des marais, fournit la très regrettable preuve que le sol est pauvre ou que les locataires sont paresseux. Je considère que les vallons et les marais sont d'une valeur exceptionnelle au début d'un établissement, alors qu'ils permettent à un colon de mettre les plateaux en valeur. Si l'on n'obtient pas ce résultat au bout d'un certain temps, je dirais volontiers que le jeu n'en vaut pas la chandelle, à moins que les marais et les vallons ne soient assez considérables pour constituer une ferme passable sans les plateaux. La culture des plateaux présente, si je ne m'abuse, des difficultés. Mais quel travail peuvent accomplir tous ces vieillards? Pourquoi ces terres autrefois défrichées, sont-elles redevenues boisées si ce n'est par l'inertie des locataires?

N° 18. Peter Maillard..... 1 " 10 " 0

Le Gouverneur connaît depuis longtemps cet homme qui s'est établi dans le havre. Il m'a demandé de lui vendre la terre et il disposerait immédiatement de tout son avoir, même s'il devait par la suite vivre misérablement, afin de verser le prix d'achat et de ne plus être astreint à payer un loyer. L'obligation de payer ce loyer annuel constitue un véritable ennui: la récolte de foin ne permet pas toujours d'élever les bestiaux qui rapporteraient le prix du loyer et quand, par hasard, on a une vache à vendre, la distance qu'il y a à parcourir entre le marché et Halifax réduit le profit à rien. Il n'y a, en outre, aucune demande de beurre, de volailles, d'œufs, de poisson, de sucre d'érable, de bardeaux ou d'un produit quelconque dont la vente peut procurer quelques deniers. Il dit qu'il a offert 25 louis à Mme Cannon pour la terre; mais elle lui demanda 30 louis, somme qu'il considéra

comme trop élevée. Je lui répondis que je n'avais certainement aucune autorité pour effectuer ces ventes et je me demandais si tel n'était pas aussi le cas de Mme Cannon. Il ajouta qu'elle avait vendu sa terre à M. Waugh; alors pourquoi dans son cas et celui des autres ne pourrions-nous pas, elle et moi, agir de même? Pour acheter ces fermes, tous auraient probablement recours au même procédé, c'est-à-dire qu'ils vendraient le peu de biens qu'ils possèdent. Je lui répondis que, à mon sentiment, le cas de M. Waugh n'était pas réglé et que vous en décideriez; je vous le soumets.

N° 19. George Chalmers.....

Lors de son arrivée à Tatamagouche, cet homme avait entamé des négociations avec M. Waugh pour obtenir 200 acres de terre en friche à la pointe Barrissoy. Afin de ne pas perdre l'occasion de louer les terres de ce domaine qui semble être tenu en mince estime, et comme quelques-uns des locataires songent même à l'abandonner, parce qu'ils manquent d'énergie ou que la compagnie de Philadelphie vend dans les environs de meilleures terres à raison d'un chelin et de six deniers l'acre, j'en vins à la conclusion qu'il valait mieux approuver la transaction; M. Waugh d'ailleurs estime que cette terre ne rapportera jamais plus, si tant est qu'elle rapporte autant. Au bout de quatre ans, à partir de mai et pendant les 999 années subséquentes, Chalmers ne payera qu'un louis annuel. Cela représente un capital de 10 louis pour les 100 acres que la compagnie de Philadelphie vend au prix de 5 louis.

Ainsi, si l'on tient compte des 54 louis et 10 chelins de M. Waugh, des 15 chelins, déjà mentionnés, de James Langille fils, des loyers de Maitland, de Hayman, de Thomas Henderson et de George Chalmers dont les noms seront inscrits sur le rôle des contributions, le loyer annuel courant s'élevera, si je ne me trompe, à 60 louis. Il atteindra même un chiffre un peu plus élevé si l'ancienne ferme de Bigueny et celle pour laquelle John Maillard et Hayman payent actuellement un loyer annuel de 1 louis, 13 chelins et 4 deniers doivent être ajoutées, comme je l'ai déjà expliqué, aux terres du domaine.

Voici les renseignements que j'ai recueillis sur les lieux quant à ce qui s'est passé après les saisies opérées sur la demande du trésorier ou de M. Tremaine, par suite de la dette qu'occasionnèrent les affaires du Cap-Breton. Ces renseignements se répartissent en trois catégories; avant le jugement, après le jugement, alors que les propriétaires furent engagés à reconnaître M. Tremaine comme propriétaire, et enfin les conséquences de cette décision sur le domaine.

Avant le jugement

La saisie des biens de Tatamagouche fut opérée à la demande de Tremaine Hall et Stout. Dans cette île de Saint-Jean, il existe une loi appelée *loi ayant trait au créancier absent*, sous l'empire de laquelle il est loisible à celui qui, à tort ou à raison, décide de réclamer quelque chose

à quelqu'un qui est absent du pays, d'obliger le shérif, après avoir prêté serment à cet effet, d'opérer une saisie, d'obtenir contre le créancier jugement et exécution de la loi et, si l'on peut dire, d'éparpiller aux quatre vents tous les biens avant que le propriétaire en soit informé. Il n'est pas étonnant que de telles lois aient été votées dans un pays où les membres de l'Assemblée étaient ignorants, et où ceux des autres corps législatifs avaient un pressant intérêt à agir ainsi ou à se laisser conduire par des hommes dont le but est de mettre du désordre dans la propriété immobilière, afin que les propriétaires honnêtes soient forcés de s'en remettre à eux. Mais ce qui est de nature à susciter notre étonnement, c'est que le Gouvernement métropolitain, après avoir jeté un simple coup d'œil sur ces lois, n'en ait pas prévu les conséquences fatales, ne les ait pas annulées ou ne les ait pas, tout au moins, retournées à leur lieu d'origine, afin qu'elles fussent tempérées par quelques restrictions ou quelques moyens de redresser les torts faits aux victimes. Les conséquences que cette législation a entraînées dans cette île ont été terribles; témoin l'affaire McKill. Je crois qu'une pareille loi est en vigueur dans la Nouvelle-Écosse et que c'est en vertu de cette loi que votre propriété a été saisie.

Le shérif de Halifax, accompagné de M. Tremaine, s'était rendu jusqu'à Cobequid, en route pour Tatamagouche.

Trois ou quatre jours auparavant, M. Waugh, votre agent et votre plus important colon ici, apprit par un ami qu'une saisie était sur le point d'être opérée. Sachant qu'il en résulterait, dans ce cas comme dans tous les autres, des dégâts inutiles, il résolut d'enlever de la terre tout ce qu'il pourrait prendre. En conséquence, il régla avec les locataires, acceptant les billets de ceux qui ne pouvaient pas payer immédiatement et les cédant ensuite à Mme Cannon. En outre, il réunit et conduisit dans les bois, à deux ou trois milles de distance, tous les bestiaux que, en plus des terres, vous aviez loués aux locataires en retour de la moitié du revenu annuel; au bout de quelque temps, il remit aussi ces animaux à Mme Cannon.

M. Waugh se rendit ensuite à Cobequid, avec l'intention de différer la venue du shérif jusqu'à ce que fût écoulé le laps de temps bien déterminé que la loi exige entre l'opération de la saisie et la comparution devant le tribunal. Dix jours constituaient cette période; la loi n'accordait pas un jour de moins. Le shérif voulait que M. Waugh se rendît à Tatamagouche, mais ce dernier refusa et revint au bout de deux jours. Ainsi il ne restait plus que huit jours quand la saisie fut opérée et, nonobstant ce délai, on s'apprêta à prononcer jugement. En la présence du shérif, M. Waugh protesta contre cette façon d'agir. J'annexe cette protestation au mémoire.

Après le jugement

Trémaine vint à Tatamagouche avec le shérif Fowler, de Cobequid, et Wheddon. Armé d'une épée et aidé de Tremaine et de Wheddon, le shérif ouvrit la barrière de la ferme de M. Waugh et réunit tous les animaux du fermier, malgré sa déclaration qu'ils n'offraient pour vous aucun intérêt, et les conduisit brutalement dans un champ voisin où poussait du blé. Les gens de M. Waugh s'offorcèrent de chasser les animaux du champ, mais ils en furent empêchés par le shérif armé de son sabre.

L'excuse alléguée pour opérer cette saisie des biens de M. Waugh était qu'il avait conduit dans les bois, comme je l'ai déjà expliqué, les bestiaux que vous aviez loués en même temps que les terres aux locataires. En conséquence, un procès fut intenté et M. Waugh, le défendeur, paya

sa part des frais. Même si une part des revenus provenant du troupeau vous revenait, il est évident que les bestiaux eux-mêmes appartenaient aux locataires qui les avaient en leur possession: rien n'est plus clair en droit. Au lieu de s'emparer des animaux pour acquitter la dette, il eût été tout aussi bien pour Tremaine d'essayer d'enlever aux locataires les champs qu'ils avaient loués et cultivés. Waugh n'ignorait pas cette vérité. S'il éloigna le troupeau, c'est parce qu'il savait que le shérif et Tremaine ne reculeraient devant aucun obstacle et s'empareraient de tout. Et c'eût alors été à vous à voir aux meilleurs moyens à prendre pour rentrer en possession de ces biens.

Il y avait alors deux beaux chevaux, l'un âgé de deux ans et l'autre de quatre ans, qui étaient au vert, dans le champ de Waugh, et qui appartenaient à l'un de vos amis. Waugh protesta et dit que ces chevaux n'étaient pas à lui. On s'en empara quand même Et quoique ces chevaux n'eussent jamais été montés et qu'il est interdit par la loi de monter un cheval en de pareilles conjonctures, l'agent de Tremaine et un autre homme de la bande les menèrent jusqu'à Cobequid, à travers une forêt de 22 milles dépourvue de chemin, et ils parcoururent trois fois cette distance en conduisant le reste du troupeau. Une fois arrivés à Cobequid, ils s'en servirent pour voyager, pendant huit ou dix jours, dans ces villages; et quand ils s'arrêtaient quelque part, ils les attachaient à des poteaux, près des portes, au lieu de les mettre à l'écurie. Lorsqu'on les réprimanda pour cette conduite ils défièrent l'autorité du gouverneur Desbarres. De Cobequid, ces chevaux parcoururent 70 milles de mauvais chemins, à travers les bois, jusqu'à Halifax où leur vente ne rapporta que trois louis chacun, alors que Waugh avait offert 14 louis chacun pour qu'on les laissât à Tatamagouche

Troisième visite et ses conséquences

Après en être venus à ces extrémités, il obligèrent Waugh et les autres locataires à reconnaître M. Tremaine comme leur nouveau propriétaire et à lui payer la rente pendant deux ans et trois mois, alors qu'expirerait la période de rachat. Les locataires furent aussi contraints de payer à Tremaine l'arrérage des loyers dont ils s'étaient déjà acquittés, comme je l'ai déjà expliqué, par les billets qu'ils avaient signés et remis à Waugh et que ce dernier avait acceptés. Constatant que votre domaine était l'objet d'une dilapidation générale, ils perdirent confiance en vous et en vos gens et ils ne voulurent pas faire échec à ces impositions.

Les mesures de rigueur auxquelles on eut recours pour s'emparer du troupeau des fermiers une fois les droits des nouveaux propriétaires reconnus, ainsi que l'extrême cupidité qu'on manifesta en l'occurrence, suscitèrent des sentiments de profond dégoût, empêchèrent les gens de s'établir sur ces terres et lésèrent les intérêts des fermiers. En voici la preuve. Un homme qu'on donnait pour boucher vint à Cobequid avec l'agent de Tremaine. Il offrit d'acheter le troupeau à un prix par lui déterminé. L'agent accepta cette somme et remit le troupeau à l'acheteur. Une vache qui appartenait à Robert Adams et était l'une des meilleures de la région fut évaluée de la même façon et vendue pour trois louis et dix chelins seulement. Waugh, qui les rencontra alors qu'ils conduisaient la vache, leur offrit cette somme en pièces sonnantes, s'ils voulaient permettre à Adams de la reprendre, mais ils refusèrent.

Ces événements se déroulèrent en 1787. Ces terres cultivées étaient alors devenues un établissement qui rapportait le loyer susmentionné. Arrivé à un pareil degré de développement, il eût pu facilement être

amélioré. On m'affirme qu'un brillant avenir lui souriait alors à cause de certains encouragements spéciaux que vous aviez permis à M. Waugh, comme il l'a répété, d'offrir à la population. Quelques-uns de ses parents qui demeuraient dans d'autres régions avaient été invités à s'établir ici; mais ils arrivèrent au moment où sévissait un pareil désordre et il ne lui fut pas loisible de donner suite à ses promesses. Plusieurs colons des environs semblaient très disposés à s'établir à Tatamagouche; les craintes et la terreur que suscitèrent les saisies et les exécutions sur les biens des colons, dans les circonstances dont j'ai déjà parlé ou auxquelles j'ai fait allusion, les avaient toutefois empêchés jusqu'à ce jour de réaliser leur projet. Et les agents de la compagnie de Philadelphie, tirant parti de cette situation, leur ouvrirent une nouvelle perspective en leur envoyant alors des arpenteurs qui, avec leurs instruments, mesuraient la superficie de leurs propres terres pour ceux qui se trouvaient dans le district de Tatamagouche, et essayaient ainsi de les séduire. Témoins pour la première fois des scènes qui s'étaient déroulées en cet endroit, les fermiers déjà établis furent terrifiés et s'imaginèrent qu'ils seraient pillés et chassés de leurs terres. James Martin, John Langille, John Shea, Patrick Manning et William Murdoch, établis ici depuis le moment où vous-même avez pris contact avec le domaine, quittèrent leurs fermes et s'en allèrent. Thomas Waugh et Alexander Waugh étaient sur le point de s'établir ici et d'y construire leurs maisons après avoir apporté sur les lieux tout le bois de construction et tout le fer nécessaire. Ils renoncèrent à leur projet et se firent marins. Ils restèrent sur la mer jusqu'à l'année dernière, alors qu'ils revinrent pour procéder à leur établissement. M. Waugh lui-même avait bâti la charpente de sa maison et terminé tous les préparatifs pour la construction du moulin à farine. Mais, en de telles conjonctures, le départ de ses enfants l'empêcha de continuer. En conséquence, l'assemblage des pièces et la construction du moulin furent retardés à tel point que le bois pourrit, exposé comme il l'était aux intempéries des saisons. Ainsi le domaine fut, jusqu'en ces derniers temps, privé d'un moulin.

Voilà qui semble expliquer la marche rétrograde de l'établissement; on ne discerne pas, du moins, une autre cause à un tel état de choses. Lorsqu'un nouvel établissement entre en concurrence avec des établissements anciens, sa seule chance de réussite repose sur les sentiments de confiance que les colons nourrissent à l'égard du propriétaire, sur des idées générales de justice, d'encouragement et de sécurité et sur l'effet d'un recours à ces principes. La qualité du sol, à moins qu'elle ne diffère considérablement d'un établissement à l'autre, pèse peu dans la balance. Peu de colons sont des juges qualifiés; peu d'entre eux prennent la peine d'explorer une immense forêt pour y découvrir des terres de choix, où ils pourraient voir d'autres colons vivre heureux et jouir déjà de certains privilèges.

Mais si vous changez la direction de l'opinion populaire, si vous invitez cette population à entretenir des doutes et à établir des comparaisons, si vous faites miroiter à leurs yeux de nouvelles perspectives: tout l'échafaudage s'écroule sans espoir d'un relèvement possible.

A mon sentiment, voilà bien ce qui est arrivé à Tatamagouche. Le premier établissement, qui avait fini par rapporter le loyer susmentionné, avait besoin, de temps à autre, de nouveaux colons, ainsi que ceux qui étaient nés sur le domaine, pour parachever son développement et favoriser son essor. Les malheureux incidents dont je viens de parler dissipèrent la confiance dont la population vous avait revêtu. Dans l'entre-temps, non seulement on ne signala l'arrivée d'aucun nouveau colon, mais on eut à déplorer le départ de plusieurs anciens. La majeure partie de ceux qui

sont restés l'ont fait plutôt parce qu'il était plus commode d'agir ainsi pour la fin de leurs jours, vu qu'il est ennuyeux de déménager à leur âge avancé. Leurs fils ont découvert et exploré ce qu'on appelle la concession de Philadelphie, qui est vingt fois plus considérable que la concession de Tatamagouche, et où ils ont une plus grande étendue de terre susceptible de culture immédiate à un prix même inférieur à votre bas loyer actuel. Les concessions de Philadelphie sont donc en vogue et la mode, si l'on peut dire, s'est établie de déprécier la propriété de Tatamagouche.

Rien, à mon sentiment, ne saurait améliorer la situation sauf deux remèdes: donner un encouragement spécial qu'il ne vous est plus loisible d'accorder, ou, peut-être dans un siècle, lorsque la compagnie de Philadelphie aura vendu ce qui lui reste de ses terres et qu'elle n'aura plus qu'une superficie égale à celle de Tatamagouche, elle y attachera une valeur semblable à celle qu'il vous plairait de conférer aux terres de Tatamagouche. Les deux propriétés ainsi placées sur un pied d'égalité, alors que les environs seront peut-être plus peuplés et que les récents événements auront été oubliés, il y aura probablement moyen de concurrencer la compagnie.

Il y en a peu qui peuvent se faire une juste idée de la perte que vous avez subie par suite de ce qui s'est déroulé, comme je viens de l'expliquer, sur la propriété de Tatamagouche. Quant à moi, si elle m'avait appartenu avant la venue de ces malheurs, ce n'est pas pour mille guinées de plus que je voudrais la voir dans son état actuel. A mon sentiment, il est raisonnable de supposer que, depuis la venue de ces difficultés jusqu'à ce jour, vous auriez obtenu annuellement un loyer additionnel d'au moins cinquante louis et consolidé, en outre, les autres loyers sans parler de l'augmentation possible de la valeur des terres. Quand je fais ces assertions je trouve que je n'exagère en aucune façon. Je ne vois pas comment je pourrais me tromper. Je ne crains pas de dire que maintenant les fermiers peuvent acheter leurs terres pour une somme qui rapportera un intérêt égal au loyer. Pour obtenir cette somme, ils seraient obligés de vendre leurs biens; il leur faudrait peut-être trois ou quatre ans pour réaliser le capital en plus des frais des agents. Je n'accepterais pas en cadeau le reste de la propriété. Telles sont, ce me semble, les données qui vous permettront d'évaluer le dommage que les saisies vous ont causé. Elles ont ruiné une propriété dont le revenu eût pu vous aider à élever vos jeunes enfants, possibilité qui dépendait de votre caractère, de vos ressources, et de l'acquisition et de la conservation de ce que vous aurez déjà obtenu en des temps difficiles.

Mais il en est résulté une autre perte: la moitié des revenus provenant du troupeau loué avec la terre. Vous avez appris que les colons menacent de vous poursuivre pour rupture d'engagements. Au vrai, ils sont heureux d'être libérés de leurs hypothèques. Ils ont remplacé ou remplaceront le plus vite possible ces animaux par des animaux à eux, dont ils auront tous les revenus, et ils s'opposeront à ce que vous les remplaciez, comme vous avez déjà échoué sur ce point.

Il est facile de supputer clairement cette perte en tenant compte du revenu moyen des bestiaux dans le pays, pendant les années subséquentes aux saisies et, quant à l'avenir, en considérant ce revenu comme une redevance annuelle aussi sûre qu'aucune autre provenant de ces terres.

Je n'ai pas la liste des animaux que vous aviez loués: vous avez oublié de me l'envoyer. Mais je suis certain que vous serez en bas du revenu habituel de la région, si vous estimez à quatre livres et dix chelins votre

part annuelle ou la moitié du revenu de deux vaches en tenant compte de toute possibilité d'accident au cours de l'élevage de chaque groupe de six vaches que vous leur avez remises, ajoutant dix chelins pour le lait de trois vaches; si vous estimez que deux moutons donnent un revenu annuel de douze chelins pour chaque groupe de six moutons remis et que chacun de deux chevaux rapporte dix louis par an pour chaque groupe de six juments remises.

Comme je l'ai dit plus haut, M. Waugh envoya à Mme Cannon le bétail qui avait été loué. Elle en tira le parti qu'elle jugea opportun pour payer la dette.

Quant aux terres situées sur le golfe Saint-Laurent, je ne saurais établir des comparaisons, car je ne m'y connais guère. Le terrain que j'ai vu jusqu'ici est plus accidenté et hérissé de rochers. Et les bois y poussent si dru et sont d'une variété telle que j'aimerais mieux transformer ici six acres en terre bien labourée qu'une seule acre en ces parages. Notre sol est homogène, léger, chaud et généreux; nous pouvons en faire ce que nous voulons trois jours après la disparition de la gelée et jusqu'à sa réapparition l'automne suivant. Dans l'entre-temps, nous avons une quantité suffisante de pluies sans brouillard. En ces parages le sol semble beaucoup plus lourd. J'étais même porté à croire qu'il était d'une qualité supérieure jusqu'au moment où tous me dirent que tant d'eau s'y logeait à l'intérieur et à la surface que, longtemps après la disparition de la gelée, il ne pouvait être labouré ou ensemencé à cause de l'humidité. Voilà l'un des plus graves inconvénients dans un pays où l'été est court et où abondent les brouillards provenant de la mer et des terres. Ce sol ne produirait probablement pas de blé d'hiver qu'on pourrait récolter au printemps et le blé d'été y viendrait moins bien qu'ici où la terre peut être labourée et ensemencée très tôt. Cette année, j'ai constaté qu'un tiers du champ de M. Waugh était couvert d'un blé niellé; quant à moi, le peu de terre que j'ai pu ensemencé au printemps a donné un rendement de vingt pour un. Et c'était du blé beau et gros. Au cours d'une sécheresse, les terres marécageuses comme celles que vous possédez peuvent devenir dures comme de la pierre, à moins que, avant la venue de la sécheresse, le sol ne soit couvert d'une couche d'herbes ou de céréales croissantes. Dans ce cas, l'herbe et les céréales pousseront à merveille. Ces terres sont aussi beaucoup plus compliquées lorsqu'il s'agit du moment et de la manière de les labourer et de les ensemencer. Les résultats varieront selon la nature du sol et les caprices de la température, tandis que nous n'avons presque jamais à modifier notre manière d'agir; il nous faut seulement donner à nos terres un engrais suffisant, mais non pas trop abondant, et nous garder de les épuiser. Toutefois vos terres semblent produire du meilleur fourrage et en plus grande quantité que les nôtres où se trouve du trèfle blanc très abondant quand le sol est en bon état, mais à peine perceptible dans le cas contraire.

Notre sol se compose d'un mélange de sable rouge et de glaise rouge. Le premier est quelque peu plus abondant que le second et cette prédominance plus ou moins considérable, selon les cas, est l'unique cause de la variété du sol d'un bout à l'autre de l'île. Comme il existe une épaisse couche de ces deux substances l'excès d'humidité y est absorbé et se transforme en eau qui, s'accumulant dans ces froides régions, jaillit sous la forme de sources dont l'eau est la meilleure au monde. Le sol est compact et ferme jusqu'au bord de ces sources, ainsi que dans les dépressions de terrains entre les élévations. Puis ces sources deviennent de petits ruisseaux limpides qui décrivent des méandres et fournissent tout juste

l'eau nécessaire à tous nos besoins et à ceux de notre troupeau. A marée basse, vous voyez l'eau la plus douce et la plus froide qui soit au monde jaillir du rivage en deça de la ligne de la haute marée. Dans la plus grande partie de la Nouvelle-Écosse, je crois que l'on découvre dans le sol, à une certaine profondeur, certains obstacles, comme du roc ou de la glaise compacte, qui empêchent l'eau de passer et la retiennent près de la surface. Les sources sont rares, quoiqu'il existe quantité de marais et de lacs. L'eau est d'une qualité inférieure parce qu'elle n'est pas suffisamment filtrée comme la nôtre.

Un pays comme la Nouvelle-Écosse renferme toutefois un plus grand nombre de phénomènes et de *lusus naturae;* et chaque inconvénient suscite, par ricochet, des avantages ou en est accompagné. Je ne sais pas si je me fais bien comprendre. Quand il sera mieux colonisé, le pays produira une plus grande quantité de vivres qui satisferont à tous les besoins. Si l'on considère Tatamagouche comme faisant partie de la Nouvelle-Écosse, cet établissement pourrait bien produire une plus grande variété de denrées que n'importe quelle autre semblable superficie de l'île. Quant à moi, établi pour de bon comme je le suis actuellement sur un sol et dans un climat moins sujets au changement, je trouve que ce qui m'est échu dans cette île convient mieux à mon indolence, à ma maladresse, et me permet mieux de vaincre certaines difficultés. Car je n'éprouve pas de sentiments de trop vive admiration pour Tatamagouche ou tout ce que j'y vois de ce côté du golfe, compte non tenu de votre bois de construction. Les quelques planches que j'ai apportées du moulin de cet endroit sont, à mon sentiment, les meilleures de la Nouvelle-Écosse. Mais le bois de construction est destiné au commerce. Et je n'ai pas eu l'occasion de constater si l'exploitation de ce bois contribuerait davantage à augmenter les dépenses du propriétaire et l'activité des voleurs ou à améliorer son budget. Il n'en reste pas moins vrai que la présence d'un pareil bois sur une propriété est d'un grand secours aux fermiers. Les miens se rendent bien compte que le bois leur fait défaut et ils déplorent une telle lacune. S'ils en avaient, ils pourraient plus facilement bâtir de meilleures maisons. J'ai fait des recherches au sujet de la pierre calcaire qui, à votre sentiment, s'y trouvait. Ils me dirent qu'il n'y en avait pas sur votre propriété. Ils ont ajouté que l'on trouvait quelques pierres de cette espèce sur les bords de la rivière John, près de l'entrée du port, et qu'elles appartiennent à la Couronne ou à la compagnie de Philadelphie. Ils ne paraissent pas intéressés ni en connaître long là-dessus. Aux environs de Tatamagouche, il semble y avoir une grande quantité de pierres qui pourraient servir à faire des meules. Peut-être bien que quelques-unes d'entre elles feraient des pierres à moulin assez passables. Je crois que les pierres du petit moulin de M. Waugh viennent de ces endroits. L'Amérique entière demande des meules et une grande quantité de ces pierres sont expédiées du Nouveau-Brunswick et de certaines régions de la Nouvelle-Écosse.

Il y a un certain M. MacNab, gendre de M. Waugh, qui a pris une ferme près de l'entrée du havre, mais non pas sur votre propriété. Il réussit et il tient un petit magasin qui fournit des marchandises à la population des environs. Quelques loyalistes se sont établis autour du havre; quelques-uns d'entre eux sont des officiers provinciaux en demi-solde. Ils ne se font pas à ce genre de vie et ils ne semblent pas accomplir grand'chose.

Dans le havre de Ramshack, près de celui de Tatamagouche, il y a une scierie sans laquelle ces lieux, semble-t-il, seraient sans vie. L'an dernier je me suis procuré en cet endroit des planches d'une qualité quarante

pour cent inférieure à celle de Tatamagouche. On me dit que certains colons se sont établis dans le havre de Ramshack; mais je crois que leur premier enthousiasme est refroidi et que leur courage et leurs espérances vacillent.

A mon sentiment, l'avenir de toutes ces régions repose natuellement sur les jeunes gens qui s'imaginent avoir découvert et exploré, dans le havre de Tatamagouche ou dans le havre de Ramshack, de meilleures terres que celles qu'ils cultivaient auparavant sur la propriété de Philadelphie. Que deviendront-ils quand ils auront commencé à travailler? Seul l'avenir le dira.

Sauf M. MacNab, dont je viens de parler, il n'y a pas de commerçant dans le havre de Tatamagouche. Et j'ai constaté avec surprise qu'il ne s'y trouvait pas de bateau sauf une petite embarcation, avec deux rames, qui appartenait à M. Waugh.

Obligé de prendre, à Saint-Jean, une embarcation légère avec trois hommes, payés tant par jour, afin de pouvoir triompher de tous les vents quand la température le permettait, j'espérais que ces hommes retourneraient le lendemain; je me demandais donc comment m'y prendre pour sortir de Tatamagouche. J'essayai de me rendre à Cumberland en passant par Cobequid, mais je constatai bientôt que cela était impossible. Il ne me restait donc rien d'autre à faire que de garder l'embarcation et les hommes avec moi jusqu'à la fin de mon travail à Tatamagouche. Et comme M. Waugh n'était pas chez lui le jour de mon arrivée ni une partie du lendemain, et que je dus ainsi y passer un dimanche, les dépenses occasionnées par l'embarcation atteignirent un chiffre plus élevé que je ne l'aurais désiré. Mais il n'y avait aucun remède à la situation. Le jour de notre départ pour la baie Verte, située à cinquante mille de distance, nous eûmes de la pluie et du vent, ce qui n'était pas agréable pour des hommes à découvert dans une embarcation. Je voulais atterrir et passer la nuit dans la forêt, mais dans la soirée le vent devint moins violent. Aucun de mes hommes ne s'était jamais rendu à la baie Verte et nous avons failli aller au cap Traverse, dans l'île Saint-Jean, le confondant avec le cap Tourmente: le brouillard les avait trompés. Une fois le brouillard dissipé, ils reconnurent leur erreur et ramèrent dans la direction de la baie Verte qu'ils atteignirent pendant la nuit, après avoir heureusement abordé, à leur insu, dans la partie colonisée de la baie.

La baie Verte semble renfermer des terres plus basses que celles des régions orientales de la côte. Elle est aussi garnie ici et là de marais, à l'entrée de petites baies. On y trouve quelques colons. Ils affirment que les habitants de Cumberland tiennent en mince estime ces lieux trop humides pour la culture du blé; mais eux-mêmes s'y trouvent bien.

Avant de terminer mes remarques sur cette partie de la côte, il convient, ce me semble, de dire que le fameux docteur Witherspoon, du collège du New-Jersey, M. Pagan, de Glasgow, et quelques autres particuliers, obtinrent la propriété de Philadelphie qui comprend deux ou trois cents mille acres. Je crois qu'une partie de cette propriété se trouve près de Pictou et qu'elle s'étend, sur une distance considérable, à l'ouest, dans la direction de Tatamagouche. Un tel territoire doit renfermer de bonnes et de mauvaises terres. Un certain docteur Harris, qui est leur agent, demeure à Pictou. Il part quelquefois de ce lieu et se rend, comme je l'ai déjà dit, à Tatamagouche, pour séduire les jeunes gens de l'endroit et arpenter leurs terres.

Pictou est maintenant l'un des principaux établissements de la Nouvelle-Écosse. Ceux qui s'y sont établis sont, pour la plupart, des Highlanders des anciens 82e et 84e régiments.

Quand on descend de Pictou jusqu'au goulet de Canso, on aperçoit Merrigamich, Antigonish et Cap Lewis où se sont établis, au cours des six dernières années, un nombre considérable de colons. Ce sont des Highlanders, pour la plupart, qui voulaient me rencontrer à Saint-Jean. Mais comme ils ne purent m'y trouver, on les attira habilement dans ces régions où ils ont maintenant fait leur demeure. La qualité du sol est l'objet de leurs éloges, mais ils le trouvent difficile à défricher. Leur situation s'améliore peu à peu; au printemps et à l'automne, quelques-uns d'entre eux viennent chercher ici ce dont ils ont besoin.

Il y a dix ans, on ne croyait guère que cette partie du pays retiendrait si tôt quelques colons. En dépit des maigres perspectives actuelles, qui sait ce que deviendront, dans dix ans, ces autres régions rébarbatives du golfe du Saint-Laurent? L'abondance du poisson près du goulet de Canso et le commerce et l'activité qui se manifestaient à l'extrémité orientale de l'endroit étaient de nature à attirer fortement ces colons. On ne peut en dire autant des environs de votre propriété.

Alors que vous auriez pu facilement obtenir une concession dans une partie quelconque du golfe SaintLaurent, qui vous a induit à choisir un coin aussi inclément que celui de Tatamagouche? Il y avait cent fois plus de vallons à Pictou.

Avant de terminer, je dois dire que plusieurs des colons établis sur votre propriété à Tatamagouche semblent avoir des griefs contre M. Waugh, au sujet de certains petits détails sur lesquels il ne m'était pas loisible de formuler un jugement. Je voulus là-dessus être prudent et je ne fis rien, en l'occurrence, n'ignorant pas que lorsqu'un homme doit négocier avec des gens ignorants et les assujettir à des règlements, il lui est impossible de leur plaire continuellement. Si M. Waugh a utilisé quelques petits marais, autour de l'établissement, qui leur appartenaient en propre, il n'avait pas le droit de le faire. Si ces marais ne leur appartenaient pas en propre et qu'ils en avaient seulement l'usage pendant un certain temps, jusqu'à ce qu'ils pussent récolter du foin sur les plateaux ou jusqu'à ce qu'un autre fermier arrivât pour l'occuper, ou s'il les a prêtés à quelqu'un qui en avait un plus pressant besoin que tous les autres, c'est une autre affaire.

Un mot au sujet des restrictions apportées à la pêche ou à la fabrication du sucre d'érable. S'il est probable que l'érable devienne rare dans la région il faut, à mon avis, en réglementer l'emploi et non pas s'en servir à l'aveuglette. Le même principe s'applique à la pêche. Il est bien, certes, d'assujettir la pêche à certains réglements et de l'interdire pendant la saison du frai; autrement il n'y aurait bientôt plus de poisson à prendre. Je ne comprends guère le français et je le parle encore moins. Il ne me fut pas possible de former une opinion sur des allégations dont je ne pouvais vérifier le bien-fondé; je ne m'en mêlai pas. Toute rapacité est mauvaise; tout ce qui tend à la réglementation est bon. Mais les gens de basse extraction s'opposent à la réglementation. Ils soupçonnent les agents qui trop souvent servent leurs propres intérêts, et ils n'aiment pas voir entre les mains de ceux-ci ce qu'ils pourraient recevoir des mains du maître. Voilà bien l'un des désavantages que suscite la trop grande distance entre un propriétaire et ses fermiers avec lesquels il ne peut jamais entrer en communication, ce qui entrave l'essor de la colonisation et le progrès des

colons. Ils n'entretiennent plus entre eux des relations dictées par l'intérêt ou la bienveillance. Et je ne dirai pas que cela n'a pas été et n'est pas encore l'un des pires désavantages de votre propriété de Tatamagouche et de toutes vos autres propriétés de ce côté-ci de l'eau. Si vous étiez vous-même sur les lieux, vous pourriez mieux que quiconque établir tous les jeunes gens de la région. Actuellement ils cherchent eux-mêmes leurs voies et saisissent les plus futiles prétextes pour quitter leurs terres. C'est en vain qu'un homme espère tenir une propriété dans une partie quelconque du monde, voire dans un pays très civilisé, s'il ne s'en occupe personnellement, s'il ne l'assujettit à des réglements et s'il n'en améliore l'état et celui des colons. J'aurai probablement de trop fréquentes occasions de revenir sur ce sujet en parlant des autres propriétés.

Une autre accusation portée contre M. Waugh est qu'ils ont payé deux fois une redevance: c'est quand M. Waugh accepta, comme c'était son devoir de le faire, leurs billets pour payer leurs redevances ou les arrérages, alors qu'on était sur le point d'opérer les saisies. Il va sans dire que Mme Cannon les obligea d'acquitter ces billets. Si, au moment où ils signèrent ces billets, ils reçurent quittance de leurs loyers—et cette quittance aurait dû leur être remise—Tremaine n'avait pas le droit de les forcer à payer une deuxième fois, s'ils refusaient de le faire. Mais M. Waugh les blâme d'avoir payé et.....
et ils se sont tous révoltés contre vous et.....
et ils ont même courtisé Tremaine qui, les trouvant animés de semblables sentiments, promit de leur accorder de grands secours en sa qualité de propriétaire. La concession de M. Waugh comportait un marais. Au bout d'un certain temps, les fermiers qui restaient dans la région demandèrent ce marais à M. Tremaine; ils s'imaginaient que les saisies, les exécutions et le fait qu'ils reconnaissaient Tremaine comme propriétaire les avaient libérés de tout engagment conclu avec vous. M. Waugh fit valoir ses droits. Sa cause fut portée devant la cour des Plaids-Communs du comté; elle se compose d'individus ignorants. On produisit le bail; Waugh demontra qu'il était propriétaire du marécage et Tremaine reconnut qu'il avait donné des ordres aux autres fermiers. Le jugement fut toutefois défavorable à M. Waugh qui perdit, cette année-là, la récolte du foin dans le marécage. Waugh porta sa cause en appel devant la cour Suprême à Halifax, résolu comme il l'était d'obtenir la reconnaissance d'un droit indiscutable. Mais Tremaine se trouvait cette année-là en Angleterre. Avant sa rentrée au pays, le rachat des terres fut effectué et M. Waugh obtint de nouveau son marais. Il n'a toutefois rien reçu encore en dédommagement de ses dépenses et de ses peines.

M. Waugh dit qu'il a voulu vous obliger et vous être utile; pour tout ce qu'il a fait en convertissant en argent les bestiaux, etc., que lui offraient les fermiers pour acquitter leurs reedvances, en les conduisant à Halifax, et pour tous ses voyages, il n'a jamais demandé un sou. Il ajoute qu'on l'a poursuivi, parce qu'il avait conduit à l'écart et soustrait à la saisie, comme je l'ai déjà expliqué, les bestiaux loués aux fermiers, ce qui lui coûta sept louis en espèces, qu'il remit aux avocats, et lui occasionna deux voyages à Halifax. Il ajoute enfin que sa maison a toujours été ouverte et libre d'accès à tout venant qui s'occupait de la propriété et que lui-même a consacré beaucoup de son temps à l'aplanissement des difficultés qui ont surgi entre les colons.

Au sujet du payement à Tremaine, comme je l'ai déjà expliqué, des redevances qu'ils avaient déjà acquittées au moyen de billets donnés spontanément, il me semble que si Tremaine a porté ces payements à

votre crédit, ce qui a été ainsi versé par les fermiers vous a été donné; la justice exigerait donc que vous remboursiez ces sommes à ces pauvres diables. Il faudrait étudier la question.

Le lendemain de mon arrivée à la baie Verte, j'eus beaucoup de mal à me procurer deux chevaux pour mon compagnon et moi-même ainsi qu'une voiture—qui coûta trois dollars— pour transporter mes effets à Cumberland. Je fus obligé d'en prendre la majeure partie chez moi, parce que malheureusement on n'en trouve à peu près pas quand on voyage dans ces lieux déserts. Cela est vrai surtout des articles de literie. Comme j'ai négligé de prendre là-dessus les précautions nécessaires, j'ai bel et bien attrapé la gale peu de temps après mon arrivée en ce pays. Et après avoir attrapé un rhume, j'ai failli mourir en prenant des remèdes qui ont amené ma guérison. Au cours de ce voyage, j'eus l'occasion d'apprécier l'utilité et l'avantage d'avoir des couvertures et des draps de la maison. Depuis je n'ai jamais manqué d'apporter ces articles avec moi. Et si jamais vous visitez votre propriété, je vous conseille de suivre mon exemple.

Le chemin qui va de la baie Verte à Cumberland est, en maints endroits, recouvert d'eau. Après la pluie, dont j'ai déjà parlé, que nous avions eu la veille sur la mer, l'eau sur le chemin allait jusqu'au ventre de nos chevaux. Nous nous sommes crottés des pieds à la tête; et comme il faisait chaud, nous étions littéralement harcelés par les moustiques. Je crois qu'une douzaine d'hommes de corvée rendraient à peu près sec ce vieux chemin français qui fut abandonné.

Au sortir de la forêt, je descendis pendant six milles vers le fort. Les plateaux d'un si ancien établissement ne me parurent pas autant cultivés que j'avais eu lieu de le croire. Il s'en fallait de beaucoup qu'ils le fussent. Les terres cultivées par deux ou trois hommes du comté d'York semblaient beaucoup plus belles que les autres. A mon sentiment, les marais étaient en un merveilleux état et tout le monde semblait les cultiver. Je croirais volontiers que tous les colons ont assez travaillé dans les marais pour obtenir d'eux un bon rendement.

Je fus obligé de passer deux jours à Cumberland; il me fut impossible d'obtenir un canot ou un bateau pour me transporter à Menudie, jusqu'au moment où un canot qui venait de Menudie arriva à Cumberland et me permit d'atteindre cet endroit à une heure avancée de la nuit.

TRACADIE, île Saint-Jean
10 novembre 1795

CHER MONSIEUR,

Tel est le rapport mentionné dans la lettre que je vous ai adressée ce même jour. Il comprend vingt-cinq pages et il renferme sur la propriété de Tatamagouche les renseignements les plus précis que mon expérience et mon jugement m'ont permis de vous fournir.

J'ai l'honneur d'être,

mon cher Gouverneur,

Votre très obéissant serviteur,

JOHN MACDONALD.

Au gouverneur DESBARRES.

P.S. Si vous vendez cette propriété, je ne veux pas que ce texte soit remis à l'acheteur. Vous avez sans doute pu constater tout de suite par mon écriture ainsi que par les incorrections de langage et de style que j'ai rédigé seulement un brouillon; le temps ne m'a pas permis de le corriger ou de le transcrire. Vous voudrez bien le considérer comme un rapport confidentiel que vous pourrez utiliser pour en venir à l'amiable avec vos fermiers, si vous gardez la propriété. J'ai pensé vous le transmettre tel quel afin que vous puissiez le conserver plus facilement et l'examiner à loisir.

J M D

RESPONSABILITÉ COLLECTIVE DES MINISTRES DU CABINET EN 1876

HÔTEL DU GOUVERNEMENT[1]
OTTAWA
le 27 octobre 1876.

Confidentielle

MILORD,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Seigneurie que, le 24 octobre, M. Mills, représentant de la circonscription de Bothwell, en Ontario, est devenu membre de mon Conseil privé et a prêté le serment professionnel.

2. Comme M. Mills s'était tout d'abord opposé à l'entrée de la Colombie britannique dans la Confédération canadienne, qu'il avait désapprouvé avec véhémence l'article se rapportant au chemin de fer, dans le traité d'union, et qu'il avait voté avec M. Blake contre le projet de loi concernant le chemin de fer de Nanaïmo et d'Esquimalt, j'ai cru qu'il était opportun de déterminer avec M. Mackenzie la position de M. Mills par rapport à ce qu'il est convenu d'appeler les conditions de Carnarvon.

3. Dans ce dessein, je fis observer à M. Mackenzie que le Premier Ministre était la seule personne que le gouverneur général pouvait regarder comme le porte-parole autorisé de l'opinion commune de tous ses conseillers responsables, que M. Mackenzie lui-même m'avait toujours donné l'assurance formelle qu'il se considérait, ainsi que son Cabinet, comme constamment assujetti aux conditions de Carnarvon, que, en conséquence, l'entrée d'un homme quelconque dans son Cabinet signifiait, à mon sentiment, que cet homme s'engageait à remplir ces conditions tout comme s'il y avait adhéré dès le début, et que c'était sans doute après avoir accepté cette manière de voir que M. Mills avait été nommé à ce poste.

4. Dans sa réponse, M. Mackenzie me dit en termes catégoriques qu'il avait clairement exposé la situation à M. Mills, sur ce sujet, et que ce dernier reconnaissait volontiers qu'il était responsable, avec tous ses collègues, de la mise à exécution de l'entente modifiée et conclue sous les auspices de Votre Seigneurie, avec la Colombie britannique, en l'année 1874, et maintenant connue sous le nom de conditions de Carnarvon.

5. J'attirai alors l'attention de M. Mackenzie sur un discours que M. Blake prononça en 1875, avant son entrée dans le Cabinet, et au cours duquel l'orateur déclara que, à son avis, les conditions de Canarvon étaient

[1] Archives publiques, *G.10*, vol. 8.

plus onéreuses au Canada que ce qu'on aurait pu désirer et que, avant d'accepter de faire partie du gouvernement de M. Mackenzie, lui, M. Blake, en était venu là-dessus, avec le Premier Ministre, à une entente qui lui agréait.

6. Quant à ce discours, je fis observer à M. Mackenzie qu'il n'attira pas mon attention au moment où il fut prononcé, que, comme on le pense bien, le gouverneur général ne pouvait considérer d'aussi vagues déclarations—inexactement reproduites peut-être et susceptibles d'échapper à sa vigilance—comme l'exposé authentique des vues de celui auquel elles étaient attribuées, que, à partir du moment où M. Blake entra dans le Cabinet, j'avais tenu pour certain qu'il avait approuvé en toute loyauté la politique que, en maintes circonstances, M. Mackenzie, en sa qualité de Premier Ministre, m'avait dit être la politique du Gouvernement et que, par conséquent, j'avais toujours tenu et je devrais continuer à tenir M. Blake autant que lui-même responsable de l'exécution des conditions de Carnarvon.

7. M. Mackenzie répondit que tout cela était vrai, que l'on avait mal interprété ce discours, que M. Blake avait dit que le chemin de fer de Nanaïmo et d'Esquimalt n'était pas la meilleure manière de dédommager la Colombie britannique, à cause des retards apportés à la construction de la ligne principale, mais puisque le Sénat avait déjà rejeté ce projet de loi, il était évident que le Parlement ne l'adopterait jamais, et que le Gouvernement ayant abandonné tout espoir de le présenter de nouveau avant que des démarches eussent été faites pour que M. Blake redevînt ministre, l'obstacle disparaissait, d'autant plus que M. Blake reconnaissait pleinement l'obligation de donner à la Colombie britannique un autre "solatium" d'une valeur équivalente et d'appliquer ainsi dans son esprit le seul article des conditions de Carnarvon qui avait jusqu'alors suscité des difficultés; en ce qui avait trait aux autres conditions, M. Blake devait être tenu pour en avoir accepté les mêmes responsabilités que M. Mackenzie.

8. En outre, M. Mackenzie me rappela que M. Blake était membre du Cabinet au moment où M. Edgar avait été autorisé à offrir le chemin de fer de Nanaïmo et d'Esquimalt à la Colombie britannique.

9. Toutefois je crains bien que l'entrée de M. Mills dans le Cabinet n'ait un très funeste effet dans la Colombie britannique, parce que, comme on le pense bien, la population de la province ne connaîtra pas les explications qu'a bien voulu me fournir M. Mackenzie.

J'ai l'honneur d'être,

milord,

de Votre Seigneurie

le très humble et très obéissant serviteur

(signée) DUFFERIN

Le très honorable

Comte de CARNARVON

&c &c &c

SIR JOHN A. MACDONALD EST CHOISI CANDIDAT DU COMTÉ DE VICTORIA, DANS LA COLOMBIE-BRITANNIQUE, EN 1878

MONTREAL TELEGRAPH CO.[1]

KINGSTON, le 19 septembre 1878

Par télégraphe de Victoria, C.-B.

A sir John Macdonald

Allons vous élire venez si possible soyez mon invité

Sénateur MACDONALD

MONTREAL TELEGRAPH CO.[2]

KINGSTON, le 20 septembre 1878

Par télégraphe de Victoria, C.B., le 19

A sir Jno A. McDONALD

Au cours d'une réunion publique tenue hier soir, la résolution suivante fut adoptée par acclamation "Que cette assemblée s'engage à élire le très honorable sir John A. McDonald et A. Decosmos représentants de Victoria aux Communes—votre élection est assurée.

A DECOSMOS

VICTORIA, B.-C.[3]

le 20 septembre 1878

MONSIEUR,

Votre télégramme dûment reçu, j'ai immédiatement convoqué une assemblée dont vous avez obtenu l'appui sans réserve. Je vous envoie les deux journaux avec compte rendu de la réunion, alors que je suis très occupé à faire une campagne pour vous. J'ai reçu l'appui spontané de toute la colonie britannique.

Je demeure

Votre très dévoué,

A. BUNSTER

P.S. J'ai nommé R. E. Jackson votre mandataire parlementaire.

A. BUNSTER

---

[1] Archives publiques, *Papiers de Macdonald*, vol. 351, p. 311.
[2] *Ibid.*, p. 313.
[3] *Ibid.*, p. 314.

PAPIER DE NOMINATION[1]

Nous les sousignés, électeurs du district électoral de Victoria, nommons par les présentes le très honorable sir John A. Macdonald, de Toronto, candidat à l'élection qui sera bientôt tenue, pour représenter ledit district électoral dans la Chambre des Communes du Canada.

Témoin nos signatures, à Victoria, dans ledit district électoral, ce 3e jour d'octobre de l'an de N.-S. 1878.

Nom	Résidence	Addition
J. S. Drummond	Victoria	Marchand
M.P.P. Marchand		
Rod^k^. Finlayson	Rock Bay	Maire
W. W. Pr hitt Drake	Point Ellice	Avocat
J. P. Davies	Commissaire-priseur	Wharf St.
John Parker†	//////////////	Boucher†
Robt. E. Jackson	Richmond Street Victoria	Avocat
A. Banister	Miller Street	Brasseur et malteur
J. Bramwell	Cormorant St.	Serrurier mécanicien
John Black	Church Way	Gardien particulier
James Murray	Imprimeur du Colonist	Angle Cook et Pandora
Joseph Dwyer	Cormorant Street	Rentier
James Gibson	Pandora Street	Malteur
James Sans Carey Smith	Humbolt St.	Ingénieur
Henry Cogan	Fort St. Victoria	Fermier
Frank Saunders	Fort St. Victoria	Hôtelier
Thomas Herbert Williams	James Bay Victoria	Commis au mess Drake et Jackson
C. Martin	Langley Street	Agent des terres
Chas. E. Redfern	Government St.	Bijoutier
H. Y. Heistermer	Douglas Street	Agent des terres
Wm. Wilson	Govt. Street	Marchand d'articles de nouveauté
Joshua Davies	Fisguard St.	Commissaire-priseur
N. B. Mackenzie	W. Lake Hill	Commis
Wm. Andean	Fort St.	Magasinier
John Stewart	Yates St.	Plombier
P. McTierman	Store St.	Commerçant
Jas. J. Alexander	Store Street	Teneur de livres
Joseph Spratt	Store Street	Fondeur de fonte

†Oblitéré.

Signé par lesdits électeurs en présence de.....

Du district électoral de

Témoin de
A. Banister
C. E. Redfern
Joshua Davies

Je.....de.....dans la province de la Colombie britannique, déclare solennellement par serment que

je connais.....
et qu'ils sont dûment qualifiés pour être électeurs du district électoral du district de Victoria dans la province de la Colombie britannique, pour voter à l'élection d'un membre qui siégera dans la Chambre des Communes

[1] Archives publiques, *Papiers de Macdonald*, vol. 304, p. 159.

du Canada, et qu'ils ont repectivement signé le papier de nomination précité en ma présence; de plus, que je connais ledit très honorable sir John A, Macdonald par ces présentes nommé candidat.

Assermenté en ma présence à Victoria
dans la province de la Colombie britannique

ce ..... jour d'octobre 1878.

VICTORIA, C.-B.,[1]
le 19 octobre 1878.

Mon cher STEPHENSON:

Je vous félicite très sincèrement de votre brillant succès, au cours des récentes élections, et du merveilleux succès de notre parti en général. Je suis profondément heureux de constater que sir John est de nouveau au timon des affaires. Le Canada a besoin de sa direction et j'ai le ferme espoir qu'il restera premier ministre sa vie durant. Nous autres, de la Colombie britannique, sommes particulièrement intéressés à le voir au poste qu'il occupe, parce que, selon l'expression courante ici, nous misons sur lui. Lundi prochain, son élection comme représentant de cette ville sera un fait accompli. Les autres candidats sont de Cosmos et Davies, tous deux partisans de sir John. Il n'y aura, si je ne me trompe, que des conservateurs élus dans la Colombie britannique. A New-Westminster, James Robinson a posé sa candidature contre le Dr McInnis; mais, à mon sentiment, ce dernier remportera la victoire. Robinson est un partisan de McKenzie. Dewdney sera élu par acclamation. Dans le district de Vancouver, tous les candidats sont des hommes de sir John. Vous pouvez ainsi constater que la situation de la province est saine. J'ai eu quelque idée de poser ma candidature; mais, réflexion faite, j'en suis venu à la conclusion que je ne pouvais m'absenter de la province, pendant trois ou quatre mois consécutifs, sans léser considérablement mes intérêts.

Si, comme je le pense bien, on intente une poursuite contre le chemin de fer, sir John aura sans doute besoin ici d'un représentant juridique. Si vous croyez que je pourrais agir en cette qualité, je vous serais fort obligé de bien vouloir mentionner, avec votre recommandation, mon nom à sir John.

Comme vous ne l'ignorez pas, Dick est avec moi. Le climat lui va et je crois qu'il est satisfait. Il réussit très bien et il sera reçu avocat en temps et lieu. Vous aurez alors un autre "Chatamithe" qui s'attendra sans doute à recevoir de vous quelque amicale assistance quand il en aura besoin. Je suis heureux de pouvoir vous dire que ma femme et mes enfants sont en bonne santé. Veuillez me rappeler au bon souvenir de madame Stephenson et agréer l'assurance de mes meilleurs sentiments.

A. ROCKE ROBERTSON.

[1] Archives publiques, *Papiers de Macdonald*, vol. 352, p. 216A.

VICTORIA[1]
22 octobre 1878.

Au très honorable sir JOHN A. MACDONALD,
Ottawa.

MON CHER MONSIEUR,

Quoique vous ne me connaissiez pas personnellement, je me permets de vous apprendre que je viens d'avoir l'honneur de disputer le deuxième siège de la ville de Victoria au Parlement du Dominion. Battu par une majorité de 58 voix, alors que 1,100 votants déposèrent leur bulletin de vote, je me sentirai encouragé, lorsque la première occasion s'en présentera, de poser de nouveau ma candidature au service de la même bonne cause. Je suis heureux de pouvoir vous féliciter d'avoir remporté le premier siège à une si forte majorité. Et je puis vous donner l'assurance que, si j'avais été élu et si vous aviez été battu, j'aurais été disposé à résigner en votre faveur conformément à la carte que j'ai fait distribuer avant les élections et que j'annexe à cette lettre, avec mon discours, pour que vous en preniez connaissance.

J'éprouve une vive satisfaction à dire que, pendant la bataille, j'ai eu le concours de plusieurs anciens conservateurs et de plusieurs de vos amis personnels qui n'entretenaient pas des sentiments de bienveillance à l'égard de M. de Cosmos, parce qu'il vous avait abandonné en 1873 et en 1874.

Avec des sentiments de considération,
je demeure,
très honorable monsieur,
votre obéissant serviteur,
J. P. DAVIES.

5 novembre 1878.[2]

MON CHER MONSIEUR,

Je vous suis extrêmement obligé de m'avoir fait tenir votre aimable mot du 22 du mois dernier et de tout ce que vous avez fait pour moi dans votre bonne ville. Recevez également mes vifs remerciements pour l'offre généreuse que vous m'avez faite de résigner en ma faveur, si cela était nécessaire, au cas ou vous seriez élu. J'espère pouvoir un jour vous démontrer combien j'apprécie votre bienveillance. Je m'enorgueillis de mes fonctions de représentant de Victoria et j'espère pouvoir rendre quelques services à ma circonscription ainsi qu'à la Colombie britannique en général.

Croyez-moi,
cher monsieur,
bien vôtre,
JOHN A. MACDONALD

J. P. DAVIES, Ecr.,
Victoria, C.-B.

---

[1] Archives publiques, *Papiers de Macdonald*, vol. 352, p. 262.
[2] *Ibid.*, vol. 524, p. 88.

APPENDICE

INVENTAIRE DE LA SÉRIE Q

Série de papiers d'Etat comprenant la correspondance officielle qu'échangèrent les gouverneurs, les lieutenants-gouverneurs, les administrateurs et d'autres fonctionnaires de Québec, du Bas et du Haut-Canada, entre 1760 et 1841.

(*Avec cette partie se termine l'inventaire publié dans les rapports précédents.*)

AVANT-PROPOS

Dans cet ouvrage on trouvera la dernière partie des papiers d'État qui comprennent la correspondance officielle qu'échangèrent les gouverneurs, les lieutenants-gouverneurs, les administrateurs et d'autres fonctionnaires de Québec, du Haut et du Bas-Canada, entre 1760 et 1841. Ces papiers constituent la *Série Q.* des Archives publiques, Ottawa, et la *Série C.O.* du Public Record Office, Londres.

La liste suivante indique les périodes sur lesquelles portent les volumes et aussi les rapports où se trouvent les inventaires en question:—

QUÉBEC ET BAS-CANADA—

Vol.	1- 57 (1760-1800)	catalogués	dans le	rapport de	1890, pp. 1-325.
"	58- 84 (1791-1800)	"	"	"	1891, pp. 1-200.
"	85-106 (1795-1807)	"	"	"	1892, pp. 153-285.
"	107-124 (1807-1813)	"	"	"	1893, pp. 1-119.
"	125-148 (1813-1818)	"	"	"	1896, pp. 1-252.
"	149-167 (1818-1823)	"	"	"	1897, pp. 253-395.
"	168-186 (1824-1828)	"	"	"	1898, pp. 397-580.
"	187-200 (1828-1831)	"	"	"	1899, pp. 581-712.
"	201-225 (1831-1835)	"	"	"	1900, pp. 715-912.
"	226-241 (1836-1838)	"	"	"	1901, pp. 913-1042.
"	242-246 (1831-1838)	"	"	"	1902, pp. 1043-1109.
"	242B-266 (1837-1839)	"	"	"	1941, pp. 3-313.
"	267-277 (1839-1840)	"	"	"	1942, pp. 3-186.

HAUT-CANADA—

Vol.	278-290 (1791-1801)	"	"	"	1891, pp. 1-177.
"	291-310 (1801-1807)	"	"	"	1892, pp. 286-399.
"	311-317 (1808-1813)	"	"	"	1893, pp. 1-50.
"	318-324 (1813-1818)	"	"	"	1896, pp. 1-79.
"	325-334 (1818-1823)	"	"	"	1897, pp. 81-179.
"	335-350 (1824-1828)	"	"	"	1898, pp. 181-329.
"	351-358 (1829-1831)	"	"	"	1899, pp. 331-390.
"	359-373 (1824-1832)	"	"	"	1943, pp. 3-76.
"	374-388 (1832-1836)	"	"	"	1900, pp. 391-540.
"	389-395 (1818-1836)	"	"	"	1901, pp. 541-601.
"	396-402 (1837-1838)	"	"	"	1943, pp. 77-186.
"	403-415, 1ère partie (1838-1839)		"	"	1944, pp. 3-154.

La partie publiée dans ce rapport embrasse les volumes 415-2 à 431 (1839-1841); elle termine les papiers du Haut-Canada et l'inventaire de la *Série Q.*

SERIES Q

HAUT-CANADA

Série Q. 415, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1839 — 1839

Suite des annexes à la dépêche d'Arthur à Normanby (personnelle et confidentielle), du 11 avril 1839. (Voir *Q. 415-1*, p. 210).

(2) Adresse de l'Assemblée, le 10 avril 1839. On félicite Arthur de la ligne de conduite qu'il a adoptée. p. 267

Arthur à Normanby (confidentielle). Il lui accuse réception de la dépêche confidentielle du 26 février, et le renvoie à sa dépêche personnelle du 21 février où il exprimait ses regrets au sujet des relations de J. C. Buchanan avec L. J. Papineau. p. 271 — Toronto, le 11 avril.

Arthur à Normanby (distincte). Il lui accuse réception de la circulaire du 21 février qui le mettait au courant de la nomination de Normanby au poste de secrétaire des Colonies. p. 273 — Toronto, le 11 avril.

Arthur à Normanby (confidentielle). Accusé de réception de la dépêche confidentielle du 25 février. Il a été heureux d'apprendre qu'on accordera des secours aux retraités qui ont échangé leur pension. p. 275 — Toronto, le 12 avril.

Arthur à Normanby (N° 85). Accusé de réception de la dépêche N° 217, du 27 février. On a donné les instructions de préparer le rapport financier que désire la Chambre des Communes. La rédaction de ce rapport exigera sans doute quelque temps; si les renseignements sont requis immédiatement, on pourra les obtenir à la cour des comptes où est gardée la copie de tous les comptes publics. p. 277 — Toronto, le 12 avril.

Arthur à Normanby (N° 86). Il lui accuse réception de la dépêche N° 216, du 25 février, et lui transmet copie du rapport des commissaires sur les pertes causées par la rébellion, ainsi qu'une récapitulation des pertes subies à la suite de la rébellion par les déprédations de brigands. La seule nouvelle demande d'indemnité a été soumise par MM. Holditch, Fraser et Macdonell, pour des pertes éprouvées sur le *Sir Robert Peel*. p. 284 — Toronto, le 12 avril.

1839 Annexes:—

(1) Le rapport. p. 287

(2) État des pertes causées par les déprédations de bandes armées et organisées aux États-Unis d'Amérique. p. 350

Toronto, le 12 avril. Arthur à Normanby (N° 87). Les délibérations de la Législature sur l'état de la province, le projet d'union, les réserves du clergé, les cures, les finances et le revenu territorial. p. 351

Annexes:—

(1) Rapport du comité de l'Assemblée sur les réserves du clergé, le 18 mars 1839 (imprimé). p. 140

(2) Rapport du comité spécial sur les réserves du clergé, le 9 avril 1839 (imprimé). p. 361A

(3) Projet de loi à l'effet d'autoriser l'affectation future des réserves du clergé aux fins de toutes les communions approuvées (imprimé). p. 362

(4) Projet de loi à l'effet de déterminer les pouvoirs des titulaires de bénéfices et de pourvoir à leur destitution dans certains cas (imprimé). p. 363A

(5) Projet de loi à l'effet de remettre la Couronne en possession des réserves du clergé (imprimé). p. 364

(6) Résolution du Conseil législatif maintenant les vues exprimées dans le rapport sur l'état de la province, des 13 et 28 février 1838 (imprimé). p. 366

Toronto, le 12 avril. Arthur à Normanby (N° 88—imprimé). Il lui transmet copie des résolutions du Conseil législatif qui refuse d'approuver le projet de loi de l'Assemblée à l'effet d'envoyer des commissaires en Angleterre pour y faire des représentations sur l'état de la province. p. 366

Annexes:—

(1) Les résolutions (imprimé). p. 366

(2) Le projet de loi de l'Assemblée à l'effet d'envoyer des commissaires en Angleterre. p. 369

(3) Documents sur l'invasion des Canadas par des gens des États-Unis. Imprimés par l'ordre de la Chambre d'Assemblée. Liste de ces documents:—

(a) Message d'Arthur, le 8 avril 1839. Il transmet une documentation. p. 377

1839

(b) Arthur à H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington, Toronto, le 22 octobre 1838. Il lui accuse réception de la lettre confidentielle du 4 octobre. Le renseignement qu'elle renferme sur le projet d'invasion est sérieux. On a envoyé en toute diligence un officier voir le général A. Macomb afin que les autorités des États-Unis préviennent cette invasion. p. 378

(c) Fox à Aaron Vail, Washington, le 8 novembre 1838. Le danger d'invasion. p. 381

(d) John Forsyth, secrétaire d'État, à Fox, Washington, le 15 novembre 1838. Le Gouvernement des États-Unis a l'intention d'empêcher l'invasion du Canada. p. 390

(e) Fox à Arthur, Washington, le 30 novembre 1838. Il lui transmet copie d'une lettre au Gouvernement des États-Unis, sur l'invasion du Canada, ainsi que la proclamation du président des Etats-Unis. Il croit que l'Exécutif sera incapable de prévenir l'invasion. (Les annexes manquent). p. 396

Toronto, le 15 avril.

Arthur à Normanby (N° 89). Il lui transmet copie de la correspondance concernant la proposition de George Coventry d'acheter une certaine étendue du territoire des sauvages à la Grande-Rivière pour une compagnie d'Angleterre. On pourra terminer cette transaction si les droits des sauvages sont protégés. p. 400

Annexes:—

(1) Coventry à R. B. Sullivan, commissaire des terres de la Couronne, Toronto, le 7 mars 1839. Il désire acheter 50,000 acres de terre pour l'usage des émigrants. p. 403

(2) Sullivan à J. Macaulay, secrétaire civil, bureau des terres de la Couronne, le 11 mars 1839. Il lui transmet la proposition de Coventry, la commente et demande une prompte décision. p. 404

(3) Macaulay à S. P. Jarvis, surintendant en chef des Affaires des Sauvages. Il lui transmet la lettre de Sullivan. La proposition devra être soumise aux sauvages et au juge J. B. Macaulay. Il désire recevoir aussitôt que possible un rapport sur ce sujet. p. 406

(4) Jarvis au major James Winniett, surintendant des Affaires des Sauvages, Toronto, le 12 mars 1839. Il lui transmet les propositions et demande qu'on les soumette aux sauvages. Il désire un rapport. p. 407

(5) Winniett à Jarvis, Brantford, le 3 avril 1839. Les sauvages vendront la terre. p. 409

(6) Jarvis à Coventry, Toronto, le 9 avril 1839. Il lui fait connaître la décision des sauvages au sujet du prix et demande si ce chiffre est satisfaisant. p. 410

Toronto, le 17 avril.

Arthur à Normanby (N° 90). Il lui transmet copie du *Sackett's Harbour Journal* qui renferme un article à l'éloge du Haut-Canada, pour le traitement accordé aux prisonniers d'État, et exhorte les citoyens des États-Unis à s'abstenir d'actes agressifs. p. 414

1839 Annexe:—

Éditorial: "Clémence canadienne". Cet article renferme un témoignage de gratitude et des exhortations à s'abstenir de toute hostilité. p. 419

Toronto, le 17 avril. Arthur à Normanby (N° 91). Il lui accuse réception de la circulaire du 7 février et lui transmet copie du rapport de Durham et d'une partie de l'appendice. Les dispositions d'esprit des partis opposés au rapport. Il regrette de n'avoir pas été mis au courant des intentions du Gouvernement sur ce sujet. p. 424

Toronto, le 18 avril. Arthur à Normanby (N° 93). Il lui transmet la demande de L. P. Sherwood, doyen des juges subalternes à la cour du Banc de la Reine, qui voudrait prendre sa retraite. Aucun des légistes ne désire être nommé juge; il recommande R. B. Sullivan. p. 437

Annexes:—

(1) Sherwood à Arthur, Toronto, le 1er février 1839. p. 443

(2) J. Macaulay, secrétaire civil, à Sherwood, Toronto, le 1er février 1839. Le cas de Sherwood sera soumis au secrétaire des Colonies. Il demande l'attestation d'un médecin. p. 445

(3) Sherwood à Macaulay, Toronto, le 11 février 1839. Il lui transmet l'attestation demandée. p. 446

Sous-annexe:—

Certificat fourni par le Dr John King. p. 447

(4) Macaulay à C. A. Hagerman, à W. H. Draper et à R. B. Sullivan, Toronto, le 11 mars 1839. Il a reçu d'Arthur les instructions de leur laisser savoir que Sherwood a l'intention de démissionner, ce qui leur permettra de se présenter comme candidats s'ils le désirent. p. 449

(5) Hagerman à Macaulay (personnelle). Toronto, le 13 mars 1839. Actuellement, il ne désire pas être nommé juge. p. 450

(6) Draper à Macaulay, Chambre d'Assemblée, le 25 mars 1839. Actuellement, il ne désire pas être nommé juge. p. 451

(7) R. B. Sullivan, Toronto, le 30 mars 1839. Il désire être nommé juge. p. 455

Sous-annexe:—

Head à Sullivan, le 17 mars 1838. Il remercie Sullivan des services que celui-ci a rendus en sacrifiant sa profession pour devenir commissaire des terres de la Couronne et des réserves du clergé. Sullivan sera désigné pour le premier poste de juge qui deviendra vacant. p. 455

1839

Arthur à Normanby (N° 92). Accusé de réception de la dépêche N° 14, du 21 mars. Les principes qui l'ont guidé en ce qui concerne les exécutions après les troubles à Windsor et à Prescott. p. 428 Toronto, le 20 avril.

Arthur à Normanby (N° 94). L'imprudence de certaines personnes qui, sur le quai à Prescott, ont tiré sur le vapeur *United States*. Les mesures prises. Il regrette les suites de cette affaire. p. 457 Toronto, le 20 avril.

Annexes:—

(1) Ordre général de la milice, du 20 avril 1839. On devra prendre des mesures pour punir ceux qui ont tiré sur le vapeur. p. 461

(2) Macaulay au colonel P. Young, commandant à Prescott, Toronto, le 13 avril 1839. p. 463

(3) Le capitaine W. Sandom à Arthur, Dock Yard, Kingston, le 20 avril 1839. Le *United States* poursuit son voyage. Il demande qu'on exige des autorités américaines l'accomplissement de leur promesse de condamner ce vaisseau qui a violé les lois de la neutralité. p. 465

Arthur à Normanby (N° 95). Accusé de réception de la dépêche N° 10, du 9 mars. Une liste de toutes les personnes emprisonnées pour actes entachés de trahison depuis le 1er novembre 1837 sera préparée conformément à la demande de la Chambre des Communes. p. 469 Toronto, le 25 avril.

Arthur à Normanby (N° 96). Par la correspondance dont il transmet la copie, on verra que le surintendant en chef des Affaires des Sauvages n'a pas reçu double traitement entre le 15 juin et le 31 juillet 1837. p. 471 Toronto, le 25 avril.

Annexes:—

(1) S. P. Jarvis, surintendant en chef des Affaires des Sauvages, à Macaulay, Toronto, le 28 février 1839. Il lui transmet des papiers concernant sa nomination. Si Givens a reçu son traitement après cette date, seul le commissariat pourrait en donner l'explication. p. 474

Sous-annexes:—

(i) J. Joseph, secrétaire civil, à Jarvis, Hôtel du Gouvernement, le 15 juin 1837. Il lui confie le poste de surintendant en chef. p. 476

(ii) La *Gazette*, édition du 15 juin 1837. Avis de la nomination de Jarvis. p. 477

(2) J. Givens, ex-surintendant en chef, à Macaulay, Toronto, le 3 avril 1839. Il a quitté son poste lors de la nomination de Jarvis. Sa pension de retraite, qui est égale à son ancien traitement, a peut-être provoqué cette supposition d'un double traitement. p. 478

(3) Macaulay à F. Knowles, sous-commissaire général, Hôtel du Gouvernement, le 2 avril,1839. Il demande qu'on fasse une enquête sur ce prétendu double traitement. p. 479

1839 (4) J. Macaulay à Macaulay, Commissariat, Toronto, le 19 avril 1839. Il lui transmet la lettre de Knowles au sujet du prétendu double traitement. p. 481

Sous-annexes:—

(i) Knowles au commissaire général, Toronto, le 3 avril 1839. Il lui soumet la lettre de Macaulay. p. 482

(ii) R. I. Routh, commissaire général, Québec, le 12 avril 1839. Givens a pris sa retraite et reçoit une pension égale à son traitement. On n'a pas accordé double quantité de vivres ou de combustible. p. 484

Toronto, le 25 avril. Arthur à Normanby (N° 97). Il lui accuse réception de la circulaire du 7 février, avec l'Appendice B du rapport de lord Durham. p. 486

[Ministère des Colonies], le 31 mai. Lettre sans signature à Arthur (N° 53—brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 85, du 12 avril. On s'est adressé à la cour des comptes avant de demander au Haut-Canada certains rapports financiers, mais ce bureau n'a pu fournir les renseignements désirés. p. 279

[Ministère des Colonies], le 31 mai. Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire au ministère des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie de dépêches et de papiers se rapportant aux pertes causées par la rébellion. On a aussi envoyé des copies à la Trésorerie lui demandant de quelle manière il faudrait régler ces réclamations. Il désire savoir si Palmerston est d'avis qu'on devrait demander aux États-Unis d'indemniser les victimes de certaines de ces pertes. p. 280

[Ministère des Colonies], le 31 mai. Lettre sans signature à F. Baring, secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet une documentation se rapportant aux pertes subies par suite de la rébellion et demande de quelle manière on devra répondre à ces réclamations. p. 282

[Ministère des Colonies], le 8 juin. Lettre sans signature à Arthur (N° 56—brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 92, du 20 avril. Il faudra attacher beaucoup d'importance aux principes qui ont guidé Arthur dans la question des peines infligées à ceux qui ont envahi la province. p. 435

Downing St., le 12 juin. Normanby à Arthur. Il lui accuse réception des dépêches N°s 90 et 100, des 17 avril et 7 mai. Il est satisfait du succès obtenu par la politique d'indulgence qu'on a adoptée. p. 417

[Ministère des Colonies], le 14 juin. Lettre sans signature à F. Baring, secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une dépêche d'Arthur, N° 96, du 25 avril. Normanby est satisfait de l'explication qu'on lui a donnée au sujet du double traitement que le surintendant en chef des Affaires des Sauvages était censé avoir reçu. p. 473

[Ministère des Colonies], le 18 juin. Lettre sans signature à Arthur (N° 63—brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 87, du 12 avril. Remerciements pour l'exposé bref et clair qu'Arthur a rédigé sur les affaires de la province. p. 367

1839

Série Q. 416, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1839

Arthur à Normanby (N° 98). Il lui transmet une adresse de la Législature demandant que les soldats qui ont échangé leur pension la reçoivent de nouveau. p. 2 Toronto, le 7 mai.

Annexes:—

(1) L'adresse, signée par l'Assemblée le 10 avril, et par le Conseil le 11 avril 1839. p. 4

(2) Arthur à la Législature. Il transmettra l'adresse. p. 6

Arthur à Normanby (N° 99). Attaques contre le *Stephen Girard* pendant qu'il se trouvait dans le canal Welland. La promptitude avec laquelle on a réparé ce vaisseau a donné une meilleure tournure à l'affaire. Les circonstances qui ont accompagné l'inspection du *Traveller*, à Rochester, à l'instigation de W. L. Mackenzie. p. 8 Toronto, le 7 mai.

Annexes:—

(1) Arthur à H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington, Toronto, le 2 mai 1839. Rapport sur l'affaire du *Stephen Girard.* p. 11

(2) Le colonel C. J. Baldwin à Thayer, capitaine du *Stephen Girard*, Port Colborne, le 23 avril 1839. Il présente des excuses pour l'attaque, renvoie le pavillon et déclare que les coupables ont été emprisonnés. On fera une enquête. p. 17

(3) R. A. Tucker, secrétaire provincial, au lieutenant J. T. W. Jones, Toronto, le 25 avril 1839. Il lui donne les instructions de se rendre à Cleveland afin de calmer le ressentiment. p. 19

(4) Walter B. Sheehan, percepteur des douanes, Port Colborne, le 25 avril 1839. Il fait rapport sur ce qui s'est passé. p. 21

(5) Tucker à S. Starkweather, percepteur des douanes à Cleveland, Hôtel du Gouvernement, le 25 avril 1839. Il donne des explications et demande que le capitaine du vaisseau paraisse au procès des malfaiteurs. p. 24

(6) Starkweather à Tucker, bureau de la douane, Cleveland, le 29 avril 1839. Il lui accuse réception de la lettre du 24 avril, apportée par le lieutenant Jones. Le capitaine du *Stephen Girard* se rendra à Toronto. p. 27

1839

(7) Déposition de James Sutherland, capitaine du *Traveller*. L'inspection du vapeur, à Rochester, à l'instigation de W. L. Mackenzie. p. 30

(8) Sutherland à l'honorable John Hamilton, propriétaire du *Traveller*, Toronto, le 26 avril 1839. Il fait rapport sur ce qui est arrivé. p. 34

(9) Mandat aux fins d'obtenir la reddition de John Doe et de Richard Doe, qui sont censés être détenus à bord du *Traveller*. p. 38

Toronto, le 7 mai.

Arthur à Normanby (N° 100). Cinquante-deux prisonniers qui furent capturés à Windsor et à Prescott ont été remis en liberté, et neuf prisonniers blessés, pris à Prescott puis hospitalisés, ont reçu la permission de rentrer chez eux. p. 40

Annexes:—

(1) Tucker à J. C. Spencer, secrétaire d'Etat à New-York, Toronto, le 22 avril 1839. On a l'intention de libérer les prisonniers. Jacob Paddock sera retenu prisonnier à cause de sa conduite. Lawrence Reilly a reçu sa grâce et neuf autres prisonniers seront aussi libérés. p. 44

(2) Spencer à Tucker, Albany, le 29 avril 1839. La clémence dont on a usé envers les prisonniers lui donne satisfaction et il est convaincu qu'elle aura des résultats salutaires. p. 44

Toronto, le 8 mai.

Arthur à Normanby (N° 101). Le courrier a été volé entre Kingston et Gananoque, par une bande armée venue des Etats-Unis. Les mesures qu'on a prises pour traduire les coupables en justice. p. 49

Annexes:—

(1) W. H. Griffin, inspecteur des Postes dans le Haut-Canada et le district de l'Est, à Tucker, Toronto, le 6 mai 1838. Son rapport sur le vol. p. 54

(2) Tucker à Griffin, Hôtel du Gouvernement, le 6 mai 1839. Il lui accuse réception de la lettre du 6 mai et lui donne les instructions de se rendre à Albany afin de soumettre les faits à J. Spencer, secrétaire d'Etat pour New-York. p. 60

(3) Tucker à Spencer, Toronto, le 6 mai 1839. p. 62

Toronto, le 8 mai.

Arthur à Normanby (confidentielle). Il donne des détails supplémentaires sur la ligne de conduite du colonel John Prince qui a ordonné l'exécution de certains prisonniers capturés à Windsor. Le régiment a été licencié et Prince remplit ses devoirs parlementaires. p. 66

Annexes:—

(1) Prince au colonel C. Chichester, Sandwich, le 19 décembre 1838. Il expose les motifs de la ligne de conduite qu'il a adoptée. p. 75

1839

(2) Arthur au colonel R. Airey, commandant à Amherstburg (confidentielle). Toronto, le 4 novembre 1838. Il donne des instructions pour la défense de la frontière de l'ouest. p. 88

(3) Le capitaine F. Halkett, secrétaire militaire adjoint, à Airey, Toronto, le 5 avril 1839. Il désire savoir exactement en quels termes Prince a été mis au courant des vues d'Arthur. p. 93

(4) Airey à Halkett, Malden, le 9 avril 1839. L'attitude du colonel J. Prince sur la question des prisonniers. p. 95

Toronto, le 11 mai.

Extrait d'une dépêche d'Arthur à Normanby (N° 102). Arthur transmet une adresse de l'Assemblée au sujet du rapport du comité spécial nommé pour enquêter sur l'état de la province. Ce rapport est aussi inclus. p. 100

Annexes:—

(1) L'adresse, le 11 mai 1839 (imprimé). p. 101

(2) Le rapport, du 30 avril 1839 (imprimé). p. 101A

Toronto, le 11 mai.

Extrait d'une dépêche d'Arthur à Normanby (N° 102). Arthur transmet à Normanby des adresses de la Législature du Haut-Canada. p. 114

Annexes:—

(1) Adresse signée par le Conseil législatif, le 6 mai, et par l'Assemblée le 7 mai 1839. Cette adresse demande une prolongation de terme ou d'autres privilèges financiers qui permettraient à la province de terminer ses travaux publics et d'ouvrir des voies de communications par eau avec le Saint-Laurent. p. 117

(2) Adresse signée par l'Assemblée le 18 avril, et par le Conseil législatif le 6 mai 1839. On demande que le revenu provenant des Postes soit cédé, en plus du privilège d'affranchir les lettres. p. 121

(3) Adresse signée par l'Assemblée le 8 mai, et par le Conseil législatif le 10 mai 1839. On demande d'accorder quelque marque de faveur au capitaine Andrew Drew, de la marine royale. p. 123

(4) Adresse du Conseil législatif, du 25 avril 1839. On demande une indemnité pour ceux qui ont subi des pertes à cause de la rébellion. p. 125

(5) Adresse de l'Assemblée, du 4 mai 1839. On désire que la Trésorerie fasse droit aux réclamations qui ont été soumises par suite de la rébellion. p. 131

(6) Adresse de l'Assemblée, du 27 avril 1839. On demande que l'assentiment royal soit donné à la loi concernant la liste civile, en dépit de l'omission d'une somme pour fins religieuses. p. 133

1839

Toronto, le 13 mai.

Arthur à Normanby (N° 103). Il lui transmet la copie des rapports de l'Artillerie pour l'année qui se termine le 31 mars 1839. Ces rapports ne sont pas absolument exacts, vu la distribution nécessairement irrégulière des armes au début de la rébellion. p. 149

Annexe:—

Les rapports. p. 151

Toronto, le 13 mai.

Arthur à Normanby (N° 104). La session a pris fin le 11 mai et il lui transmet copie de son discours. On a reçu les projets de loi qui pourvoient au placement du produit des ventes des réserves du clergé et du revenu casuel et territorial. On les transmettra en même temps que d'autres projets de loi réservés. p. 159

Annexe:—

Le discours. p. 161

Toronto, le 13 mai.

Arthur à Normanby (N° 105). Le sentiment populaire à la frontière. Il lui transmet copie d'une note du colonel R. Airey ainsi qu'une note du général H. Brady à cet officier. Il demande qu'on fasse venir d'Angleterre du matériel de guerre et des uniformes. p. 173

Annexe:—

Airey au capitaine F. Halkett, secrétaire militaire adjoint, Malden, le 6 mai 1839. p. 176

Sous-annexe:—

Brady à Airey, Détroit, le 4 mai 1839. p. 181

Toronto, le 13 mai.

Arthur à Normanby (N° 106). Il lui accuse réception de la dépêche N° 30, du 10 avril. Les mesures adoptées pour la déportation des prisonniers politiques lui donnent satisfaction. Il lui transmet copie d'une lettre à Colborne à ce sujet. p. 183

Annexe:—

Arthur à Colborne, Toronto, le 13 mai 1839. p. 185

Toronto, le 13 mai.

Arthur à Normanby (N° 107). Ses vues sur le rapport de lord Durham. Il trouve à redire à certaines déclarations que ce rapport renferme. p. 187

Annexes:—

(1) Mémoire signé par un certain nombre de personnes en faveur de S. Lount et de P. Matthews (imprimé). p. 206

(2) Adresse de Mgr Alexander Macdonell, évêque catholique romain de Kingston, aux Irlandais catholiques du Haut-Canada, Kingston, le 1er décembre 1838 (imprimé). p. 208

(3) Correspondance entre le colonel D. Campbell, du 5e régiment de Northumberland, et l'honorable John Macaulay, secrétaire civil:— 1839

(a) Campbell à Macaulay, Seymour, le 13 avril 1839. Il n'approuve pas le Gouvernement d'avoir libéré des traîtres. p. 210

(b) R. A. Tucker, secrétaire provincial, à Campbell, Toronto, le 3 mai 1839. Il lui accuse réception de la lettre du 13 avril, adressée à Macaulay. Quelques-unes des raisons qui ont amené le Gouvernement à libérer les prisonniers. p. 217

Arthur à Normanby (N° 108). Il lui transmet une liste portant les titres des projets de loi adoptés au cours de la dernière session ainsi qu'une liste des projets de loi réservés. Il a l'intention d'écrire une dépêche distincte au sujet de chacun des projets de loi réservés. Pourquoi certaines mesures ne peuvent être longuement étudiées par le Conseil. (Les annexes manquent. Voir *Q. 416-2*, p. 257). p. 224 Toronto, le 14 mai.

Lettre sans signature à Arthur (N° 79—brouillon). Accusé de réception de la dépêche confidentielle du 8 mai. L'auteur approuve la ligne de conduite adoptée au sujet du colonel J. Prince. L'attitude qu'il a prise en ce qui concerne les délibérations parlementaires dans ce cas. p. 73 [Ministère des Colonies], le 7 juin.

Lettre sans signature à Arthur (N° 57—brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 104, du 13 mai. L'auteur lui transmet le discours de fin de session. p. 158 [Ministère des Colonies], le 9 juin.

Lettre sans signature à Arthur (N° 61—brouillon). L'auteur lui accuse réception des dépêches N°s 90 et 100, des 17 avril et 7 mai; il approuve la ligne de conduite qu'on a adoptée en libérant les prisonniers. p. 43 [Ministère des Colonies], le 12 juin.

Normanby à Arthur. Il lui transmet copie d'un projet de loi sur le gouvernement futur des Canadas; pourquoi ce projet comportera deux mesures distinctes. p. 169 Downing St., le 12 juin.

Lettre sans signature à R. Byham, secrétaire au bureau de l'Artillerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 103, du 13 mai, ainsi que du rapport de l'Artillerie. p. 157 [Ministère des Colonies], le 14 juin.

Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire, ministère des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie des dépêches d'Arthur, N°s 94, 99 et 101, au sujet des actes de violence commis par la population des frontières du Haut et du Bas-Canada et de New-York. Il a l'intention d'approuver la ligne de conduite d'Arthur en cette matière, à moins que Palmerston n'y voie quelque objection. p. 53 [Ministère des Colonies], le 15 juin.

Lettre sans signature à Arthur (N° 65—brouillon). Accusé de réception des dépêches N°s 91 et 107, des 17 avril et 13 mai. Les explications qu'elles renferment seront communiquées au Parlement. Arthur sera appuyé dans sa politique. p. 204 [Ministère des Colonies], le 20 juin.

1839

Downing St., le 27 juin. Normanby à Arthur (N° 69). Il lui accuse réception de l'adresse de l'Assemblée sur les pertes qu'occasionna la rébellion. Il n'est pas probable que le Parlement vote un crédit pour en effectuer le payement. p. 135

Downing St., le 27 juin. Normanby à Arthur (N° 70). Il lui accuse réception de l'adresse du Conseil législatif demandant qu'on accorde une indemnité à ceux qui ont subi des pertes en conséquence de la rébellion. La question a été soumise au secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères. p. 137

Downing St., le 27 juin. Normanby à Arthur (N° 71). Il lui accuse réception de l'adresse de la Législature au sujet du revenu des Postes et de la franchise postale. Cette question a été soumise à la Trésorerie. p. 139

Downing St., le 27 juin. Normanby à Arthur (N° 72). La question de l'adresse de l'Assemblée sur l'état de la province a été soumise au Parlement. p. 142

Downing St., le 27 juin. Normanby à Arthur (N° 73). Il lui accuse réception de l'adresse de la Législature au sujet des moyens à prendre pour terminer les travaux publics et ouvrir des voies de communications par eau avec l'océan. La question a été soumise à la Trésorerie. p. 140

Downing St., le 30 juin. Normanby à Arthur (distincte). Il le renvoie à ses dépêches N°s 69 à 73, du 27 juin. L'adresse concernant la liste civile ne sera pas étudiée avant la réception du rapport d'Arthur. p. 143

Downing St., le 3 juillet. Normanby à Arthur (distincte). La réponse à l'adresse de la Législature concernant le capitaine A. Drew sera retardée jusqu'à la réception des rapports de Palmerston et de l'Amirauté. p. 145

Downing St., le 15 juillet. Normanby à Arthur (N° 76). Pour faire suite à la dépêche du 12 juin, il lui transmet copie de deux projets de loi portant sur le gouvernement futur du Canada. On n'insistera pas pour que le projet de loi à l'effet d'unir les provinces soit adopté à cette session. p. 171

Toronto, le 26 juillet. Arthur à Normanby (distincte). Il lui accuse réception de la dépêche distincte du 3 juillet, où l'on donne les raisons du retard apporté à répondre à l'adresse concernant le capitaine Drew. p. 148

Downing St., le 13 août. Normanby à Arthur (N° 93). Au sujet de sa dépêche N° 71, du 27 juin, il lui dit que la Trésorerie est opposé à tout changement dans les règlements des Postes à cause des modifications que l'on prévoit dans le mode de transport du courrier. Il signale à son attention les statuts 4 et 5, Guil. IV, ch. 7, qui exigent l'assentiment de toutes les provinces avant d'apporter aux règlements une modification quelconque. p. 146

Downing St., le 29 novembre. Lettre sans signature à Arthur (N° 50—brouillon). L'auteur lui transmet un décret du Conseil qui sanctionne le projet de loi à l'effet de négocier des obligations pour le parachèvement des travaux publics. p. 227

Downing St., le 6 décembre. Lord John Russell, secrétaire d'État, au très honorable C. P. Thomson, gouverneur général (N° 47). Il lui transmet copie d'une

note de la Trésorerie sur le projet de loi concernant la monnaie. Pourquoi la mesure ne peut être sanctionnée. Les principes en vertu desquels on pourra assurer l'uniformité monétaire dans les provinces de l'Amérique britannique du Nord. Il lui transmet une seconde note demandant plus de renseignements sur l'achat des actions du canal Welland. Il faudra connaître les vues de Thomson avant de prendre une décision au sujet du projet de loi concernant la division du district de Colborne. p. 228 1839

Annexes:—

(1) Note de la Trésorerie, le 22 novembre 1839. (Suite dans la Série *Q. 416-2*, p. 237). p. 232

Série Q. 416, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1839

Suite des annexes à la dépêche de lord John Russell au très honorable C. P. Thomson (N° 47), du 6 décembre 1839. (Voir *Q. 416-1*, p. 228).

(2) Communiqué de la Trésorerie, du 26 novembre 1839, au sujet de la loi qui pourvoit à l'achat des actions de la Compagnie du Canal Welland. p. 249

(3) Exposé relatif à la monnaie du Haut et du Bas-Canada. p. 237

Annexes à la dépêche d'Arthur à Normanby (N° 108), du 14 mai 1838. (Voir *Q. 416-1*, p. 224).

(1) Liste de projets de loi et de projets de loi réservés. p. 257

(2) Le rapport du procureur général, le 13 mai 1839. p. 274

Lettre sans signature à Arthur (N° 17—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 67, du 27 septembre, et lui transmet copie de l'opinion de l'avocat de la Reine ainsi que de celle de lord Palmerston sur le cas du *Sir Robert Peel*. On ne devrait demander une indemnité aux États-Unis que dans le cas où les cours de ce pays, qui sont déjà saisies de cette affaire, refuseraient de faire droit à la réclamation. (Les annexes manquent). p. 367 [Ministère des Colonies], le 27 mars.

Arthur à Normanby (N° 109). Il lui transmet une loi qui pourvoit à l'avancement de l'éducation dans le Haut-Canada. Cette loi permet d'affecter les fonds destinés au King's College au soutien des écoles secondaires de district. Les raisons de cette mesure ainsi que de celle qui maintient la suspension des payements en espèces. Il lui transmet copie du rapport du comité spécial de l'Assemblée sur le rapport de lord Durham. p. 289 Toronto, le 14 mai.

1839 Annexe:—

Loi qui pourvoit à l'avancement de l'éducation. p. 292

Toronto, le 14 mai. Arthur à H. Labouchere, sous-secrétaire d'État. Il lui transmet les adresses adoptées à la dernière session. Il a l'intention de soumettre ses remarques là-dessus. (Les adresses manquent). p. 299

Toronto, le 14 mai. Arthur à Normanby (confidentielle). Il lui transmet la correspondance échangée avec la *Wesleyan Missionary Society*, au sujet des réserves du clergé. Le révérend Egerton Ryerson a l'intention d'aller en Angleterre agiter cette question à moins qu'il n'en soit détourné par ces communications qu'on vient de recevoir de la société de Londres. p. 300

Annexes:—

(1) Les secrétaires de la *Wesleyan Missionary Society* à Arthur, Maison de la mission wesleyenne, 77 Hatton Gardens, Londres, le 8 février 1839. Ils ne sont pour rien dans les récentes publications qui expriment les vues des ministres, vues opposées à celles de la société sur les questions religieuses dont il s'agit. Le révérend R. Alder se rendra au Canada en mission spéciale dans le but de maintenir l'uniformité. Arthur est reconnaissant au Gouvernement de son attitude. p. 302

(2) Le révérend R. Alder au révérend J. Stinson, surintendant des missions, 77 Hatton Gardens, le 14 janvier 1839. Il se plaint de l'attitude qu'on a adoptée à la conférence canadienne au sujet des réserves du clergé et des allocations pour fins religieuses. Il explique le différend qui existe entre Ryerson et la *Missionary Society*. p. 306

Toronto, le 14 mai. Arthur à Normanby (N° 110—imprimé). Il lui transmet copie d'un projet de loi à l'effet de disposer des réserves du clergé. Les vues et les mesures qui ont provoqué l'adoption de ce projet. p. 319

Annexes:—

(1) La loi (imprimé). p. 319A

(2) Les articles 4 et 7 du projet de loi qui autorise l'affectation future des réserves du clergé (imprimé). p. 320

(3) Le rapport du comité spécial du Conseil législatif, du 30 avril 1839 (imprimé). p. 320A

(4) Projet de loi à l'effet de disposer à l'avenir des réserves du clergé, tel qu'il en a été fait rapport au Conseil législatif (imprimé). p. 321

(5) Projet de loi à l'effet de disposer des réserves du clergé. p. 322A

Toronto, le 14 mai. Arthur à Normanby (N° 111). Il lui accuse réception de la dépêche N° 7, avec les instructions qui ont été données au capitaine W. Sandom au sujet du passage des fonctionnaires provinciaux sur les vaisseaux du Gouvernement. p. 346

1839

Arthur à Normanby (N° 112). Un grand nombre des hommes de la milice ont reçu la permission de retourner dans leur foyer. Ceux qui ont secondé les patriotes commencent à se rendre compte qu'ils ont misé sur le mauvais tableau. Il faut retenir des gardes mais il y a des raisons d'espérer que l'état des esprits s'améliorera. p. 347 Toronto, le 14 mai.

Arthur à Normanby (N° 113). Il lui accuse réception de la dépêche N° 23, du 8 avril, qui approuve la politique indulgente adoptée envers les prisonniers. Il lui transmet un article du *Watertown Jeffersonean*, auquel souscrivaient trois des prisonniers libérés et où l'on fait mention du généreux traitement qui leur fut accordé. Il lui transmet aussi copie d'une lettre de J. C. Hugurim, capitaine du *Stephen Girard*, qui se dit satisfait de la réparation de l'insulte. p. 348 Toronto, le 18 mai.

Annexes:—

(1) L'article: "The Liberated Prisoners". p. 353

(2) Hugurim au colonel C. L. L. Foster, sous-chef d'état-major, Oswego, le 8 mai 1839. p. 356

Arthur à Normanby (personnelle). Accusé de réception de la lettre personnelle du 29 mars. Cinq prisonniers ont été fusillés par le colonel J. Prince. Le rapport des légistes provinciaux sera envoyé aussitôt qu'on l'aura reçu. p. 359 Toronto, le 18 mai.

Arthur à Normanby (N° 114). Accusé de réception de la dépêche N° 25, du 10 avril. Il renvoie le mandat préparé pour J. Joseph, greffier du Conseil législatif. p. 361 Toronto, le 18 mai.

Arthur à Normanby (N° 115). Il lui accuse réception de la dépêche N° 19, du 30 mars. Howland Hastings a été libéré sous caution de 200 louis, le 20 février 1839. Le colonel J. Prince s'est plaint de cet acte, mais Arthur n'en craint pas les conséquences. p. 363 Toronto, le 18 mai.

Arthur à Normanby (N° 116). Accusé de réception de la dépêche N° 17, du 24 mars. Les propriétaires du *Sir Robert Peel* ont reçu l'avis qu'on ne demanderait pas une indemnité aux États-Unis avant que celle-ci ait été refusée par les tribunaux de ce pays. On a peu d'espoir d'obtenir satisfaction dans les cours. p. 365 Toronto, le 18 mai.

Arthur à Normanby (N° 117). Il lui transmet copie d'une résolution de l'Assemblée où l'on exprime de la reconnaissance pour le témoignage rendu par sir Francis Bond Head au loyalisme de la milice et des habitants du Haut-Canada. p. 372 Toronto, le 18 mai.

Annexe:—

La résolution. p. 373

Arthur à Normanby (N° 118). Il lui transmet le projet de loi réservé qui a pour effet le transfert du revenu casuel et territorial. Les principaux défauts de ce projet, dont l'un serait la fusion des revenus des terres des sauvages et de ceux des terres de la Couronne. p. 374 Toronto, le 18 mai.

1839 Annexes:—

(1) La loi. p. 380

(2) R. A. Tucker, secrétaire provincial, à Arthur, bureau du secrétaire provincial, le 14 mai 1839. Il lui transmet un mémoire: comment la loi qui a pour effet de céder le revenu territorial s'éloigne des principes exposés dans la dépêche de Glenelg, du 28 décembre 1837. p. 391

Sous-annexe:—

Le mémoire. p. 392

(3) Le rapport du comité de la conférence, Conseil législatif, le 14 mai 1839. p. 401

(4) Les résolutions de l'Assemblée sur le rapport de la conférence. p. 405

(5) Certificat du greffier de l'Assemblée attestant l'adoption du projet de loi. p. 408

Toronto, le 20 mai. Arthur à Normanby (N° 119). Il lui transmet la requête de Charles C. Small qui demande, à titre de greffier de la Couronne et des Plaids, le traitement de 100 louis sterling qui a été retenu depuis 1832. Exposé de ce cas. La demande semble déraisonnable. Le frère de Small est parti pour l'Angleterre dans le but d'insister auprès des autorités. p. 411

Annexes:—

(1) La requête. p. 420

(2) Le rapport du greffier de la Couronne et des Plaids pour 1838. p. 423

(3) Le rapport du comité de l'Assemblée sur les rapports du greffier de la Couronne, du secrétaire de la province, de l'inspecteur général et des greffiers de la cour d'assises, le 13 avril 1839. p. 425

Toronto, le 20 mai. Arthur à Normanby (N° 120). Il lui accuse réception de la dépêche N° 16, du 21 mars. Pourquoi les dépêches ne furent pas expédiées par le *Great Western*. Les frais de ce service. p. 435

Toronto, le 21 mai. Arthur à Normanby (N° 121). Il lui transmet copie de la correspondance avec sir John Colborne au sujet du transport des condamnés sur le *Buffalo*. On a décidé de ne pas envoyer ces hommes à Québec avant que le vaisseau soit prêt à les recevoir. p. 440

Annexes:—

(1) Colborne à Arthur, Montréal, le 18 mai 1839. p. 442

(2) Arthur à Colborne, Toronto, le 25 mai 1839. p. 444

Sous-annexe:— 1839

J. Macaulay, secrétaire civil, au lieutenant J. T. W. Jones, du 43e régiment, Toronto, le 27 mai 1839. Il lui donne les instructions de se rendre à Québec afin de faire des arrangements pour la déportation des condamnés politiques du Haut-Canada. p. 447

Arthur à Normanby (N° 122). Pourquoi il a réservé le projet de loi à l'effet de diviser le district projeté de Colborne en comtés. p. 450 Toronto, le 22 mai.

Arthur à Normanby (distincte). Pourquoi on a réservé le projet de loi à l'effet d'octoyer 5,000 acres de terre au colonel James Fitzgibbon. Il approuverait la sanction du projet. p. 452 Toronto, le 23 mai.

Arthur à Normanby (N° 123). Il lui transmet la requête adressée à la Reine par les noirs du Haut-Canada, demandant certains privilèges à titre de sujets britanniques. p. 458 Toronto, le 23 mai.

Annexes:—

(1) L'adresse de la délégation. p. 463

(2) La requête. p. 464

Arthur à Normanby (N° 124—imprimé). Il lui transmet l'adresse des commissaires du canal Saint-Laurent qui se plaignent des calomnies dont ils sont l'objet dans le rapport Durham. Si les commissaires avaient fait appel à Durham, il est convaincu que celui-ci les eût lavés de ces imputations. p. 472 Toronto, le 24 mai.

Annexes:—

(1) L'adresse, du 4 mai 1839 (imprimé). p. 472

(2) R. A. Tucker, secrétaire provincial, aux commissaires (imprimé). Hôtel du Gouvernement. Il leur accuse réception de l'adresse. Arthur est convaincu que lorsque les faits seront mis en lumière, on se rendra compte de la fausseté des accusations. p. 473A

Arthur à Normanby. Il lui accuse réception des circulaires des 14 octobre 1837, 30 août, 29 novembre et 25 décembre 1838, 12, 29 janvier et 7 février 1839, ainsi que des dépêches 209-213 des 7, 8 et 9 février 1839. p. 480 Toronto, le 25 mai.

Arthur à Normanby (N° 138—imprimé). Il lui transmet l'adresse du comité spécial du Conseil législatif sur le rapport Durham. p. 473A Toronto, le 10 juin.

Annexe:—

L'adresse, le 11 mai 1839 (imprimé). p. 474

Lettre sans signature au procureur général et au solliciteur général (brouillon). L'auteur leur transmet copie d'un projet de loi qui a pour effet l'affectation future des réserves du clergé et il soulève des points de loi à ce sujet. Il demande un rapport collectif. p. 324 [Ministère des Colonies], le 18 juin.

1839 Annexe:—

Le projet de loi. p. 326

[Ministère des Colonies], le 26 juin. Lettre sans signature à Arthur (distincte—brouillon). L'auteur réclame l'attention sur l'article du projet de loi concernant les réserves du clergé qui exige que les lois se rapportant à cette question soient transmises par une adresse de la Législature. Il désire savoir si une telle adresse a été sanctionnée. p. 253

[Ministère des Colonies], le 1er juillet. Lettre sans signature à Arthur (N° 75—brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 119, du 20 mai. On ne prendra aucune décision sur la requête de C. Small avant d'avoir entendu le frère de ce dernier. p. 417

[Ministère des Colonies], le 6 juillet. Lettre sans signature à Arthur (N° 77—brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 124, du 24 mai. L'adresse des commissaires pour le canal Saint-Laurent sera communiquée au Parlement. p. 477

[Ministère des Colonies], le 9 juillet. Lettre sans signature à Arthur (N° 81—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 113, du 18 mai. L'indulgence dont on a usé envers les prisonniers ainsi que la lettre de J. C. Hugurim, capitaine du *Stephen Girard*, lui donnent satisfaction. pp. 256, 351

[Ministère des Colonies], sans date. Lettre sans signature à W. Fox Strangways, sous-secrétaire au ministère des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche de Normanby au sujet du *Sir Robert Peel;* il demande si Palmerston pratage l'opinion qui y est exprimée. p. 369

[Ministère des Colonies], le 9 juillet. Lettre sans signature à Strangways (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 116, du 18 mai, qui exprime peu d'espoir d'obtenir satisfaction des cours des États-Unis pour la destruction du *Sir Robert Peel.* p. 370

[Ministère des Colonies], le 12 juillet. Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire au ministère des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet un extrait de la dépêche d'Arthur, N° 113, du 18 mai, au sujet du *Stephen Girard.* p. 352

[Ministère des Colonies], le 24 juillet. Lettre sans signature à Arthur (N° 85—brouillon). J. E. Small a insisté sur la réclamation de son frère, C. Small, qui croit avoir droit à un certain traitement à titre de greffier de la Couronne. La question devrait être renvoyée à la Législature provinciale. p. 418

[Ministère des Colonies], le 31 juillet. Lettre sans signature au colonel J. Fitzgibbon, greffier de l'Assemblée (brouillon). Normanby a reçu la dépêche d'Arthur sur le projet de loi qui accorde à Fitzgibbon la concession de 5,000 acres de terre. On ne pourra tenir compte de cette concession avant que Fitzgibbon ait expliqué les circonstances qui ont entouré son départ du Haut-Canada sans permission et sans avoir réglé les réclamations pour le payement desquelles il avait reçu certaines sommes. p. 456

1839

Lettre sans signature à Arthur (N° 90—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 123, du 23 mai: la protection accordée par la loi aux esclaves fugitifs. Impossibilité d'accorder des privilèges spéciaux à une catégorie quelconque de sujets. p. 460 Downing St., le 2 août.

Lettre sans signature à Arthur (N° 97—brouillon). Palmerston a fait rapport qu'il faudra en appeler aux tribunaux des États-Unis avant de soumettre une demande officielle de réparation pour la destruction du *Sir Robert Peel.* p. 371 [Ministère des Colonies], le 25 août.

Série Q. 417, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1839

Arthur à Normanby. Il lui accuse réception des dépêches Nos 1 à 31 et des circulaires; aussi des dépêches personnelles et confidentielles datées du 23 février au 4 avril 1839. p. 2 Toronto, le 4 juin.

Arthur à Normanby (N° 125). Il lui accuse réception de la dépêche N° 8, du 7 mars. Il avait déjà décidé de ne pas soumettre à la Législature la dépêche distincte de Glenelg du 25 avril 1838, au sujet du traitement de Head, mais d'en communiquer la substance par message. A cause d'une étrange faute de copiste, l'article fut omis du projet de loi. Son propre traitement est aussi en suspens. Le taux du traitement convenu a été établi dans le projet de loi qui a été réservé et avait pour effet la cession du revenu. p. 3 Toronto, le 5 juin.

Arthur à Normanby (N° 126). Au sujet de la dépêche N° 101, du 8 mai. Rapport sur la mission de W. H. Griffin, inspecteur des Postes dans le Bas-Canada et le district de l'Est, qui s'est rendu aux États-Unis afin d'obtenir justice dans le vol du courrier entre Gananoque et Kingston. p. 7 Toronto, le 6 juin.

Annexes:—

(1) Griffin à R. A. Tucker, secrétaire provincial, Gananoque, le 14 mai 1839. Il fait rapport sur sa mission. p. 13

(2) John C. Spencer, secrétaire d'État, New-York, à Tucker, Albany, le 13 mai 1839. Il lui accuse réception de la lettre du 6 mai, qui fut délivrée par Griffin le 11 mai. Les mesures qu'il a prises pour aider ce fonctionnaire. p. 18

Arthur à Normanby (N° 127). Au sujet de la dépêche N° 94, du 24 avril, il lui transmet les documents qui se rapportent aux coups de feu tirés sur le vapeur *United States.* p. 20 Toronto, le 7 juin.

1839 Annexes:—

Liste des documents:— p. 23

(1) J. Macaulay, secrétaire civil, aux colonels P. Young et W. Marshall, Toronto, le 19 avril 1839. Il leur accuse réception du rapport sur l'affaire du *United States* et approuve les mesures qu'on a l'intention de prendre. Afin de prévenir tout autre incident le vaisseau ne devra pas approcher de Prescott avant que le ressentiment se soit apaisé. p. 24

(2) Young à Macaulay, Prescott, le 15 avril 1839. Rapport sur l'incident. p. 26

(3) Young à Macaulay, Prescott, le 15 avril 1839. Il lui transmet les délibérations d'une session spéciale tenue pour enquêter sur l'incident. p. 28

Sous-annexe:—

Les délibérations. p. 29

(4) Marshall à Macaulay, Brockville, le 16 avril 1839. Si le vaisseau *United States* avait accosté à Prescott, il eût été détruit. Le *Oneida* paraît fréquemment mais le *United States* croisera entre Lewiston et Ogdensburg seulement. p. 38

(5) Young au capitaine F. Halkett, secrétaire militaire adjoint, Prescott, le 18 avril 1839. Il lui transmet le rapport du colonel R. A. Fraser et du major D. Clark sur l'incident. p. 40

Sous-annexe:—

Le rapport. p. 41

Toronto, le 7 juin. Arthur à Normanby (N° 128). Il lui transmet le Livre Bleu pour 1838. La forme de ce volume a été considérablement modifiée. p. 43

Annexe:—

R. A. Tucker à Arthur, bureau du secrétaire provincial, le 22 mai 1839. La modification du volume. p. 45

Sous-annexe:—

La nouvelle matière que renferme le Livre Bleu. p. 47

Toronto, le 7 juin. Arthur à Normanby. Il lui accuse réception des dépêches N°s 32 à 47, datées du 20 avril au 17 mai, et de deux circulaires des 20 avril et 3 mai, ainsi que de trois circulaires des 20 et 29 avril et 4 mai 1839. p. 48

Toronto, le 8 juin. Arthur à Normanby (N° 129). L'archidiacre Strachan est à la veille de se rendre en Angleterre pour y être sacré évêque du Haut-Canada. p. 49

Annexes:— 1839

(1) Strachan à Macaulay, Toronto, le 20 mai 1839. Il demande un congé. p. 51

(2) Macaulay à Strachan, Toronto, le 20 mai. Strachan aura six mois de congé. p. 53

Arthur à Normanby (N° 130). L'insuccès d'une mesure visant à envoyer des représentants en Angleterre discuter la situation financière. On a adopté une adresse par laquelle Arthur est pressé d'envoyer le receveur général; résolution nommant le juge en chef J. B. Robinson, qui est en Angleterre, agent pour discuter cette question. p. 55 Toronto, le 8 juin.

Annexe:—

La résolution. p. 58

Arthur à Normanby (N° 131). Il fait rapport sur la loi concernant la monnaie, les lois pour la négociation d'emprunts, l'émission d'effets de commerce, le payement des pertes causées par la rébellion et pour l'achat des actions ordinaires de la Compagnie du Canal Welland; toutes ces lois ont été réservées. La situation financière du Haut-Canada. p. 59 Toronto, le 8 juin.

Annexes:—

(1) Pièces qui se rapportent à la situation financière:—

A. La liste des projets de loi. p. 86

B. La dette de la province et les intérêts qui sont dus. p. 87

C. Dette encourue pour fins générales et somme requise pour l'achat des actions de la Compagnie du Canal Welland. p. 87

D. Dette encourue pour des entreprises locales; ressources. p. 88

E. Intérêt, etc. p. 89

(2) Loi qui autorise l'émission d'effets de commerce. p. 92

(3) Loi pour la négociation d'obligations. p. 95

(4) Loi concernant le payement des pertes causées par la rébellion. p. 98

(5) Loi qui pourvoit à l'achat des actions ordinaires de la Compagnie du Canal Welland. p. 113

Arthur à Normanby (N° 132). La capture puis la libération subséquente de la goélette *G. S. Weeks*, à Brockville, le 17 mai. Documents sur ce cas. L'état des esprits dans la province et les actes d'agression par les populations de la frontière. p. 118 Toronto, le 8 juin.

1839 Annexes:—

(1) Arthur à Fox, Toronto, le 25 mai 1839. L'incident. p. 127

(2) Arthur à Fox, Brockville, le 29 mai 1839. Il donne des renseignements supplémentaires et demande que les griefs civils soient réglés par les tribunaux et les différends nationaux par les gouvernements respectifs. p. 137

(3) Le colonel W. J. Worth, commandant de l'armée des États-Unis, au percepteur des douanes à Brockville, à bord du vaisseau *Oneida*, au large de Brockville, le 18 mai 1839. Il demande pourquoi on a capturé la goélette. p. 144

(4) Worth au percepteur, à bord du vaisseau *Oneida*, au large de Prescott, le 18 mai 1839. Il demande la libération du vaisseau et la restitution du canon. p. 145

(5) Adresse des habitants de Brockville. On s'oppose à la restitution du vaisseau. p. 147

(6) Réponse à l'adresse. p. 150

(7) Article sur l'élargissement des prisonniers, extrait de la *Chronicle Gazette*. p. 153

(8) Adresse des habitants de Cornwall et du district de l'Est. p. 161

(9) Réponse à l'adresse. p. 164

(10) Le capitaine W. Sandom, commandant des armées au Canada, à Arthur, sur le *Niagara*, vaisseau de Sa Majesté, Kingston, le 31 mai 1839. Il désire des instructions sur la manière de traiter les gens insubordonnés des îles du Saint-Laurent. Les autorités des États-Unis ont retiré le droit de perquisition qu'elles avaient donné l'an dernier à l'égard des îles américaines. p. 166

Toronto, le 8 juin. Arthur à Normanby (N° 134). Rapport sur le projet de loi à l'effet d'affecter au soutien des écoles secondaires les fonds destinés au King's College. L'objet de cette mesure et les difficultés de la situation. Les dispositions du projet de loi; Arthur est porté à croire que la Législature a agi avec sagesse. p. 169

Annexes:—

(1) Le lieutenant-colonel Joseph Wells, économe du King's College, à J. Macaulay, secrétaire civil, bureau du King's College, le 16 avril 1839. Il lui transmet l'état des comptes du King's College. p. 197

Sous-annexe:—

Les comptes. p. 199

(2) Les délibérations du Conseil législatif, 1831 à 1833, sur les terres des écoles. p. 249

(Ce rapport dont la suite se trouve dans la *Série Q. 417-2*, comprend les documents suivants):— 1839

(i) Les délibérations de l'Assemblée, le 20 janvier 1831. p. 249

(ii) L'adresse de l'Assemblée où l'on demande les documents qui se rapportent aux cantons scolaires, du 21 janvier 1831. p. 250

(iii) Les délibérations de l'Assemblée, du 24 janvier et du 2 février 1831. p. 252

(iv) Résumé d'une dépêche de Portland à Russell, du 4 novembre 1797. p. 253

(v) J. Hillier au président du Conseil, Hôtel du Gouvernement, le 30 mai 1823. Il soumet à l'étude du Conseil la question d'un bureau d'éducation pour la province. p. 255

(vi) G. H. Markland au lieutenant Z. Mudge, York, le 7 décembre 1838. Les terres affectées aux écoles. p. 257

(vii) Liste des terres réservées pour fins d'éducation, le 11 mars 1839. p. 258

(viii) Mémoire du lieutenant-gouverneur au Conseil, mai 1830. p. 259

(ix) Délibérations de l'Assemblée, le 3 février 1831. p. 263

(x) Adresse de l'Assemblée où l'on demande certains documents. p. 265

(xi) Message du lieutenant-gouverneur, le 7 février 1831. p. 267

(xii) Convocation de ceux qui doivent discuter la question des écoles pour la province, par Peter Russell, le 1er décembre 1798. p. 270

(xiii) J. Elmsley, juge en chef, à Russell, le 10 novembre 1798. Il demande si chacun devra exprimer sa propre opinion ou si l'on devra faire un rapport général. p. 272

(xiv) Russell à Elmsley, York, le 12 novembre 1798. On devra rédiger un rapport général, mais cela ne devrait empêcher personne d'exprimer sa propre opinion en la matière. p. 273

(xv) Délibérations du Conseil et rapport, 1er décembre 1798. p. 274

(xvi) Résumé d'une dépêche de Maitland à Bathurst, au sujet des écoles. p. 291

(xvii) Rapport du comité du Conseil, le 7 janvier 1819. p. 292

Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire du bureau des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 101, du 8 mai, au sujet du vol du courrier entre Kingston et Gananoque. p. 11 [Ministère des Colonies], le 12 juillet.

1839

[Ministère des Colonies], le 27 juillet.

Lettre sans signature à sir Francis Bond Head (brouillon). L'auteur lui transmet un extrait de la dépêche d'Arthur, N° 125, du 5 juin; cet officier a reçu les instructions de remettre la somme due. p. 6

[Ministère des Colonies], le 30 juillet.

Normanby à Arthur (N° 87—brouillon). Il lui accuse réception des dépêches qui traitent des attaques contre le *United States* et le *Stephen Girard*, par des sujets britanniques, et contre le *Traveller*, par des citoyens des États-Unis, ainsi que du vol du courrier entre Gananoque et Kingston. Palmerston approuve les mesures qu'Arthur a prises en l'occurrence. p. 12

1840

[Ministère des Colonies], le 26 janvier.

Lettre sans signature à Arthur (N° 61—brouillon). Au sujet de la dépêche N° 127, du 7 juin, il lui transmet copie d'une note de Palmerston à l'ambassadeur concernant les coups de feu tirés sur le *United States*. (L'annexe manque). p. 22

Série Q. 417, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1839

1839

[Ministère des Colonies], le 1er mars.

Lettre sans signature à Arthur (N° 6—brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie au sujet de l'érection de nouvelles casernes à Toronto. (L'annexe manque). p. 412

Suite des annexes à la dépêche d'Arthur à Normanby, N° 134, du 8 juin 1839. (Voir *Q. 417-1*, p. 169):—

(xviii) Extrait d'un rapport du Conseil, le 17 septembre 1830. p. 296

(xix) Rapport du comité spécial de l'Assemblée, le 23 février 1831. p. 297

(xx) Délibérations de l'Assemblée, le 16 mars 1831. p. 310

(xxi) Délibérations de l'Assemblée, du 21 au 26 décembre 1831. p. 312.

(xxii) Message du lieutenant-gouverneur, le 24 décembre 1831. p. 325

(xxiii) Délibérations de l'Assemblée, du 8 et du 9 novembre 1832. p. 328

(xxiv) Goderich à Colborne, N° 83, Downing St., le 5 juillet 1832. p. 329

(xxv) Délibérations de l'Assemblée, le 14 novembre 1832. p. 330

(xxvi) Adresse de l'Assemblée, le 15 novembre 1832. p. 332

(xxvii) Message du lieutenant-gouverneur, le 17 décembre 1832. p. 333

(xxviii) Rapport sur les terres des écoles, le 10 décembre 1832. p. 335 **1839**

(xxix) G. H. Markland, secrétaire du bureau de l'Éducation, au lieutenant-colonel W. Rowan, secrétaire civil, le 14 décembre 1832. p. 336

(xxx) S. P. Hurd, inspecteur général, à Rowan, le 10 décembre 1832. p. 338

Sous-annexe:—

Relevé des terres. p. 339

Arthur à Normandy (N° 135). La question des réserves du clergé et la mesure qu'on a récemment adoptée. La matière soumise au Parlement britannique. Il transmet divers documents à ce sujet. p. 342 Toronto, le 8 juin.

Annexes:—

(1) Exposé A. Les effectifs des diverses sociétés religieuses. (Imprimé). p. 375

(2) Exposé B. Payements annuels aux diverses sociétés religieuses. (Imprimé). p. 375A

(3) Exposé C. Les réserves du clergé vendues dans le Haut-Canada depuis 1828. (Imprimé). p. 376

(4) Exposé D. Traites tirées par le receveur général sur Londres, 1833-1838. Dividendes sur le fonds des réserves du clergé. (Imprimé). p. 376A

(5) Exposé E. Revenue provenant de la location des réserves du clergé, du 1er janvier 1834 au 31 décembre 1838. (Imprimé). p. 376A

(6) Exposé F. État de comptes du clergé. (Imprimé). p. 377

(7) Exposé G. Ventes semi-annuelles des réserves du clergé. (Imprimé). p. 377A

(8) Exposé H. Formule de reçu et mémoire des ventes. (Imprimé). p. 378

Arthur à Normanby (N° 136). Exposé sur l'état de l'Hôtel du Gouvernement et sur les améliorations que cet édifice nécessite. Il a l'intention de porter cette question à l'attention de la Législature à la prochaine session. p. 398 Toronto, le 8 juin.

Arthur à Normanby (N° 137). Il lui accuse réception de la dépêche N° 6, du 1er mars. L'érection de casernes de bois à Toronto, à Kingston, à London, à Chatham et à Amherstburg a obvié à la nécessité de construire des casernes permanentes. Nécessité d'élever de bonnes fortifications et d'obtenir du matériel ainsi que des vêtements. p. 409 Toronto, le 8 juin.

1839

Toronto, le 8 juin.

Arthur à H. Labouchere, sous-secrétaire. Le colonel J. Fitzgibbon a quitté la province sans avoir subvenu aux réclamations pour lesquelles l'argent lui avait été remis. Son intention était d'obtenir la sanction de la loi qui lui accordait une terre. p. 415

[Ministère des Colonies], le 10 juin.

Lettre sans signature à Arthur (N° 58—brouillon). L'auteur lui transmet copie de la correspondance échangée entre la Trésorerie et l'Artillerie au sujet des nouvelles casernes à Toronto. p. 413

Toronto, le 20 juin.

Arthur à Normanby (N° 139). Il lui transmet copie d'un rapport du procureur général: la loi qui se rapporte aux alambics en bois et à la fixation d'un droit ne devrait pas être promulguée à cause d'une erreur qui y fut découverte. Pourquoi on permet la publication de la loi. On pourra obvier au manque de revenu par un emprunt de la Banque du Haut-Canada. Les inconvénients auxquels il faut faire face lorsqu'on remet jusqu'à la fin de la session la discussion de questions importantes. p. 419

Annexe:—

C. A. Hagerman, procureur général, à R. A. Tucker, secrétaire provincial, le 10 juin 1839. p. 425

Toronto, le 25 juin.

Arthur à Normanby (N° 140). Pourquoi il a réservé le projet de loi qui accordait 5,000 acres de terre au colonel J. Fitzgibbon. Le départ soudain de cet officier pour l'Angleterre sans avoir réglé les réclamations pour lesquelles on lui avait versé des sommes. Il loue Fitzgibbon pour ses services et souligne les difficultés de sa situation financière; d'après la lettre annexée, il croit que son esprit en fut affecté. p. 427

Annexes:—

(1) Fitzgibbon à Arthur, Montréal, le 25 mai 1839. Arthur a annoté cette lettre. p. 431

(2) Fitzgibbon à Arthur, Toronto, le 11 mars 1839. Il refuse le poste de shérif pour le district de Niagara. p. 446

Toronto, le 25 juin.

Arthur à Normanby (N° 141). La goélette *Nehemiah Merritt* fut coulée alors qu'elle était au service du Gouvernement en janvier 1838. Mesures prises pour renflouer ce vaisseau. Il demande sur quel fonds on devra prélever la rémunération qu'il faudra verser à Thomas Merritt, le propriétaire. p. 448

Annexe:—

Le colonel W. Rowan, secrétaire militaire, au capitaine F. Halkett, secrétaire militaire adjoint, Québec, le 12 octobre 1838. Il est désirable que le vaisseau soit renfloué; quant à la compensation, il faudra s'adresser au secrétaire des Colonies pour obtenir des instructions. p. 454

Sous-annexes:—

(i) Un compte. p. 455

(ii) Le mémoire de la Commission des réclamations, Drummondville, le 6 septembre 1838. p. 455 1839

(iii) Contrat entre le capitaine Andrew Drew et T. Merritt, au sujet de la réparation du vaisseau. p. 457

Arthur à Normanby (N° 142). Il a défrayé les frais des conseils de guerre à même le fonds destiné à l'entretien et au traitement des prisonniers d'État, en dépit des protestations de l'Assemblée. Il demande des instructions. p. 466 Toronto, le 25 juin.

Annexes:—

(1) Le capitaine F. Halkett, au colonel W. Rowan, Toronto, le 11 mars 1839. Il lui transmet les feuilles de paye et approuve l'augmentation de traitement demandée par le rapporteur. p. 469

(2) Rowan à Halkett, quartier-général, Montréal, le 21 mars 1839. Si ces dépenses ne peuvent être défrayées à même les fonds provinciaux, on devrait déférer cette question à l'Angleterre. p. 471

(3) Adresse de l'Assemblée, le 6 mai 1839. On demande que la province n'ait pas à payer les frais d'entretien et de jugement des ennemis de l'État; cette dépense devrait être portée au compte de la défense. p. 473

(4) Note du Conseil, du 23 mai 1839. Il approuve le payement prélevé sur le fonds destiné aux prisonniers d'État en attendant le renvoi de la question en Angleterre. p. 475

(5) Note du Conseil. L'émission de mandats. Le 25 mai 1839. p. 476

Arthur à Normanby (N° 143). Il lui accuse réception de la circulaire du 20 avril qui renfermait des instructions au sujet du transport des prisonniers militaires. p. 477 Toronto, le 26 juin.

Arthur à Normanby. Il lui accuse réception de la circulaire du 6 mars et de l'Appendice C du rapport de Durham. p. 478 Toronto, le 26 juin.

Arthur à Normanby (N° 145). Il a accordé à J. H. Dunn, receveur général, la permission de se rendre en Angleterre, à titre d'agent de l'Assemblée, pour soumettre des représentations sur l'état financier de la province. J. B. Robinson, qui fut choisi par le Conseil législatif, est déjà rendu en Angleterre. p. 479 Toronto, le 26 juin.

Annexe:—

Adresse de l'Assemblée, le 11 mai 1839. p. 481

Arthur à Normanby (N° 146). (Sans transcription. Voir *Q. 421*). [Ministère des Colonies], le 29 juin.

Arthur à Normanby (personnelle). Au sujet de la dépêche N° 92, du 24 novembre 1838, il signale l'insigne bravoure du lieutenant W. N. Fowell, de la marine royale, à Prescott. p. 483 Toronto, le 29 juin.

1839

Toronto, le 29 juin.

Arthur à Normanby (N° 147). Il lui transmet d'autres documents au sujet de la capture du *G. S. Weeks:* après une révision de ce cas, les légistes ont jugé que la prise de ce vaisseau était conforme aux lois. p. 486

Annexes:—

(1) Le colonel W. Marshall à ————, Brockville, le 17 mai 1839. Il fait rapport sur la capture du vaisseau. p. 490

(2) R. D. Fraser, percepteur de la douane, à John Macaulay, secrétaire civil, Brockville, le 18 mai 1839. Rapport sur la capture du vaisseau. p. 494

(3) Requête de Lewis Turner, capitaine, Brockville, le 18 mai 1839. Il demande la restitution du vaisseau. p. 496

Sous-annexe:—

Déclaration de Turner. p. 497

(4) Macaulay à Turner, Toronto, le 23 mai 1839. Bien que le vaisseau ait été restitué, le percepteur de la douane sera appelé à présenter un rapport. p. 501

(5) Déclaration de sortie d'Oswego, le 16 mai 1839. p. 503

(6) Connaissement, Oswego, le 15 mai 1839. p. 504

(7) James Morris, magistrat, à Macaulay, Brockville, le 20 mai 1839. Le vaisseau est libéré. p. 508

(8) Le lieutenant-colonel H. Dundas à Arthur, Kingston, le 23 mai 1839. Les mesures qui furent prises en raison de la capture et de la remise en liberté du vaisseau. p. 509

(9) Marshall à Macaulay, Brockville, le 20 mai 1839. Le vaisseau a été libéré. p. 513

(10) Fraser à Macaulay, Brockville, le 26 mai 1839. Il a libéré le vaisseau. p. 520

(11) Fraser à James Nation, inspecteur général intérimaire, Brockville, le 26 mai 1839. Les circonstances qui ont entouré la capture et la libération du vaisseau. p. 521

(12) Le colonel W. J. Worth au percepteur de la douane, Brockville, le 18 mai 1839. (Sans transcription. Voir *Q. 417-1*, p. 144).

(13) Worth au percepteur de la douane, le 18 mai 1839. (Sans transcription. Voir *Q. 417-1*, p. 145).

(14) Déclaration de James Morris, juge de paix, le 28 mai 1839. p. 528

1839

(15) Déclaration de George Prevost, sous-percepteur à Brockville, le 29 mai 1839. p. 535

(16) Prevost à ————, Brockville, le 18 mai 1839. Il n'est pas en son pouvoir de donner une explication; celle-ci devra être fournie par son supérieur. p. 537

(17) Déclaration du lieutenant James Harper, de la marine royale, le 29 mai 1839. p. 538

(18) Une autre déclaration de Harper, du 29 mai 1839. p. 540

(19) Déclaration du sergent James Healey, le 29 mai 1839. p. 541

(20) Déclaration de Marshall, le 29 mai 1839. p. 542

(21) Worth à Marshall, du vaisseau américain *Oneida*, Morristown, le 19 mai 1839. Il tient rigueur à ceux qui insultent les officiers en visite. p. 547

(22) Le capitaine G. Wright à Worth, sur le vaisseau des États-Unis *Oneida*, Morristown, le 19 mai 1839. Les affronts dont il a été victime. p. 549

(23) Marshall à Worth, Brockville, le 21 mai 1839. Il regrette ces affronts. p. 551

(24) Déclaration de Fraser, le 29 mai 1839. p. 553

(25) Les légistes à R. A. Tucker, secrétaire provincial, Toronto, le 24 mai 1839. On ne peut justifier la capture du vaisseau, mais le colonel W. Marshall aurait pu forcer le colonel W. J. Worth à quitter le territoire britannique. p. 558

(26) Les légistes à Tucker, Toronto, le 29 juin 1839. D'après les témoignages maintenant disponibles, la capture du vaisseau a été faite conformément aux dispositions de la loi. p. 561

Toronto, le 29 juin.

Arthur à Normanby (N° 148). Il lui transmet une requête du révérend B. Cronyn, de Londres, qui désire être placé sur le même pied que les autres missionnaires qui ont été nommés avant 1833. L'omission de son nom est due à une erreur de plume. Une requête semblable provient du révérend D. E. Blake, d'Adelaïde, mais en celle-ci on ne mentionne aucune promesse définie de relèvement de traitement. p. 568

Annexes:—

(1) La requête du révérend B. Cronyn, du 15 juin 1839. p. 572

(2) Déclaration du révérend B. Cronyn: il se conformera à la liturgie des Églises unies d'Angleterre et d'Irlande. Le 5 novembre 1832. p. 576

(3) Déclaration du révérend Dominick E. Blake, Toronto, le 27 juin 1839. p. 577

1839 (4) Autorisation de l'évêque de Québec au révérend D. E. Blake, le 10 novembre 1832. p. 581

[Ministère des Colonies], le 6 juillet. Lettre sans signature à Arthur (N° 78—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 138, du 10 juin. Le rapport du comité spécial du Conseil législatif, sur le rapport de Durham, a été présenté au Parlement. p. 417

[Ministère des Colonies], le 10 juillet. Lettre sans signature à G. J. Pennington, vérificateur de la liste civile (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 136, du 8 juin, au sujet de l'érection de casernes à Toronto. p. 411

[Ministère des Colonies], le 11 juillet. Lettre sans signature à F. Baring, secrétaire à la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 136, du 8 juin. Il demande qu'on approuve certains frais concernant l'Hôtel du Gouvernement et la proposition d'Arthur de soumettre la question à la Législature. p. 406

[Ministère des Colonies], le 31 juillet. Lettre sans signature à Arthur (N° 88—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 139, du 20 juin, et approuve les raisons qu'on a fournies pour permettre la publication de la loi. Instructions de faire remarquer à la Législature les inconvénients qui résultent de la rapide discussion de questions importantes à la fin de la session. p. 423

[Ministère des Colonies], le 2 août. Lettre sans signature à F. Baring, secrétaire à la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 141, du 25 juin, et demande quelles instructions devraient être données à Arthur au sujet du *Nehemiah Merritt*. p. 452

Ministère des Colonies], le 4 août. Lettre sans signature à Arthur (N° 91—brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 136, du 8 juin. La Trésorerie approuve les dépenses et l'appel qu'on projette de faire à la Législature au sujet des améliorations apportées à l'Hôtel du Gouvernement. p. 408

[Ministère des Colonies], le 18 août. Lettre sans signature à Arthur (N° 95—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 137, du 8 juin. La Trésorerie est d'avis que, nonobstant les nouveaux arrangements au sujet des casernes, la somme destinée à ces fins devrait être versée dans la caisse militaire. p. 414

[Ministère des Colonies], le 23 août. Lettre sans signature à Arthur (brouillon). Accusé de réception de la dépêche N° 140, du 25 juin. L'auteur lui transmet copie de la correspondance échangée avec Fitzgibbon. Il désire savoir si la conduite de Fitzgibbon justifierait le refus d'approuver la loi qui lui concède 5,000 acres de terre. (L'annexe manque). p. 430

[Ministère des Colonies], le 31 août. Lettre sans signature à sir John Barrow, secrétaire de l'Amirauté (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche personnelle d'Arthur, du 29 juin, au sujet de la belle conduite du lieutenant W. N. Fowell. p. 485

[Ministère des Colonies], le 18 septembre. Lettre sans signature à A. Y. Spearman, secrétaire à la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 142, du 25 juin, au sujet des frais encourus pour les conseils de guerre, ainsi que le brouillon de la réponse que Russell a l'intention de faire. Il demande une approbation immédiate. p. 464

Annexe:— 1839

Lettre sans signature à Arthur (N° 9—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 142, du 25 juin, et approuve la manière d'agir d'Arthur. Si l'Assemblée élève des protestations, il offrira de transmettre à l'Angleterre toutes les représentations qui seront soumises. p. 466

Lord John Russell, secrétaire d'État, à Arthur (N° 20). Il lui accuse réception des dépêches qui se rapportent aux projets de loi réservés. Pourquoi l'assentiment royal a été refusé aux projets de loi concernant les réserves du clergé, l'affectation du revenu casuel et territorial, les pertes causées par la rébellion, et l'émission des lettres de crédit. La loi concernant la négociation d'obligations a été confirmée. p. 379 Downing St., le 12 octobre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 32—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 141, du 25 juin, et déclare que, avant d'émettre des instructions, la Trésorerie désire des renseignements sur le contrat passé avec le propriétaire du *Nehemiah Merritt* et sur le service du vaisseau. p. 453 [Ministère des Colonies], le 25 octobre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 41—brouillon). L'auteur lui transmet l'extrait d'une note de l'embassadeur des États-Unis au sujet de la capture du *G. S. Weeks*. p. 488 [Downing St.], le 11 novembre.

Russell à Arthur (N° 50). Il lui transmet un arrêté du Conseil confirmant la loi qui permet la négociation de débentures. p. 388 [Downing St.], le 29 novembre.

Série Q. 418, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1839

Arthur à Normanby (N° 149). Il lui transmet copie d'une pétition des habitants des districts de Midland et de Newcastle ainsi qu'une lettre de Robert C. Wilkins, M.P.P. L'état des esprits dans cette région. L'influence des Américains est considérable; des pièces jointes à la lettre prouvent cette assertion. L'attitude des États-Unis et la protection accordée à ceux qui attaquent le Haut-Canada. B. Lett qui est accusé d'avoir tué le capitaine E. Ussher de Chippewa. p. 2 Toronto, le 1er juillet.

Annexes:—

(1) La pétition: les signataires déplorent la mise en liberté des prisonniers et notamment de Bildad Franklin, de Levi Loomis et d'Alexander Fish. p. 16

(2) Wilkins à J. Macaulay, secrétaire civil, Carrying Place, le 30 mai 1839. Il lui transmet la pétition et il déplore l'élargissement des prisonniers; cette décision jette du louche sur la conduite des magistrats. p. 25

1839 (3) La pétition des habitants de Hastings, Belleville, le 26 décembre 1838. Félicitations à Arthur qui a pris les mesures nécessaires pour défendre le pays. p. 31

(4) R. A. Tucker, secrétaire provincial, aux magistrats du district de Midland et de Newcastle, Toronto, le 17 juin 1839. Réponse à la pétition. p. 35

(5) William Robertson et J. B. Crome, magistrats, à Macaulay, River Trent, le 15 juin 1839. L'émeute survenue à Percy le 5 juin 1839. p. 44

(6) Le lieutenant-colonel D. Campbell, de la milice de Northumberland, au chef d'état-major de la milice, Seymour, le 20 juin 1839. L'émeute à Percy. p. 56

(7) Georges Manners, juge de paix, à Macaulay, Haldimand, le 26 juin 1839. Il lui transmet un avis faisant savoir qu'une réunion sera tenue le 1er juillet; il désire collaborer avec ceux qui maintiendront l'ordre. p. 64

Sous-annexe:—

L'avis, Haldimand, le 20 juin 1839. p. 66

(8) B. McMahon, juge de paix, à Macaulay, Brighton, le 25 juin 1839. Les mécontents ont l'intention de célébrer la fête du 4 juillet avec le concours d'amis de Rochester; l'invasion de la Presqu'île. p. 67

(9) Le lieutenant-colonel Baron De Rottenburg à Macaulay, Belleville, le 21 juin 1839. Déposition faite devant W. Bowen, juge de paix; la possibilité d'une nouvelle insurrection. p. 70

Sous-annexe:—

La déposition de Philip Embury, Frankford, le 17 juin 1839. p. 72

(10) De Rottenburg à Macaulay, Belleville, le 26 juin 1839. Il lui transmet une circulaire adressée à Bildad Franklin, de Brighton, dont la communication chiffrée fut transmise au maître de poste de Toronto. Franklin fut arrêté l'an dernier. p. 75

Sous-annexe:—

Avis d'une réunion qui sera tenue à Haldimand, le 1er juillet 1839, afin d'étudier le rapport de Durham. p. 76

(11) De Rottenburg à Macaulay, Belleville, le 20 juin 1839. Il lui transmet copie d'une lettre de W. Bowen; il étudiera ce texte. Les individus sur lesquels pèsent des accusations ne devraient pas avoir la liberté de s'enfuir de la province. A son sentiment, les habitants de Hastings ne sont pas armés. L'hiver dernier, on trouva plusieurs fusils à Brighton. p. 77

Sous-annexe:— 1839

Bowen à De Rottenburg, Frankford, le 17 juin 1839. On lui dit qu'il y aurait une insurrection, probablement le 23 juin. p. 79

(12) R. A. Tucker, secrétaire provincial, à De Rottenburg, Toronto, le 29 juin 1839. Il lui donne l'autorisation d'appeler sous les drapeaux cent hommes de plus, pour une période d'un mois si la sécurité de Brighton l'exige. On a averti Sandom au sujet de la Presqu'île. p. 81

(13) S. B. Harrison, secrétaire particulier, à De Rottenburg, le 25 juin 1839. Il croit que les troubles sont sur le point de disparaître; toutefois il faut prendre des précautions. Si l'insurrection éclate, il faudra communiquer avec Dundas, à Kingston, et avec Arthur. p. 83

(14) Le capitaine W. Sandom, de la marine royale, au colonel F. Halkett, adjoint du secrétaire militaire, à bord du *Traveller*, vaisseau de Sa Majesté, près de Gananoque, le 25 juin 1839. Quatre ou cinq hommes du groupe de Bill Johnson ont fait feu sur un garde. p. 85

(15) Sandom à Arthur, à bord du *Niagara*, vaisseau de Sa Majesté, Kingston, le 26 juin 1839. Une stricte surveillance est exercée. p.87

(16) Halkett à Sandom, Toronto, le 29 juin 1839. Il approuve les mesures prises par Sandom; Arthur approuvera toute entente qui sera conclue avec l'officier supérieur de la marine des États-Unis. p. 89

Arthur à Normanby (N° 150). Il lui transmet copie d'une circulaire adressée aux magistrats et dans laquelle on demande de prévenir l'agitation que pourraient susciter les Orangistes au cours de leurs fêtes. On a demandé aux juges de paix de diffuser la teneur de la circulaire. p. 91 Toronto, le 1er juillet.

Annexe:—

La circulaire. p. 95

Arthur à Normanby (N° 151). La somme de 10 louis, 10 chelins et 2 deniers a été prise à même le revenu casuel et territorial et versée dans la caisse militaire. Cette somme fut avancée pour solder les dépenses occasionnées par le nettoyage de la Chambre d'Assemblée. p. 99 Toronto, le 1er juillet.

Arthur à Normanby (confidentielle). La situation politique. Il lui transmet un extrait d'une lettre de S. Derbishire qui sonne l'alarme. p. 101 Toronto, le 2 juillet.

Annexe:—

Sir Allan N. MacNab, président de l'Assemblée, à S. B. Harrison, secrétaire particulier, Toronto, le 2 juillet 1839. Il lui transmet un extrait d'une lettre de Derbishire. p. 107

1839 Sous-annexe:—

L'extrait, New-York, le 22 juin 1839. Il craint qu'une émeute n'éclate au cours des fêtes du 4 juillet. p. 108

Toronto, le 3 juillet. Arthur à Normanby (N° 152). Il lui demande de régler promptement le cas du lieutenant John Elmsley. p. 110

Toronto, le 3 juillet. Arthur à Normanby (confidentielle). Il lui accuse réception de la dépêche confidentielle du 12 juin; remerciements pour les nouvelles reçues au sujet de l'administration future du Haut-Canada. La situation financière de la province. p. 113

Toronto, le 3 juillet. Arthur à Normanby. Il lui accuse réception des dépêches N°s 48 à 61, des 18 mai au 11 juin, ainsi que de la dépêche confidentielle du 12 juin 1839. p. 118

Toronto, le 8 juillet. Arthur à Normanby (N° 153)). Il lui accuse réception de la dépêche N° 58, du 10 juin; avant de prendre une décision au sujet des nouvelles casernes de Toronto, il faudra étudier le rapport du lieutenant-colonel Oldfield sur les casernes du Haut-Canada. p. 119

Toronto, le 9 juillet. Arthur à Normanby (N° 154). Il lui transmet une lettre de la Trésorerie: les mesures prises pour relier par le moyen de vaisseaux à vapeur la Grande-Bretagne et l'Amérique britannique du Nord. (Les annexes manquent). p. 121

Toronto, le 10 juillet. Arthur à Normanby (N° 155). Il lui retourne les mandats en vertu desquels J. B. Robinson, L. P. Sherwood et J. B. Macaulay exerceront de nouveau leurs fonctions. p. 122

Annexes:—

(1) Le mandat nommant J. B. Robinson. p. 124

(2) Le mandat nommant L. P. Sherwood. p. 126

(3) Le mandat nommant J. B. Macaulay. p. 128

Toronto, le 16 juillet. Arthur à Normanby (N° 156). Il lui accuse réception de la dépêche N° 37, du 29 avril, et lui transmet copie d'une lettre de S. P. Jarvis, surintendant en chef du département des Sauvages: l'Artillerie et la méthode suivie dans la distribution de présents aux sauvages; pourquoi certains articles ne sont pas dans les entrepôts. p. 130

Annexes:—

(1) Jarvis à Harrison, Toronto, le 13 juillet 1839. p. 134

(2) F. E. Knowles, adjoint du commissaire général, à Jarvis. La milice a reçu 950 couvertures dont 850 ont été remplacées. p. 136

Toronto, le 18 juillet. Arthur à Normanby (N° 158). Il lui transmet des exemplaires imprimés des statuts adoptés au cours de la dernière session. p. 150

Toronto, le 26 juillet. Arthur à Normanby (N° 159). Il lui accuse réception de la circulaire du 1er juillet; la préparation des rapports financiers. p. 151

1839

Arthur à Normanby (N° 160). Il lui accuse réception de la dépêche N° 51, du 25 mai, et lui transmet copie de la correspondance échangée avec les banques ainsi que la décision du Conseil au sujet de la reprise des payements en espèces. Cette reprise ne pourra s'effectuer dans un avenir prochain et il le regrette. p. 153 Toronto, le 26 juillet.

Annexes:—

(1) Harrison aux banques (circulaire), Hôtel du Gouvernement, le 15 juillet 1839. Y a-t-il possibilité de revenir aux payements en espèces avant l'expiration de la période établie par la Législature? p. 156

(2) A. Steven, caissier de la Banque de Gore, à Harrison, Hamilton, le 24 juillet 1839. Il lui accuse réception de la circulaire; on ne pourra revenir aux payements en espèces avant la date indiquée. p. 157

(3) T. G. Ridout, caissier de la Banque du Haut-Canada, à Harrison, Toronto, le 18 juillet 1839. Il lui accuse réception de la circulaire; on prendra des mesures pour revenir, si possible, aux payements en espèces, lorsque l'on saura à quoi s'en tenir sur la loi des monnaies. p. 158

(4) F. A. Harper, caissier de la Banque Commerciale, à Harrison, Kingston, le 18 juillet 1839. Il lui accuse réception de la circulaire; si les autres banques y consentent, on prendra des mesures pour revenir aux payements en espèces avant le 1er août. p. 160

Sous-annexes:—

(i) La résolution des directeurs, le 20 mai 1839. p. 161

(ii) Ridout à Harper, Banque du Haut-Canada, Toronto, le 3 juin 1839. Il lui accuse réception de la lettre du 3 juin; pourquoi il refuse de revenir pour le moment aux payements en espèces. p. 162

(iii) Stevens à Harper, Banque de Gore, Hamilton, le 6 juin 1839. Il lui accuse réception de la lettre du 3 juin; les directeurs ont refusé de revenir aux payements en espèces avant la date indiquée. p. 165

(5) Décision du Conseil, le 25 juillet 1839. Il ne faudra pas approuver les nouvelles mesures qui s'appliquent à la suspension des payements en espèces. p. 166

Arthur à Normanby (N° 161). Il lui transmet la requête du synode uni de l'Église presbytérienne du Haut-Canada désireux d'obtenir une partie des réserves du clergé. p. 170 Toronto, le 27 juillet.

Annexe:—

La requête, Cowan, le 28 juin 1839. p. 175

Arthur à Normanby (N° 162). Il lui accuse réception de la dépêche N° 68, du 27 juin; on s'efforcera d'empêcher le transport illégal du courrier par paquebot. p. 179 Toronto, le 27 juillet.

1839

Toronto, le 27 juillet.

Arthur à Normanby (N° 163). Il lui transmet une documentation sur la situation politique dans le Haut-Canada. p. 182

Annexes:—

(1) S. Derbishire à Arthur, New-York, le 22 juin 1839. Le sentiment populaire; attaque possible pendant les fêtes du 4 juillet 1839. p. 188

(2) G. Manners à R. A. Tucker, secrétaire provincial, Haldimand, le 7 juillet 1839. Il lui transmet copie d'une lettre adressée à ——— Clark et où se trouvent des renseignements sur l'invasion projetée du Haut-Canada. p. 193

Sous-annexe:—

J. G. Bethune à Clark, le 22 juin 1839. p. 195

Toronto, le 27 juillet.

Arthur à Normanby (N° 164). Il lui accuse réception de la dépêche N° 62, du 13 juin; proposition relative à la compagnie *Kingston Marine Railway*. p. 197

Toronto, le 27 juillet.

Arthur à Normanby (N° 165). Il lui transmet une lettre de J. C. Spencer, secrétaire d'État de New-York, qui refuse d'extrader Banjamin Lett accusé d'avoir tué le capitaine Edgeworth Ussher sur la frontière du Niagara. p. 200

Annexes:—

(1) Spencer à Tucker, Albany, le 13 juillet 1839. p. 206

(2) Rapport de C. A. Hagerman, procureur général, sur le refus d'extrader Lett, le 23 juillet 1839. p. 211

Toronto, le 27 juillet.

Arthur à Normanby (N° 166). Il lui transmet une documentation sur l'activité des sociétés orangistes; nécessité de supprimer graduellement ces sociétés. p. 216

Annexes:—

(1) Article du *Statesman* intitulé: "L'orangisme", 13 juillet 1839. p. 222

(2) Délibérations des membres de la Grande Loge, Brockville, le 11 juin 1839. p. 231

(3) T. B. Phillips à Arthur, Gore of Toronto, le 11 juillet 1839. Il résigne ses fonctions de juge de paix et de capitaine de milice afin de pouvoir prendre part à la procession des orangistes. p. 242

(4) S. B. Harrison, secrétaire civil, à Phillips, Hôtel du Gouvernement, le 22 juillet 1839. Il accepte la démission de Phillips. p. 244

Toronto, e 27 juillet.

Arthur à Normanby (N° 167). Le rapport sur les confessions religieuses n'est pas encore prêt; il déplore ce retard. p. 246

1839

Lettre sans signature à Arthur (N° 86—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 150, du 1er juillet; avant la réception de cette dépêche, il avait l'intention de faire à Arthur certaines propositions qu'il est maintenant inutile de formuler. Les sociétés orangistes et les directives d'Arthur. p. 93 — Downing St., le 28 juillet.

Normanby à Arthur (N° 89). Il lui accuse réception des dépêches sur la situation politique. Remerciements pour l'exposé de la situation et des mesures prises par Arthur. p. 14 — Downing St., le 1er août.

Lettre sans signature à sir John Barrow, secrétaire de l'Amirauté (brouillon). L'auteur lui demande une prompte décision sur le cas du lieutenant John Elmsley. p. 112 — [Ministère des Colonies], le 10 août.

Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire, ministère des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet des extraits des dépêches d'Arthur: la conduite de citoyens américains et la crainte d'une nouvelle invasion de la province. p. 105 — [Ministère des Colonies], le 14 août.

États des revenus publics du Haut-Canada depuis 1833 jusqu'à 1838, en ce qui a trait au revenu casuel et territorial, etc., (publiés sur l'ordre de la Chambre des Communes, N° 561):— — Le 24 août.

(1) Arthur à Normanby (N° 157), Toronto, le 16 juillet 1839. Il lui transmet le rapport. p. 140A

(2) J. H. Dunn, receveur général, à J. Macaulay, secrétaire civil, Toronto, le 31 mai 1839. Il lui transmet la documentation. p. 140A

(3) États 1-13. Deniers remis au Bas-Canada en vertu de la répartition des droits. p. 141

(4) État du revenu public. p. 144A

(5) État des dépenses. p. 145

(6) État des recettes et des revenus perçus sous l'empire de la loi 14, George III. p. 146

(7) État des dépenses et des revenus perçus sous l'empire de la loi 14, George III. p. 146

(8) État des deniers provenant de la Compagnie du Canada. p. 146

(9) État des recettes publiques provenant du revenu casuel et territorial. p. 146A

(10) État des dépenses publiques prises à même le revenu casuel et territorial. p. 147

(11) État des recettes publiques provenant des réserves du clergé. p. 147A

(12) État des dépenses publiques prises à même les recettes provenant des réserves du clergé. p. 148A

1839

[Ministère des Colonies], le 9 septembre. Lettre sans signature à G. J. Pennington, vérificateur de la liste civile (brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une dépêche d'Arthur, N° 156, du 16 juillet, au sujet de la distribution des présents aux sauvages. p. 133

[Ministère des Colonies], le 9 septembre. Lettre sans signature à T. Laurence, adjoint du secrétaire de l'Administration des Postes (brouillon). Arthur a commencé l'étude des moyens à prendre pour empêcher le transport illégal du courrier par vaisseaux à vapeur. p. 179

[Ministère des Colonies], le 9 septembre. Lettre sans signature à R. Byham, secrétaire de l'Artillerie (brouillon). Arthur désire protéger les intérêts du Gouvernement en ce qui concerne la compagnie *Kingston Marine Railway.* p. 199

[Ministère des Colonies], le 9 septembre. Lettre sans signature à J. Backhouse (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 165, du 27 juillet. La décision prise par New-York est-elle légale. p. 204

[Ministère des Colonies], le 12 septembre. Lettre sans signature à Arthur (N° 3—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 161, du 27 juillet, ainsi que la requête du synode uni qui désire une partie des réserves du clergé. p. 174

[Ministère des Colonies], le 15 septembre. Lettre sans signature à Arthur (N° 6). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 166, du 27 juillet; il approuve l'opinion d'Arthur au sujet des sociétés orangistes. p. 221

[Ministère des Colonies], le 16 septembre. Lettre sans signature à A. Y. Spearman, adjoint du secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 160, du 26 juillet, relative aux payements en espèces. p. 155

1840

[Ministère des Colonies], le 27 janvier. Lettre sans signature à Arthur (N° 62—brouillon). L'auteur lui transmet copie de la correspondance échangée avec le ministère des Affaires étrangères au sujet du refus d'extrader B. Lett. (L'annexe manque). p. 204

Série Q. 418, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1839

1839

Downing St., le 12 juin. Normanby à Arthur (distincte). Le projet de loi relative à l'administration future des Canadas; pourquoi il veut en faire deux mesures distinctes et ainsi renvoyer à une date ultérieure l'union des Canadas. p. 368

[Ministère des Colonies], le 5 juillet. Lettre sans signature à Arthur et à Colborne (N° 76—brouillon). L'auteur lui transmet copie de deux projets de loi qui ont trait à l'administration future du Canada; ce projet de loi ne sera pas adopté en deuxième lecture au cours de la session. p. 371

1839

Arthur à Normanby (N° 165). Il lui transmet une requête du révérend Abraham Fuller Atkinson, recteur de Bath. Celui-ci désire l'indemnité accordée aux missionnaires qui exerçaient leurs fonctions avant l'entente conclue en 1834. Ses raisons de demander cette indemnité. p. 248 Toronto, le 27 juillet.

Annexe:—

La requête. p. 252

Arthur à Normanby (N° 169). Il lui transmet la copie authentique des lois adoptées au cours de la dernière session du Parlement. Le projet de loi qui a trait à la disposition des terres publiques fut voté en dépit de la dépêche de Glenelg et reçut son assentiment. p. 258 Toronto, le 27 juillet.

Annexe:—

Le rapport de C. A. Hagerman, procureur général, le 1er juillet 1839. p. 270

Arthur à Normanby (N° 170). Le lieutenant McClure de la marine royale a capturé Washington R. Millis, alias Kelly; le prisonnier fut remis aux autorités américaines; Millis, Robert Smith et John Farrow ont été emprisonnés pour avoir dérobé le courrier entre Kingston et Gananoque. p. 317 Toronto, le 27 juillet.

Annexes:—

(1) Le capitaine W. Sandom, commandant des forces navales au Canada, à Arthur, à bord du *Niagara*, Kingston, le 4 juillet 1839. Il raconte la capture. p. 327

Sous-annexe:—

Extrait du rapport du lieutenant McClure. p. 329

(2) Rapport de J. Willoughby, officier en second du *Niagara*, Toronto, le 6 juillet 1839. p. 332

(3) R. A. Tucker, secrétaire provincial, à Sandom, Toronto, le 6 juillet 1839. Il lui accuse réception du rapport; le cas a été soumis à Washington. Il regrette que le lieutenant McClure ait violé le territoire américain. p. 336

(4) Sandom à Arthur, Toronto, le 6 juillet 1839. Il lui transmet la lettre du colonel W. J. Worth relative à la capture; il a promis de punir le coupable. p. 341

Sous-annexe:—

Worth à Sandom, quartiers généraux, département du Nord, États-Unis, Sackett's Harbour, le 3 juillet 1839. p. 341

(5) Tucker à Sandom, Toronto, le 6 juillet 1839. Il exige que l'on offre de livrer le prisonnier. p. 343

1839

(6) Tucker à John C. Spencer, secrétaire d'État de New-York, Toronto, le 6 juillet 1839. Il fait connaître la capture du coupable; on remettra Kelly aux autorités compétentes. p. 346

(7) Arthur à Fox, Toronto, le 6 juillet 1839. Commentaires sur l'affaire. p. 351

(8) Spencer à Tucker, Albany, le 10 juillet 1839. L'affaire a été déférée au président des États-Unis. p. 356

(9) G. C. Sherman, procureur, Jefferson Co., New-York, à J. S. Cartwright, C.R., Watertown, New-York, le 17 juillet 1837. Les développements de l'affaire. p. 358

Sous-annexe:—

Certificat attestant que W. R. K. Millis, Robert Smith et John Farrow ont été jetés en prison pour avoir dérobé le courrier du Haut-Canada, le 17 juillet 1839. p. 361

Toronto, le 27 juillet.

Arthur à Normanby (distincte). Il lui accuse réception de la dépêche distincte du 26 juin et lui transmet l'adresse de l'Assemblée et du Conseil sur le projet de loi ayant trait à la vente des réserves du clergé. p. 362

Annexe:—

L'adresse, le 11 mai 1839. p. 364

Toronto, le 29 juillet.

Arthur à Normanby (N° 171). Il lui accuse réception de la dépêche N° 76, du 5 juillet, avec copie des projets de loi relatifs à l'administration future du Haut-Canada. p. 366

Toronto, le 29 juillet.

Arthur à Normanby (N° 172). Onze autres prisonniers ont été élargis; ainsi il en reste 78 qui devront être déportés. Il lui transmet là-dessus une documentation et lui fait part des mesures prises en l'occurrence. Le cas de William Highland. p. 373

Annexes:—

(1) Liste des prisonniers qui seront déportés. p. 380

(2 et 3) Lettres patentes qui permettent de commuer la peine de mort en déportation, en certains cas. p. 382

(4) Arthur à Jonas Jones, juge, Toronto, le 27 juillet 1839. Un conseil de guerre a condamné William Highland à la déportation; les mesures à prendre pour donner suite à cette condamnation. p. 403

(5) Ordre de déporter Highland. p. 403

(6) S. B. Harrison, secrétaire particulier, à C. Hagerman, Toronto, le 27 juillet 1839. Il lui demande un rapport sur les pièces nécessaires pour effectuer la déportation des prisonniers. p. 410

(7) Hagerman à Harrison, Toronto, le 28 juillet 1839. Le rapport. p. 412

(8) R. A. Tucker, au secrétaire colonial de la terre de Van Diemen, Toronto, le 29 juillet 1839. Il lui transmet la liste de ceux qui seront déportés, avec quelques commentaires. p. 414 **1839**

Sous-annexe:—

La liste. p. 417

(9) Ordre au capitaine du *Buffalo*, le 27 juillet 1839. p. 420

Arthur à Normanby (N° 173). Il lui accuse réception des dépêches N°s 21 et 66, des 6 avril et 23 juin; les mesures prises pour donner suite aux décisions relatives aux militaires qui ont échangé leur pension. p. 425 Toronto, le 29 juillet.

Annexes:—

(1) Le rapport du comité nommé pour enquêter sur le cas des militaires qui ont échangé leur pension, le 20 mai 1839. p. 432

(2) Arrêté du Conseil, le 4 juillet 1839. p. 448

(3a) Avis aux militaires qui ont échangé leur pension, bureau des émigrants, Toronto, le 15 juillet 1839. p. 456

(3b) Circulaire aux agents, bureau des émigrants, Toronto. (Sans date). Formule qui servira à la rédaction des rapports. p. 460

Arthur à Normanby (distincte). Il fait l'éloge de J. B. Robinson, juge en chef; même si la province doit souffrir de son absence, il vaudrait mieux lui accorder un congé plus long et ne pas l'obliger à rentrer au pays avec une santé qui ne serait pas parfaitement rétablie. En la présente conjoncture, Robinson pourrait fournir des renseignements utiles. p. 466 Toronto, le 29 juillet.

Rapport sur les deniers provenant de la vente des réserves du clergé dans le Haut et le Bas-Canada. p. 365 Bureau de la Trésorerie, le 26 août.

Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire au ministère des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 170, du 27 juillet, relative à l'arrestation de W. R. Millis, alias Kelly, et de sa bande. Il désire approuver la conduite d'Arthur, à moins que Palmerston ne s'y oppose. p. 326 [Ministère des Colonies], le 31 août.

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, adjoint du secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 173, du 29 juillet, relative aux militaires qui ont échangé leur pension. p. 465 [Ministère des Colonies], le 16 septembre.

Lettre sans signature au procureur général (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 172, du 29 juillet, et lui demande si les mesures prises au sujet de la déportation des prisonniers sont légales. (Une lettre semblable est adressée au solliciteur général). p. 377 [Ministère des Colonies], le 3 octobre.

1839

Downing St., le 6 octobre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 16—brouillon). L'auteur lui accuse réception des dépêches N°s 148 et 168, des 29 juin et 27 juillet, et déclare que le révérend A. Atkinson et le révérend D. Blake ne semblent pas avoir le droit de réclamer quoi que ce soit en vertu de l'entente financière conclue en 1834. On ne réglera pas le cas du révérend B. Cronyn avant d'avoir obtenu un certificat qui corrigera la date de sa nomination. p. 250

Downing St., le 6 novembre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 39—brouillon). L'auteur lui accuse réception des dépêches N°s 109, 134 et 169, des 14 mai, 8 juin et 27 juillet. Il fait l'éloge des remarques d'Arthur sur la loi adoptée pour l'avancement de l'éducation. Toutes les lois ont été maintenues en vigueur sauf celles qui portent les numéros 1158, 1168, 1174, 1193 et 1196. p. 261

[Ministère des Colonies], le 7 novembre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 40—brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une lettre des légistes sur l'opportunité des mesures prises pour la déportation des prisonniers. p. 378

[Ministère des Colonies], le 20 novembre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 49—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 173, du 29 juillet; les mesures énoncées dans cette dépêche ont obtenu l'approbation de la Trésorerie; nouveaux renseignements désirés au sujet des frais qui en résulteront; nécessité de faire des économies. p. 430

Downing St., le 12 décembre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 53—brouillon). La loi N° 1193, ch. 38, n'a pas été sanctionnée par suite des objections du collège des médecins de Londres qui réclame contre les pouvoirs conférés au futur collège des médecins et des chirurgiens du Haut-Canada. p. 263

1840

Downing St., le 17 février.

Lettre sans signature à C. P. Thomson, lieutenant-gouverneur (N° 79—brouillon). Pourquoi le projet de loi qui pourvoit aux frais encourus dans certains cas de délation aux procès de la Couronne ne peut être sanctionné dans sa forme actuelle. p. 265

Downing St., le 17 juin.

Lettre sans signature à Arthur (N° 92—brouillon). L'auteur lui transmet un décret du Conseil confirmant la loi qui établit une période en dehors de laquelle les réclamations pour dommages causés par le creusage du canal Rideau ne seront plus recevables. p. 268

Downing St., le 16 juillet.

Lettre sans signature à Arthur (N° 98—brouillon). L'auteur lui transmet un décret du Conseil qui approuve les lois 1168 et 1196. (Les annexes manquent). p. 269

Série Q. 419, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1839

1839

[Ministère des Colonies], le 7 avril.

Lettre sans signature à Arthur (N° 22—brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une lettre de T. Phillips qui demande des renseignements sur N. Von Schoultz. p. 109

1839

Lettre sans signature à Arthur (N° 54—brouillon). L'auteur lui demande des renseignements sur Martin Whisler qui est censé avoir acheté une ferme près de Détroit. p. 159 Downing St., le 5 juin.

Lettre sans signature à Arthur (N° 74—brouillon). On a reçu de Donald Cameron, de Thorah, une lettre qui adresse des reproches au Gouvernement pour la politique suivie à l'égard des colons de Thorah et d'Eldon. Arthur demandera à Cameron copie de cette lettre et dira ce qu'il en pense. En 1835 Glenelg a examiné le cas. p. 127 [Ministère des Colonies], le 28 juin.

Lettre sans signature à Arthur (N° 80—brouillon). L'auteur ordonne de remettre immédiatement à sir Francis Bond Head l'indemnité qui lui est accordée par la dépêche de Glenelg, du 25 avril 1838. p. 19 Downing St., le 8 juillet.

Arthur à Normanby (N° 174). Il répond à l'accusation lancée par C. Buller au sujet du nombre de signatures dont furent munies les pétitions faites en faveur de S. Lount et de P. Matthews. p. 3 Toronto, le 21 août.

Annexes:—

(1) Adresse élogieuse des habitants de West Flamboro. p. 9

(2) Liste de ceux qui ont signé des pétitions en faveur de Lount et de Matthews. p. 11

Arthur à Normanby (N° 175). Il lui accuse réception de la dépêche N° 80, du 8 juillet; il a remis à sir Francis Bond Head l'indemnité spéciale que lui accordait la dépêche de Glenelg, en date du 25 avril 1838. Il n'est pas responsable du retard. Il devrait recevoir tous les égards qui lui sont dus et être placé sur un pied d'égalité avec ses prédécesseurs. p. 14 Toronto, le 21 août.

Arthur à Normanby (N° 176). Commentaires sur ce qu'il a écrit dans sa dépêche N° 163, du 27 juillet, au sujet de l'état des esprits dans le Haut-Canada. Il apprend qu'une rixe a éclaté entre Irlandais et Canadiens français sur la rivière Trent. Un groupe de citoyens américains dirigé par B. Lett a attaqué Cobourg. Quatre de ces Américains furent capturés et comparaîtront devant un conseil de guerre. B. Lett s'est échappé. On a tiré des coups de feu à Niagara. Il raconte comment le *Montréal*, vaisseau de Sa Majesté, a tiré sur le vapeur *St. Lawrence*. La partie du rapport de Durham qui préconise le gouvernement responsable a eu de funestes résultats; c'est la pire chose qui pouvait arriver au Haut-Canada; sa réponse à une adresse des habitants de Hamilton. p. 21 Toronto, le 21 août.

Annexes:—

(1) Arthur au capitaine W. Sandom, Toronto, le 21 août 1839. Il ne semble pas que l'on ait eu raison d'exiger du *St. Lawrence* qu'il hisse ses couleurs; le fait d'avoir tiré des balles sur ce vaisseau constitue un acte grave. p. 33

(2) [Arthur] à H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington, Toronto, le 21 août 1839. À propos du *Montréal* et du *St. Lawrence*. p. 35

1839 (3) Sandom à Arthur, Kingston, le 10 août 1839. Il lui transmet la correspondance échangée avec le colonel W. J. Worth au sujet du *St. Lawrence* et il souligne la nécessité dans laquelle se trouvait ce vapeur de hisser ses couleurs. p. 38

Sous-annexes:—

(i) Le colonel W. J. Worth, commandant de l'armée américaine, Sackett's Harbour, le 5 août 1839. Il désire savoir si l'acte de Fowell a été approuvé. p. 40

(ii) W. Melhinck à Worth, Ogdensburg, le 4 août 1839. Il lui fait part de l'événement. p. 41

(iii) Sandom à Worth, Kingston, le 5 août 1839. Il regrette un tel événement et promet de faire enquête. p. 42

(iv) Sandom à Worth, le 9 août 1839. On avait donné l'ordre de tirer à blanc; la nécessité de hisser les couleurs. p. 43

(v) Le commandant W. N. Fowell à Sandom, à bord du *Niagara*, vaisseau de Sa Majesté, le 8 août 1839. Il commente l'incident. p. 46

(vi) Worth à Sandom, Sackett's Harbour, le 10 août 1839. Il prétend que Sandom a approuvé l'attentat; à l'avenir, le *St. Lawrence* sera muni d'une garde qui aura l'ordre de relever tout affront. p. 49

(vii) Sandom à Arthur, Kingston, le 12 août 1839. Il lui transmet copie de la lettre de Worth et fait observer que le *St. Lawrence* est un nouveau vaisseau qui déviait de sa route. p. 54

(4) T. C. Wheeler à H. Richardson, Whitby, le 16 mai 1839. Il croit que le clan politique perdra l'influence dont il jouit actuellement; le rapport de Durham éveille en lui de grandes espérances; affaires personnelles. p. 56

(5) Wheeler à H. L. Wheeler, Whitby, le 26 mai 1839. Le rapport de Durham et les espoirs qu'il suscite dans le camp des réformistes; affaires personnelles. p. 60

Toronto, le 21 août. Arthur à Normanby (distincte). Il lui accuse réception de la lettre personnelle du 10 juillet et lui transmet un arrêté du Conseil au sujet des prisonniers qui ont été élargis en Angleterre; il faudra donner suite à cet arrêté. p. 64

Annexe:—

L'arrêté du Conseil, le 20 août 1839. Normanby est prié de rédiger une dépêche publique où il sera déclaré que les prisonniers furent élargis en raison de certaines difficultés d'ordre juridique et non pas parce que l'on mettait en doute la justice des sentences qui leur furent imposées. p. 66

Toronto, le 27 août. Arthur à Normanby (N° 177). Il lui accuse réception de la dépêche N° 33, du 21 avril, et de la dépêche distincte du 3 mai; neuf membres ont payé les honoraires réduits que comporte leur nomination au Conseil législatif. Robert Neilson ne pouvait accepter ce poste parce qu'il demeure en dehors de la province. p. 70

1839

Arthur à Normanby (N° 178). Les prisonniers capturés à la Pointe Pelée ont comparu devant un tribunal. Deux sont admis à témoigner et l'un est trop malade pour être déplacé. L'intrepréta-tion de la loi ayant suscité une difficulté d'ordre juridique, nulle décision ne sera rendue avant le retour du juge en chef J. B. Robinson. Toronto, le 27 août. p. 71

Arthur à Normanby (N° 179). Il lui transmet une lettre du capitaine W. Sandom au sujet des coups de feu tirés sur le *St. Lawrence;* la conduite imprudente du capitaine de ce vaisseau. Il lui envoie aussi copie de sa réponse à l'adresse des habitants du district de Gore, réunis à Hamilton, comme le mentionne sa dépêche N° 176, du 21 août. Toronto, le 27 août. p. 75

Annexes:—

(1) Sandom à Arthur, Toronto, le 27 août 1839. p. 83

(2) Adresse des habitants de Gore, Hamilton, le 16 août 1839. Ils réclament l'application des principes contenus dans le rapport de Durham. p. 87

(3) Réponse à l'adresse, le 24 août 1839. Les funestes effets qui résulteraient de toute tentative d'adopter le principe du gouvernement responsable. p. 94

Arthur à Normanby (N° 180). Il lui accuse réception de la dépêche N° 22, du 7 avril, et transmet à T. Phillips, R.A., une documentation relative à N. Von Schoultz, exécuté à Kingston en décembre 1838; le payement de la dépense occasionnée par la production de l'extrait mortuaire. Toronto, le 3 septembre. p. 104

Annexes:—

(1) L'extrait mortuaire. p. 110

(2) La déposition de J. A. Macdonald relative au testament de Von Schoultz, le 29 juin 1839. p. 114

(3) Le testament de Von Schoultz, le 7 décembre 1839. p. 116

(4) Compte relatif à la documentation demandée par T. Phillips. p. 123

Arthur à Normanby (N° 181). Il lui accuse réception de la dépêche N° 74, du 28 juin, et lui transmet copie d'une lettre de Donald Cameron; ce dernier avait adressé cette lettre à Normanby; réponse aux objections soulevées contre les mesures prises à l'égard des établissements de Thorah et d'Eldon. Toronto, le 6 septembre. p. 124

Annexes:—

(1) Cameron à Arthur, Thorah, août 1839. Il n'a pas copie de la lettre écrite à Normanby; commentaires sur le cas. p. 130

1839 Sous-annexe:—

Représentations des habitants de Thorah et d'Eldon, Thorah, le 12 février 1839. On prétend que Cameron a subi un traitement injuste. p. 134

(2) Rapport du comité spécial qui fut nommé pour étudier la requête de D. Cameron, le 12 avril 1836. L'appendice renferme la documentation que voici:— p. 139

(i) Adresse des habitants d'Eldon et de Thorah. p. 144

(ii) T. Ridout, inspecteur général, à Cameron, York, le 11 mars 1826. Il lui transmet des plans des établissements de Thorah et d'Eldon; ainsi Cameron pourra choisir les lots qu'il désire. p. 146

(iii) Requête de Kenneth Campbell et de 140 autres personnes qui demandent des égards envers Cameron, Thorold, le 16 juin 1839. p. 147

(iv) Requête des habitants de Lochiel et de Lancaster qui demandent que 1,200 acres de terre soient concédées à Cameron à titre de rémunération pour ses services; ses partisans devraient s'établir à Thorah et à Eldon. p. 150

(3) Délibérations du Conseil, le 30 août 1838. Cameron devrait formuler des plaintes spécifiques et énoncer de quelle manière il pourrait, à son sentiment, obtenir le redressement de ses griefs; les affidavit obtenus et les lots concédés. p. 153

(4) Décision du Conseil, le 4 juillet 1839. On refuse de faire droit à la réclamation de Cameron. p. 155

Toronto, le 9 septembre. Arthur à Normanby (N° 182). Il lui accuse réception de la dépêche N° 54, du 3 juin; impossibilité de mettre la main sur Martin Whisler; l'enquête serait rouverte si l'on pouvait savoir à quel moment Whisler a obtenu sa terre. p. 157

Annexe:—

C. Baby, greffier de la paix, Sandwich, le 18 juillet 1839. Ses démarches furent infructueuses. p. 161

Toronto, le 9 septembre. Arthur à Normanby (N° 183). Il lui accuse réception de la dépêche N° 84, du 23 juillet, et lui transmet un numéro de la *Gazette* qui a publié certains extraits de la dépêche. L'opinion publique et l'élargissement des prisonniers en Angleterre. p. 163

Annexe:—

Le numéro de la *Gazette*, le 26 août 1839. Extraits. p. 166

Toronto, le 10 septembre. Arthur à Normanby (N° 184). Les ravages de la contrebande, notamment dans le district de l'Ouest; le commerce entre le Haut-Canada et les États-Unis; il faudrait diminuer l'impôt sur le thé. p. 172

1839

Arthur à Normanby (N° 185). La demande de William Morrison, héritier de feu le capitaine W. Morrison, qui veut obtenir le reste d'une terre à laquelle il prétend avoir droit en vertu de dispositions édictées pour les établissements militaires. Commentaires sur cette réclamation; il regrette que certains précédents aient été posés en ce sens. Il veut savoir si la demande de Morrison doit être agréée. p. 188 Toronto, le 10 septembre.

Annexes:—

(1) Copie des décisions du Conseil relatives à un octroi de terre à William Morrison:—

(i) Le 25 janvier 1834. p. 190

(ii) Le 3 février 1834. p. 190

(iii) Le 3 avril 1834. p. 191

(2) Requête de William Morrison, Toronto, le 28 mars 1835. p. 193

(3) Décision du Conseil, le 30 mai 1835. p. 196

(4) Rapport du Conseil sur les précédents, le 26 août 1835. p. 199

(5) Requête de W. Morrison, le 18 novembre 1837. p. 201

(6) Délibérations du Conseil, le 1er août 1839. Il recommande de soumettre l'affaire au Gouvernement britannique. p. 204 Toronto, le 11 septembre.

Arthur à Normanby (N° 186). Il lui transmet copie d'une requête de la Banque du Haut-Canada et de la Banque Commerciale du district de Midland qui demandent la permission d'importer de la monnaie de cuivre. Il appuie cette demande. p. 205 Toronto, le 11 septembre.

Annexe:—

La requête, Toronto, le 4 septembre 1839. p. 208

Arthur à Normanby (N° 187). Il lui transmet copie d'une lettre du lieutenant C. Rubidge: les colons qui se sont établis sur les terres du colonel Wyndham. Il faudrait imiter l'exemple de ce dernier. p. 212 Toronto, le 12 septembre.

Annexe:—

Rubidge à ————, Toronto, le 26 juillet 1839. p. 223

Arthur à Normanby (N° 185). Il lui transmet une documentation qui se rapporte à la demande de Patrick McDonough désireux d'obtenir l'arriéré de la pension qu'il recevait de la police en Irlande. p. 226 Toronto, le 12 septembre.

Annexes:—

(1) McDonough au colonel C. Chichester, Chatham, le 9 août 1839. p. 232

1839 (2) F. E. Knowles, adjoint du commissaire général, à ————, Commissariat, Toronto, le 26 août 1839. McDonough devrait fournir certains renseignements aux autorités à Dublin, s'il désire recevoir sa pension. p. 235

(3) Chichester à ————, Chatham, le 10 septembre 1839. Il lui transmet une autre lettre de McDonough. p. 237

Sous-annexes:—

(i) McDonough à Chichester, Chatham, le 4 septembre 1839. p. 238

(ii) Avis à P. McDonough; son nom a été porté sur la liste des pensionnaires, Clomnel, le 17 octobre 1828. p. 240

(iii) W. H. Pearse à McDonough, Clomnel, le 23 février 1828. Il lui promet de ne rien négliger pour lui assurer une bonne pension. p. 241

(iv) Certificats relatifs aux états de service de McDonough, 1839. p. 242

Toronto, le 13 septembre. Arthur à Normanby (N° 189). Comment le révérend W. McKillican a été envoyé de West Gwillimbury à St. Thomas pour remplacer le ministre presbytérien; on lui accordera un traitement de 57 louis. Il a développé le loyalisme de ses gens. L'entente ne valait que pour un an; nécessité de la maintenir. p. 243

Toronto, le 14 septembre. Arthur à Normanby (N° 190—imprimé). Il lui transmet un tableau des confessions religieuses en conformité de la demande de l'Assemblée; il a reçu ce tableau des greffiers de la paix; pourquoi ces chiffres sont sujets à caution. p. 249

Annexe:—

Tableau des différentes confessions religieuses dans le Haut-Canada en 1839 (imprimé). p. 249A

Toronto, le 17 septembre. Arthur à H. Labouchere, sous-secrétaire. Il lui recommande le major R. J. Baron, des ingénieurs royaux, qui pourrait être nommé membre de la commission établie pour étudier les frontières. p. 253

Annexe:—

Baron à Arthur, Toronto, le 24 mai 1839. p. 255

Toronto, le 17 septembre. Arthur à Normanby (N° 191). L'état des esprits dans la province; les rumeurs et les désordres se multiplient, mais les délits sont peu nombreux. La question du gouvernement responsable suscite un vif intérêt. p. 260

Downing St., le 21 septembre. Lettre sans signature à Arthur (N° 10—brouillon). L'auteur lui accuse réception des dépêches N°s 160, 172-176, et d'une dépêche personnelle du 21 août; la dépêche de Normanby, N° 84, du 23 juillet, a fourni les explications nécessaires sur les prisonniers élargis en Angleterre. p. 31

1839

Lettre sans signature à Arthur (N° 12—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 175, du 21 août; il faudrait demander à la Législature de réparer l'omission faite au cours de la dernière session, lorsque fut votée la somme qui avait été remise à sir Francis Bond Head. On ne pourrait accorder une nouvelle indemnité à Arthur. p. 20 [Ministère des Colonies], le 23 septembre.

Arthur à Normanby (N° 192). Il le renvoie à la dépêche N° 178, du 27 août; l'accusation portée contre les prisonniers de la Pointe Pelée et la cour du Banc de la Reine. p. 272 Toronto, le 24 septembre.

Arthur à Normanby (N° 193). Il lui transmet une documentation sur William Highland, condamné à la déportation parce qu'il a déserté. p. 275 Toronto, le 24 septembre.

Annexe:—

W. H. Draper, solliciteur général, à Arthur, Toronto, le 6 mai 1839. Il lui transmet copie des délibérations du conseil de guerre qui a jugé Highland; du point de vue légal, rien, à son sentiment, ne s'oppose aux décisions prises. p. 279

Sous-annexe:—

Les délibérations, le 29 avril 1839. p. 280

Lettre sans signature à J. B. Robinson, juge en chef (brouillon). On a reçu d'Arthur une dépêche qui souligne une difficulté d'ordre légal au sujet des prisonniers de la Pointe Pelée. Avant de prendre là-dessus une décision il faudra attendre le retour de Robinson dans le Haut-Canada. p. 74 [Ministère des Colonies], le 30 septembre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 15—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 174, du 21 août, et se dit satisfait des explications données sur le nombre des signatures dont furent munies les pétitions en faveur de Lount et de Matthews. On ne devrait plus revenir sur cette affaire. p. 8 [Ministère des Colonies], le 2 octobre.

Lettre sans signature à l'honorable C. P. Thomson, gouverneur général (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 179, du 27 août, et de la réponse annexée à la dépêche. p. 79 Downing St., le 2 octobre.

Annexe:—

Lettre sans signature à Arthur, N° 14, Downing St., le 2 octobre 1838 (brouillon). L'auteur lui accuse réception des dépêches N°s 176 et 179; il est satisfait du rapport de Sandom au sujet du *St. Lawrence;* il approuve la conduite d'Arthur en ce qui concerne la réunion des habitants du district de Gore; il espère que ce dernier ne déclenchera pas là-dessus une controverse. p. 80

Lettre sans signature à Arthur (N° 17—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 186, du 11 septembre, et le renvoie à sa dépêche du 25 septembre ainsi qu'à la lettre de la Trésorerie énonçant les raisons pour lesquelles on ne permet pas l'importation de la monnaie de cuivre. p. 207 [Ministère des Colonies], le 9 octobre.

1839

Downing St., le 10 octobre.

Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire, ministère des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet des extraits des dépêches d'Arthur au sujet du *St. Lawrence.* p. 78

Downing St., le 11 octobre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 18—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 190, du 14 septembre; nécessité de remédier à la situation et de corriger les erreurs; si l'Assemblée refuse d'adopter là-dessus les mesures nécessaires, Arthur devrait essayer d'atteindre ce but; l'affaire sera portée à la connaissance de l'Assemblée. p. 251

[Ministère des Colonies], le 12 octobre.

Lettre sans signature à J. Backhouse (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la lettre du 17 septembre, d'Arthur à Labouchere, avec la demande du major R. J. Baron désireux d'être nommé membre de la commission qui s'occupe des frontières. p. 257

[Ministère des Colonies], le 13 octobre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 21—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 189, du 13 septembre, et approuve la décision prise à l'égard du révérend W. McKillican, envoyé à St-Thomas pour y demeurer pendant un an; au bout de l'année, il faudra mettre un terme à la dépense que ce changement nécessite. p. 246

[Ministère des Colonies], le 14 octobre.

Lettre sans signature à T. Phillips (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 180, du 3 septembre, avec une documentation concernant N. Von Schoultz. L'auteur demande le payement de la dépense occasionnée en l'occurrence. p. 108

[Ministère des Colonies], le 14 octobre.

Lettre sans signature à F. Lane (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 182, du 9 septembre; on ne sait où se trouve M. Whisler. p. 160

[Ministère des Colonies], le 14 octobre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 22—brouillon). La lettre que l'auteur adressa à Labouchere, au sujet du major Baron, a été transmise à lord Palmerston. p. 258

[Ministère des Colonies], le 14 octobre.

Lettre sans signature à C.P. Thomson, gouveneur général (brouillon). A propos du gouvernement responsable. p. 264

[Ministère des Colonies], le 17 octobre.

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, adjoint du secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 184, du 10 septembre, au sujet de la contrebande et du commerce du thé. p. 183

[Ministère des Colonies], le 18 octobre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 25—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 185, du 10 septembre; il ne faudra pas acquiescer à la demande de W. Morrison. p. 188

[Ministère des Colonies], le 19 octobre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 26—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 185, du 12 septembre; le cas de P. McDonough a été soumis au lord lieutenant. p. 230

[Ministère des Colonies], le 25 octobre.

Lettre sans signature à J. B. Robinson, juge en chef (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche N° 192, du 24 septembre, au sujet des prisonniers à la Pointe Pelée. p. 274

Lettre sans signature à T. F. Elliot, commissaire des émigrants (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche N° 187, du 11 septembre; il faudrait faire connaître la prospérité des émigrants qui se sont établis à Wyndham. p. 215 — 1839 [Ministère des Colonies], le 26 octobre.

Lettre sans signature à T. Drummond (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 188, du 12 septembre, au sujet de P. McDonough; il demande de soumettre ce texte au lord lieutenant d'Irlande. p. 229 — [Ministère des Colonies], le 26 octobre.

Lettre sans signature au procureur général (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 193, du 24 septembre, au sujet de William Highland; il demande de verser cette documentation au dossier des prisonniers qui seront déportés. (Une lettre semblable fut envoyée au solliciteur général). p. 277 — [Ministère des Colonies], le 31 octobre.

Elliot à J. Stephen, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 26 octobre; mesures prises pour attirer les émigrants et pour faire connaître la prospérité des émigrants déjà établis. p. 217 — 2 Middle Scotland Yard, le 1er novembre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 38—brouillon). Palmerston considérera l'offre de Baron; il est peu probable que le désir de cet officier soit réalisé. p. 259 — [Ministère des Colonies], le 2 novembre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 45—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 187, du 11 septembre, et lui transmet copie de la lettre d'Elliot, en date du 1er novembre. (Voir ci-dessus). p. 221 — [Ministère des Colonies], le 15 novembre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 48—brouillon). Le lord lieutenant d'Irlande recommande que la pension de P. McDonough lui soit remise à partir du 5 avril 1831. p. 231 — [Ministère des Colonies], le 21 novembre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 66—brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une lettre du ministère des Affaires étrangères au sujet du *St. Lawrence*. (L'annexe manque). p. 82 — 1840 [Ministère des Colonies], le 14 février.

Série Q. 419, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1839

Le colonel James Fitzgibbon à Arthur. Pourquoi il a quitté le Haut-Canada. Il lui transmet une lettre de J. B. Robinson, juge en chef, au très révérend J. Strachan, évêque de Toronto. p. 294 — 1839 Craven St., Londres, le 23 août.

Annexes:—

(1) Robinson à Strachan, Brighton, le 14 août 1839. Éloges de Fitzgibbon; Arthur tient cet officier en haute estime. p. 296

(2) Strachan à Fitzgibbon, 23 Sackville St., Londres, le 16 août 1839. Il lui transmet la lettre de Robinson avec son propre témoignage. p. 300

1839

Toronto, le 24 septembre. Arthur à Normanby (confidentielle). Il s'oppose au projet de loi qui accorde 5,000 acres de terre au colonel Fitzgibbon. p. 287

Toronto, le 24 septembre. Arthur à Normanby (N° 194). Il lui accuse réception de la dépêche N° 96, du 23 août; la documentation annexée à la dépêche ne modifie pas son opinion sur le projet de loi qui accorde des terres à Fitzgibbon. p. 290

Toronto, le 25 septembre. Arthur à Normanby (N° 195). Il est nécessaire de recevoir des renseignements sur les difficultés financières du Haut-Canada. Commentaires sur les travaux publics et les voies de communication avec l'océan. p. 301

Annexe:—

Le capitaine George Phillpotts, ingénieur royal, à S. B. Harrison, secrétaire particulier, Toronto, le 12 septembre 1839. Les mesures à prendre au sujet du canal Welland. p. 311

Sous-annexes:—

(i) Extrait d'une lettre de J. C. Burckle, marchand d'Oswego, à Phillpotts, Oswego, le 2 juin 1839. Commentaires sur le commerce et les voies de communication. p. 316

(ii) Extrait d'une lettre de Benjamin Wright, ingénieur civil, à Phillpotts, Scotts Ferry, Virginia le 2 juillet 1839. Commentaires sur le commerce et les voies de communication. p. 321

(iii) Extrait d'une lettre de Wright à Phillpotts, le 2 juillet 1839. Commentaires sur le commerce et les voies de communication. p. 326

Toronto, le 25 septembre. Arthur à Normanby (N° 196). Il lui transmet les adresses des habitants de Guelph et des environs au sujet du rapport de Durham ainsi que la réponse qu'il leur a faite. p. 328

Annexes:—

(1) L'adresse des habitants de Guelph qui s'opposent au gouvernement responsable. p. 331

(2) L'adresse des magistrats, Guelph, le 16 septembre 1839. p. 341

(3) La réponse à l'adresse, Toronto, le 20 septembre 1839. p. 345

Toronto, le 27 septembre. Arthur à Normanby (N° 197). Il lui transmet copie d'un arrêté du Conseil qui pourvoit à la nomination d'un juge de tribunal de simple police et d'un corps de constables pour la protection de la frontière à Niagara. p. 347

Annexe:—

L'arrêté, le 24 septembre 1839. p. 351

1839

Arthur à Normanby (N° 198). Il lui transmet copie de la correspondance échangée avec H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington, qui a trait à la reddition de criminels fugitifs. Il ne partage pas l'opinion de Fox et il demande qu'une entente soit conclue sous le plus bref délai. (Les annexes manquent). p. 354 Toronto, le 27 septembre.

Arthur à Normanby (N° 199). Il lui accuse réception de la circulaire du 31 août qui annonce que C. P. Thomson devient gouverneur général. Il offrira sa collaboration à cet officier. p. 358 Toronto, le 27 septembre.

Arthur à Normanby (confidentielle). Il le renvoie à la dépêche N° 191, du 17 septembre, et il continue à relater les difficultés à la frontière. Il ne croit pas à l'ingérence de la Russie. Commentaires sur la destruction de l'église épiscopale à Chippewa, l'incendie de la maison du colonel Creighton et le procès des conspirateurs de Cobourg. La question du gouvernement responsable et l'agitation qui en résulte. Il accuse W. H. Merritt d'être un membre secret mais influent du parti des patriotes. Il lui transmet copie d'une lettre adressée par W. Woodruff à F. Hincks; cette lettre fut interceptée par un homme de Toronto. Les réunions publiques et les orangistes. Il espère que l'on approuvera l'envoi de troupes à Niagara; il a aussi l'intention d'avoir des troupes dans le district de l'Ouest. Il consultera un jurisconsulte au sujet du projet de John G. Parker, élargi en Angleterre, et qui désire échanger sa propriété avec celle de quelques Anglais qui demeurent maintenant à Rochester. Le projet d'union suscite peu de discussion; mais la question du gouvernement responsable est soulevée par des personnes qui condamnent toutes les autres recommandations du rapport de Durham et qui affirment ne pas vouloir rompre les liens entre le Canada et la mère patrie. p. 360 Toronto, le 27 septembre.

Annexes:—

(1) La correspondance échangée au sujet de l'activité des Russes:—

(a) Fox à Arthur, Washington, le 30 août 1839. p. 377

(b) Rapport de Stewart Derbishire, secret et confidentiel, New-York, le 20 juillet 1839. p. 381

(c) Arthur à Fox, Toronto, le 27 septembre 1839. p. 403

(2) James Cummings au secrétaire civil, Chippewa, le 16 septembre 1839. Il lui transmet des déclarations de personnes qui viennent des États-Unis au sujet de l'incendie de l'église à Chippewa. p. 409

Sous-annexes:—

(i) L'affidavit de John Ussher, Chippewa, le 14 septembre 1839. p. 410

(ii) L'affidavit de George Coventry, le 14 septembre 1839. p. 412

(iii) L'affidavit de James D. Slater, le 14 septembre 1839. p. 413

1839 (3) Extraits du *Cobourg Star;* notes sur ceux qui furent appréhendés à Cobourg. p. 414

(4) H. Smith, gardien du pénitencier de la province, à S. B. Harrison, secrétaire civil, Pénitencier de la Province, le 24 septembre 1839. Il lui transmet une documentation renfermant l'examen des quatre prisonniers récemment arrivés du district de Newcastle (Cobourg). p. 483

Sous-annexes:—

(i) Déclaration de Samuel P. Hart. p. 484

(ii) Déclaration de William Baker. p. 494

(iii) Déclaration de Peter Wilkins. p. 495

(iv) Déclaration de Henry Wilson, le 23 septembre 1839. p. 498

(5) W. Woodruff, M.P.P., à Francis Hincks, rédacteur du journal *The Examiner*, St. David's, le 26 août 1839. Ce que certains notables pensent du gouvernement responsable; mention spéciale de W. H. Merritt et de L. H. Lafontaine. p. 501

(6) Article intitulé *Orangeism* extrait du journal *The Patriot.* Les opinions et les résolutions des orangistes au sujet du gouvernement responsable. p. 505

(7) Arthur à Colborne, Toronto, le 21 septembre 1839. Pourquoi il faudrait renforcer la milice. p. 528

[Ministère des Colonies], le 25 octobre. Lettre sans signature à Arthur (N° 29—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 198, du 27 septembre; la question des criminels fugitifs a été l'objet d'une étude avant la réception de cette dépêche. Palmerston donnera là-dessus des instructions à Fox. p. 357

[Ministère des Colonies], le 26 octobre. Lettre sans signature à Arthur (N° 30—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche confidentielle du 27 septembre et il le remercie des renseignements qu'elle renferme au sujet de l'état de la province. Il est en faveur d'un corps de constables. Il voudrait savoir si quelques-uns des prisonniers élargis en Angleterre demeurent à moins de 50 milles de la frontière. p. 374

[Ministère des Colonies], le 27 octobre. Lettre sans signature à Arthur (N° 31—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 194, du 24 septembre, et de la dépêche confidentielle de la même date; le projet de loi qui accorde une terre à Fitzgibbon ne sera pas sanctionné. p. 293

[Ministère des Colonies], le 28 octobre. Lettre sans signature à Arthur (N° 33—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 197, du 27 septembre, et il approuve l'organisation d'une gendarmerie pour la frontière du Niagara. p. 349

[Ministère des Colonies], le 30 octobre. Lettre sans signature à Arthur (N° 35—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 196, du 25 septembre, et il approuve la réponse ferme et judicieuse qui fut faite à l'adresse des habitants de Guelph. p. 330

1839

Lettre sans signature à C. P. Thomson, gouverneur général (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 195, du 25 septembre; au sujet des travaux publics. p. 309 [Ministère des Colonies], le 31 octobre.

Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire, ministère des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 198, du 27 septembre, au sujet de l'entente projetée qui a trait à l'extradition des criminels fugitifs. p. 356 [Ministère des Colonies], le 31 octobre.

Lettre sans signature à D. Le Marchant, secrétaire du conseil du Commerce (brouillon). L'auteur lui transmet un extrait d'une lettre de C. J. Burckle, d'Oswego, qui a trait au commerce du Haut-Canada. (Voir ci-dessus Arthur à Normanby, N° 195, du 25 septembre 1839, p. 301). p. 308 [Ministère des Colonies], le 4 novembre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 46—brouillon). La Trésorerie consent à payer les frais d'une gendarmerie pour la frontière du Niagara. p. 350 [Ministère des Colonies], le 16 novembre.

Série Q. 420, t. 1

SIR GEORGE ARTHUR, 1839

[Le marquis de Normanby], secrétaire d'État, à Arthur (N° 94—brouillon). Il a reçu une requête de J. Y. Cozens, Cornwall, le 30 mai 1839, qui lui a été envoyée par erreur. Il n'a pas à se prononcer là-dessus, mais il croit que la dépêche de Glenelg à Head, N° 136, du 29 janvier 1837, dont le pétitionnaire a reçu copie, explique le cas de Cozens. p. 210 [Ministère des Colonies], le 14 août.

Lord John Russell, secrétaire d'État, à Arthur (personnelle—brouillon). Il lui accuse réception de plusieurs dépêches importantes auxquelles il ne répondra pas parce que C. P. Thomson, le nouveau gouverneur, connaît là-dessus les vues du Cabinet. Arthur devrait se mettre en communication avec Thomson qui se rendra bientôt dans le Bas-Canada. p. 122 [Ministère des Colonies], le 9 septembre.

Russell à Arthur (N° 1—brouillon). Il lui transmet un extrait des instructions de Thomson. (L'annexe manque). p. 131 [Ministère des Colonies], le 10 septembre.

[Russell] à Arthur (N° 2—brouillon). Il lui demande de se mettre en communication avec Thomson lorsque celui-ci arrivera dans le Bas-Canada; si Thomson le désire, Arthur devra l'accompagner. p. 121 [Ministère des Colonies], le 11 septembre.

Arthur à Normanby (N° 200). Il lui transmet copie d'une lettre de A. MacDonell, shérif du district de Midland, au sujet des prisonniers embarqués à bord du *Buffalo;* résumé des mesures prises au sujet de ceux qui furent capturés alors qu'ils tentaient d'envahir la province; l'opinion s'oppose à ce qu'on accorde de nouveaux pardons, ce qui aurait pour résultat d'encourager le banditisme; on envoie tous les renseignements possibles au gouverneur de la terre de Van Diemen. p. 3 Toronto, le 14 octobre.

1839 Annexes:—

(1) MacDonell à R. A. Tucker, secrétaire provincial, Kingston, le 11 octobre. Quatre-vingt-trois prisonniers furent remis, le 27 septembre, à l'officier commandant le *Buffalo* à Québec; les prisonniers, les représentations de réfugiés du Canada et de certains notables américains. p. 8

(2) Mémoire sur les tentatives d'envahir le Haut- Canada. p. 10

Toronto, le 14 octobre. Arthur à Normanby (N° 201). Il lui transmet copie d'un message qu'il adressa à l'Assemblée au sujet du payement de meubles destinés aux chambres de l'Hôtel du Gouvernement. Comme on n'a nullement tenu compte de cette demande, il aimerait que 1,000 louis fussent pris à même le revenu casuel et territorial avant de remettre les meubles à l'Assemblée. Il le renvoie à la dépêche de Glenelg à Head, N° 234, du 4 octobre 1837. p. 15

Annexe:—

Le message d'Arthur à l'Assemblée. p. 23

Toronto, le 15 octobre. Arthur à Russell (confidentielle). Pour faire suite à sa dépêche confidentielle du 27 septembre, il décrit la situation du Haut-Canada et souligne l'activité des "patriotes" à la frontière; les observations de S. Derbishire sur l'intrigue russe; il lui transmet un résumé des révélations de S. P. Hart, éditeur du *Lewiston Telegraph*, journal qui appuie la cause des patriotes; commentaires sur certaines recommandations qui se rapportent au général Winfield Scott et au colonel J. E. Wool de l'armée des États-Unis; la valeur du témoignage que renferment certains documents annexés à la dépêche. Listes des principaux chefs du parti des patriotes; celui-ci semble perdre sa popularité. La question du gouvernement responsable divise l'opinion. Il déplore l'absence d'une gendarmerie. Depuis la clôture de la session, il a visité presque tous les établissements et il a causé avec tout le monde. Les réformistes gagnent du terrain. Il est heureux de constater que l'union n'a pas été affectée. Nécessité de la paix et d'une forte immigration venant de la mère patrie. Les banques américaines et les difficultés qu'elles suscitent. Il s'oppose à la dissolution de l'Assemblée. p. 24

Annexes:—

(1) Déclarations de Samuel P. Hart et de certaines personnes arrêtées sous l'inculpation de conspiration et jugées à Cobourg, au pénitencier, le 12 octobre 1839; attentat de J. H. Moon contre le lieutenant-gouverneur; nombreux renseignements sur le parti des "Chasseurs". p. 43

(2) Sidney Jones à Arthur, Brockville, le 3 octobre 1839. Déclaration du juge Aldes, de St. Albans, Vermont: le colonel J. E. Wool, de l'armée des États-Unis, lui a dit qu'il était prêt à diriger les effectifs des patriotes lorsque ceux-ci envahiront le Canada. p. 79

(3) Déclaration du lieutenant-colonel D. Bethune: les préparatifs qui s'effectuent aux États-Unis pour l'invasion du Canada. p. 81

(4) Déclaration du lieutenant J. T. W. Jones. Il a obtenu la plupart de ses renseignements du colonel J. Bankhead qui commande les troupes américaines à Buffalo; il croit que les Américains n'envahiront le Canada qu'après une insurrection dans le Haut-Canada; dans l'entre-temps, les patriotes reçoivent des armes; Bankhead demande de transmettre tous les renseignements possibles. p. 88 1839

(5) Une feuille imprimée qui provient de la chambre du comité de Sécurité, le 18 août 1839: le Gouvernement britannique est fatigué de payer les frais de la défense du Canada; il a rappelé Colborne et il est sur le point de rappeler Arthur; le Canada deviendrait "un autre Texas". Ce document est muni de la signature de J. L. Quinn, président du comité. p. 92

(6) Le capitaine W. Sandom, de la marine royale, à Arthur, Kingston, le 11 octobre. Il lui transmet une circulaire qui a trait à une réunion tenue à Ogdensburg. Il a demandé au *Brockville* de ne pas s'arrêter à Ogdensburg ce soir-là. p. 106

Sous-annexe:—

Avis d'une réunion qui sera tenue le 11 octobre et à laquelle sont invités tous les citoyens naturalisés. p. 109

(7) S. Derbishire à S. B. Harrison, secrétaire particulier, bureau du Gouvernement, Toronto. New-York, le 8 octobre (confidentielle). Ses sources de renseignement; l'intrigue russe; nouvelles récentes sur l'expédition d'armes pour le Canada. p. 110

Arthur à Stephen. Le courrier du *Liverpool* est arrivé à Toronto, mais nulle dépêche n'a été reçue. p. 117 Toronto, le 15 octobre.

Arthur à Russell (personnelle). Il lui accuse réception de la circulaire du 3 septembre annonçant l'entrée en fonctions de Russell. p. 124 Toronto, le 18 octobre.

Arthur à Russell (N° 202). Il lui accuse réception de la dépêche N° 2, du 11 septembre. Il se rendra dans le Bas-Canada dès l'arrivée de C. P. Thomson, mais il ne pourrait lui fournir plus de renseignements que ceux qu'il lui a déjà transmis dans ses dépêches. Il attend impatiemment une décision sur les projets de loi qui ont trait aux questions financières. p. 119 Toronto, le 18 octobre.

Arthur à Russell (N° 203). Il lui accuse réception de la dépêche N° 1, du 10 septembre. Dès l'arrivée de Thomson, il lui cédera volontiers l'Hôtel du Gouvernement et il lui donnera toute la collaboration et tous les renseignements possibles. Ses états de service; il ne s'est pas immiscé dans les partis politiques, soit dans la colonie, soit dans la métropole. Il espère que son prestige et son autorité ne seront pas diminués dans le Haut-Canada. p. 126 Toronto, le 18 octobre.

Arthur à Russell (N° 204—imprimé). Il lui transmet copie d'une décision du Conseil exécutif: une dissolution prématurée n'est pas désirable. p. 132 Toronto, le 22 octobre.

1839 Annexe:—

Copie des délibérations du Conseil exécutif, le 17 octobre. (Imprimé). p. 132

Toronto, le 22 octobre. Arthur à Russell (N° 205). Il lui demande des copies en blanc du Livre Bleu. p. 136

Toronto, le 22 octobre. Arthur à Russell (confidentielle—brouillon). Il lui transmet copie d'une lettre du général W. Scott et d'une déclaration du lieutenant J. T. W. Jones. Scott semble être de connivence avec les patriotes; il faudra donc surveiller la frontière. On sait maintenant que les patriotes ont nolisé le *Caroline*. p. 137

Annexes:—

(1) Scott au colonel James Bankhead, commandant de l'armée des États-Unis sur la frontière du Niagara, quartiers généraux, Division de l'Est, Elizabethtown, N.J., le 16 octobre. Il répond à la lettre du 10 octobre; il abhorre toute violation de la neutralité. p. 142

(2) Déclaration du lieutenant J. T. W. Jones: renseignements reçus de Bankhead sur la destruction du *Caroline*. p. 145

Toronto, le 8 novembre. Arthur à Russell (N° 206). Le capitaine J. Le Breton et le détournement d'un cours d'eau qui baigne sa propriété en amont des chutes de la Chaudière sur la rivière Ottawa. Il lui transmet copie d'une documentation sur se sujet. p. 150

Annexes:—

(1) Rapport en date du 27 septembre 1839, par W. Allan et R. A. Tucker, membres du Conseil exécutif; la réclamation de Le Breton et l'échec de l'arbitrage; il estime que le Gouvernement est tenu de s'en remettre à la décision des arbitres, quoique l'arbitrage constitue en l'occurrence un pis aller. p. 168

(2) Rapport en date du 27 septembre 1839, par R. B. Sullivan, sur la réclamation de Le Breton. Il croit que le Gouvernement n'est plus obligé de s'en remettre à la décision d'arbitres; ses raisons. p. 175

(3) H. J. Boulton, procureur général, au colonel W. Rowan, le 2 mars 1833. (Sans transcription. Voir *Q. 385*). p. 180

(4) Rowan à Le Breton, Toronto, le 4 septembre 1835. Il le renvoie à la dépêche du 20 octobre 1832, où il est dit que le cas peut être soumis à l'arbitrage. p. 181

(5) Rowan à Le Breton, Toronto, le 12 décembre 1835. Le lieutenant-colonel J. R. Wright, ingénieur royal, a été nommé arbitre avec mission d'examiner la réclamation de Le Breton. p. 183

(6) Wright à John Joseph, secrétaire civil, Kingston, le 11 mai 1836. Il est convaincu que, en dépit de l'opinion des légistes du Haut-Canada, la réclamation de Le Breton est dénuée de fondement; il demande donc la permission de refuser d'arbitrer le cas. p. 184

(7) Le Breton à Joseph, Britannia, rivière Ottawa, le 27 septembre 1836. Il demande de nommer un arbitre pour remplacer Wright qui est partial. p. 190 1839

(8) Joseph à Le Breton, Toronto, le 20 janvier 1837. Il affirme que Wright n'est pas partial. Ainsi le lieutenant-gouverneur devra dégager Wright de son obligation et inviter Le Breton, désireux d'obtenir une compensation, à s'adresser aux tribunaux de son pays. p. 192

(9) Colborne à Arthur, Montréal, le 2 juillet 1839. Il lui transmet une requête de Le Breton. En maintes circonstances, le secrétaire d'État a fait savoir à Le Breton qu'il doit soumettre son cas à l'arbitrage dans le Haut-Canada. p. 194

(10) Rapport de William H. Draper, solliciteur général, Toronto, le 17 octobre 1839. Le cas de Le Breton; la réclamation de Le Breton est dénuée de fondement; en outre, Le Breton, n'a pas le droit de réclamer l'arbitrage. p. 195

Arthur à Russell (N° 207). Il lui accuse réception de la dépêche du 4 juillet qui a trait à la nomination de douaniers. Les principes dont s'inspirent de pareilles nominations dans les autres colonies ne s'appliquent pas au Haut-Canada à cause du statut provincial 4, Geo. IV, ch. 11. La nomination et le traitement des douaniers; ceux-ci sont présentement au nombre de trente-quatre; le statut provincial pourrait être amendé. p. 205 Toronto, le 8 novembre.

Arthur à Russell (N° 208). Il lui accuse réception de la dépêche N° 94, du 14 août, relative à la requête de J. Y. Cozens qui désire une terre que les sauvages possédaient sur la Grande-Rivière. On a répondu à Cozens en lui envoyant copie de la dépêche de Glenelg, N° 136, du 29 janvier 1837. p. 208 Toronto, le 9 novembre.

Arthur à Russell (N° 209). Il lui accuse réception de la dépêche distincte de Normanby, du 20 avril, annonçant la nomination de Richard Alexander Tucker qui devient membre du Conseil exécutif; il annexe à la lettre le mandat royal; il transmet à G. L. Wilder, premier commis, une traite relative à l'honoraire. p. 211 Toronto, le 9 novembre.

Arthur à Russell (N° 210). Il lui transmet copie d'une entente conclue au sujet du *Daniel Webster* qui fera le service sur le lac Érié jusqu'au 1er avril. p. 213 Toronto, le 9 novembre.

Annexe:—

Entente conclue entre le lieutenant G. A. Leary, de la marine royale, de Niagara, et John R. Lee, de Buffalo, au sujet du *Daniel Webster* qui sera affecté au service de Sa Majesté. p. 216

[Russell] à Arthur (N° 42—brouillon). Il lui accuse réception de la dépêche N° 200, du 14 octobre. La mansuétude d'Arthur et la satisfaction qu'elle lui cause. p. 7 [Ministère des Colonies], le 14 novembre.

1839

[Ministère des Colonies], le 15 novembre. [Russell] à Arthur (N° 43—brouillon). Il lui accuse réception de la dépêche du 15 octobre. Il croit que les dépêches arrivèrent d'abord à Montréal, par suite de la dépêche d'Arthur, N° 120, du 20 mai. p. 118

[Ministère des Colonies], le 15 novembre. [Russell] à Arthur (N° 44—brouillon). Il lui accuse réception de la dépêche confidentielle du 15 octobre. Il s'en remet au zèle et au loyalisme d'Arthur. p. 42

[Ministère des Colonies], le 23 novembre. Russell à Thomson (N° 41—brouillon). Il lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 201, du 14 octobre, et il demande là-dessus l'opinion de Thomson. p. 19

[Downing Street], le 8 décembre. [Russell] à Arthur (N° 51—brouillon). Il lui accuse réception de la dépêche N° 206, du 8 novembre. Il croit que la réclamation de Le Breton est dénuée de tout fondement. On n'a pas démontré que le lieutenant-colonel J. R. Wright est un juge partial. Si l'on s'adresse aux tribunaux du Haut-Canada, il faudra d'abord savoir si la réclamation est fondée avant d'établir le montant des dommages. p. 161

[Ministère des Colonies], le 7 décembre. Lettre sans signature à A. Y. Spearman, adjoint du secrétaire-trésorier (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la circulaire adressée aux gouverneurs des colonies le 10 juillet et de la réponse d'Arthur, N° 207, du 8 novembre. (L'annexe manque). p. 207

[Ministère des Colonies], le 13 décembre. Lettre sans signature à Spearman (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 210, du 9 novembre, avec une annexe. (Voir l'annexe susmentionnée). p. 215

Downing St., le 17 décembre. Russell à Arthur (N° 54—imprimé). Il lui accuse réception des dépêches N° 204, du 22 octobre, et N° 214, du 11 novembre. p. 134(a)

[Ministère des Colonies], le 20 décembre. Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire au ministère des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche confidentielle d'Arthur, du 22 octobre, et de ses annexes. (Voir les annexes susmentionnées). p. 141

1840

[Ministère des Colonies], le 19 mai. [Russell] à Arthur (N° 80—brouillon). Il lui accuse réception de la dépêche N° 201, du 14 octobre. Sa proposition a été soumise à Thomson. p. 21

Série Q. 420, t. 2

SIR GEORGE ARTHUR, 1839

1839

Le 18 avril et le 6 mai. Adresse conjointe à la Reine. (Sans transcription. Voir l'annexe de la dépêche N° 102, *Q. 416*). p. 418

Le 25 avril. Adresse du Conseil législatif à la Reine. Sans transcription. Voir l'annexe de la dépêche N° 102, *Q. 416*). p. 420

1839

Adresse de l'Assemblée à la Reine. (Sans transcription. Voir l'annexe de la dépêche N° 102, *Q. 416*). p. 422 — Le 27 avril.

Rapport du Comité spécial nommé pour enquêter sur l'état de la province. (Sans transcription. Voir *Q. 416*). p. 424 — Le 30 avril.

Adresse conjointe à la Reine. (Sans transcription. Voir l'annexe de la dépêche N° 102, *Q. 416*). p. 417 — Les 6 et 7 mai.

Adresse conjointe à la Reine. (Sans transcription. Voir l'annexe de la dépêche N° 102, *Q. 416*). p. 419 — Les 8 et 10 mai.

Adresse de l'Assemblée à la Reine. (Sans transcription. Voir l'annexe de la dépêche N °102, *Q. 416*). p. 421 — Le 10 mai.

Arthur à Normanby (N° 102). Il lui transmet six adresses de la Législature. (Les annexes manquent). p. 405 — Toronto, le 11 mai.

Adresse de l'Assemblée à la Reine. (Sans transcription. Voir *Q. 416*). p. 423 — Le 11 mai.

[Le marquis de Normanby], secrétaire d'État, à Arthur (N° 69—brouillon). (Sans transcription. Voir *Q. 416*). p. 409 — [Ministère des Colonies], le 27 juin.

[Normanby] à Arthur (N° 70—brouillon). (Sans transcription. Voir *Q. 416*). p. 410 — [Ministère des Colonies], le 27 juin.

[Normanby] à Arthur (N° 71—brouillon). (Sans transcription. Voir *Q. 416*). p. 411 — [Ministère des Colonies], le 27 juin.

[Normanby] à Arthur (N° 72—brouillon). (Sans transcription. Voir *Q. 416*). p. 412 — [Ministère des Colonies], le 27 juin.

[Normanby] à Arthur (N° 73—brouillon). (Sans transcription. Voir *Q 416*). p. 413 — [Ministère des Colonies], le 27 juin.

[Normanby] à Arthur (personnelle—brouillon). (Sans transcription. Voir *Q. 416*). p. 414 — [Ministère des Colonies], le 30 juin.

[Normanby] à Arthur (personnelle—brouillon). (Sans transcription. Voir *Q. 416*). p. 415 — [Ministère des Colonies], le 3 juillet.

Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire au ministère des Affaires étrangères, et à sir John Barrow, deuxième secrétaire de l'Amirauté (brouillon). L'auteur leur transmet une adresse conjointe qui prie Sa Majesté de récompenser le capitaine A. Drew, de la marine royale; brouillon de la réponse de Normanby. (Les annexes manquent). p. 408 — [Ministère des Colonies], le 10 juillet.

[Normanby] à Arthur (N° 93—brouillon). (Sans transcription. Voir *Q. 416*). p. 416 — [Ministère des Colonies], le 13 août.

1839

[Ministère des Colonies], le 13 setpembre.

[Russell] à Arthur (N° 4—brouillon). Il le renvoie à la dépêche de Glenelg, N° 150, du 16 octobre 1838, au sujet de la réclamation du révérend R. J. C. Taylor qui n'a pas reçu tout le traitement auquel lui donnent droit ses fonctions. Il désire connaître la décision de la Législature sur ce sujet; il faudra aussi porter cette décision à la connaissance de Taylor. p. 244

[Ministère des Colonies], le 16 septembre.

[Russell] à Arthur (N° 7—brouillon). Il lui transmet copie d'une lettre du 19 août, de la Trésorerie; il conviendrait de commencer la construction d'une caserne à Toronto, à moins que de fortes raisons ne s'opposent à l'entreprise. p. 324

[Ministère des Colonies], le 22 septembre.

[Russell] à Arthur (N° 11). Il lui demande, de la part de la Trésorerie, si les dépenses occasionnées par le voyage d'Arthur et de son personnel, à bord de l'*Experiment* et du *Traveller*, seront défrayées à même les deniers publics. p. 346

[Ministère des Colonies], le 11 octobre.

[Russell] à Arthur (N° 19—brouillon). Il lui transmet l'extrait d'une lettre où l'on demande des renseignements sur Henry Scott qui s'est établi, il y a quatre ans, près d'Ancaster. L'annexe manque). p. 333

[Ministère des Colonies], le 24 octobre.

[Russell] à Arthur (brouillon). La Trésorerie et les sommes d'argent nécessaires pour le nolisement de l'*Experiment* et du *Traveller;* on voudrait savoir si ces sommes seront prises à même les fonds coloniaux ou les fonds britanniques. p. 347

Toronto, le 11 novembre.

Arthur à Russell (N° 211). En réponse à la dépêche de Normanby, N° 67, du 26 juin, il déclare que la question de rembourser la caisse militaire des avances faites pour les prisonniers a été soumise à la Législature. p. 220

Toronto, le 11 novembre.

Arthur à Russell (N° 212). Il lui transmet copie du rapport de R. B. Sullivan, commissaire des terres de la Couronne; ce rapport a été rédigé afin qu'on puisse répondre à certains griefs relatifs à la disposition des terres. p. 223

Annexe:—

Sullivan à John Macaulay, secrétaire civil, bureau des terres de la Couronne, le 21 mai 1839. La disposition des terres de la Couronne; les règlements édictés sur ce sujet et les récents troubles qui ont eu pour résultat d'arrêter l'immigration et d'accroître l'émigration. La spéculation sur les terres et les maux qu'elle engendre. Mesures à prendre pour remédier à la situation; nécessité d'adopter là-dessus un arrêté en Conseil. p. 225

Toronto, le 11 novembre.

Arthur à Russell (N° 213). Il lui accuse réception de la dépêche N° 4, du 13 septembre; pourquoi il a différé de transmettre la requête du révérend R. J. C. Taylor à la Législature. p. 242

Toronto, le 11 novembre.

Arthur à Russell (N° 214). Pourquoi il aurait dû soumettre lui-même les projets d'union à la Législature. En dépit de la situation difficile où il se trouve, il fera tout son possible pour que l'union devienne une réalité. p. 245

Annexe:— 1839

Arthur à Thomson (confidentielle), Toronto, le 9 novembre. La commission de Thomson; les membres de la Législature sont convoqués pour le 3 décembre; renseignements sur les partis politiques; sa ligne de conduite en ce qui concerne le gouvernement responsable et l'union des deux Canadas; ses instructions. p. 250

Arthur à Russell (N° 215). Il accédera au désir que Russell a manifesté dans la dépêche N° 15, du 2 octobre, et il ne soumettra pas à la Législature la question de la pétition en faveur de S. Lount et de P. Matthews. Durham a prétendu que le nombre des pétitionnaires s'élevait à 30,000; il y en a peut-être 6,000 ou 7,000. p. 271 Toronto, le 15 novembre.

Arthur à Russell (N° 216). Il lui transmet copie des journaux de l'Assemblée depuis le 27 février jusqu'au 11 mai. (L'annexe manque). p. 273 Toronto, le 15 novembre.

Arthur à Russell (N° 217). Il lui accuse réception de la dépêche N° 8, du 20 septembre, renfermant copie d'une dépêche à H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington, à propos de la capture du *G. S. Weeks*, goélette américaine, par des douaniers à Brockville. Il lui transmet copie de la correspondance qu'il a échangée avec le général W. Scott. Il croit que les patriotes perdent du terrain et que la paix régnera sur la frontière. R. Van Rensselaer, S. Chase et d'autres prisonniers, purgent maintenant leur sentence. Il a dit au commandant des troupes que les effectifs de la province pouvaient maintenant être réduits. p. 274 Toronto, le 15 novembre.

Annexes:—

(1) Scott à Arthur, Buffalo, le 9 novembre. Il lui accuse réception de la lettre du 22 octobre; il a visité presque tous les postes à la frontière sans y découvrir l'existence de sociétés patriotiques. p. 279

(2) Arthur à Scott, Toronto, le 22 octobre. La manifestation des vues de Scott et les bons résultats qui s'ensuivront. p. 282

Arthur à Russell (N° 218). En réponse à la dépêche précédente, N° 206, du 8 novembre, il lui transmet copie d'une lettre du capitaine J. Le Breton à laquelle est annexée une requête. p. 284 Toronto, le 16 novembre.

Annexe:—

John Le Breton à Richard A. Tucker, secrétaire provincial, Britannia, le 15 octobre. Il lui transmet la requête destinée au secrétaire d'État. p. 286

Sous-annexe:—

La requête, Nepean, le 15 octobre 1839. L'historique de son cas: le détournement des eaux qui baignaient sa terre sur la rivière Ottawa et sa demande d'un dédommagement. Il annexe à la requête une documentation. p. 287

1839 Annexes à la sous-annexe:—

(a) Le colonel W. Rowan à Le Breton, Toronto, le 4 septembre 1835. (Sans transcription. Voir l'annexe d'Arthur à Russell, N° 206, *Q. 420-1*). p. 294

(b) Le Breton à J. Joseph, secrétaire civil, le 27 septembre 1836. (Sans transcription. Voir *ibid*). p. 295

(c) Joseph à Le Breton, le 20 janvier 1837. (Sans transcription. Voir *ibid*). p. 296

(d) Le Breton à Joseph, Britannia, le 3 février 1837. Il a formulé sa réclamation il y a dix ans et il n'a pas encore obtenu un dédommagement. p. 297

Première annexe à l'annexe (d). Rowan à Le Breton, Toronto, le 12 décembre 1835. On a demandé au lieutenant-colonel J. R. Wright d'arbitrer la réclamation. p. 301

Deuxième annexe à l'annexe (d). Le capitaine Daniel Bolton à Le Breton, bureau des ingénieurs royaux, Canal Rideau, le 28 décembre 1835. Il demande le nom de celui qui a été choisi pour arbitrer la réclamation de Le Breton. p. 302

Troisième annexe à l'annexe (d). Wright à Le Breton, Kingston, le 2 janvier 1836. Il peut partir pour Bytown. p. 303

(e) Joseph à Le Breton, le 15 février 1837. Puisque Le Breton refuse les services de Wright, le lieutenant-gouverneur ne peut ni demander à ce dernier d'agir ni lui choisir un successeur. Il vaudrait mieux soumettre l'affaire aux tribunaux. Les objections de Le Breton sur le choix de Wright, ont provoqué une annulation du rapport. p. 304

(f) Le Breton à Joseph, Britannia, le 13 mars 1837. Il prétend que nul tribunal dans la province n'a compétence pour juger le cas. p. 307

(g) Le Breton à Rowan, Québec, le 11 juillet 1837. Quelles étaient les intentions du gouverneur lorsque ce dernier a envoyé Wright pour enquêter sur l'affaire? p. 311

(h) Rowan à Le Breton, Québec, le 12 juillet 1837. Il répond à la lettre précédente. p. 313

(i) Le Breton à Joseph, Britannia, le 26 août 1837. Il demande certains rapports. Le lieutenant-gouverneur a-t-il autorisé quelqu'un à bâtir un moulin sur le cours de la rivière dont les eaux ont été détournées de sa propriété? p. 315

(j) Joseph à Le Breton, le 27 septembre 1837. Il lui demande de continuer à échanger des lettres avec le procureur général. p. 317

(k) Le Breton à C. A. Hagerman, procureur général, Britannia, le 6 octobre 1837. Quels membres du Gouvernement devra-t-il poursuivre? p. 318

(l) L'opinion du procureur général, le 30 janvier 1836, transmise à Wright. p. 320 **1839**

(m) Rowan à [Le Breton], Montréal, le 10 mai 1838. Le lieutenant-gouverneur étudiera immédiatement le cas de Le Breton. p. 323

Arthur à Russell (N° 219). Il lui accuse réception de la dépêche N° 7, du 16 septembre; on a demandé des soumissions pour la construction d'une caserne à Toronto avant d'avoir reçu cette dépêche; les travaux s'effectueront. p. 323 Toronto, le 16 novembre.

Arthur à Russell (confidentielle). Il corrige une erreur que renferme la dépêche confidentielle du 15 octobre. Le Gouvernement des États-Unis, semble-t-il, dépensera pour protéger les fortifications du Niagara non pas $300,000 mais bien $30,000. Il lui transmet là-dessus deux communications du capitaine C. MacKenzie, ingénieur royal. p. 326 Toronto, le 16 novembre.

Annexes:—

(1) MacKenzie au lieutenant-colonel W. C. Ward, ingénieur royal, Niagara, le 23 octobre 1839. Les travaux pour la défense de la frontière du Niagara occasionneront probablement aux États-Unis une dépense de $30,000. p. 329

(2) MacKenzie à Ward, Niagara, le 11 novembre 1839. Il déclare que le projet américain ne comportera pas une dépense de plus de $30,000. p. 331

Arthur à Russell (N° 220). Il lui accuse réception de la dépêche N° 19, du 11 octobre. Il lui transmet copie de lettres de deux hommes qui connaissent W. S. M. Murray au sujet duquel on demande des renseignements. p. 332 Toronto, le 18 novembre.

Annexes:—

(1) A. MacDonell, shérif du district de Midland, à S. B. Harrison, secrétaire particulier, Kingston, le 15 novembre 1839. Il donne des renseignements sur Murray qui demeure près d'Ancaster. p. 334

(2) William Craigie à Harrison, le 13 novembre. La situation financière de Murray. p. 338

Arthur à Russell (N° 221). Il lui accuse réception de la dépêche N° 11, du 22 décembre. Ce qu'il entend faire avec l'*Experiment* et le *Traveller*. L'importance pour le gouverneur de visiter certains districts éloignés de Toronto. p. 341 Toronto, le 19 novembre.

Arthur à Russell (N° 222). Il lui accuse réception de la dépêche du 5 septembre qui a trait aux fonds pris à même la caisse militaire. p. 349 Toronto, le 20 novembre.

Arthur à Russell. Il lui accuse réception de diverses dépêches rédigées entre le 13 juin et le 14 octobre. p. 402 Toronto, le 21 novembre.

1839

Toronto, le 21 novembre.

Arthur à Russell (N° 223). Le rapport du comité du Conseil sur la situation financière du King's College University et sur la destitution de Joseph Wells, trésorier. p. 351

Toronto, le 22 novembre.

Arthur à Russell (N° 224). Thomson a pris les rênes du gouvernement. Si Thomson le lui demande, Arthur continuera à s'occuper des affaires de routine. Il lui transmet une documentation qui se rapporte à la commission nommée pour enquêter sur l'état des divers départements du Gouvernement provincial; les grandes lacunes existantes. p. 353

Annexes:—

(1) L'adresse de l'Assemblée, en date du 9 mai 1839, qui demande la nomination d'une commission d'enquête afin de donner suite aux enquêtes antérieures qui ont été faites dans les bureaux des secrétaires provinciaux et particuliers. p. 356

(2) Réponse à l'adresse précédente. p. 358

(3) La commission, le 21 octobre 1839. p. 359

(4) Arthur à R. B. Sullivan, le 22 octobre 1839. Convocation des membres du comité le 25 octobre; diligence nécessaire. p. 365

(5) Note portant le nom des personnes qui composeront les différents comités de ladite commission. L'examen devra porter sur l'inspecteur général, le receveur général, le Conseil exécutif, les affaires des Sauvages, l'éducation, les shérifs, les greffiers de la Couronne, les cours de requête, la milice. p. 367

Toronto, le 7 décembre.

Arthur à Russell. Il lui accuse réception des dépêches qui ont été rédigées entre le 16 et le 30 octobre. Il ne sait pas si Thomson a répondu aux dépêches reçues depuis qu'il administre la province. p. 404

[Ministère des Colonies], le 13 décembre.

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, sous-secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 211, du 11 novembre. (Pour l'annexe voir plus haut). p. 222

[Ministère des Colonies], le 17 décembre.

[Russell] à Arthur (N° 54—brouillon). (Sans transcription). p. 249

[Ministère des Colonies], le 31 décembre.

[Russell] à Arthur (N° 56—brouillon). Il lui accuse réception de la dépêche N° 218, du 16 novembre, et il le renvoie à la dépêche précédente, N° 51, du 7 décembre. p. 285

[Ministère des Colonies], le 31 décembre.

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, sous-secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 219, du 16 novembre. (Pour l'annexe voir plus haut). p. 325

Lettre sans signature à Arthur (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 221, du 19 novembre. Au sentiment de Russell, la somme nécessaire pour défrayer les dépenses occasionnées par les voyages d'Arthur à bord de l'*Experiment* et du *Traveller* devraient être prises à même les fonds publics. (Pour l'annexe voir plus haut). p. 348 **1840** [Ministère des Colonies], le 6 janvier.

Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire, ministère des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 217, du 15 novembre, sur la situation à la frontière américaine. (Pour l'annexe voir plus haut). p. 277 [Ministère des Colonies], le 8 janvier.

[Russell] à Backhouse (brouillon). Il lui transmet copie de la dépêche confidentielle d'Arthur, du 16 novembre 1839. p. 328 [Ministère des Colonies], le 9 janvier.

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). L'auteur lui transmet un extrait de la dépêche d'Arthur, N° 217, du 15 novembre, qui renferme la proposition faite au commandant des troupes de réduire les effectifs dans le Haut-Canada. (Voir la dépêche susmentionnée). p. 278 [Ministère des Colonies], le 13 janvier.

Série Q. 421

SIR GEORGE ARTHUR, 1839

[Normanby] à Arthur (confidentielle—brouillon). Arthur lui avait promis de nouveaux renseignements sur les prisonniers à Sandwich, près de Windsor. Il lui demande de lui faire tenir bientôt un rapport. p. 6 **1839** [Ministère des Colonies], le 22 mars.

Arthur à Normanby (N° 146). Il termine son rapport commencé dans la dépêche N° 66, du 30 mars, sur l'exécution de certains prisonniers par le colonel J. Prince et la publication d'un texte intitulé: "Battle of Windsor". Pourquoi il n'a pas accédé à la demande des auteurs de ce texte qui voudraient faire une enquête. Il lui transmet une documentation qui se rapporte à l'affaire. L'opinion des légistes de la province et les décisions du Conseil exécutif. p. 2 Toronto, le 29 juin.

Annexes:—

(1) La liste de vingt-six annexes. p. 10

(2) Charles A. Hagerman, procureur général, et William H. Draper, solliciteur général, à John Macaulay, inspecteur général, Toronto, le 23 mai 1839. Ils lui accusent réception de la lettre du 27 avril où on demande leur opinion sur l'acte du colonel Prince; les circonstances qui ont entouré cette décision; on ne saurait traduire Prince devant les tribunaux de la province. p. 12

(3) Décision du Conseil, le 20 juin 1839, sur la requête de William Elliott et de certains autres particuliers qui protestent contre un ordre général de la milice et qui demandent une nouvelle enquête sur la question que comporte le texte "Battle of Windsor". Le

1839 Gouvernement veut que les mesures prises contre des actes de brigandage ne prennent pas figure de représailles. Si jusqu'ici on s'est éloigné quelquefois de cette ligne de conduite, il ne faudrait pas le faire savoir. Il blâme vertement Elliott et ses amis qui ont essayé de divulguer l'action du colonel Prince. Puisque l'opinion des légistes de la Couronne est connue, les choses devraient en rester là. Il ne s'agit pas de la valeur ou de la sagacité de Prince, mais uniquement de l'exécution des prisonniers. L'illogisme et le loyalisme d'Elliott. Le Conseil est d'avis qu'il faudrait considérer avec bienveillance la conduite de Prince, mais que son action ne devrait pas constituer un précédent. La publication du texte a failli diviser les loyalistes en deux camps; l'apparition de ce texte à Détroit a dû apporter de l'aide aux insurgés. p. 16

(4) Requête de William Elliott et de dix autres particuliers qui demandent le rappel de l'ordre général de la milice, du 20 mars 1839, qui fut donné en vertu de la décision du conseil d'enquête sur l'exécution des prisonniers par le colonel Prince et la publication subséquente du texte "Battle of Windsor". La partialité du tribunal; demande d'ouvrir une nouvelle enquête; le loyalisme des pétitionnaires. p. 35

(5) Affidavit de Benjamin Cheeseman, de Sandwich. p. 51

(6) Affidavit de Robert Mercer, de Windsor. p. 55

(7) Affidavit de John Goure Watson, de Windsor. p. 64

(8) Affidavit de Thomas Jones, de Sandwich. p. 76

(9) Affidavit de Charles Eliot, de Petite Côte. p. 80

(10) Affidavit de William Elliott, de Sandwich. p. 90

(11) Affidavit de James Dougall, de Windsor, avec copie d'une lettre du lieutenant-colonel Richard Airey, du 34e régiment, subséquemment président du conseil d'enquête, à Robert Mercer et à d'autres particuliers, Amherstburg, le 30 novembre 1838. p. 94

(12) Affidavit de John Cowan, de Sandwich. pp. 113,206.

(13) Affidavit de François Baby, de Windsor. p. 143

(14) Affidavit de Charles Baby, de Sandwich, avec copie d'un appel au président du conseil d'enquête, le lieutenant-colonel Robert Airey, au sujet de témoignages qui se rapportent à d'autres prisonniers. p. 153

(15) Affidavit de George Tyas, de Windsor. p. 170

(16) Affidavit de Charles E. Anderson, de Sandwich. pp. 172, 180, 207

(17) Affidavit de William Robert Wood, de Sandwich. p. 182

(18) Affidavit de Jean Baptiste St-Louis, de Sandwich. p. 199

(19) Affidavit de William Johnson, de Windsor. p. 203 **1839**

(20) Lettre du colonel J. Prince, quartiers généraux, Sandwich, le 19 décembre 1838. (Sans transcription. Voir l'annexe à la lettre confidentielle d'Arthur à Normanby, du 8 mai 1839, dans *Q. 416*). p. 208

(21) Le capitaine F. Halkett, sous-secrétaire militaire, à Airey, Toronto, février 1839. Il lui accuse réception de la lettre du 19 janvier, renfermant un texte où est consignée l'affaire de Windsor. Il a aussi reçu une lettre de personnes qui demeurent à Windsor et à Sandwich et qui attestent l'authenticité du récit. Il demande à Airey d'ouvrir une enquête afin que justice soit rendue au colonel Prince. p. 209

(22) Airey à Elliott et à d'autres particuliers, Malden, le 15 février. Afin de rendre justice à Prince, il faut examiner les points soulevés par le récit intitulé: "Battle of Windsor". Le lieutenant-gouverneur ayant demandé d'ouvrir là-dessus une enquête, ils devront rencontrer Airey à Sandwich le 18 février. p. 212

(23) Délibérations du conseil d'enquête tenu en vertu d'un ordre du lieutenant-gouverneur, pour étudier le récit intitulé "Battle of Windsor" qui se rapporte au traitement infligé par Prince à certains brigands capturés à Windsor le 4 décembre 1838. Le lieutenant-colonel Richard Airey, président. p. 213

(24) "Battle of Windsor". p. 308

(25) Airey à Halkett, Malden, le 14 mars 1839; aussi "Report and Opinion" de la même date. (Sans transcription. Voir l'annexe de la dépêche N° 66, dans *Q. 414*). p. 335

(26) R. A. Tucker, secrétaire provincial, à James Eliot, Toronto, le 21 juin 1839. La requête de William Elliott et d'autres particuliers que James Eliot a soumise au lieutenant-gouverneur. Les accusations de cruauté portées contre Prince qui ordonna l'exécution des prisonniers; les autres accusations. Il nie le bien-fondé des accusations portées par les pétitionnaires et affirme de nouveau que Prince avait le droit d'ordonner l'exécution des prisonniers; il condamne la publication de "Battle of Windsor", texte inopportun et malicieux qui semble avoir été rédigé sous le coup de la colère. Il refuse de révoquer l'ordre général de la milice et de demander une nouvelle enquête. Le loyalisme des pétitionnaires. p. 336

(27) Notes rédigées par Airey sur les déclarations que renferme la requête adressée par William Elliott et certains autres particuliers au lieutenant-gouverneur, au sujet d'un rapport sur le traitement qu'infligea le colonel J. Prince à certains brigands capturés à Windsor, le 4 décembre 1838. p. 344

[Normanby] à Arthur. Il lui accuse réception de la dépêche N° 146, du 29 juin, avec ses annexes. Il s'abstient de commenter les délibérations; il soumet là-dessus l'opinion des légistes de la province aux légistes de la Couronne. p. 7 [Ministère des Colonies], [juillet ou août].

1839

Série Q. 422

EMPLOIS PUBLICS, 1839

[Ministère des Colonies], le 11 juin. [Le marquis de Normanby], secrétaire d'État, à Head (brouillon). Il lui demande d'examiner certains textes qui se rapportent aux allocations et aux émoluments de Head, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. p. 11

CHAMBRE DES LORDS

Le 15 février. Ordre de produire certaines dépêches de sir Francis Head et certains rapports du lieutenant général sir John Colborne sur l'établissement de cures dans le Haut-Canada. p. 3

Le 12 mars. Ordre de produire les dépêches du lieutenant-gouverneur du Haut-Canada qui se rapportent à l'établissement de cures. p. 6

Le 12 mars. Ordre de produire la copie ou les extraits des lettres des 23, 29 juin et 8 septembre 1832, du vicomte Howick à W. L. Mackenzie. p. 7

Le 6 mai. Ordre de produire l'adresse que firent parvenir à Sa Majesté l'évêque de Montréal et le clergé de l'Église anglicane du Haut-Canada, qui désirent une décision judiciaire sur la question des réserves du clergé, ainsi que toute dépêche du lieutenant-gouverneur ayant trait à cette question. p. 8

Le 30 mai. Ordre de produire l'ordre général de la milice qui se rapporte au conseil d'enquête sur la conduite du colonel J. Prince. p. 9

Le 18 juillet. Ordre de produire les dépêches d'Arthur et du secrétaire d'État qui se rapportent à la question des réserves du clergé dans le Haut-Canada. p. 13

CHAMBRE DES COMMUNES

Le 5 mars. Ordre de produire certaines dépêches de Head avec les réponses du secrétaire d'État. p. 4

Le 11 mars. Ordre de produire la correspondance échangée entre le lieutenant-gouverneur du Haut-Canada et le secrétaire d'État sur l'établissement de cures par Colborne. p. 5

Le 30 mai. Ordre de produire la liste des sommes remises à Head à titre de traitement et de gratification. p. 10

Le 14 juin. Ordre de produire les dépêches de sir George Arthur et de lord Glenelg, du 20 novembre 1838 et du 31 janvier 1839, ayant trait à la situation financière du Haut-Canada. p. 12

1839

Ordre de produire les dépêches d'Arthur et du secrétaire d'État sur la question des réserves du clergé dans le Haut-Canada et certains comptes ayant trait à ces réserves dans le Haut et dans le Bas-Canada. p. 14 — Le 29 juillet.

Ordre de produire les dépêches d'Arthur relatives aux loges orangistes dans le Canada depuis le 17 mai 1837. p. 15 — Le 7 août.

AMIRAUTÉ

Sir John Barrow, deuxième secrétaire, à J. Stephen, sous-secrétaire, ministère des Colonies. Il lui demande l'opinion de Glenelg sur la requête du 16 janvier de John Elmsley; il annexe à la lettre copie de cette requête; la lettre du 14 janvier. p. 17 — Amirauté, le 15 février.

Annexe:—

Elmsley à Barrow, Toronto, le 16 janvier 1839. Il demande la permission d'accepter 50 louis pour ses services dans le Haut-Canada sans renoncer à sa demi-solde. Si une nouvelle guerre éclate, il offrira ses services à l'Amirauté. Dans l'entre-temps, il croit rendre de meilleurs services en exerçant ses fonctions de membre du Conseil exécutif. p. 18

Barrow à Stephen. Il lui transmet copie de la lettre du 12 janvier, du capitaine W. Sandom, qui se rapporte aux passages que celui-ci avait commandé d'accorder sur l'*Experiment*, vaisseau de Sa Majesté faisant le service sur le lac Ontario. On a fait savoir à Sandom que ces passages ne peuvent être permis que sur la demande du lieutenant-gouverneur, et même dans ce cas il est toujours possible que l'Amirauté refuse d'en assumer les frais. p. 23 — Amirauté, le 15 février.

Annexe:—

Sandom à Charles Wood, premier secrétaire de l'Amirauté, Kingston, le 12 janvier 1839. Mesures prises sur demande du lieutenant-gouverneur pour obtenir passage sur les vaisseaux de Sa Majesté. p. 24

Lettre sans signature à Barrow (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 15 février; les accusations portées contre Elmsley par le capitaine W. Sandom. Jusqu'à ce que Elsmley ait prouvé l'inanité des accusations portées contre lui par l'officier supérieur de la marine au Canada, le secrétaire d'État est d'avis qu'on ne devrait pas pratiquer à l'égard de cet homme une politique de mansuétude. p. 21 — [Ministère des Colonies], le 25 février.

[Normanby] à Arthur (N° 7—brouillon). Il lui transmet copie d'une lettre de l'Amirauté renfermant les instructions données au capitaine W. Sandom sur les règlements à observer en ce qui concerne les voyageurs qui montent à bord des vaisseaux de Sa Majesté naviguant sur les lacs canadiens. p. 25 — [Ministère des Colonies], le 3 mars.

Wood à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre de Sandom du 18 juin, sur l'état de la station navale à la Grande-Rivière. L'état misérable des phares. p. 26 — Amirauté, le 23 juillet.

1839 Annexe:—

Sandom à Wood, à bord du *Toronto*, vaisseau de Sa Majesté, Dunville, Grande-Rivière, le 18 juin 1839. Les améliorations à apporter à la navigation sur le lac Érié. p. 29

Amirauté, le 23 juillet. Wood à Stephen. Les dépenses occasionnées par le voyage du lieutenant-gouverneur sur le *Traveller* devraient-elles être défrayées en puisant à même les deniers publics? p. 34

[Ministère des Colonies], le 12 août. [Normanby] à Arthur (N° 92—brouillon). Il lui transmet copie d'une lettre de l'Amirauté renfermant un rapport du capitaine W. Sandom sur l'état de la station navale à la Grande-Rivière, le besoin de ports sur les lacs canadiens et l'état misérable des phares. Il demande de lui faire tenir sous peu un rapport. (Voir l'annexe plus haut). p. 28

[Ministère des Colonies], le 13 août. Lettre sans signature à Wood (brouillon). Au sujet de la lettre du 23 juillet, renfermant le rapport de Sandom, il déclare que Normanby soumettra immédiatement le cas à la considération d'Arthur. p. 27

[Ministère des Colonies], le 13 août. Lettre sans signature à Wood (brouillon). La lettre de Wood, du 23 juillet, les frais mentionnés et les deniers publics. p. 35

Amirauté, le 14 août. Wood à Stephen. Le lieutenant J. Elmsley n'a pu se laver des accusations portées contre lui par Arthur et Sandom; ce dernier a reçu l'ordre d'annuler une commission destinée à Elmsley. Normanby pourra, s'il le juge à propos, expulser Elmsley du Conseil ou le renvoyer du service de la marine provinciale. p. 36

Amirauté, le 5 décembre. R. More O'Ferrall, premier secrétaire de l'Amirauté, à Stephen. Certains billets de passage sur le *Traveller* entre le 29 juillet et le 10 octobre et les deniers publics. p. 38

Amirauté, le 6 décembre. Barrow à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre de Sandom: les vaisseaux de Sa Majesté sur le lac Érié, la Longue Pointe et la Grande-Rivière. p. 39

Annexe:—

Sandom à O'Ferrall, Dunville, le 7 novembre 1839. p. 42

Sous-annexes:—

(i) Loi 4, George IV, ch. 17, article 5. p. 46

(ii) Le plan de la baie de Longue Pointe levé par le lieutenant John Harris de la marine royale, 1839. (Ce plan a été déposé dans la division des cartes géographiques). p. 47

[Ministère des Colonies], le 23 décembre. Lettre sans signature à Barrow (brouillon). En réponse à la lettre du 6 décembre, l'auteur déclare que Russell doit attendre la réponse d'Arthur à la dépêche du 3 août avant de faire connaître son opinion. p. 41

COMMANDANT EN CHEF 1839

[Normanby] à Arthur (N° 36—brouillon). Il lui transmet, au sujet de la dépêche d'Arthur, N° 92, du 24 novembre, copie d'une lettre du major général lord Fitzroy Somerset, secrétaire du grand quartier-général. p. 50 [Ministère des Colonies], le 24 avril.

Annexe:—

Fitzroy Somerset à Stephen, grand quartier-général, le 15 avril 1839. Au sujet de la lettre du 4 janvier, il déclare que les promotions accordées aux majors P. Young et [L.] Carmichael ont été approuvées. L'honorable lieutenant-colonel H. Dundas a eu l'honneur d'être nommé chevalier de l'Ordre du Bain. p. 49

BUREAU DU CONSEIL

Décret qui nomme Richard Alexander Tucker membre du Conseil exécutif du Haut-Canada. p. 52 Palais Buckhingham, le 10 avril.

BUREAU DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

J. Backhouse, sous-secrétaire, à Stephen. Au sujet de la lettre de Stephen, du 4 janvier, renfermant un extrait d'une dépêche d'Arthur sur le rôle du Gouvernement des Etats-Unis et de notables américains au cours des troubles au Canada, il déclare que le vicomte Palmerston ne croit pas que le témoignage d'Anthony Flood soit digne de beaucoup de considération. p. 55 Ministère des Affaires étrangères, le 12 janvier.

W. Fox Strangways, sous-secrétaire, à Stephen. Il lui transmet copie de l'opinion du conseiller de la Couronne: si les sujets britanniques qui ont subi des dommages par suite de la destruction du *Sir Robert Peel* ne peuvent obtenir des tribunaux quelques dédommagements, il conviendrait que le Gouvernement de Sa Majesté demandât un remboursement au Gouvernement des Etats-Unis. p. 56 Ministère des Affaires étrangères, le 4 mars.

Annexe:—

Sir John Dodson à Palmerston, collège des docteurs en droit civil, le 27 février 1839. p. 59

Lettre sans signature à Strangways (brouillon). L'auteur lui transmet copie du brouillon d'une dépêche au lieutenant-gouverneur du Haut-Canada à propos de la lettre de Strangways du 4 mars; il demande si Palmerston approuve ce texte. p. 58 [Ministère des Colonies], le 19 mars.

Backhouse à Stephen. Il le renvoie au brouillon de la dépêche de Normanby; ce texte, avec une modification faite au crayon, est annexé à la lettre du 19 mars, de Stephen. p. 61 Ministère des Affaires étrangères, le 26 mars.

[Normanby] à Arthur (N° 17—brouillon). (Sans transcription. Voir *Q. 416*). p. 62 [Ministère des Colonies], le 27 mars.

1839

Ministère des Affaires étrangères, le 30 mars.

Backhouse à Stephen (urgente). Au sujet de la lettre de Stephen, du 28 mars, il déclare que le vicomte Palmerston approuve la réponse que Normanby projette de faire à la dépêche d'Arthur, sur la poursuite intentée dans le Haut-Canada contre un citoyen américain [H. Hastings] qui attaqua un sujet britannique à Détroit. p. 63

Ministère des Affaires étrangères, le 13 avril.

Backhouse à Stephen. Au sujet de la lettre de Stephen, du 10 avril, et de ses annexes, il déclare que Palmerston approuve absolument la réponse que Normanby projette de faire à la dépêche d'Arthur à laquelle était annexé le discours prononcé à l'ouverture de la Législature. p. 64

Ministère des Affaires étrangères, le 22 juillet.

Strangways à Stephen. Au sujet des lettres de Stephen, du 15 juin et du 12 juillet, il déclare que Palmerston approuve absolument Normanby qui a sanctionné les mesures prises par Arthur en ce qui a trait aux troubles dans le Haut-Canada et dans l'Etat de New-York. p. 65

Ministère des Affaires étrangères, le 24 juillet.

Strangways à Stephen. Au sujet de la lettre de Stephen, du 10 juillet, renfermant copie de l'adresse conjointe de la Législature du Haut-Canada et de la réponse de Normanby, il déclare que le brillant fait d'armes du commandant A. Drew ayant été accompli sur l'ordre de son chef, on ne devrait pas en tenir compte lorsqu'il s'agit de conférer à Drew des marques de distinction. p. 66

Ministère des Affaires étrangères, le 24 juillet.

Strangways à Stephen. Au sujet de la lettre du 15 juillet, de Stephen, il déclare que Palmerston approuve la conduite tenue par Arthur au sujet de la saisie du vaisseau américain *G. S. Weeks*, d'Oswego, par le percepteur des douanes à Brockville. Il lui transmet copie des instructions que Palmerston projette d'envoyer au ministre de Sa Majesté à Washington et d'une note reçue de A. Stevenson, ministre des États-Unis. p. 70

Annexes:—

(1) La note de Stevenson. p. 73

(2) Instructions qui pourraient être envoyées à H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington, au sujet du *G. S. Weeks*. p. 78

Ministère des Affaires étrangères, le 30 juillet.

Strangways à Stephen. Il lui transmet copie d'une dépêche de Fox au sujet du procès et de la condamnation, par un tribunal américain, de W. L. Mackenzie et de S. Chase qui ont envahi l'île Navy en décembre 1837. p. 83

Annexe:—

Fox à Palmerston, Washington, le 4 juillet 1839. La condamnation de W. L. Mackenzie par un tribunal américain l'a surpris. Il espère que Mackenzie pourra s'échapper; Chase fut condamné en même temps que Mackenzie. p. 84

[Ministère des Colonies], le 6 août.

Lettre sans signature à Strangways (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 24 juillet, renfermant le brouillon des instructions de Palmerston à Fox au sujet du *G. S. Weeks*. Normanby approuve ces instructions; il lui transmet copie d'une autre dépêche d'Arthur, N° 147, du 29 juin, où sont consignées les opinions des légistes provinciaux de la Couronne. p. 72

1839

Lettre sans signature à sir John Barrow, deuxième secrétaire de l'Amirauté (brouillon). Au sujet de la lettre du 10 juillet, l'auteur lui transmet copie d'une lettre du ministère des Affaires étrangères où il est dit que les considérations diplomatiques ne devraient pas entrer en ligne de compte quand il s'agira d'accorder une promotion au commandant A. Drew. Il est donc loisible à l'Amirauté de régler la question en tenant compte simplement du point du vue naval. L'auteur demande une prompte décision. p. 68 [Ministère des Colonies], le 7 août.

Strangways à Stephen. En réponse à la lettre de Stephen, du 26 juin, qui a trait à l'adresse du Conseil législatif du Haut-Canada à la Reine, demandant d'indemniser des sujets britanniques qui ont subi certains dommages, il le renvoie à la correspondance échangée entre le ministère des Colonies et le ministère des Affaires étrangères, en mars 1839; c'est alors qu'Arthur reçut l'ordre d'essayer d'obtenir un dédommagement des tribunaux de la province avant de faire une demande en ce sens aux Etats-Unis. p. 86 Minitère des Affaires étrangères, le 12 août.

Strangways à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 6 août, au sujet de la saisie du *G. S. Weeks* à Brockville, dans laquelle on faisait savoir que Normanby approuve les instructions que Palmerston projette d'envoyer à Fox; cette lettre renfermait aussi copie d'une autre dépêche où Arthur apprenait au destinataire que les légistes de la province tenaient la saisie pour légale. Il lui transmet les modifications que l'on projette d'apporter aux instructions de Fox. p. 88 Ministère des Affaires étrangères, le 13 septembre.

Annexe:—

Palmerston à Fox, le 10 septembre 1839 (brouillon). A propos de la saisie du *G. S. Weeks;* les représentations qui devront être faites au Gouvernement des Etats-Unis. p. 90

Backhouse à Stephen. Au sujet du major R. J. Baron, désireux d'être membre d'une commission qui sera nommée pour délimiter la frontière entre les Etats-Unis et le Nouveau-Brunswick, il déclare que Palmerston prendra note de cette offre de service; il se demande toutefois si le désir du major pourra être réalisé. p. 100 Ministère des Affaires étrangères, le 29 octobre.

Backhouse à Stephen. Au sujet de la lettre du 13 septembre, il lui transmet copie d'une note de A. Stevenson, ministre américain, sur les représentations que Fox a reçu l'ordre de faire au Gouvernement des Etats-Unis, au sujet de la saisie du *G. S. Weeks*, à Brockville. p. 101 Ministère des Affaires étrangères, le 29 octobre.

Annexe:—

Stevenson à Palmerston, le 26 septembre 1839. Il lui accuse réception de la note de Palmerston, du 19 septembre; cette note constitue une réponse à ses représentations du 2 juillet au sujet de la saisie du *G. S. Weeks*. Commentaires sur la réponse de Palmerston. p. 102

1839

Ministère des Affaires étrangères, le 6 novembre.

Backhouse à Stephen. Au sujet de la lettre de Stephen, du 31 octobre, à laquelle était annexée copie d'une dépêche d'Arthur relative à l'extradition, il déclare que si lord John Russell approuve le brouillon de l'entente qu'il vient de recevoir de Palmerston, Fox recevra l'ordre de soumettre le texte au Gouvernement des Etats-Unis. p. 124

[Ministère des Colonies], le 18 novembre.

Lettre sans signature à Backhouse (brouillon). Au sujet de la lettre de Backhouse, du 6 novembre, il déclare que Russell ne donnera pas immédiatement son opinion sur l'entente qui a trait à l'extradition; il veut d'abord obtenir là-dessus les commentaires des légistes de la Couronne. p. 125

Ministère des Affaires étrangères, le 3 décembre.

Backhouse à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre de Fox à laquelle est annexée une note à J. Forsyth, secrétaire d'Etat des Etats-Unis, ainsi que la réponse de Forsyth en ce qui a trait à la saisie du *G. S. Weeks.* p. 126

Annexe:—

Fox à Palmerston, le 13 novembre 1839. L'apparente inconduite des officiers de l'armée américaine et la nécessité d'adopter à leur endroit une politique de mansuétude; l'empressement du Gouvernement américain à décliner toute responsabilité en alléguant l'excuse de la constitution fédérale. p. 127

Sous-annexes:—

(i) Fox à Forsyth, le 21 octobre. La procédure qui aurait dû être suivie par le colonel W. J. Worth lorsqu'il décida de saisir le *G. S. Weeks.* Si le Gouvernement américain ne peut prévenir l'invasion répétée du territoire canadien, le Gouvernement de Sa Majesté devra prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des provinces. p. 134

(ii) Forsyth à Fox, secrétariat d'Etat, le 31 octobre. Il lui accuse réception de la lettre du 21 octobre, de Fox. Il répète que le Gouvernement des Etats-Unis entend bien faire l'impossible pour prévenir l'invasion du Canada. Le message de 1818 du président et les événements qui se déroulent sur la frontière canadienne. p. 144

Ministère des Affaires étrangères, le 4 décembre.

Backhouse à Stephen. Il lui transmet copie d'une note de A. Stevenson, ministre américain, au sujet de l'attaque dont a été l'objet le vaisseau marchand *United States,* alors qu'il passait devant Prescott le 14 avril dernier. Il le renvoie à la lettre de Stephen du 15 juin, et demande l'opinion de Russell sur la réponse à faire à cette note. p. 151

Annexe:—

Stevenson à Palmerston, le 22 juin. A propos de l'attaque contre le *United States.* p. 156

Sous-annexes:—

(i) Smith Stillwell, percepteur, à Forsyth, Ogdensburg, le 15 avril 1839. L'attaque contre le *United States;* le témoignage de T. J. Stewart, d'Ogdensburg. p. 160

Annexe à la sous-annexe:— 1839

Déposition de T. J. Stewart au sujet des coups de feu tirés sur le *United States* par un soldat qui agissait sous les ordres d'un officier; il s'agirait du colonel R. D. Frazer. p. 161

(ii) Stillwell à Forsyth, le 19 avril. Il lui envoie de nouvelles pièces qui se rapportent à l'attentat contre le *United States*. p. 164

Annexe à la sous-annexe:—

Déposition de J. Whitney, capitaine du *United States*. p. 165

Backhouse à Stephen. Il répond aux lettres du 28 mars et du 19 avril, de Stephen, ayant trait à l'incarcération, à Sandwich, d'un Américain nommé Howland Hastings qui a attaqué un sujet britannique à Détroit; il lui transmet copie d'une documentation et il demande à Russell de dire comment doit être conçue la réponse qui sera faite au ministre américain. p. 167 Ministère des Affaires étrangères, le 5 décembre.

Annexe:—

Stevenson à Palmerston, 23 Portland Place, le 24 juin 1839. Il déplore l'arrestation et l'incarcération d'un Américain, à Sandwich; il lui transmet là-dessus une documentation. p. 170

Sous-annexes:—

(i) La liste des documents. p. 172

(ii) D. Goodwin, procureur des Etats-Unis pour l'Etat du Michigan, à Forsyth, Détroit, le 15 avril. Il a authentiqué les documents. p. 173

(iii) Copie authentique de l'acte d'accusation, signée par Charles Baby, le 28 février 1839. p. 174

(iv) Le procès de Hastings. p. 175

(v) S. T. Mason, gouverneur du Michigan, à John McDonell, percepteur de la douane au port de Détroit. Il lui demande de se rendre à Sandwich et d'obtenir l'élargissement de Hastings. p. 178

(vi) McDonell à [Mason], le 21 février. Comment il a pu obtenir l'élargissement de Hastings. p. 179

(vii) Certificat de S. H. Porter, secrétaire particulier du gouverneur. L'authenticité des documents de Hastings. p. 183

(viii) Certificat de Randolph Manning, secrétaire d'Etat du Michigan: l'authenticité de la signature de Porter. p. 184

Backhouse à Stephen. Il répond à la lettre du 16 septembre et il transmet copie de l'opinion du conseiller de la Couronne sur la légalité de l'incarcération de — Johnston à New-York. p. 185 Ministère des Affaires étrangères, le 5 décembre.

1839 Annexe:—

Sir John Dodson à Palmerston, collège des docteurs en droit civil, le 30 novembre 1839. Il prétend que l'incarcération de Johnston à New-York ne viole pas les lois américaines; on a eu raison de croire que son intention était d'abandonner à New-York les indigents d'Edimbourg qu'il avait à sa charge. p. 186

[Ministère des Colonies], le 23 décembre. Lettre sans signature à Backhouse (brouillon). Il répond à la lettre du 4 décembre qui a trait à la réponse à faire aux représentations du ministre américain, au sujet des coups de feu tirés sur le *G. S. Weeks*. Il lui transmet copie de la dépêche d'Arthur avec son rapport sur l'incident. Il lui suggère d'exprimer des regrets, de souligner la nature de la provocation et de faire savoir que l'on ne peut découvrir l'identité du coupable. (L'annexe manque). p. 153

[Ministère des Colonies], le 23 décembre. Lettre sans signature à Backhouse (brouillon). L'auteur répond à la lettre du 5 décembre, renfermant copie de la note du 24 juin, du ministre américain, qui a trait à l'incarcération de Hastings. Pourquoi l'incident doit être considéré comme clos. p. 169

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Whitehall, le 9 mai. S. N. Phillipps, sous-secrétaire, à Stephen. Lord John Russell a recommandé de pardonner aux neuf prisonniers condamnés à la déportation, à la condition qu'ils consentent à ne pas s'approcher de plus de cinquante milles de la frontière canadienne. p. 193

Whitehall, le 23 mai. Phillipps à Stephen. Il lui transmet des pétitions en faveur des prisonniers canadiens, à Newgate, condamnés à la déportation. (Les annexes manquent). [Ces prisonniers sont W. Alves, R. Walker, F. Malcom et Watson; Ira Anderson; Paul Bedford, James Brown; John Grant; et Randal Wixon]. p. 190

Whitehall, le 23 mai. Phillipps à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre de George Maule, avocat de la Trésorerie, sur les prisonniers canadiens; aussi l'opinion des légistes de la Couronne sur cette question. p. 191

Annexe:—

Phillipps à Maule, le 9 mai 1839. Il répond à la lettre du 6 mai. Russell croit que l'ordre de déportation est valide et il y donnera suite à moins qu'il ne reçoive une opinion contraire des légistes de la Couronne. p. 192

LÉGISTES

[Ministère des Colonies], le 25 mars. Le marquis de Normanby, secrétaire d'État, au conseiller de la Couronne. Il lui transmet une documentation qui sera soumise à la Chambre des Communes et se rapporte à la création de cures dans le Haut-Canada; cette documentation fait aussi connaître l'opinion du Conseil, du procureur général et du solliciteur général sur la question. p. 197

Annexes:— 1839

(1) Glenelg au procureur général, le 12 avril 1837 (imprimé). Il lui demande son opinion sur l'établissement de cures au Canada. p. 199

(2) Le procureur général et le solliciteur général à Glenelg, le 8 juin 1837 (imprimé). Ils répondent à la demande précédente. p. 200

Le procureur général et le solliciteur général à Normanby. Ce qu'ils pensent de l'établissement de cures au Canada et leurs lettres du 8 juin 1837 et du 24 janvier 1838; ils ne voient aucune objection à ce que ces textes soient versés à la documentation et ne croient pas que le conseiller de la Couronne s'y oppose. p. 202 Temple, le 25 mars.

Sir John Dodson, conseiller de la Couronne, à Normanby (urgente). Le procureur général, le solliciteur général et lui-même approuvent l'idée d'inclure dans le texte qui sera soumis au Parlement les opinions qu'ils ont émises sur l'établissement de cures dans le Haut-Canada; l'annexe à la note du 25 mars de Normanby. p. 195 Collège des docteurs en droit civil, le 26 mars.

Sir John Campbell, procureur général, et sir Robert M. Rolfe, solliciteur général, à Normanby. Ils lui accusent réception de la lettre du 11 juin sur la surveillance des prisonniers canadiens qui sont envoyés d'Angleterre sur la terre de Van Diemen; la Législature britannique, la Législature de la terre de Van Diemen et l'autorité du gouverneur de ce territoire en ce qui a trait aux prisonniers condamnés sous l'empire du statut canadien 1, Victoria, ch. 10; on pourrait faire tenir au gouverneur de la terre de Van Diemen un brouillon de ce statut. p. 203 Temple, le 12 juin.

Campbell et Rolfe à [Normanby]. Ils accusent réception de la lettre du 18 juin, renfermant copie d'un statut du Haut-Canada adopté au cours de la dernière session et intitulé: "Loi qui a trait à la disposition des terres connues sous le nom de réserves du clergé". Ils ont aussi reçu la lettre du 28 juin renfermant copie d'une dépêche d'Arthur; mais ils n'ont pu encore obtenir l'adresse conjointe et exigée en vertu de la 31e, George III, ch. 31. Ils estiment que, sans cette adresse, toute législation ne serait pas valide, même si elle obtenait l'assentiment des autorités constituées. Ils croient donc qu'un obstacle insurmontable empêche de soumettre le statut au Parlement; en outre, ils sont opposés à la sanction d'un pareil statut: poser le principe d'une autorité inférieure qui délègue ses pouvoirs à une autorité supérieure constituerait un précédent et pourrait susciter des difficultés. p. 205 Temple, le 1er juillet.

Copie d'un statut qui a pour effet de disposer de certaines terres connues sous le nom de réserves du clergé. (Sans transcription. Voir l'annexe N° 1 de la dépêche N° 81, *Q. 416*). p. 208

Dodson à Normanby. Il répond à la lettre du 15 juillet. Après avoir consulté le vénérable Dr J. Strachan, il lui transmet le brouillon de lettres patentes: le Haut-Canada est constitué en un diocèse distinct; le Dr Strachan en est nommé le chef; le nouveau diocèse relève du siège de Canterbury. (L'annexe manque). p. 209 Collège des docteurs en droit civil, le 19 juillet.

1839

Temple, le 1er novembre.

Campbell et Rolfe à Russell. Ils lui accusent réception de la lettre du 3 octobre, renfermant copie d'une dépêche d'Arthur sur les mesures prises pour transporter les prisonniers sur la terre de Van Diemen. Ils accusent aussi réception de la lettre de Stephen, en date du 31 octobre, renfermant copie d'une dépêche d'Arthur au sujet d'un prisonnier nommé William Highland. Ils approuvent les mesures prises au sujet des prisonniers. p. 211

Temple, le 1er novembre.

Campbell et Rolfe à Russell. Ils accusent réception de la lettre de R. Vernon Smith, sous-secrétaire du ministère des Colonies, en date du 31 octobre, renfermant copie d'un statut du Haut-Canada qui constitue en corporation un Collège de médecins et de chirurgiens, ainsi que copie des objections que soulève le Collège des chirurgiens à ce sujet. Ils croient que le statut devrait être annulé: cette législation pourrait établir, dans le Haut-Canada, un monopole qui nuirait à la population de la province. p. 214

[Ministère des Colonies], le 11 novembre.

Lettre sans signature à sir William Franklin (personnelle—brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une lettre du procureur général et du solliciteur général qui font connaître ce qu'ils pensent des mesures prises par Arthur pour transporter les prisonniers sur la terre de Van Diemen. p. 213

Série Q. 423

EMPLOIS PUBLICS, 1839

Artillerie

Artillerie, le 31 mai.

R. Byham, secrétaire, à J. Stephen, sous-secrétaire du bureau des Colonies. Il mentionne une correspondance déjà échangée au sujet de la *Kingston Marine Railway;* l'Artillerie et l'assentiment royal à la loi qui constitue cette compagnie en corporation. p. 3

Artillerie, le 5 juin.

Byham à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 18 mai; 30,000 fusils furent envoyés à Québec en 1838; il aimerait savoir combien de fusils sir George Arthur voudrait avoir à Kingston; ces armes lui seront envoyées de Québec. p. 8

Artillerie, le 7 juin.

Byham à Stephen. Renseignements sur certaines terres achetées à Kingston pour la défense du pays. Il porte à l'attention du ministère des Colonies le principe posé en 1834: les terres de la Couronne pourront servir à des échanges lorsque les terres désirées appartiennent à des particuliers. MM. Mahon et Haslip sont propriétaires d'une partie de la propriété dont on a besoin. Il demande de donner des instructions aux autorités du Haut-Canada et de faire connaître à l'Artillerie la substance de ces instructions, afin que le commandant des Ingénieurs royaux sache à quoi s'en tenir. p. 12

[Ministère des Colonies], le 14 juin.

Lettre sans signature à Byham (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 31 mai; l'assentiment royal ne sera pas encore accordé à la loi qui se rapporte à la *Kingston Marine Railway.* Cette loi fut reçue le 7 septembre 1838 et ne pourra pas être annulée après le 7 septembre 1840. p. 7

1839

Lettre sans signature à Byham (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 5 juin; Normanby pourra faire savoir à l'Artillerie le nombre de fusils nécessaires à Kingston dès qu'il aura reçu une réponse à la lettre du 14 juin qui fut adressée à l'Artillerie. Cette lettre renferme le rapport du lieutenant général sir John Colborne, sur la demande de sir George Arthur désireux d'avoir des armes pour le Haut-Canada. p. 10 — Downing St., le 19 juin.

Lettre sans signature à Byham (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 7 juin; pourquoi il n'est plus possible d'échanger des terres de la Couronne contre certaines propriétés qui peuvent être nécessaires pour la défense du pays. Si, après avoir reçu ces explications, l'Artillerie prétend que le Gouvernement exécutif pourrait lui venir en aide, Normanby donnera là-dessus les ordres appropriés. p. 15 — [Ministère des Colonies], le 20 juin.

Byham à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 20 juin; l'esprit de l'entente de 1834 au sujet de l'échange des terres de la Couronne; l'affectation des deniers provenant de la vente des terres à l'achat de propriétés nécessaires à la défense du pays. p. 18 — Artillerie, le 1er juillet.

Lettre sans signature à Byham (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 1er juillet; sous l'empire de la loi qui a trait aux ventes des terres de la Couronne, c'est l'Assemblée qui a la disposition des deniers provenant de ces ventes; il faudrait donc annuler ladite loi si les deniers provenant de la vente des terres de la Couronne doivent être employés à l'achat de terres nécessaires à la défense du pays; on n'a pas encore pris là-dessus une décision définitive. p. 20 — [Ministère des Colonies], le 22 juillet.

Lettre sans signature à Byham (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la loi du Haut-Canada qui a trait à la période pendant laquelle seront reçues les réclamations de ceux qui ont subi des pertes par suite du creusage du canal Rideau. Qu'en pense l'Artillerie? p. 21 — Downing St., le 30 septembre.

TRÉSORERIE

F. T. Baring, secrétaire, à Stephen. La Trésorerie a communiqué avec l'Artillerie au sujet de la construction de casernes à Toronto. p. 23 — Bureau de la Trésorerie, le 12 janvier.

Baring à Stephen. Il le renvoie à la correspondance échangée au sujet des payements en espèces; la Trésorerie a recommandé l'assentiment à la loi N° 1106. p. 24 — Bureau de la Trésorerie, le 17 janvier.

G. Maule, avocat de la Trésorerie, à Stephen (urgente). Il lui transmet copie de la liste des prisonniers qui ont obtenu une ordonnance d'Habeas Corpus, avec affidavit. p. 26 — Bureau de la Trésorerie, le 17 janvier.

Annexes:—

(1) La liste: John Grant, L. W. Miller, W. Reynolds, Ira Anderson, J. Brown, R. Wixon [Nixon], W. Alves, R. Walker [Simon], L. Watson [Weston], J. G. Parker, F. Malcolm, P. Bedford. p. 27

(2) Les affidavit. p. 28

1839

Bureau de la Trésorerie, le 18 janvier.

Baring à Stephen (confidentielle). Il le renvoie à la lettre du 15 janvier; la Trésorerie approuve la réponse qu'il projette de faire à la dépêche de sir George Arthur, du 20 novembre 1838. p. 32

Bureau de la Trésorerie, le 18 janvier.

Baring à [Stephen]. Il lui accuse réception de la lettre du 18 janvier; la Trésorerie approuve la dépêche qui se rapporte à la réclamation du révérend A. Palmer, désireux d'obtenir le même traitement que les missionnaires de la Société pour la propagation de l'Evangile. p. 33

Bureau de la Trésorerie, le 23 janvier.

C. Bourchier à Stephen. G. Maule, avocat de la Trésorerie, tâchera de lui transmettre samedi prochain copie des délibérations qui se rapportent aux prisonniers canadiens. p. 34

Bureau de la Trésorerie, le 2 février.

Baring à ——————. Il lui transmet copie de la correspondance échangée avec l'Artillerie au sujet de la construction de casernes à Toronto. p. 35

Annexes:—

(1) R. Byham à Baring, Artillerie, le 25 janvier 1839. Il lui accuse réception de la lettre du 11 juillet; les casernes coûteraient entre 18,000 et 20,000 louis. On aura besoin l'an prochain de 2,000 louis seulement; on a actuellement 10,000 louis. Le lieutenant-colonel sir John Oldfield qui se rend au Canada, en sa qualité de commandant des ingénieurs, a reçu là-dessus des instructions nécessaires. p. 36

(2) Baring au secrétaire du bureau de l'Artillerie, bureau de la Trésorerie, le 2 février 1839. Il lui accuse réception de la lettre du 25 janvier; on approuve le projet, pourvu que les dépenses occasionnées par la construction des casernes soient défrayées à même les 10,000 louis déjà en main; il ne faudra rien faire avant d'avoir obtenu un rapport expliquant l'écart qui existe entre les deux estimations. p. 39

Artillerie, le 9 février.

Maule à Stephen. Nécessité d'obtenir copie des demandes de pardon faites par Ira Anderson, James Brown, Randal Wixon, William Alves, Robert Walker, Leonard Watson, John G. Parker, Finlay Malcolm et Paul Bedford. Il faudrait obtenir du Canada, avant le 1er avril, des renseignements et une documentation sur ces personnes. p. 41

Bureau de la Trésorerie, le 13 février.

G. J. Pennington, vérificateur de la liste civile, à Stephen (imprimé). Il lui accuse réception des lettres du 23 janvier et du 2 février et lui transmet copie d'une lettre écrite au vicomte Howick, ministre de la Guerre, au sujet des militaires qui ont échangé leur pension. p. 46

Annexe:—

Baring au secrétaire de la Guerre, bureau de la Trésorerie, le 9 février 1839 (imprimé). Il lui transmet la dépêche de sir George Arthur; par suite des représentations faites par Arthur et lord Durham, ces militaires devraient obtenir du secours; inopportunité de rétablir les pensions. La Trésorerie estime que les secours devraient se limiter à certains articles que nécessitent l'habillement et le logement

de certaines personnes réduites à la misère. Il désire savoir comment s'y prendre pour donner suite au projet; on pourrait ensuite communiquer avec le bureau de l'Artillerie. . (La sous-annexe manque). p. 46 **1839**

Pennington, pour le secrétaire, à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre de l'Artillerie se rapportant à la construction des casernes à Toronto. p. 47 Bureau de la Trésorerie, le 25 février.

Annexe:—

Pennington à [l'Artillerie], bureau de la Trésorerie, le 23 février 1839. Puisque la construction des casernes s'impose, il approuvera le projet; ces casernes devaient d'abord loger 500 hommes, mais les effectifs ont été réduits à 300 hommes; si les dépenses dépassent la somme de 10,000 louis actuellement en main, il faudra inscrire l'excédent de ces dépenses dans les prévisions budgétaires de l'Artillerie. p. 48

Arthur à Glenelg (N° 46—imprimé). Il lui transmet un rapport supplémentaire sur les militaires qui ont échangé leur pension; erreurs possibles qui pourront être corrigées par le ministère de la Guerre; les militaires qui sont dans la misère et le devoir des autorités locales. (L'annexe manque). p. 46A Toronto, le 27 février.

Pennington à Stephen (imprimé). Les secours qui doivent être accordés aux militaires qui ont échangé leur pension et sont dans la misère. p. 50 Bureau de la Trésorerie, le 25 mars.

Pennington à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 23 mars; il approuve Arthur qui ne désire plus la présence d'officiers lorsque se fait la distribution des présents aux sauvages. p. 55 Bureau de la Trésorerie, le 6 avril.

Maule à Stephen. A-t-il obtenu du Canada des renseignements qui pourraient être utilisés au procès des prisonniers d'Etat mardi prochain? p. 56 Bureau de la Trésorerie, le 12 avril.

Liste des militaires demeurant au Canada qui ont échangé leur pension et auxquels on projette de venir en aide (imprimé). p. 51A Le 6 mai.

Pennington à Stephen. Il approuve l'avance de 900 louis faite pour venir en aide aux administrateurs de l'église St. Andrew, de Toronto. p. 57 Bureau de la Trésorerie, le 21 mai.

Pennington à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 26 avril; la Trésorerie ne veut pas ajouter quoi que ce soit aux instructions déjà données en ce qui a trait à la reprise des payements en espèces; les conseils d'Arthur seront étudiés. p. 58 Bureau de la Trésorerie, le 21 mai.

Pennington à Stephen. Il lui accuse réception de la dépêche du 25 avril; c'est le Haut-Canada qui devrait payer les dépenses occasionnées par la garde des prisonniers d'Etat, mais les dépenses faites pour la protection des frontières devraient être défrayées à même la caisse militaire; nécessité de donner des instructions à cet effet au gouverneur général et au lieutenant-gouverneur. p. 60 Bureau de la Trésorerie, le 27 mai.

1839

Bureau de la Trésorerie, le 4 juin.

Pennington à Stephen. Il lui transmet la lettre du 19 avril, de l'Artillerie, au sujet des casernes de Toronto. p. 63

Annexe:—

R. Byham, secrétaire, au secrétaire de la Trésorerie, bureau de l'Artillerie, le 19 avril 1839. Il lui transmet la lettre et le rapport qui ont trait aux modifications apportées aux estimations précédentes; il lui demande là-dessus une décision. p. 64

Sous-annexes:—

(i) Le lieutenant-colonel sir John Oldfield à ————, Pall Mall, le 25 février 1839. Il lui transmet une note et déclare qu'il lui laissera savoir sans tarder si les circonstances demandent de modifier les estimations. p. 65

(ii) Note de l'inspecteur général des fortifications, le 10 avril 1839. p. 65

Bureau de la Trésorerie, juin.

Pennington au secrétaire de l'Artillerie. Après avoir pris connaissance des estimations, la Trésorerie approuve l'affectation des 10,000 louis disponibles à la construction de casernes à Toronto. Les autres sommes nécessaires devront être insérées dans les estimations de l'Artillerie. p. 67

Bureau de la Trésorerie, le 14 juin.

Pennington à Stephen. Il le renvoie à une lettre antérieure au sujet des militaires qui ont échangé leur pension; il lui transmet une autre liste; il lui demande de transmettre les listes à sir George Arthur en lui rappelant les instructions émises sur ce sujet. p. 69

Annexe:—

La liste. p. 71

[Ministère des Colonies], le 26 juin.

Lettre sans signature au lieutenant général sir John Colborne (N° 49—brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une lettre du 27 mai, de la Trésorerie, ayant trait aux dépenses occasionnées par l'insurrection. (Pour l'annexe voir la lettre précédente, en date du 27 mai). p. 61

Bureau de la Trésorerie, le 25 juillet.

Pennington à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 11 juillet; la Trésorerie approuve les dépenses occasionnées par la remise en état de l'Hôtel du Gouvernement, à Toronto; il faudra toutefois que ces dépenses soient défrayées à même les deniers provenant du terrain réservé pour le nouvel emplacement. Il approuve également le projet de demander l'aide de la Législature pour améliorer la propriété. p. 75

Bureau de la Trésorerie, le 25 juillet.

Pennington à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 26 juin; en raison des statuts 4 et 5, Guillaume IV, ch. 7, et des nouvelles ententes projetées, la Trésorerie estime qu'il serait inopportun d'accéder à la demande de la Législature désireuse d'avoir à sa disposition l'excédent des revenus postaux. p. 77

1839

Pennington à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 10 juillet; on a communiqué à l'Artillerie l'opinion de sir George Arthur sur la construction des casernes à Toronto. Arthur recevra l'ordre de verser dans la caisse militaire les 10,000 louis pris à même les deniers provenant de la vente des terres militaires; le premier versement s'effectuera avec la première vente. p. 79 — Bureau de la Trésorerie, le 25 juillet.

Baring à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 25 juillet; G. Maule, avocat de la Trésorerie, a déjà remis à MM. Gurney ce qu'ils réclament pour le rapport sténographique du procès des prisonniers canadiens; on a remis deux exemplaires du rapport au ministère des Colonies qui devra payer la facture à même les fonds réservés aux dépenses imprévues. p. 81 — Bureau de la Trésorerie, le 30 juillet.

Pennington à Stephen. Il lui transmet le rapport du lieutenant-colonel J. R. Wright, commandant des Ingénieurs royaux; les travaux que l'on effectuera bientôt sont-ils opportuns? p. 83 — Bureau de la Trésorerie, le 30 juillet.

Annexe:—

Wright à l'inspecteur général des fortifications, bureau des Ingénieurs royaux, Québec, le 9 avril 1839. Le commandant des troupes a demandé de construire des casernes à Chambly, à LaPrairie, à Saint-Jean et à Montréal; description des travaux projetés. p. 84

Lettre sans signature à Baring (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 30 juillet; les dépenses occasionnées par la construction de casernes étaient nécessaires. p. 86 — [Ministère des Colonies], le 10 août.

Pennington à Stephen. Il lui transmet la lettre de R. Byham, secrétaire de l'Artillerie; la Trésorerie approuve le projet qui a trait aux casernes de Toronto. p. 87 — Bureau de la Trésorerie, le 19 août.

Annexe:—

Byham au secrétaire de la Trésorerie, bureau de l'Artillerie, le 5 août 1839. A cause de la correspondance qui a déjà été échangée sur le sujet, il ne faudra pas donner de nouveaux ordres avant de savoir ce que le commandant des Ingénieurs royaux a décidé d'approuver de concert avec le commandant des troupes. p. 88

Pennington à Stephen. Il lui transmet les lettres de l'Amirauté, des 5 et 20 août, ayant trait au payement des dépenses occasionnées par les voyages du lieutenant-gouverneur à bord des vaisseaux *Experiment* et *Traveller*. La nature de ces voyages, de Brockville à Prescott, et de Kingston à Toronto. Les dépenses qui en résultent sont-elles imputables sur les fonds britanniques? Il lui demande de retourner cette documentation. (Les annexes manquent). p. 90 — Bureau de la Trésorerie, le 31 août.

Pennington à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 18 septembre; la Trésorerie ne désapprouve pas la dépêche que l'on projette d'envoyer et dans laquelle on approuve la conduite d'Arthur en ce qui a trait au payement des dépenses occasionnées par le procès des prisonniers américains à même les deniers provenant des fonds coloniaux pour les prisonniers d'Etat. p. 93 — Bureau de la Trésorerie, le 19 septembre.

1839

Bureau de la Trésorerie, le 19 septembre.

Pennington à Stephen. Il lui transmet une documentation relative à la monnaie. p. 95

Annexe:—

G. Pollard, directeur de la *London Joint Stock Bank*, le 30 juillet 1839. Il lui transmet un extrait de la lettre de F. A. Harper, caissier de la Banque Commerciale du district de Midland, et il lui demande d'émettre bientôt la monnaie de cuivre nécessaire. p. 97

Sous-annexes:—

(i) Extrait, le 1er juillet 1839. Il lui demande des pièces de monnaie de cuivre représentant une somme de 2,000 louis. p. 98

(ii) Pennington à Pollard, bureau de la Trésorerie, le 19 septembre 1839. Pourquoi il refuse d'accéder à cette demande de monnaie de cuivre. p. 100

(iii) Pollard à la Trésorerie, Londres, le 16 août 1839. Il demande une prompte réponse à sa lettre du 30 juillet; il déclare qu'Arthur à recommandé l'émission de la monnaie de cuivre. p. 102

(iv) James Pennington à la Trésorerie, Londres, le 3 septembre 1839. Commentaires sur les problèmes de la monnaie dans les colonies; la demande du Haut-Canada pour de la monnaie de cuivre et les difficultés qui en résultent. p. 104

[Ministère des Colonies], le 20 septembre.

Lettre sans signature à Pennington (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 31 août; une dépêche sera adressée à sir George Arthur qui devra donner des explications sur ces voyages; le payement des dépenses et la réception du rapport. p. 91

[Ministère des Colonies], le 25 septembre.

Lettre sans signature à sir George Arthur, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada (N° 13—brouillon). L'auteur lui transmet les lettres envoyées par la Trésorerie au sujet de la monnaie de cuivre. (Pour l'annexe voir la dépêche susmentionnée, en date du 19 septembre). p. 96

Downing St., le 4 octobre.

Lettre sans signature à A. Y. Spearman, sous-secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet la loi relative à la suspension des payements en espèce ainsi que la loi constituant en corporation la Banque de Gore; la Trésorerie s'oppose-t-elle à l'une ou à l'autre de ces lois? p. 110

Downing St., le 4 octobre.

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). L'auteur lui transmet le statut relatif au payement des frais encourus pour la dénonciation dans certains procès intentés par la Couronne. Ce statut s'applique aussi aux saisies prévues par les lois sur le revenu. Cette loi sera-t-elle sanctionnée? p. 112

Bureau de la Trésorerie le 17 octobre.

Pennington à Stephen. Il lui demande copie du contrat passé avec le propriétaire de la goélette *Nehemiah Merritt;* aussi un rapport sur le service auquel le vaisseau était assigné lorsque survint l'accident qui a donné lieu à la réclamation en question. p. 113

1839

Pennington à Stephen. Il le renvoie à la lettre du 31 août; on ne payera pas les frais occasionnés par le voyage de sir George Arthur sur les vaisseaux du Gouvernement avant d'avoir reçu un rapport sur ce sujet. p. 115 — Bureau de la Trésorerie, le 17 octobre.

Lettre sans signature à Spearman (brouillon). Autorisation a été accordée au maintien d'agents de police sur la rivière Niagara pendant les mois d'hiver. Les dépenses quotidiennes de 3 louis et 15 chelins seront payées à même les revenus de la Couronne. p. 121 — [Ministère des Colonies], le 31 octobre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 37—brouillon). L'auteur lui transmet copie de la correspondance qu'il a échangée avec la Trésorerie sur les fonds des réserves du clergé. p. 118 — [Ministère des Colonies], le 1er novembre.

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à Spearman, ministère des Colonies, le 18 octobre 1839 (brouillon). L'évêque de Toronto s'est plaint des pertes subies par suite du retard apporté à la remise des fonds des réserves du clergé qui doivent être placés en Angleterre; il faudra remédier à la situation. p. 119

(2) Pennington à Stephen, bureau de la Trésorerie, le 26 octobre 1839. Il lui accuse réception de la lettre du 18 octobre; on fera savoir aux officiers du commissariat que la remise des fonds provenant des réserves du clergé est en retard; la Trésorerie ignore le fait. Le lieutenant-gouverneur pourrait peut-être demander aux agents des terres de la Couronne de percevoir le plus tôt possible les sommes qui sont encore dues sur le prix d'achat. p. 116

Pennington à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 31 octobre. Les auditeurs à la cour des comptes seront autorisés à payer 3 louis et 15 chelins par jour, pris à même les revenus de la Couronne du Haut-Canada, pour le maintien d'agents de police à Niagara. p. 120 — Bureau de la Trésorerie, le 6 novembre.

Pennington à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 16 septembre; la Trésorerie approuve les mesures prises par sir George Arthur pour venir au secours des militaires qui ont échangé leur pension; les mesures susceptibles d'être prises après réception de nouveaux renseignements; nécessité d'économiser. p. 122 — Bureau de la Trésorerie, le 11 novembre.

Pennington à Stephen. La somme de 19,283 louis, 6 chelins et 8 deniers, a été versée dans la caisse militaire au compte des réserves du clergé. Cette somme a été placée dans les fonds consolidés, à trois pour cent. p. 124 — Bureau de la Trésorerie, le 16 novembre.

Pennington à Stephen (urgente). Il lui transmet la note de la Trésorerie sur la loi ayant trait à l'achat des actions ordinaires de la compagnie du Canal Welland. p. 125 — Bureau de la Trésorerie, le 27 novembre.

Annexe:—

La note, 26 novembre 1839. Pourquoi il a refusé de recommander que l'assentiment royal soit accordé à cette loi. p. 126

1840

Downing St., le 24 juin.

Lettre sans signature à C. E. Trevelyan, sous-secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet l'adresse de la Législature demandant que soit sanctionnée la loi relative au canal Welland ainsi qu'un rapport d'un comité de l'Assemblée expliquant les circonstances qui ont entouré l'adoption de la mesure. (L'annexe manque). p. 130

MINISTÈRE DE LA GUERRE

1828

Bureau de la Guerre, le 21 juin.

Sir Henry Hardinge, secrétaire de la Guerre, à sir Charles Burrell (imprimé). Il a écrit aux commissaires de l'hôpital Chelsea leur demandant que la pension de George Doomsday soit remise aux marguillers [de Shipley]. On a acquiescé à cette demande. p. 133

Royal Hospital, Chelsea, le 23 juin.

Richard Neave, secrétaire de l'hôpital Chelsea, au secrétaire de la Guerre (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre du 21 juin; l'adoption d'une nouvelle loi est nécessaire avant que la pension de Doomsday puisse être transférée. Il lui transmet une formule qui pourrait être utilisée chaque fois que la pension sera due. (L'annexe manque). p. 133

1831

Ministère de la Guerre, le 1er mars.

Mémoire de C. W. Williams Wynn, ministre de la Guerre, pour la gouverne des invalides externes qui désireraient échanger leur pension afin de s'établir dans les colonies britanniques (imprimé) p. 133

Ministère de la Guerre, le 8 août.

Un mémoire analogue de sir Henry Parnell, ministre de la Guerre, avec quelques modifications (imprimé). p. 134A

1839

Downing St., le 23 janvier.

Stephen au ministre de la Trésorerie (imprimé). Il lui transmet une autre lettre sur la question des militaires qui ont échangé leur pension; la Trésorerie recommandera-t-elle l'octroi d'une somme qui permettra de venir au secours de ces personnes? p. 132

Annexes:—

(1) Stephen à L. Sulivan, sous-ministre de la Guerre, Downing Street, le 7 décembre 1838 (imprimé). Il lui transmet la dépêche du comte de Durham, en date du 30 octobre, où il est dit que les militaires qui ont échangé leur pension et qui sont dans le besoin devraient être placés de nouveau sur la liste des pensionnés. Que pense-t-il de cette proposition? (La sous-annexe manque). p. 132

(2) Sulivan à Stephen, ministère de la Guerre, le 8 janvier 1839 (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre du 7 décembre; pourquoi il ne faut pas rétablir les pensions; à ceux qui en ont besoin, il faudrait apporter des secours en nature; à cette fin on devra recourir au Parlement. p. 132

Sous-annexe:— 1839

La liste des militaires qui ont échangé leur pension. p. 132A

Stephen au secrétaire de la Trésorerie (imprimé). Il lui transmet la dépêche N° 116, du 21 décembre, de sir George Arthur: nouveaux renseignements sur les militaires du Haut-Canada qui ont échangé leur pension. (L'annexe manque). p. 132 — Downing St., le 2 février.

Sulivan à Stephen. Au sujet de la requête du capitaine A. Ellison, il demande si la législation du Haut-Canada prohibe l'octroi de terres aux colons militaires dans la province. p. 138 — Ministère de la Guerre, le 19 février.

Lettre sans signature à Sulivan (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 19 février; les règlements édictés au sujet de l'octroi des terres aux soldats et aux marins qui deviennent colons et la loi des terres du Haut-Canada de 1837; pourquoi Ellison a perdu ses privilèges. p. 140 — [Ministère des Colonies], le 4 mars.

Liste des militaires de Chelsea qui ont échangé leur pension, avec la signature de R. Neave, secrétaire (imprimé). p. 136A — Royal Hospital, Chelsea, le 20 avril.

Liste des retraités de 1828 et de 1838, avec la signature du vicomte Howick, ministre de la Guerre (imprimé). p. 137 — Le 9 mai.

Liste des miliciens de l'armée régulière avec les noms des retraités (imprimé). p. 136 — Ministère de la Guerre, le 9 mai.

Lettre sans signature au ministre de la Guerre (brouillon). L'auteur lui transmet la demande de sir George Arthur et de sir John Harvey, désireux de recevoir les appointements et les indemnités auxquels ils ont droit en leur qualité de majors généraux; les lourdes responsabilités qu'ils doivent assumer. Il demande au ministre de la Guerre de lui retourner la documentation et de lui faire connaître son opinion. (Les annexes manquent). p. 145 — [Ministère des Colonies], le 7 décembre.

[T. B.] Macaulay, ministre de la Guerre, à lord John Russell, secrétaire d'État. Il lui accuse réception de la lettre du 7 décembre; pourquoi il ne serait pas à propos d'accorder à sir John Harvey et à sir George Arthur les appointements et indemnités que reçoit un major général. On pourrait peut-être hausser le traitement qu'ils reçoivent à titre de fonctionnaires civils en raison des nouvelles responsabilités civiles et militaires qu'ils doivent assumer. p. 142 — Ministère de la Guerre, le 19 décembre.

Société missionnaire wesleyenne

Le révérend R. Alder, secrétaire, au marquis de Normanby, secrétaire d'État. La correspondance déjà échangée avec Glenelg au sujet du titre des terres des sauvages. Il se rend dans le Haut-Canada pour apaiser les esprits surexcités par la question des réserves du clergé; si on le désire, il se rendra au ministère avant de partir. p. 148 — Wesleyan Mission House, 77 Halton Gardens, le 11 mars.

1839 SOCIÉTÉ DE PROTECTION DES ABORIGÈNES

4 Bloomfield St., le 25 mai.

Les secrétaires de la Société de protection des aborigènes au colonel C. Yorke, secrétaire particulier de Normanby. Il demande le brouillon de la requête des sauvages; ce texte fut laissé à Normanby lors de l'entrevue du 29 avril. p. 166

Annexe:—

Le brouillon de la requête dans laquelle on demande que des mesures soient prises pour limiter ou empêcher le déplacement des sauvages; la concession de leurs droits civils; l'observation de leurs traités; la propagation de l'Évangile et des arts. p. 154

LA SOCIÉTÉ DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

9 Trogmorton St., le 12 juillet.

J. Sparke, secrétaire de la Société de la protection de l'Enfance, à H. Labouchere, sous-secrétaire. Un des jeunes gens envoyés au Canada en 1835 a été employé par W. L. Mackenzie; il est maintenant à Londres et pourrait fournir certains renseignements; il partira de nouveau pour le Canada jeudi prochain. p. 167

LONDON JOINT STOCK BANK

Princes St., Londres, le 16 août.

G. Pollard, directeur de la *London Joint Stock Bank*, à Normanby. Il lui demande une décision sur la monnaie de cuivre et la requête du Haut-Canada. (Voir aussi la lettre précitée de la Trésorerie, en date du 19 septembre). p. 168

Princes St., Londres, le 23 novembre.

Pollard à Russell. Il le renvoie à une correspondance échangée antérieurement sur la question de la monnaie de cuivre dans le Haut-Canada. Il lui demande de communiquer à la Trésorerie la recommandation de sir George Arthur et de voir à ce que des mesures soient prises pour la fabrication de cette monnaie. p. 206

[Ministère des Colonies], le 4 décembre.

Lettre sans signature à Pollard (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 23 novembre; Russell n'est pas disposé à demander à la Trésorerie de reconsidérer la question. p. 208

COLLÈGES ROYAUX DES MÉDECINS ET DES CHIRURGIENS

Downing St., le 30 setpembre.

Lettre sans signature au président du Collège Royal des médecins (brouillon). L'auteur lui transmet la loi du Haut-Canada qui constitue légalement le Collège des médecins et des chirurgiens; cette loi entre-t-elle en conflit avec les privilèges concédés au Collège Royal ou aux Universités? (Une lettre semblable est adressée au Collège Royal des chirurgiens). p. 172

Annexe:—

La loi. p. 178

Collège Royal des chirurgiens, Londres, le 4 octobre.

R. Keate, président, à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 30 septembre et de la loi qui constitue légalement le Collège des médecins et des chirurgiens du Haut-Canada. p. 169

Sir Henry Halford, président du Collège Royal des médecins, à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 8 octobre; il attirera l'attention du Collège Royal des médecins sur la loi du Haut-Canada qui constitue légalement le Collège des médecins et des chirurgiens. p. 170 — 1839 Wiston Hall, Leicester, le 9 octobre.

Halford à Stephen. Le Collège Royal des médecins ne s'oppose pas à la loi du Haut-Canada qui constitue légalement le Collège des médecins et des chirurgiens. p. 171 — Collège des médecins, le 14 octobre.

Keate à Stephen. Pourquoi il ne faudrait pas sanctionner la loi du Haut-Canada qui constitue légalement le Collège des médecins et des chirurgiens. p. 173 — Collège Royal des chirurgiens, Londres, le 18 octobre.

Société pour la propagation de l'Evangile

Le révérend A. M. Campbell, secrétaire de la Société pour la propagation de l'Évangile, à R. Vernon Smith, sous-secrétaire. Il lui transmet la requête du révérend James Coghlan, autrefois missionnaire à Port Hope; il lui demande de considérer cette requête avec bienveillance. p. 196 — Trafalgar Sq., le 13 novembre.

Annexes:—

(1) La requête, 9 Wilmot Sq., Bethal Green, Londres, le 21 août 1839. Ses états de service; pension demandée. p. 200

(2) Le très révérend J. Strachan, évêque de Toronto, à Campbell, 23 Sackville St. Il lui transmet la requête de Coghlan et lui recommande de l'étudier avec bienveillance. p. 199

Lettre sans signature à Campbell (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 13 novembre; avant de soumettre la requête de Coghlan, il faudra obtenir d'un médecin un certificat attestant qu'il est malade; aussi nécessité d'obtenir une pièce attestant ses dix années de service. p. 197 — [Ministère des Colonies], le 27 novembre.

Campbell à Vernon Smith. Il lui transmet un certificat attestant les états de service du révérend James Coghlan. p. 209 — 4 Trafalgar Sq., le 31 décembre.

Annexe:—

Le certificat. p. 210

Lettre sans signature à Campbell (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 31 décembre; puisque le révérend James Coghlan n'a pas vécu dix ans dans sa mission, il ne saurait obtenir une pension. p. 212 — 1840 [Ministère des Colonies], le 30 janvier.

Société Royale de secours aux noyés

B. Westropp, secrétaire, à Russell. Il lui demande que la médaille d'argent de la Société soit transmise, par l'intermédiaire du ministère des Colonies, à l'évêque de Montréal, pour être remise à Henry Cowlan. p. 204 — 1839 Royal Humane Society House, Chatham Place, le 15 novembre.

1839

[Ministères des Colonies], le 26 novembre.

Lettre sans signature à Westropp (brouillon). La médaille d'argent sera transmise à l'évêque de Montréal quand la société la fera parvenir au ministère des Colonies. p. 205

BUREAU POUR L'IRLANDE

Dublin Castle, Irlande, le 13 novembre.

T. Drummond, secrétaire du lord lieutenant d'Irlande, à Stephen. On a recommandé à la Trésorerie de payer au Canada la pension de — Donough après le 5 avril 1831. p. 203

Série Q. 424, t. 1

DIVERS, 1839

Sans date.

Mémoire de John Goldsbury Parker sur sa correspondance. Il veut démontrer qu'il n'a pas été impliqué dans l'insurrection. p. 8

Annexes:—

(1) Parker à H. Lusher (personnelle), Hamilton, le 6 novembre 1837. L'activité des unions politiques; il demande de déployer une plus grande activité dans le district de Midland; il n'y a pas un seul soldat en garnison à Toronto. p. 18

(2) Parker à J. Vincent, rédacteur du *Spectator*, Hamilton, le 7 [novembre] 1837. Il lui demande d'adopter une politique plus sévère; il écrit une lettre semblable à Lusher. p. 19

(3) Parker à A. Thebodo (personnelle), Hamilton, le 7 novembre 1837. Une lettre semblable à la précédente. p. 20

(4) Parker à W. L. Mackenzie, Hamilton, le 8 novembre 1837. Il lui demande d'envoyer la *Constitution* à Jacob Shibley, de Frontenac; son voyage à Frontenac; il s'occupera des affaires de Gore. p. 21

(5) Parker à T. S. Brown (personnelle), Hamilton, le 22 novembre 1837. Il lui demande des nouvelles; l'activité dans le Haut-Canada; ce que réserve le prochain hiver. p. 23

(6) Parker à J. Williams, rédacteur du *Sentinel*, de Burlington, Hamilton, le 1er décembre 1837. Il lui demande des renseignements sur la situation dans le Bas-Canada et sur les allées et venues des chefs. Si une insurrection éclate dans le Bas-Canada, le Haut-Canada se joindra aux Etats-Unis. p. 26

(7) Parker et les éloges des citoyens de Rochester, le 16 mars 1839. p. 29

(8) Le Dr E. W. Armstrong à M. S. Bidwell, Rochester, le 23 novembre 1839. Il lui demande d'écrire à lord Glenelg et de prendre la défense de Parker; on n'a pas rendu justice à cet homme. p. 30

(9) Certificat du Dr E. W. Armstrong, autrefois de Kingston, maintenant de Rochester, attestant la bonne réputation de Parker. p. 37 1839

(10) Certificat du révérend T. F. Coldicott, pasteur d'une église baptiste à Lockport. p. 42

(11) Certificat du révérend David Murdock, de la *Colonial Missionary Society of London*, Bath, le 15 mars 1839. p. 43

(12) Bidwell à Parker, aux soins de J. Hume, New-York, le 24 février 1839. Il lui prodigue des encouragements. p. 45

(13) Certificat du révérend C. E. Furmean, autrefois pasteur de l'église presbytérienne de Hamilton, Victor, le 7 mars 1839. p. 48

(14) Certificat du révérend John Smith, autrefois missionnaire de la *London Missionary Society* et instituteur de l'école du district de Kingston, Greenwich, Washington Co., le 19 avril 1839. p. 49

(15) Certificat du révérend G. S. Boardman, pasteur de l'église presbytérienne à Rochester, N.-Y., le 5 janvier 1839. p. 52

(16) Mémoire sur le cas de Parker. p. 53

A

Requête de William Alexander qui désire être nommé à un poste dans la milice du Canada. p. 3 Fermanagh, Irlande, le 6 septembre.

Annexe:—

Lettre de recommandation. p. 5

B

J. F. Berford, autrefois shérif de Bathurst, à Normanby. Il lui transmet une longue requête dans laquelle il demande d'enquêter sur sa nomination au poste de shérif de Bathurst et sur sa destitution. p. 87 Toronto, le 29 mai.

Annexes:—

(1) Affidavit attestant que les pièces sont des copies authentiques. p. 92

(2) La requête, Toronto, le 29 mai 1839. p. 93

(3) Lettres patentes pour J. F. Berford qui devient shérif, le 3 décembre 1839. p. 139

(4) Le colonel W. Rowan, secrétaire, à Berford, Hôtel du Gouvernement, York, le 11 janvier 1834. p. 141

(5) Rowan à Berford, Hôtel du Gouvernement, Toronto, le 2 mai 1834. p. 144

(6) A. C. Muir, à Berford, Perth, le 7 février 1835. p. 145

1839

(7) E. Hudson à Berford, Perth, le 30 décembre 1833. p. 148

(8) Berford à Powell, [novembre 1832]. p. 150

(9) J. Macaulay, secrétaire civil, à Berford, Hôtel du Gouvernement, le 1er août 1838. p. 152

(10) Pourquoi Berford a droit à une compensation. p. 154

(11) Rowan à Berford, Hôtel du Gouvernement, Toronto, le 10 avril 1834. p. 161

Lombard St., le 5 juillet.

Bosanquet et Cie à J. Stephen, sous-secrétaire du ministère des Colonies. On demande si la lettre relative au canal Welland a été sanctionnée. p. 58

Lombard St., le 27 août.

Bosanquet et Cie à H. Labouchere, sous-secrétaire, ministère des Colonies. On demande si la lettre relative au canal Welland a été sanctionnée. p. 59

29 South 10th St., Philadelphie, E.-U., le 19 octobre.

David Browne, bibliothécaire de l'Académie de musique, au secrétaire du ministère des Colonies. A propos d'une terre concédée à la *Royal Adelaide Association* dont il était le président. p. 60

New Town, Barry, Irlande, le 11 novembre.

MM. Anthony, Edward, Andrew et Thomas Brennan au marquis de Normanby, secrétaire d'Etat. Ils demandent sa collaboration pour rentrer en possession d'une propriété qui appartenait à leur oncle, William Brennan, et qui est située à Cornwall. p. 70

Broomielaw, Glasgow, le 26 novembre.

W. Bancks, directeur intérimaire de la Banque de Newcastle, au secrétaire des Colonies. La monnaie et les difficultés qu'elle occasionne dans le Haut-Canada; il fait là-dessus quelques propositions. p. 77

[Ministère des Colonies], le 30 novembre.

Lettre sans signature à T. Brennan (brouillon). L'auteur lui accuse réception du mémoire; le ministère des Colonies ne saurait intervenir puisque l'affaire ressortit aux tribunaux de la province. p. 76

[Ministère des Colonies], le 30 novembre.

Lettre sans signature à Browne (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 19 octobre; Browne n'a aucun droit à une compensation. p. 69

412 Strand, le 23 décembre.

G. Bath à Stephen. Il lui envoie des colis qui seront transmis au lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. p. 85

C

21 Poultry, Londres, le 22 mars.

H. J. Castle au secrétaire des Colonies. Il lui demande de prolonger son congé et lui transmet la requête adressée à sir George Arthur. (L'annexe manque). p. 163

Thorah, le 29 mars.

Donald Cameron au [secrétaire des Colonies]. Il se plaint de la conduite du Gouvernement exécutif et il lui transmet une documentation ayant trait à la terre qu'il réclame et qui est située dans les districts de Thorah et d'Eldon. p. 165

Annexes:— 1839

(1) Délibérations du Conseil, du 26 juin 1834 et du 8 janvier 1835. p. 168

(2) J. Macaulay, secrétaire civil, à Cameron, Hôtel du Gouvernement, le 8 novembre 1838. Le lieutenant-gouverneur fera une enquête dès qu'il le pourra. p. 170

(3) Rapport du comité spécial sur la requête de Cameron, le 27 janvier 1837. p. 171

(4) Les remarques de Cameron, Thorah, le 17 février 1839. p. 173

(5) Rapport du comité spécial sur la requête de D. Cameron. (Sans transcription. Voir *Q. 390*, p. 410). p. 175

(6) Appendice du rapport du comité spécial. p. 176

(7) T. Ridout, inspecteur général, à Cameron, le 11 mars 1826. (Sans transcription. Voir *Q. 390*, p. 431). p. 178

(8) Requête de K. Campbell et d'autres particuliers, Thorah, le 16 juin 1834. (Sans transccription. Voir *Q. 390*, p. 271). p. 179

Requête de J. Y. Cozens, désireux d'obtenir le remboursement d'une partie de la somme qu'il a versée en payement d'une terre dont 22,000 acres ont été concédées à d'autres personnes. p. 180 Cornwall, le 30 mai.

Annexe:—

Contrat du capitaine Joseph Brant, le 8 octobre 1796. p. 197

Cameron au marquis de Normanby, secrétaire d'Etat. Il lui transmet la lettre du secrétaire civil, S. B. Harrison; il ne croit pas à la probabilité d'un arrangement. p. 201 Thorah, le 9 août.

Annexe:—

Harrison à Cameron, Hôtel du Gouvernement, Toronto, le 1er août 1839. Il lui demande copie de la lettre de Cameron à Normanby. p. 205

Cameron à Normanby. Il veut que l'on enquête sur la réclamation; les enquêteurs pourront se réunir à Thorah. p. 203 Thorah, le 9 août.

Ellen Carlyle à [Stephen]. Elle demande si l'on a essayé d'obtenir des renseignements sur son cousin, Henry Scott Montague Murray. p. 206 Carlisle, le 1er octobre.

D

Le lieutenant J. H. De Burgh à lord John Russell, secrétaire d'Etat. Il se rend dans le district de London du Haut-Canada; en sa qualité d'officier en retraite, il aimerait obtenir une terre. p. 209 22 Norfolk St., Strand, le 5 novembre.

1839

[Ministère des Colonies], le 8 décembre. [Russell] à sir George Arthur (N° 52—brouillon). Il lui transmet la demande du lieutenant De Burgh et il le prie de considérer cette demande avec bienveillance. p. 211

Série 424, t. 2

DIVERS, 1839

D (suite)

J. H. Dunn

Londres, le 30 juillet. J. H. Dunn, receveur général, au marquis de Normanby, secrétaire d'Etat. Ses motifs d'agir; il lui transmet une loi qui pourvoit à une rémunération pour les services supplémentaires qu'il a rendus. p. 213

Annexe:—

Le loi de 1837. p. 215

Londres, le 30 juillet. Dunn au sous-secrétaire. Il lui transmet copie d'une adresse de l'Assemblée et d'une note du Conseil autorisant l'emprunt; il se place à la disposition du sous-secrétaire. p. 219

Annexes:—

(1) L'adresse de l'Assemblée, le 11 mai 1839. p. 221

(2) La note du Conseil, le 15 juin 1839. p. 222

[Ministère des Colonies], le 12 août. Lettre sans signature à Dunn (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 30 juillet; Normanby et l'offre de service de Dunn. p. 225

[Ministère des Colonies], le 13 août. Lettre sans signature à Dunn (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre à Normanby, du 30 juillet. p. 218

Londres, le 20 août. Dunn à H. Labouchere, sous-secrétaire. Il a eu une entrevue avec le président du ministère du Commerce à propos de trois projets de loi ayant trait à la finance. Les deux premiers projets se rapportent à l'émission de billets pour les travaux publics; le troisième a pour objet de négocier un emprunt. Il demande au Gouvernement impérial de garantir cet emprunt nécessaire au Haut-Canada. p. 226

[Ministère des Colonies], le 31 août. Lettre sans signature à Dunn (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 20 août; la garantie ne saurait être obtenue sans l'approbation expresse du Parlement. p. 229

17 Charles St., le 16 septembre. Dunn au secrétaire d'État. Il s'offre de transmettre les dépêches dès sa rentrée dans le Haut-Canada. p. 230

Toronto, le 29 décembre. Dunn à [lord John Russell, secrétaire d'État]. Les mesures qu'il a prises au sujet de l'union du Haut et du Bas-Canada; l'avenir de la province. p. 231

Lettre sans signature à Dunn (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 29 décembre 1839. p. 235 — 1840 [Ministère des Colonies], le 31 janvier.

LE COMMANDANT A. DREW

Drew au marquis de Normanby, secrétaire d'Etat. Il voudrait une promotion à un grade supérieur dans l'Amirauté en récompense des services qu'il a rendus lors de la destruction du *Caroline*. p. 237 — 1839 Grande-Rivière, H.-C., le 8 juin.

Annexe:—

Sir George Arthur, lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, à Drew, Toronto, le 28 avril 1838. p. 240

Le capitaine W. Sandom à C. Wood, secrétaire de l'Amirauté. Pourquoi il a suspendu Drew jusqu'au moment où il recevra les ordres de l'Amirauté. p. 252 — A bord du *Niagara*, le 29 juin.

Annexes:—

(1) Formules de rapports hebdomadaires que doivent fournir les commandants de la marine. p. 258

(2) Sandom à Drew, à bord du *Toronto*, Dunville, le 23 juin 1839. L'absence de Drew sans permission a suscité des inconvénients; on le fera savoir à l'Amirauté. Dans l'entre-temps Drew se rendra à Kingston où il recevra de nouveaux ordres. Il n'est plus commandant du *Colborne*. p. 256

Sandom à Wood. Il lui demande de traiter Drew avec mansuétude en raison des services qu'il a rendus dans le Haut-Canada. p. 251 — A bord du *Niagara*, le 29 juin.

J. Stephen, sous-secrétaire, à sir John Barrow, second secrétaire de l'Amirauté. Il lui transmet l'adresse de la Législature, demandant qu'une marque de distinction soit conférée à Drew, ainsi que le brouillon de la réponse de Normanby. L'Amirauté s'oppose-t-elle à cette réponse? p. 243 — Downing St., le 10 juillet.

Annexes:—

(1) L'adresse. (Sans transcription. Voir *Q. 416*, p. 123). p. 244

(2) Lettre sans signature à Arthur (brouillon). La Reine apprécie à leur juste valeur les recommandations en faveur de Drew; la promotion est retardée pour des motifs qui ne peuvent être présentement discutés. p. 241

Le comte de Minto, commissaire de l'Amirauté, à Normanby (personnelle). Mesures prises pour le transport de sir Charles Metcalfe. Pourquoi il ne saurait accorder actuellement une promotion à Drew; il lui conseille de biffer le mot "promotion" de la réponse projetée à l'adresse de la Législature. p. 245 — Amirauté, le 20 juillet.

Stephen à Barrow. Il lui transmet une lettre du ministère des Affaires étrangères: l'affaire du *Caroline* ne devrait pas s'opposer aux projets de l'Amirauté à l'égard de Drew. Il lui demande une prompte décision en ce qui a trait à cet officier. p. 247 — Downing St., le 7 août.

1839 Annexe:—

W. Fox Strangways, sous-secrétaire, à Stephen, ministère des Affaires étrangères, le 24 juillet 1839. p. 249

E

Jersey, le 18 janvier. Le capitaine A. Ellison à lord Glenelg, secrétaire d'Etat. Il lui demande une réponse à sa lettre du 7 décembre 1838. p. 264

[Ministère des Colonies], le 26 janvier. Lettre sans signature à Ellison (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 18 janvier; sa lettre précédente a été soumise au commandant en chef qui décidera si l'on doit accéder à sa demande en lui remettant la balance de la somme retenue sur le prix de sa commission. p. 266

Ballina, le 22 avril. Mémoire de Robert Edwards, invalide externe, qui demande une terre. p. 267

34 Charles St., le 6 mai. L'évêque d'Exeter à Normanby. Il a l'intention de réclamer dans la Chambre des Lords la production de l'adresse de l'évêque de Montréal et du clergé du Haut-Canada qui demandent une décision judiciaire sur la question des réserves du clergé, ainsi que la production de toute dépêche envoyée au lieutenant-gouverneur sur le sujet, notamment la dépêche du 15 janvier. Si cette proposition suscite actuellement des difficultés, il pourra la remettre à plus tard. p. 270

[Ministère des Colonies], le 7 mai. Lettre sans signature à Edwards (brouillon). L'auteur lui accuse réception du mémoire; la politique de concéder des terres à titre gracieux a été abandonnée depuis quelques années. p. 269

F

Toronto, le 22 juillet. S. B. Harrison, secrétaire civil, à Mme M. Farley. Le lieutenant-gouverneur a reçu une dépêche où il est dit que le Gouvernement de Sa Majesté a décidé de ne pas accéder à la demande de madame Farley, désireuse d'obtenir une nouvelle évaluation de ses terres à Kingston. p. 276

Le colonel J. Fitzgibbon

Londres, le 3 juillet. Fitzgibbon à Normanby. Il est venu en Angleterre pour que l'on fasse droit à ses réclamations et que l'on reconnaisse ses états de service. Il demande que l'on sanctionne la loi qui lui accorde 5,000 acres de terre. Si cette sanction est refusée, il voudrait avoir un octroi de 2,500 louis: cette somme serait obtenue par la vente desdites terres. Il aimerait mieux avoir cette somme. Il lui transmet une documentation et il demande une entrevue. p. 278

Annexes:—

(1) Extrait des journaux de l'Assemblée, le 23 janvier 1838. p. 382

(2) Macaulay, secrétaire civil, à Fitzgibbon, le 23 juin 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 408*, p. 195). p. 285

(3) Résolution du Conseil législatif, le 2 janvier 1838. p. 286 **1839**

(4) Extrait d'un rapport du Conseil législatif, le 13 février 1838. p. 287

(5) Fitzgibbon à Glenelg, Toronto, le 24 septembre 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 408*, p. 174). p. 288

(6) Fitzgibbon à Macaulay, Toronto, le 8 septembre 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 408*, p. 181). p. 289

(7) Fitzgibbon à Macaulay, Toronto, le 17 septembre 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 408*, p. 183). p. 290

(8) Fitzgibbon à sir Francis Bond Head, le 12 décembre 1837. (Sans transcription. Voir *Q. 408*, p. 190). p. 291

(9) J. Joseph, secrétaire civil, à Fitzgibbon, mardi, [le 12 décembre 1837]. (Sans transcription. Voir *Q. 408*, p. 192). p. 292

(10) Le capitaine F. L. Arthur, secrétaire particulier, à Fitzgibbon, Hôtel du Gouvernement, le 24 septembre 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 408*, p. 179). p. 293

(11) Head à Glenelg, N° 25, Toronto, le 8 mars 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 403*, p. 28). p. 294

(12) Le colonel W. Rowan, secrétaire civil, à Fitzgibbon, Toronto, le 20 janvier 1838. (Sans transcription. Voir *Q. 408*, p. 185). p. 295

(13) Adresse des orangistes de Cavan et de Perth, York, le 18 juin 1836. (Sans transcription. Voir *Q. 408*, p. 197). p. 296

Lettre sans signature à Fitzgibbon (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 3 juillet; Normanby ne peut discuter le cas de Fitzgibbon avant d'avoir reçu la dépêche de sir George Arthur. p. 297 [Ministère des Colonies], le 10 juillet.

Fitzgibbon à H. Labouchere, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 31 juillet; il fournira lui-même les explications à Normanby. p. 298 Dublin, le 2 août.

Fitzgibbon à Labouchere. Pourquoi il a quitté la province sans permission. p. 299 Dublin, le 7 août.

Mgr. A. Macdonell, évêque catholique romain, à Fitzgibbon. Il lui décerne des éloges. p. 309 Cecil St., Strand, le 16 août.

Mémoire de Fitzgibbon sur un octroi de terre. p. 304 Londres, le 17 août.

Fitzgibbon à Labouchere. Il lui transmet copie d'une lettre qu'il a adressée à Arthur. Il ne désire pas obtenir la somme d'argent avant qu'Arthur ait examiné les comptes publics. (L'annexe manque. Voir *Q. 419*, p. 294). p. 311 Craven St., le 28 août.

1839 [Août]. Lettre sans signature à Fitzgibbon (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 7 août; nulle décision ne peut être prise au sujet de la loi qui accorde 5,000 acres de terre à Fitzgibbon avant la réception d'un rapport de sir George Arthur. Il regrette que Fitzgibbon ait quitté la province sans permission. p. 310

G

Gosford, le 30 janvier. Le comte de Gosford à lord Glenelg, secrétaire d'État. Il lui transmet une lettre de M. S. Bidwell de la part de J. G. Parker qui est prisonnier; Bidwell n'aurait pas fait ces déclarations s'il avait eu le moindre doute là-dessus. p. 314

Annexe:—

Bidwell à Gosford, New-York, le 18 décembre 1838. p. 315

Grand quartier-général. le 26 juin. J. Gardiner à Stephen. Il lui demande de transmettre un colis à Arthur avec les prochaines dépêches. p. 332

Lombard St., le 24 octobre. MM. Glyn, Halifax, Mills et Cie à lord John Russell, secrétaire d'État. Ils aimeraient savoir ce que l'on entend faire de la demande des banques du Haut-Canada qui désirent obtenir de la monnaie de cuivre; ils ont reçu l'ordre d'avancer des sommes d'argent pour la fabrication de cette monnaie. p. 333

[Ministère des Colonies], le 31 octobre. Lettre sans signature à MM. Glyn et Cie (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 24 octobre; la Trésorerie ne peut accéder à la demande de monnaie de cuivre. p. 335

H

1835 Londres, le 5 décembre. J. Hume à W. L. Mackenzie. Il approuve la nomination du lieutenant-gouverneur sir Francis Bond Head; nécessité d'accepter les concessions et d'attendre les réformes avec patience. Le gouvernement responsable est nécessaire en Angleterre. p. 323

1839 Toronto, le 20 mars. Exposé des faits se rapportant à la destitution de James Howard, autrefois directeur des postes de la ville de Toronto, Haut-Canada. Toronto, 1839. (Transcription). p. 337

Toronto, septembre. Requête de James Howey, autrefois du 2e bataillon, 39e régiment. Il aimerait obtenir, à titre gracieux, un passage pour sa famille, ses enfants et lui-même. p. 370

[Ministère des Colonies], le 23 octobre. Lettre sans signature à sir George Arthur, lieutenant-gouverneur (brouillon). L'auteur lui demande de faire savoir à J. Howey qu'il n'existe nul fonds permettant de le transporter gratuitement avec sa famille au Canada. p. 372

Queen St., Belfast, le 23 novembre. Le révérend T. D. Hincks, LL.D., professeur de langues orientales à la *Royal Belfast Institution*, à lord John Russell, secrétaire d'État. La situation au Canada; son fils Francis est l'objet de persécutions à cause de ses principes politiques. p. 373

Downing St., le 11 décembre. C. Howard à Stephen. Il lui transmet une documentation et lui demande son opinion. (Les annexes manquent). p. 379

1839

[Stephen] à C. Howard. Il lui accuse réception de la lettre du 11 décembre; difficulté d'accepter la signature apposée sur les documents parce qu'elle diffère de la signature habituelle de sir George Arthur. p. 380 [Ministère des Colonies], le 12 décembre.

Sir Francis Bond Head

Head à Glenelg. W. P. Smith a renoncé à son traitement afin de venir en aide au Haut-Canada pendant l'insurrection. Il offre d'avancer toute somme autorisée qui ne dépassera pas 100 louis. p. 385 Atherstone, le 2 janvier.

Head à Glenelg. Il le prie de répondre à la lettre du 4 décembre où l'on demandait une décision sur la promotion du capitaine A. Drew et sur un secours à accorder aux familles du colonel Moodie et du lieutenant S. McCormick; le mérite de ces personnes. p. 388 The Hall, Atherstone, le 4 janvier.

Lettre sans signature à Head (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 2 janvier; Glenelg a autorisé une avance à W. P. Smith. p. 386 [Ministère des Colonies], le 9 janvier.

Lettre sans signature à Head (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 4 janvier; les instructions nécessaires ont été données à sir George Arthur. p. 391 [Ministère des Colonies], le 10 janvier.

Head au marquis de Normanby, secrétaire d'État. Il lui transmet une lettre du procureur général du Haut-Canada sur la correspondance échangée au sujet des dépenses du lieutenant-gouverneur. Il voudrait éviter de nouvelles difficultés entre lui-même, le lieutenant général sir John Colborne et le ministère des Colonies. Il donne là-dessus quelques explications. p. 392 62 Park St., Grosvenor Sq., le 22 février.

Annexe:—

Extrait d'une lettre du procureur général du Haut-Canada. (Sans date). p. 396

Head à sir George Grey, sous-secrétaire. Listes des dépêches qui devraient être soumises au Parlement pour sa défense. p. 398 62 Park St., le 22 février.

Head au lieutenant-colonel C. Yorke, secrétaire particulier du marquis de Normanby. Si l'on produit une dépêche qui se rapporte à ses dépenses, il faudrait aussi produire toute la correspondance sur ce sujet. Il aimerait que cette documentation fût soumise non pas à la Législature, mais bien au Parlement. p. 401 The Hall, Atherstone, le 3 mars.

Head à Labouchere. Il lui demande de biffer deux expressions dans les dépêches qui seront soumises au Parlement. Pourquoi son ouvrage renferme une allusion à sa dépêche concernant J. Hume; cette allusion disparaîtra dans la deuxième édition de l'ouvrage. p. 404 The Hall, Atherstone, le 7 mars.

Head à Normanby. Les instructions qui se rapportent à la dépêche en question seront envoyées à sir George Arthur par l'intermédiaire du paquebot du 16 mars; il aimerait mieux renoncer au remboursement de ses dépenses plutôt que de se soumettre à une pareille procédure. p. 408 The Hall, Atherstone, le 8 mars.

1839

[Ministère des Colonies], le 9 mars.

Yorke à Head. Il lui accuse réception de la lettre du 8 mars; cette lettre et la lettre officielle sur le même sujet ont dû se croiser; cette lettre officielle devrait satisfaire Head. p. 411

Atherstone, le 10 mars.

Head à Labouchere. Il lui accuse réception de la lettre du 8 mars; remerciements adressés à Glenelg pour la décision qu'il a prise au sujet des dépenses. Il espère que l'on ne donnera pas à ses motifs une fausse interprétation; il s'efforcera d'éclairer l'opinion là-dessus. Autres réclamations. p. 412

[Ministère des Colonies], le 11 mars.

Lettre sans signature à Head (brouillon). Normanby a consenti à biffer les mots comme Head l'avait demandé dans sa lettre du 7 mars. p. 407

62 Park St., Grosvenor Sq., le 13 avril.

Head à Normanby. Il lui transmet une documentation à l'appui des réclamations du capitaine A. Drew et du lieutenant S. McCormick; il lui demande d'étudier avec bienveillance les lettres antérieures qui ont été échangées sur cette question. p. 414

Annexes:—

(1) Le colonel A. N. MacNab au lieutenant-colonel J. Strachan, secrétaire militaire. Il lui transmet une déclaration attestant les états de service de Drew. p. 422

Sous-annexe:—

La déclaration. p. 423

(2) McCormick à Head, Londres, le 2 octobre 1838. Il lui transmet un mémoire. p. 416

Sous-annexe:—

Le mémoire du 1er octobre 1838 où il demande une pension comme compensation pour ses blessures. p. 418

Série Q. 424, t. 3

DIVERS, 1839

Sir Francis Head (suite)

Cranford, le 12 juin.

Mémoire sur les dépenses de Head qui s'élèvent à la somme de 9,079 louis. p. 427

Cranford, le 2 juillet.

Head au marquis de Normanby, secrétaire d'État. Il lui transmet une nouvelle lettre sur ses dépenses. Sera-t-il remboursé immédiatement? p. 429

Annexes:—

(1) J. Joseph, autrefois secrétaire civil, à J. Macaulay, secrétaire civil, bureau du Conseil législatif, le 15 mai 1839. La procuration de Head. p. 431

(2) Macaulay à Joseph, Hôtel du Gouvernement, le 17 mai 1839. Il lui accuse réception de la lettre du 15 mai; sir George Arthur est d'avis qu'il doit attendre de nouvelles instructions avant d'émettre le mandat. p. 432 1839

[Labouchere] à Head (brouillon). Il lui accuse réception de la lettre du 2 juillet; elle serait envoyée à Arthur avec l'ordre de faire droit à cette réclamation. p. 433 Downing St., le 8 juillet.

Head à H. Labouchere. Il lui accuse réception de la lettre du 8 juillet et lui adresse ses remerciements. p. 434 Cranford, le 9 juillet.

Head à Labouchere. Il lui accuse réception de la lettre du 27 juillet; il a depuis longtemps une pièce qui explique pourquoi son traitement fut omis par erreur de la loi qui a trait au budget du Haut-Canada. p. 435 Cranford, le 29 juillet.

J

Mémoire de Samuel C. Johnston qui désire obtenir justice du Gouvernement américain parce qu'il fut arrêté sous l'accusation d'avoir voulu abandonner des nécessiteux qu'il avait amenés en ce pays. p. 438 New-York, août.

Johnston à lord John Russell, secrétaire d'Etat. Nouveau renseignement sur sa réclamation. p. 442 New-York, août.

Annexes:—

(1) Andrew Fyfe, M.D., à sir Thomas D. Lauder, Edimbourg, le 25 mars 1839. p. 446

(2) Lauder à ————, Grange House, Edimbourg, le 26 mars 1839. p. 449

(3) W. M. Little, représentant des directeurs de la *West Church Poor House*, à Johnston, le 4 octobre 1838. p. 450

(4) *Hamilton, Brothers & Co.* à Johnston, Glasgow, le 15 octobre 1838. p. 452

(5) *Hamilton, Brothers & Co.* à Johnston, Glasgow, le 20 octobre 1838. p. 455

(6) *Hamilton, Brothers & Co.* à Johnston, Glasgow, le 26 octobre 1838. p. 457

(7) Johnston et G. Petrie à *Hamilton, Brothers & Co.*, Liverpool, le 2 novembre 1838. p. 459

(8) Johnston et Petrie à J. W. Shaw, 20 Regent St., le 5 novembre 1838. p. 461

(9) Johnston et Petrie à Shaw, Regent St., le 6 novembre 1838. p. 462

1839

(10) Shaw à Johnston et Petrie, Liverpool, le 6 novembre 1838. p. 463

(11) Johnston et Petrie à Shaw, le 6 novembre 1838. p. 464

(12) Johnston et Petrie à *Hamilton, Brothers & Co.*, Liverpool, le 6 novembre 1838. p. 465

(13) *Hamilton, Brothers & Co.*, à Petrie, Glasgow, le 5 novembre 1839. p. 469

(14) Johnston et Petrie à Shaw, Liverpool, le 6 novembre 1838. p. 471

(15) Johnston et Petrie à Shaw, Liverpool, le 7 novembre 1838. p. 472

(16) Johnston à Shaw, Liverpool, le 8 novembre 1838. p. 473

(17) Johnston et Petrie à *Hamilton, Brothers & Co.*, Liverpool, le 8 novembre 1838. p. 474

(18) Johnston et Petrie à Shaw, le 8 novembre 1838. p. 477

(20) Johnston et Petrie à Shaw, Liverpool, le 8 novembre 1838. p. 480

(21) Petrie à Shaw, 20 Regent St., le 9 novembre 1838. p. 484

(22) Shaw à Petrie, le 8 novembre 1838. p. 486

(23) Aaron Clark, maire de New-York, à MM. Spark et Hay, le 9 janvier 1839. p. 487

(24) Certificat attestant l'arrestation de Johnston. p. 488

(25) A. Gifford, solliciteur à la cour Suprême, à Johnston, Edimbourg, le 27 février 1839. p. 489

(26) J. Buchanan, consul de Sa Majesté à New-York, à MM. Reyburnt et Vandervoort, New-York, le 2 mai 1839. p. 491

[Ministère des Colonies], le 16 septembre.

Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire du ministère des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet la documentation susmentionnée qui se rapporte au cas de Johnston et demande de la soumettre au vicomte Palmerston. p. 492

Peppercombe, près Bideford, Devon, le 27 septembre.

M. R. Jubies au sous-secrétaire d'État. Il lui demande copie des règlements édictés au sujet de l'octroi des terres aux miliciens dans le Haut-Canada. p. 493

[Ministère des Colonies], le 8 octobre.

Lettre sans signature à Jubies (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 27 septembre et il lui transmet les règlements relatifs à l'octroi de terres; ces règlements sont susceptibles de modifications par la Législature du Haut-Canada. (L'annexe manque). p. 494

K

1839

Mémoire de Patrick Kennedy, invalide externe qui aimerait se rendre dans l'Amérique britannique et obtenir à cet fin son passage à titre gracieux. p. 496 — Cobronan Parish, Meath, Irlande, le 26 janvier.

Lettre sans signature à Kennedy (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la requête et déclare qu'il n'existe nul fonds pouvant servir à défrayer les dépenses de voyage de Kennedy. p. 498 — [Ministère des Colonies], le 31 janvier.

Requête de Kennedy demandant le renouvellement d'un arrêté qui lui accordait une concession dans le Haut-Canada et qui datait de mars 1831. p. 499 —]Le 3 mars].

Lettre sans signature à Kennedy (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la requête; les terres n'étant plus octroyées, l'ordre ne saurait être renouvelé. p. 501 — [Ministère des Colonies], le 15 mars.

Requête de William Kernahan, militaire retraité, qui désire obtenir une terre dans le Haut-Canada. p. 502 — Arva, le 20 septembre.

R. Vernon Smith, sous-secrétaire, à Kernahan (brouillon). Il lui accuse réception de la requête; le mode de concession de terres à titre gracieux a été aboli. p. 504 — [Ministère des Colonies], le 23 septembre.

L

F. Lane à lord John Russell, secrétaire d'État. Martin Whisler a quitté Détroit et demeure maintenant non loin du Mississippi. p. 506 — Lynn, le 23 octobre.

J. W. Lefferty à [Russell]. A propos de la réclamation de Mme Margaret Farley. (L'annexe manque). p. 507 — 28 Northumberland St., Strand, le 27 novembre.

Lettre sans signature à Lefferty (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 27 novembre; pourquoi on ne saurait faire droit à la réclamation de Mme Farley. p. 509 — [Ministère des Colonies], le 4 décembre.

M. Logan, militaire retraité, au secrétaire des Colonies. S'il allait s'établir dans le Haut-Canada, quel encouragement recevrait-il? p. 510 — Carrick on Shannon, le 27 décembre.

M

Requête de John McGrath qui voudrait avoir une terre dans le Haut-Canada. p. 513 — Waterford, le 6 mars.

Lettre sans signature à McGrath (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la requête; une loi du Haut-Canada prohibe l'octroi de terres à titre gracieux. p. 515 — [Ministère des Colonies], le 19 mars.

Mémoire sur les objections que soulève l'union des Canadas, par sir Duncan McDougall. p. 516 — United Service Club, le 11 mars.

Le révérend G. D. Mudie au marquis de Normanby. Ministre indépendant, il désire se rendre dans le Haut-Canada; mais la Société des missionnaires coloniaux ne peut lui payer un traitement. Il demande une terre prise à même les réserves du district Huron. p. 530 — Grasshopper Tavern, Gracechurch St., le 31 mai.

1839 [Ministère des Colonies], le 13 juin. Lettre sans signature à Mudie (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 31 mai; la concession des terres étant réglementée par une loi du Haut-Canada, Normanby ne saurait accéder à sa demande. p. 533

Blantyre Works, le 5 décembre. J. McMillan à Russell. Il désirerait entrer en possession d'une terre dans le canton de Ramsay; il a payé cette terre; il demande la collaboration de Russell. p. 534

Conseil législatif, Toronto, le 20 décembre. W. Morris à Russell. Il lui transmet copie d'une protestation consignée dans les journaux du Conseil législatif. Le comité spécial nommé pour examiner le rapport de Durham ne s'est jamais réuni; les délibérations du comité et la Législature. p. 537

Annexe:—

La protestation. p. 539

1840 [Ministère des Colonies], le 25 janvier. Lettre sans signature à Morris (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 20 décembre; cette lettre aurait dû être adressée au lieutenant-gouverneur. p. 543

Mgr A. Macdonell

1839 Sans date. Mémoire des catholiques romains du Haut-Canada qui désirent obtenir de l'aide en recevant un octroi pris à même les réserves du clergé ou à même les revenus provenant des biens des Jésuites. p. 545

9 Cecil St., Strand, [août]. Mgr Macdonell et le Dr Thomas Rolph à Normanby. Remarques sur l'émigration; ils demandent une entrevue. p. 554

Annexe:—

Les remarques. p. 555

9 Cecil St., Strand, [septembre]. Mgr Macdonell à lord John Russell, secrétaire d'État. Il attire l'attention sur la documentation soumise à Normanby. p. 562

9 Cecil St., Strand, le 2 septembre. Mgr Macdonell et Rolph à Russell. Ils demandent de nouveau une entrevue. p. 563

[Ministère des Colonies], le 6 septembre. Lettre sans signature à Mgr Macdonell (brouillon). L'auteur lui accuse réception du mémoire des catholiques romains; la question des réserves du clergé ne saurait être réglée sans le concours de la Législature ou du Parlement; les revenus provenant des biens des Jésuites furent remis à la Législature du Bas-Canada avant la suspension de la constitution. p. 552

N

Palace, Norwich, le 16 juillet. L'évêque de Norwich à Normanby. Il lui transmet une lettre du révérend J. C. Taylor et lui demande de faire droit à la réclamation si elle lui semble juste et raisonnable. p. 565

Annexe:—

Taylor à l'évêque de Norwich, 6 Warwick Place, Leeds, le 13 juillet 1839. En sa qualité d'instituteur à l'école secondaire de Peterborough, il réclame un traitement de 100 louis. p. 566

1839

Lettre sans signature à l'évêque de Norwich (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 16 juillet; pourquoi la réclamation de Taylor a été soumise à la Législature; il écrira de nouveau là-dessus à sir George Arthur. p. 568 [Ministère des Colonies], le 26 juillet.

O

Mémoire de R. O'Neill qui voudrait avoir une terre dans le Haut-Canada. p. 571 Loughrea, Irlande, le 26 février.

Le colonel W. O'Hara à [Normanby]. Il se plaint de la manière d'agir de sir Francis Bond Head qui l'a privé de son commandement; sir George Arthur approuva la décision de Head; il lui transmet une documentation et lui demande d'ouvrir une enquête. p. 573 Toronto, le 19 avril.

Annexes:—

(1) Ordre général, Toronto, le 25 octobre 1838. Règlements sur la correspondance concernant la milice. p. 602

(2) Glenelg à Arthur, N° 5, Downing St., le 14 juillet 1838. Il lui accuse réception de la dépêche N° 25, du 4 juin; il faudra faire savoir à O'Hara que la décision de Head sera maintenue. (Les autres annexes manquent). p. 603

Daniel O'Connell à Normanby. Il lui transmet le mémoire de Mgr A. Macdonell, porte-parole des catholiques romains du Haut-Canada. Ce mémoire repose sur des fondements solides; on pourrait faire droit à ces réclamations en utilisant les réserves du clergé qui devraient être considérées comme des biens de la province. p. 604 16 Pall Mall, le 9 juillet.

Annexe:—

Mgr Macdonell à O'Connell, Kingston, le 23 mars 1838. Il lui demande d'épouser la cause des catholiques romains du Haut-Canada. Il lui transmet copie du mémoire qu'il présenta à l'Assemblée à l'ouverture de la présente session. La question des réserves du clergé, qui furent d'abord destinées à l'Église d'Angleterre, sème maintenant la discorde chez les presbytériens et les méthodistes. Ne devrait-il pas demander un octroi à même les biens des Jésuites en raison du travail que ces missionnaires ont accompli dans les missions sauvages du Haut-Canada? p. 605

Sous-annexe:—

Le mémoire. p. 609

Lettre sans signature à O'Connell (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 9 juillet; lord Ripon et lord Glenelg désirent venir en aide à l'Église catholique romaine du Haut-Canada. Lord Ripon avait pensé accorder ce secours en puisant à même les revenus de la Couronne et les revenus provenant des réserves du clergé. Les revenus de la Couronne sont déjà employés; la question des réserves du clergé est devant la Législature. p. 614 [Ministère des Colonies], le 23 juillet.

1839

P

8 George St., Hanover Sq., le 27 mars.

T. Phillips au sous-secrétaire. Il lui demande un certificat attestant la mort de N. S. Von Schoultz. p. 617

[Ministère des Colonies], le 9 avril.

Lettre sans signature à Phillips (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 27 mars; on a demandé à sir George Arthur de produire le certificat. p. 619

8 George St., le 16 décembre.

Phillips à R. Vernon Smith, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la documentation se rapportant à l'exécution de Von Schoultz; le porteur a reçu l'ordre de payer les droits exigés. p. 620

Série Q. 425, t. 1

DIVERS, 1839

R

63 Chancery Lane, le 16 mai.

Rhodes, Beevor et Lane au sous-secrétaire. Ils lui demandent des renseignements sur la mort du révérend W. Sampson et de John Sampson; le premier mourut à Grimsby en 1822. p. 3

Kilrea, Irlande, sans date.

Le révérend H. W. Rodgers à lord John Russell, secrétaire d'État. Samuel Manherter et sa famille pourraient-ils recevoir de l'aide pour émigrer dans le Haut-Canada? p. 4

Hamilton, le 2 septembre.

S. Ryckman au secrétaire d'État. Il lui transmet une documentation sur sa réclamation et ses états de service; il croit avoir droit à une terre, en sa qualité de loyaliste, et il demande une enquête à cette fin. p. 6

Annexes:—

(1) Le certificat du colonel R. Beasley, Barton, le 27 juillet 1819. p. 10

(2) Lettres de recommandation des officiers du 2e régiment d'York, Hamilton, le 20 février 1837. p. 11

(3) La requête de Ryckman à Arthur. (Sans date). p. 14

(4) Exposé soumis au major général sir John Harvey, le 21 juillet 1838. p. 19

(5) La réponse de Harvey, Frederickton, le 12 septembre 1838. p. 20

(6) Les certificats du lieutenant George Pettit et du colonel sir Allan N. MacNab. p. 22

(7) Ryckman à J. Macaulay, secrétaire particulier, Hamilton, le 4 juin 1839. p. 24

(8) [Ryckman] à S. B. Harrison, secrétaire civil, Hamilton, le 2 juillet 1839 (brouillon). p. 25 **1839**

(9) Certificat du capitaine D. K. Servos et du colonel R. Beasley. p. 27

Ryckman au marquis de Normanby, secrétaire d'État. Il lui transmet copie d'une lettre qu'il a reçue du bureau du Conseil exécutif; il demande qu'on lui retourne sa documentation et que son cas soit considéré de nouveau. p. 29 Hamilton, le 16 septembre.

Annexes:—

(1) Communiqué du Conseil, le 8 août 1839. On refuse d'accorder une terre à Ryckman. p. 33

(2) Le rapport de R. Bullock, chef d'état-major, Toronto, le 23 juillet 1839. p. 36

(3) Le certificat du colonel R. Beasley, Hamilton, le 9 septembre 1839. p. 39

J. B. Robinson, juge en chef

Robinson à ————. Il aimerait obtenir des renseignements sur la demande du Gouvernement américain au sujet de la destruction du *Sir Robert Peel;* les propriétaires du vaisseau recevront-ils un dédommagement? p. 41 Cheltenham, le 5 février.

Robinson à Normanby. En conformité de la demande du secrétaire d'État, il commente le rapport de Durham. Ce rapport renferme quelques erreurs en ce qui a trait au Bas-Canada; le ton de certains paragraphes ne produira aucun bon résultat. Il se préoccupe surtout du Haut-Canada. Durham n'a passé que cinq jours dans cette province et semble avoir été trompé. Certains documents contrediront plusieurs assertions; la population loyale de la province lira ce rapport avec des sentiments de regret et de désappointement. Ses états de service confèrent une autorité à ses paroles. On n'a pu apporter jusqu'ici aucune preuve à l'appui des assertions de Durham au sujet de la concession des terres et de l'émigration; en outre, celui-ci n'a pas suivi ses instructions quant à la nature de l'enquête qu'il devait ouvrir. Les recommandations de Durham. Il discute l'union des deux Canadas et s'y oppose. La Confédération et l'union; il s'abstient de faire des commentaires sur certaines propositions qui se rapportent à l'union. Il s'oppose au projet de Durham qui a trait au gouvernement local; ce projet ne tient aucun compte des institutions existantes. La sixième proposition et le mode de gouvernement général; les fonds de l'Église catholique romaine dans le Bas-Canada et la protection que lui accorde la législation du Parlement. La composition du Conseil législatif; il faudrait y songer deux fois avant d'enlever à l'Assemblée la surveillance qu'elle exerce depuis quelque temps sur les terres de la Couronne, même si la méthode antérieure était préférable. L'Assemblée consentirait-elle à voter la liste civile si elle recevait les revenus de la Couronne? Il s'oppose au gouvernement responsable. La judicature dans le Haut et dans le Bas-Canada. La douzième recommandation et l'adoption de la pratique du Parlement en ce qui Spring Gardens Hotel, le 23 février.

1839 a trait aux bills de subsides; au Canada il faudrait faire davantage. Les réserves du clergé. Le rapport ne propose rien pour assurer le fonctionnement de l'administration; cette lacune explique pourtant toutes les difficultés actuelles. Les habitants du pays devraient avoir l'assurance de vivre en paix. p. 42

Cheltenham, le 9 mars. [Robinson à Normanby]. Conformément à la demande qui lui fut faite, il a consigné quelques remarques sur la meilleure politique à suivre en ce qui a trait aux Canadas. Il conseille d'annexer Montréal au Haut-Canada et Gaspé au Nouveau-Brunswick. Il trace les grandes lignes d'une constitution en vertu de laquelle le Bas-Canada n'aurait pas d'Assemblée pendant au moins dix ou quinze ans. Il recommande de réglementer le langage, d'établir une école dans chaque paroisse, d'adopter les lois anglaises dans les causes civiles et d'effectuer certaines réformes judiciaires. p. 88

Spring Gardens Hotel, Londres, le 25 mars. Robinson au secrétaire d'État. Il lui demande de prolonger son congé. p. 110

[Ministère des Colonies], le 3 avril. Lettre sans signature à Robinson (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 25 mars et lui accorde la prolongation du congé. p. 111

29 Half Moon St., le 27 mai. Robinson à Normanby. Il lui transmet copie d'une résolution du Conseil législatif qui s'en tient à l'opinion exprimée dans les adresses des 13 et 28 février 1838. Il s'oppose à l'union et il demande que le Bas-Canada continue à être gouverné par un Conseil spécial. p. 112

Annexe:—

La résolution. p. 116

29 Half Moon St., Londres, le 28 mai. Robinson à H. Labouchere, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de six requêtes qui se rapportent aux prisonniers canadiens. Tous ces accusés ont confessé leur culpabilité; il n'était donc pas nécessaire de leur faire subir un procès. Il est certain que le Gouvernement a fait rapport là-dessus. p. 118

[Ministère des Colonies], le 31 mai. Lettre sans signature à Robinson (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 27 mai; Robinson pourrait-il faire de nouvelles propositions qui auraient pour but d'aplanir les difficultés des Canadas. p. 117

29 Half Moon St., le 1er juin. Robinson à Labouchere. Il lui accuse réception de la lettre du 31 mai et il le renvoie à une lettre antérieure dans laquelle il a commenté certaines mesures dont l'adoption aurait pour résultat d'aplanir les difficultés dans les Canadas. Il pourrait s'appesantir là-dessus si on le désire. p. 124

Downing St., le 5 juin. Lettre sans signature à Robinson (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 28 mai. Il lui demande de faire connaître son opinion sur certains points que soulèvent les pétitionnaires désireux d'alléguer des circonstances atténuantes comme motifs de commuer la sentence de déportation. Le séjour des prisonniers sur la terre de Van Diemen et les difficultés qui en résultent. p. 120

1839

Robinson à Labouchere. Il lui accuse réception de la lettre du 5 juin et il lui dit ce qu'il pense des points soulevés en ce qui a trait aux prisonniers canadiens condamnés à la déportation. p. 129 — 29 Half Moon St., le 6 juin.

Lettre sans signature à Robinson (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 1er juin; Normanby recevra avec plaisir toutes les remarques que pourra faire Robinson sur les Canadas. p. 127 — Downing St., le 7 juin.

Robinson à Labouchere. Il lui accuse réception de la lettre du 7 juin et il regrette de n'avoir pas été suffisamment clair dans sa communication du 1er juin. Il a dit comment s'y prendre, dans sa lettre du 29 mars, pour résoudre les problèmes canadiens et il ne saurait ajouter quoi que ce soit à ce texte avant de connaître là-dessus l'opinion du Gouvernement. p. 134 — 29 Half Moon St., le 8 juin.

Robinson à Normanby. La correspondance sur l'opinion qu'il a donnée en ce qui a trait aux aubains et les actes entachés de trahison. La récente discussion sur le sujet dans la Chambre des Lords. Il faudrait faire connaître ses motifs et les examiner. p. 137 — 29 Half Moon St., le 10 juin.

Robinson à Normanby. Certains articles de la loi du Canada et les difficultés qu'elle suscite. p. 166 — 29 Half Moon St., le 3 juillet.

Lettre sans signature au procureur général et au solliciteur général (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la lettre du 3 juillet, de Robinson, ainsi que copie de la loi du Canada avec certains amendements qui auraient pour but de faire disparaître les objections soulignées par Robinson. Il demande leur opinion. p. 176 — [Ministère des Colonies], le 6 juillet.

Annexe:—

Le projet de loi. p. 174

Robinson à Labouchere. Il lui transmet le brouillon de deux projets de loi avec quelques explications. p. 178 — Londres, le 12 juillet.

Annexe:—

Le brouillon du projet de loi qui a trait à l'union. (Suite dans *Q. 425-2*. Les autres annexes manquent). p. 179

Série Q. 425, t. 2

DIVERS, 1839

J. B. Robinson (suite)

Suite du brouillon du projet de loi qui a trait à l'union, annexé à la dépêche de Robinson à Labouchère, du 12 juillet 1839. (Voir *Q. 425-1* p. 178). p. 200

Robinson au marquis de Normanby, secrétaire d'État. Il lui transmet les certificats de son médecin et lui demande de prolonger son congé. p. 281 — 36 Half Moon St., Londres, le 30 août.

1839 Annexe:—

Les certificats. p. 284

36 Half Moon St., le 2 septembre — Robinson à Normanby. Il le prie de répondre à sa demande de prolonger son congé. p. 287

Ministère de l'Intérieur, le 3 septembre. — Le colonel C. Yorke, secrétaire particulier de Normanby, à J. Stephen, sous-secrétaire. Normanby a répondu à Robinson au sujet de son congé; on attend bientôt une réponse officielle. p. 288

Paris, le 11 octobre. — Robinson à R. Vernon Smith, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 30 septembre à laquelle était jointe copie de la dépêche de sir George Arthur. Il se propose d'arriver à Londres au commencement de la semaine prochaine; il n'est donc pas nécessaire de discuter présentement la question. p. 293

9 Bolton Row, Londres, le 17 octobre. — Robinson à lord John Russell, secrétaire d'État. Au sujet de la dépêche d'Arthur, du 27 août, il étudiera le cas des prisonniers canadiens. La question pourra se régler lorsqu'il rentrera dans le Haut-Canada; il déplore le délai inévitable. p. 294

9 Bolton Row, Londres, le 28 octobre. — Robinson à Vernon Smith. Il lui accuse réception de la lettre du 25 octobre; les prisonniers de la Pointe Pelée et la cour du Banc de la Reine; il se met à la disposition de Vernon Smith au cas où le secrétaire d'État aimerait à lui poser certaines questions. p. 297

Bridge-field Cottage, Wandsworth, le 19 novembre. — Robinson à Russell. Le traité d'extradition; dans la clause il faudrait substituer aux mots "sujets britanniques" et "citoyens des États-Unis" le mot "personnes". p. 299

Sans date. — Mémoire sur la répartition des revenus entre le Haut et le Bas-Canada. p. 305

1840 Downing St., mars. — Vernon Smith à Robinson (brouillon). Il lui transmet un rapport sur la réponse faite à une question posée dans la Chambre des Communes et se rapportant à l'absence prolongée de Robinson du Haut-Canada. Le congé ne saurait être prolongé. p. 289

Annexe:—

Le rapport. p. 291

Le Dr T. Rolph

1839 9 Cecil St., Strand, le 9 août. — Rolph à H. Labouchere, sous-secrétaire. Sur la demande de la population britannique de la colonie, il a accompagné l'évêque catholique romain en Angleterre afin de promouvoir l'émigration; quelques remarques sur l'union des provinces. p. 312

Annexe:—

Propositions qui se rapportent à l'union des provinces. p. 313

Sans date. — Rolph à York. Il lui transmet une demande d'entrevue avec Normanby. p. 352

Annexe:— 1839

Rolph à Normanby, le 12 août 1839. Il lui demande une entrevue au cours de laquelle il discuterait la question d'émigration. p. 353

Rolph à Yorke. Il lui transmet une correspondance échangée sur la question des esclaves fugitifs et il demande une entrevue avec Normanby. Il désire aussi lui parler d'émigration. p. 346 — 9 Cecil St., Strand, le 23 août.

Annexes:—

(1) [J.] Macaulay, secrétaire particulier, à Rolph, Hôtel du Gouvernement, le 17 mai 1839. Le lieutenant-gouverneur n'a reçu aucun renseignement sur le mémoire qui fut présenté à Durham au sujet des esclaves fugitifs. Ce texte sera soumis au Gouvernement britannique qui l'étudiera. A son sentiment, le Gouvernement hésitera avant de demander que comparaissent devant un jury du Haut-Canada ceux qui ont commis des délits aux États-Unis. p. 349

(2) Le colonel G. Couper, secrétaire, à Rolph, Montréal, le 25 juillet 1839. Il lui accuse réception du mémoire et il le soumettra au ministère des Colonies. p. 351

Lettre sans signature à Rolph (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 23 août; des instructions ont été adressées à sir George Arthur au sujet des personnes de couleur. p. 348 — [Downing St.], le 11 septembre.

Rolph à Russell. Il lui demande une entrevue au cours de laquelle il discutera la question des esclaves fugitifs. p. 355 — 9 Welbeck St., Cavendish Sq., le 10 septembre.

Rolph à Russell. Il lui demande une entrevue pour James Tullock et lui-même au cours de laquelle il ferait valoir les droits des Ursulines et des Sulpiciens à des propriétés qui furent confisquées en 1793. p. 358 — 9 Welbeck St., Cavendish Sq., le 16 septembre.

Lettre sans signature à Rolph (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 10 septembre; les légistes et l'extradition des noirs et des blancs; la question des écoles et la Législature locale. p. 356 — [Downing St.], le 20 septembre.

Rolph à Russell. Les réclamations des Sulpiciens et des Ursulines seront-elles étudiées par le secrétaire d'État ou par le Conseil privé? p. 360 — 9 Welbeck St., Cavendish Sq., le 20 setpembre.

Lettre sans signature à Rolph (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 16 septembre; Rolph et Tullock devront exposer par écrit la situation avant d'obtenir une entrevue. p. 359 — [Ministère des Colonies], le 21 septembre.

Rolph à Russell. Il le renvoie à des lettres écrites en 1839 par le révérend J. Holmes et J. Tullock sur la question des biens des Ursulines et des Sulpiciens. Il lui demande une entrevue immédiate. p. 361 — 9 Welbeck St., Cavendish Sq., le 24 septembre.

1839

9 Welbeck St., Cavendish Sq., le 29 octobre. Rolph à Russell. Il lui transmet une lettre du révérend N. McLeod; 50,000 Highlanders seraient prêts à émigrer au Canada; ils ne consentiraient pas à aller ailleurs. p. 365

Annexe:—

McLeod à Rolph, Glasgow, le 18 octobre 1839. p. 366

9 Welbeck St., Cavendish Sq., le 3 novembre. Rolph à Russell. Il lui demande de protéger les esclaves fugitifs. p. 368

9 Welbeck St., Cavendish Sq., le 3 novembre. Rolph à Russell. Les réclamations des Ursulines et des Sulpiciens seront-elles examinées de nouveau? p. 370

[Ministère des Colonies], le 12 novembre. Lettre sans signature à Rolph (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 3 novembre; la Trésorerie étudie le cas des Ursulines et des Sulpiciens; Rolph pourrait communiquer avec ce bureau. p. 371

9 Welbeck St., Cavendish Sq., le 10 décembre. Rolph à Russell. Durham n'a pas transmis le mémoire sur les esclaves fugitifs; la misère de ces gens. p. 373

S

32 Rathbone Place, Oxford St., le 13 juin. Mémoire de T. Spoke qui veut obtenir la somme qu'il a versée pour une rente; il voudrait aussi obtenir une terre dans le Haut-Canada. p. 379

[Ministère des Colonies], le 20 juin. Lettre sans signature à Spoke (brouillon). L'auteur lui accuse réception du mémoire; Normanby ne saurait s'immiscer dans la question de rente; la législation du Haut-Canada prohibe l'octroi de terres à titre gracieux. p. 382

Prockter's Hotel, Westminster, le 3 juillet. J. E. Small à H. Labouchere, sous-secrétaire. Il lui transmet le mémoire de C. C. Small, désireux d'obtenir le traitement qui lui est dû depuis 1832 en sa qualité de greffier de la Couronne et de la cour des Plaids Communs. p. 383

Annexe:—

La requête, Toronto, le 17 mai 1839. p. 384

Sous-annexes:—

(i) Le mémoire de C. C. Small à sir George Arthur. p. 385

(ii) Small à J Macaulay, secrétaire particulier, Toronto, le 20 avril 1839. p. 389

(iii) Macaulay à Small, Hôtel du Gouvernement, le 26 février 1839. p. 391

(iv) Small à Macaulay, Toronto, le 1er mars 1839. p. 392

(v) Macaulay à Small, Hôtel du Gouvernement, le 26 mars 1839. p. 394

1839

Lettre sans signature à Small (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 3 juillet; Normanby ne saurait s'immiscer dans cette affaire avant d'avoir obtenu là-dessus le rapport de la Législature. p. 396 [Ministère des Colonies], le [27] juillet.

Small à Labouchere. Il lui accuse réception de la lettre du 27 juillet; le cas de son frère et la juridiction du Conseil exécutif et de la Législature; à son sentiment, la Législature ne lui rendra pas justice. p. 397 Prockter's Hotel, le 29 juillet.

Lettre sans signature à Small (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 29 juillet; Normanby désire accepter la décision et ne saurait admettre que la Législature du Haut-Canada ne rendra pas justice à Small. p. 402 [Ministère des Colonies], le 12 août.

Série Q. 425, t. 3

DIVERS, 1839

W. P. Smith

Smith à sir George Grey, sous-secrétaire. Il désire que la lettre qu'il a reçue de sir Francis Bond Head soit munie d'une signature; ainsi il pourra obtenir une somme d'argent qui lui permettra de revoir sa famille. p. 404 133 Aldersgate St., le 5 janvier.

Requête de Smith; ce qu'il a fait pendant l'insurrection. Il demande que cette requête soit étudiée avec bienveillance. p. 406 24 Charing Cross, Londres, le 16 septembre.

Smith à J. Stephen, sous-secrétaire. Sa misère et son loyalisme. p. 415 24 Charing Cross, Londres, le 16 septembre.

Smith à Stephen. Sa requête a-t-elle eu des résultats? p. 419 Londres, le 21 septembre.

Smith à Stephen. Il aimerait savoir quelle décision fut prise à son sujet; ses difficultés. p. 418 24 Charing Cross, Londres, le 24 septembre.

Smith à Stephen. Il demande de lui retourner quelques pièces de sa documentation afin qu'il puisse solliciter du secours ailleurs. p. 420 24 Charing Cross, Londres, le 24 septembre.

Lettre sans signature à Smith (brouillon). Russell a étudié le cas de Smith; il permet qu'on lui avance encore 100 louis; ce sera la dernière compensation. p. 414 [Ministère des Colonies], le 28 septembre.

Smith à lord John Russell, secrétaire d'État. Nouvel exposé de son cas; il sollicite la bienveillance de Russell. p. 422 24 Charing Cross, Londres, le 7 octobre.

Lettre sans signature à Smith (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 7 octobre; impossibilité de venir encore une fois à son aide; l'argent lui a été donné pour lui permettre de revoir les siens. p. 431 [Ministère des Colonies], le 14 octobre.

1839

24 Charing Cross, Londres, le 15 octobre. Smith à R. Vernon Smith, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 14 octobre; sa demande aurait dû être l'objet d'une plus grande bienveillance; on voudra bien lui retourner sa documentation; il s'adressera au public. p. 432

[Ministère des Colonies], le 21 octobre. Lettre sans signature à Smith (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 15 octobre et lui retourne la documentation. (Les annexes manquent). p. 434

10 King St. W., Westminster, le 22 octobre. Smith à Vernon Smith. Il lui accuse réception de la lettre du 21 octobre et lui fait observer que deux documents manquent à la liasse; il voudrait avoir ces deux documents le plus vite possible. p. 435

10 King St., Westminster, le 16 novembre. Smith à Stephen. Il lui demande d'approuver la circulaire qu'il a rédigée. p. 436

[Ministère des Colonies], le 20 novembre. [Stephen] à Smith (brouillon). Il lui accuse réception de la lettre du 16 novembre et il déclare pouvoir lui aider à s'établir en Angleterre. p. 437

Le 20 novembre. Smith à Stephen. Il demande de lui retourner le mémoire qui était annexé à la lettre du 16 novembre. p. 438

10 King St., Westminster, le 12 décembre. Smith à Stephen. Lord Seaton a promis de recommander le cas de Smith à la bienveillance de lord John Russell; cette recommandation a-t-elle été reçue? p. 439

[Ministère des Colonies], le 17 décembre. Lettre sans signature à Smith (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 12 décembre et déclare n'avoir pas reçu la lettre de recommandation de lord Seaton. p. 441

10 King St., Westminster, le 19 décembre. Smith à Russell. Une communication a-t-elle été reçue de lord Seaton? p. 442

1840

[Ministère des Colonies], le 11 janvier. Lettre sans signature à Smith (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 19 décembre et déclare que Russell n'a pas reçu de communication de Seaton au sujet de Smith. p. 443

T

1839

Liverpool, le 31 janvier. T. Thornely, M.P., à Grey. En est-on venu à une décision au sujet de J. S. Howard, révoqué de ses fonctions d'adjoint du maître de poste de Toronto? Il le recommande à la bienveillance de Grey. p. 445

[Ministère des Colonies], le 9 février. Lettre sans signature à Thornely (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 31 janvier; lord Glenelg ne saurait permettre la réintégration de Howard. p. 448

Hamilton, le 16 août. G. S. Tiffany et E. Cartwright, au nom des habitants du district de Gore, au marquis de Normanby, secrétaire d'État. Ils lui transmettent un compte rendu d'assemblées publiques tenues dans le district de Gore; ces réunions auraient eu lieu plus tôt si l'on avait su que le rapport de Durham ne serait pas accepté; la législation projetée et les principes exposés dans le rapport. p. 453

Annexe:— 1839

Compte rendu de réunions et résolutions adoptées; extraits du *Hamilton Journal*, le 2 août 1839. p. 456

Thornely à H. Labouchere, sous-secrétaire. Il attire l'attention sur une annonce qui constitue un encouragement à l'émigration au Texas; cette partie du nouveau monde ne convient pas aux Européens. p. 449 Wolverhampton, le 25 août.

Lettre sans signature à Thornely (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 25 août; le Gouvernement ignore si on projette d'encourager l'émigration au Texas; l'intervention du Gouvernement pourrait se produire seulement pour empêcher le recours à des moyens illégitimes. p. 452 [Ministère des Colonies], le 6 septembre.

Lettre sans signature à T. F. Elliott, commissaire de l'émigration. L'auteur lui transmet copie de la lettre de Thornely, du 25 août. (Pour l'annexe voir plus haut). p. 451 [Ministère des Colonies], le 12 septembre.

Le révérend James Tauch, curé de catholiques allemands, au secrétaire d'État. Il lui présente un colon du Haut-Canada qui désire faire valider certains documents. p. 496 Bow Lane, sans date.

L'Évêque de Toronto

Le vénérable J. Strachan, archidiacre de Toronto, à lord Glenelg, secrétaire d'État. Pourquoi il devrait être nommé évêque du Haut-Canada; il accepterait ce nouveau poste sans émoluments additionnels jusqu'à ce que fût réglée la question des réserves du clergé. p. 518 1838 Toronto, le 24 septembre.

Strachan à Labouchere. Il demande de lui envoyer ses lettres patentes. p. 498 1839 Burlington Hall, le 5 juillet.

Strachan à Labouchere. Il lui transmet une documentation qui se rapporte à l'évêché que l'on projette d'établir; nécessité d'envoyer les lettres patentes sans retard, avant même de recevoir une lettre de l'évêque de Montréal; il ne recevra pas un traitement en sa qualité d'évêque et les dépenses que lui a occasionnées son voyage à Londres ont été considérables. p. 499 Burlington Hall, le 11 juillet.

Annexes:—

(1) Glenelg à sir George Arthur, N° 192, Downing St., le 2 janvier 1839. L'archidiacre Strachan a accepté d'être nommé évêque du Haut-Canada sans recevoir des émoluments additionnels. Il lui transmet une lettre adressée à l'évêque de Canterbury; on fera savoir à Strachan et à l'évêque de Montréal qu'un nouvel évêché sera établi; à moins que l'Assemblée ne s'en charge, Strachan devra payer les droits des lettres patentes; cette somme s'élèvera à 250 louis. p. 505

(2) Glenelg à l'archevêque de Canterbury, Downing St., le 14 novembre 1839. Glenelg approuvera l'établissement d'un nouveau diocèse à moins que la chose ne soulève quelques objections. Il demande l'opinion de l'évêque sur la question. p. 507

1839 (3) Strachan à J. Macaulay, secrétaire civil, Toronto, le 20 février 1839. Il lui accuse réception de la lettre de ce jour; il consent à ne pas parler de ses appointements, alors que la question des réserves du clergé n'est pas encore réglée. Il payera les droits des lettres patentes et ne s'adressera pas à l'Assemblée. Il demande un congé qui lui permettra de se rendre en Angleterre. p. 508

(4) Macaulay à Strachan, Toronto, le 20 mai 1839. Il lui accuse réception de la lettre de ce jour et lui accorde un congé de six mois. p. 512

Downing St., le 15 juillet. Normanby à Strachan. Il lui transmet copie d'une lettre adressée au conseiller de la Couronne et se rapportant à la lettre patente. Strachan devrait communiquer avec ce bureau. p. 502

Annexe:—

Lettre sans signature au conseiller de la Couronne (brouillon), Downing St., le 15 juillet 1839. p. 503

23 Sackville St., le 23 août. Strachan à Normanby. Il faudrait faire savoir à Arthur que Strachan continuera à recevoir ses émoluments jusqu'à ce que soit réglée la question des revenus de l'évêché. Il reçoit le quart de son traitement en sa qualité de président du *King's College;* s'il venait à perdre ce poste, il subirait une diminution de traitement; possibilité de remédier à la situation en puisant à même les revenus provenant des réserves du clergé. p. 513

Downing St., le 4 octobre. Lettre sans signature à l'évêque de Toronto (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 23 août; Arthur a déjà reçu toute la correspondance qui fut échangée sur la question de l'établissement du diocèse; le Gouvernement de Sa Majesté ne pouvait garantir un traitement à l'évêque du nouveau diocèse; il ne faudrait pas croire non plus que le Gouvernement s'est engagé, de quelque façon que ce soit, en ce qui a trait aux émoluments actuellement reçus. p. 515

23 Sackville St., le 7 octobre. Strachan à Russell. La législation qui se rapporte aux réserves du clergé; comment accroître les revenus provenant de ce fonds; l'incendie de l'église de Toronto, la construction d'une église pour la garnison et l'assistance financière désirée; l'Église d'Angleterre devrait recevoir une protection analogue à celle que reçoit l'Église catholique dans le Bas-Canada; Arthur et la procédure à suivre pour doter les cures établies par le lieutenant général sir John Colborne. p. 521

23 Sackville St., le 7 octobre. Strachan à Vernon Smith. Le révérend D. Blake a droit au même traitement que le révérend A. Palmer. p. 535

23 Sackville St., le 7 octobre. Strachan à Vernon Smith. Il lui accuse réception de la lettre du 4 octobre; il regrette qu'on n'ait pas accédé à la demande faite dans sa lettre du 23 août; l'interprétation donnée à la dépêche de Glenelg du 24 janvier; il espère qu'on n'apportera pas à ses émoluments des modifications trop considérables. p. 537

1839

Lettre sans signature à l'évêque de Toronto (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 7 octobre; après avoir lu le rapport d'Arthur, il estime que l'on ne saurait soumettre à la Trésorerie le cas du révérend D. Blake. p. 536 [Ministère des Colonies], le 15 octobre.

Lettre sans signature à l'évêque de Toronto (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 7 octobre; quelques-uns des points mentionnés seront étudiés ultérieurement; entre-temps la Trésorerie a reçu l'ordre de voir à ce que les revenus provenant des réserves du clergé soient perçus et remis avec diligence; le Gouvernement ne peut aider à la reconstruction de l'église à Toronto; il ne saurait, en outre, approuver la construction d'une église pour la garnison; le Reine ne dispose plus des revenus qui ont permis au Roi de faire cadeau d'une patène à la cathédrale de Québec; le Gouvernement ne saurait, non plus, s'immiscer dans la question des cures. Cette dépêche sera transmise au gouverneur général. p. 532 [Ministère des Colonies], le 16 octobre.

Lettre sans signature à C. P. Thomson, gouverneur général (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la correspondance échangée avec l'évêque de Toronto, sous les dates du 23 août et des 4, 7 et 16 octobre. (Pour annexes voir les dépêches qui portent ces dates). p. 517 [Ministère des Colonies], le 17 octobre.

Le révérend R. Taylor

Taylor à Glenelg. La somme que lui doivent les directeurs de l'école secondaire de Peterborough; il lui demande une lettre de recommandation qui lui serait utile lorsqu'il offrira ses services à la Société pour la propagation de l'Évangile. p. 540 7 Aston's Quay, le 26 janvier.

Taylor à ————. Il demande qu'on étudie ses mémoires. p. 542 Londres, le 26 février.

Taylor à Normanby. Il lui transmet une lettre du lieutenant-colonel J. P. Oates et demande qu'on étudie son cas. p. 543 Maida Hall, Edgware Rd., le 16 mars.

Annexe:—

Oates à Normanby, 1 Maida Hall, Edgware Road, le 15 mars 1839. Pourrait-il récompenser Taylor en lui accordant le titre des terres militaires qu'il occupe dans le Haut-Canada? p. 545

Lettre sans signature à Taylor (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 16 mars; impossibilité d'accéder à la demande de Taylor. p. 547 [Ministère des Colonies], le 25 mars.

Taylor à Normanby. Il demeure maintenant à Leeds; il espère toujours obtenir une réponse favorable. p. 548 7 Warwick Place, Leeds, le 8 avril.

Lettre sans signature à Taylor (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 8 avril; on ne peut faire quoi que ce soit avant d'avoir obtenu la réponse de la Législature. p. 549 [Ministère des Colonies], le 7 mai.

Taylor à Normanby. Nouvel appel; la prorogation de la Législature. p. 550 Leeds, le 14 juin.

1839

[Ministère des Colonies], le 25 juin. Lettre sans signature à Taylor (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 14 juin; aucun rapport n'a été reçu d'Arthur. p. 553

6 Warwick Place, le 27 juillet. Taylor à Normanby. Il retournera peut-être dans le Haut-Canada à l'emploi de la Société pour la propagation de l'Évangile; il voudrait que l'on fît droit à sa réclamation en lui accordant, à titre gracieux, son billet de passage et des effets, et en lui permettant de faire sienne la réclamation de son oncle, le lieutenant-colonel J. P. Oates, qui prétend avoir droit à des terres réservées aux militaires. p. 554

[Ministère des Colonies], le 3 août. Lettre sans signature à Taylor (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 27 juillet; il n'existe aucun fonds permettant d'accorder à Taylor, à titre gracieux, un billet de passage et des effets; la législation du Haut-Canada rend impossible l'approbation du projet qui a trait à la réclamation d'Oates. p. 556

6 Warwick Place, le 7 août. Taylor à Normanby. L'évêque de Norwich lui a fait connaître la substance de la lettre de Normanby. Son traitement et ses élèves; les directeurs de l'école ont envoyé un mémoire à Glenelg; s'il n'a pas obtenu un relèvement de traitement c'est parce qu'on a dit au Canada qu'il était payé par le Gouvernement métropolitain. Il regrette de ne pouvoir obtenir un passage gratuit ainsi que des effets. Il n'ignore pas les règlements édictés au sujet des terres, mais il estime qu'on pourrait lui accorder la permission d'en acheter aux mêmes conditions que celles posées au lieutenant-colonel J. R. Oates. p. 558

[Ministère des Colonies], le 26 août. Lettre sans signature à Taylor (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 7 août; les remarques de Taylor ne tranchent nullement la difficulté que constitue l'absence de fonds. Le secrétaire d'État n'est pas le dispensateur de faveurs ecclésiastiques dans le Haut-Canada et il ne saurait apporter des modifications aux règlements édictés au sujet des terres. Si Taylor se rend dans la colonie, Normanby ne demandera pas un rapport à Arthur; Taylor pourra s'entendre directement avec Arthur. p. 561

Liverpool, le 3 septembre. Taylor à J. Stephen, sous-secrétaire. Il demande de nouveau d'être le porteur d'une dépêche à Arthur. p. 563

W

St. James' Palace, le 15 janvier. Sir Henry Wheatley à sir George Grey, sous-secrétaire. Il lui transmet la requête de Nancy Bedford. (L'annexe manque). p. 567

Annexes:—

Affidavit qui ont trait au prisonnier Paul Bedford:—

(1) Elias Snyder, le 6 décembre 1838. p. 568

(2) Garry V. D. Long, le 6 décembre 1838. p. 569

(3) P. J. Snyder, le 6 décembre 1838. p. 570

(4) Joseph Hart, le 6 décembre 1838. p. 571

(5) John G. Losee et Solomon Lossing, le 10 décembre 1838. p. 572 — 1839

T. G. Williams à Russell. Il croit qu'on pourrait obtenir de précieux renseignements sur la situation dans le Haut-Canada. p. 573 — 1 Northampton Place, Hackney Road, le 23 janvier.

Lettre sans signature à Williams (brouillon). L'auteur s'offre de recevoir toute communication que Williams voudra bien consigner. p. 574 — [Ministère des Colonies], le 30 janvier.

Williams à Glenelg. Les doléances des Canadiens; il a parlé aux prisonniers canadiens. p. 575 — Northampton Place, Hackney, le 1er février.

M. Wilcox à Labouchere. Il demande un passage gratuit qui lui permettra de rentrer au Canada. p. 582 — 76 North St., Hull, le 10 mars.

Lettre sans signature à Wilcox (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 10 mars; impossibilité d'accorder un passage gratuit. p. 582 — [Ministère des Colonies], le 18 mars.

Mme Elizabeth Walker au secrétaire d'État. Elle lui transmet une requête pour obtenir la pension qui lui est due en sa qualité de veuve de John Robinson, maître d'équipage. p. 583 — Kingston, le 21 juin.

Annexe:—

La requête. p. 584

Le major J. Walker à Russell. Il lui demande les règlements édictés au sujet des terres du Haut-Canada et du cap de Bonne-Espérance. p. 587 — Castlehill, près Hamilton, le 13 novembre.

Lettre sans signature à Walker (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 13 novembre et lui transmet les règlements édictés au sujet des terres des colonies australiennes. Des règlements semblables sont en vigueur dans le Haut-Canada, mais ils sont susceptibles de modifications par la Législature; il n'existe aucun règlement précis en ce qui concerne les terres du cap de Bonne-Espérance. p. 588 — [Ministère des Colonies], le 30 novembre.

James White à Stephen. Il lui demande la permission d'envoyer des échantillons de blé au Canada par le canal du ministère des Colonies. p. 589 — Plymouth, le 9 décembre.

White à Stephen. Il enverra bientôt le blé et il fait là-dessus quelques commentaires. p. 593 — Plymouth, le 16 décembre.

Y

Le commandant R. B. Young au secrétaire d'État. Il lui demande un prospectus sur l'octroi des terres. p. 597 — Exeter, le 26 juin.

W. H. Yellon à Normanby. Il lui transmet un mémoire adressé à la Reine; c'est lui qui a reçu de l'argent de Normanby. p. 598 — Prescott, le 26 juin.

1839 Annexe:—

Le mémoire, Prescott, le 26 juin 1839. L'état misérable dans lequel est tombé ce militaire qui a échangé sa pension; il demande de l'assistance. p. 599

Série Q. 425, t. A, B, C

BROUILLONS DE DÉPÊCHES, 1838-1839

Tome A

Sauf celles qui sont inventoriées ci-après, les dépêches que renferment ces volumes se trouvent dans la *Série G*, volumes 86-94, et ont été résumées dans les rapports sur les Archives publiques pour les années 1936 et 1937.

1838 Downing St., le 5 juillet. Lord Glenelg, secrétaire d'État, à sir George Arthur, lieutenant-gouverneur (personnelle). Il lui transmet copie d'une lettre de J. Stephen, à laquelle est annexée la lettre d'Arthur, du 2 juin. Il déplore le malentendu entre Arthur et lui-même en ce qui a trait à la nomination du gouverneur général. Remarques sur ce sujet. Les autres lieutenants-gouverneurs n'ont jamais fait entendre là-dessus la moindre plainte. (L'annexe manque). p. 7

Downing St., le 12 juillet. Glenelg à Arthur (personnelle). Il lui accuse réception de la lettre du 5 juin; nécessité de nommer un gouverneur général et de collaborer avec lui. p. 10

Downing St., le 6 septembre. Glenelg à Arthur (N° 141). Il lui accuse réception de la dépêche N° 21, du 30 mai. Il est surpris de constater que la somme versée aux militaires, provenant de la vente des réserves, semble être inférieure à la somme prévue. La construction des casernes à Toronto; on pourra prélever 10,000 louis sur le revenu en question. p. 88

1839 Downing St., le 8 février. Glenelg à Arthur (N° 210). Il lui accuse réception de la dépêche N° 191, du 1er janvier, et il lui transmet copie de la correspondance échangée au sujet de la construction de casernes à Toronto. (L'annexe manque). p. 223

Tome B

Downing St., le 1er janvier. Glenelg à Arthur N° 191. Il lui transmet copie d'une lettre adressée à la Trésorerie au sujet de la construction de casernes à Toronto. (L'annexe manque). p. 2

Downing St., le 1er mars. Le marquis de Normanby, secrétaire d'État, à Arthur (N° 6). Il lui transmet copie d'une lettre de la Trésorerie, adressée à l'Artillerie le 25 février 1839, sur la construction de casernes à Toronto. (L'annexe manque). p. 85

[Downing St.], le 6 avril. Normanby à Arthur (N° 21). Il lui transmet une lettre de la Trésorerie, en date du 20 mars 1839, à propos des militaires qui ont échangé leur pension; il faudra prendre les mesures nécessaires et donner les instructions appropriées. (L'annexe manque). p. 117

Normanby à Arthur (N° 58). Il lui transmet la correspondance échangée entre la Trésorerie et l'Artillerie au sujet de la construction de casernes à Toronto. (L'annexe manque). p. 188 — 1839 Downing St., le 10 juin.

Tome C

Normanby à Arthur (N° 95). Il lui accuse réception de la dépêche N° 134, du 8 juin, où il est dit que la construction de casernes à Toronto ne s'impose plus. On a communiqué le renseignement à la Trésorerie. Il a été décidé de mettre de côté la somme affectée à cette fin et provenant de la vente des terres réservées aux militaires. Cette somme sera donc versée dans la caisse militaire. p. 53 — Downing St., le 18 août.

Lord John Russell, secrétaire d'État, à Arthur. Il lui transmet la lettre de la Trésorerie, du 19 août, qui a trait aux casernes de Toronto. A moins qu'un obstacle sérieux ne s'y oppose, l'ingénieur devra suivre les instructions qu'il a reçues. p. 71 — Downing St., le 16 septembre.

Série Q. 426, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1840

Arthur à lord John Russell, secrétaire d'État (personnelle). Il lui transmet les résolutions qui furent adoptées par la Législature. p. 3 — 1840 Toronto, le 24 janvier.

Annexes:—

(1) Les résolutions de l'Assemblée: éloges adressés à Arthur, le 21 décembre 1839. p. 5

Sous-annexes:—

(i) A. N. Macnab, président, à Arthur, Chambre de l'Assemblée, le 23 décembre 1839. Il lui transmet la résolution. p. 7

(ii) Arthur au président de l'Assemblée, Toronto, le 24 décembre 1839. Ses remerciements. p. 8

(2) La résolution du Conseil législatif, le 18 janvier 1840. p. 10

Sous-annexes:—

(i) J. Jones, président, à Arthur, Conseil législatif, le 18 janvier 1840. Il lui transmet la résolution. p. 11

(ii) Arthur au président du Conseil législatif, Toronto, le 20 janvier 1840. Ses remerciements. p. 12

Arthur à Russell (distincte). Il lui transmet la requête de G. R. Grasett, adjoint du chirurgien de la milice, qui désirerait obtenir un poste dans l'armée régulière ou dans l'état-major. Il lui recommande Grasett. p. 15 — Toronto, le 14 février.

1840 Annexe:—

La requête, Amherstburg, le 17 décembre 1839. p. 20

Sous-annexes:—

Lettres de recommandation:—

(i) Le Dr W. Bain à Grasett, Amherstburg, le 14 décembre 1839. p. 26

(ii) Grasett au Dr J. Skey, inspecteur des hôpitaux, Toronto, le 30 décembre 1839. p. 28

(iii) Skey à Grasett, Montréal, le 8 janvier 1840. p. 30

[Downing St.], le 25 février. Lettre sans signature à Arthur (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche personnelle du 24 février; il est heureux de constater qu'Arthur est tenu en haute estime. p. 4

Toronto, le 1er mars. Arthur à Russell (personnelle). Il espère quitter bientôt son poste d'administrateur. A son sentiment, le gouvernement responsable signifie la désunion. Les élections. p. 35

Toronto, le 1er mars. Arthur à Russell (N° 1). Le départ du gouverneur général. Atteinte portée à son autorité par suite de l'interruption dans l'exercice de ses fonctions. Il ne fera aucun commentaire sur l'état de la province pour le moment; lorsque l'union sera un fait accompli, il aimerait monter à bord d'un vaisseau de guerre et rentrer au pays sans rester au Canada plus longtemps qu'il ne le faut. Il ne voudrait pas passer par les États-Unis. p. 38

Toronto, le 2 mars. Arthur à Russell (N° 2). Il lui transmet copie des lois adoptées au cours de la dernière session et de deux projets de loi réservés, N°s 1227 et 1297, ainsi que les rapports du procureur général. Il ne fait là-dessus aucun commentaire, puisque ces projets de loi furent adoptés alors que le gouverneur général administrait le pays. (Les annexes manquent). p. 41

Annexes:—

(1) Le rapport sur les lois, le 6 [sic]mars , 1840. p. 55

(2) Le rapport sur les projets de loi réservés, le 4 [sic] mars, 1840. p. 109

Toronto, le 2 mars. Arthur à Russell (N° 3). Il lui accuse réception de la dépêche du 4 juillet et lui transmet une documentation ayant trait au grief du colonel W. O'Hara. Celui-ci prétend qu'on lui a porté préjudice en le remplaçant au poste de chef d'état-major du département de la Milice. Ses commentaires; il le renvoie à des lettres antérieures. p. 131

Annexe:—

O'Hara à S. B. Harrison, secrétaire civil, Toronto, le 14 août 1839. Nouvelles remarques sur son cas. (Les autres annexes manquent). p. 135

Arthur à Russell (N° 4). Il lui transmet les journaux du Conseil législatif pour la dernière session. (L'annexe manque). p. 145 **1840** Toronto, le 3 mars.

Arthur à Russell (N° 5). Il lui accuse réception de la dépêche N° 30, du 26 octobre; J. G. Parker et d'autres prisonniers qui ont obtenu un pardon conditionnel demeurent à Rochester. Comment pourrait-on les obliger à tenir leur promesse de rester à 50 milles au moins de la frontière? p. 146 Toronto, le 4 mars.

Arthur à Russell (N° 6). Il lui accuse réception de la dépêche N° 24, du 17 octobre; il ne peut obtenir aucun renseignement sur John Whayte. p. 148 Toronto, le 4 mars.

Arthur au [secrétaire d'État] (N° 7). Il lui accuse réception de la dépêche du 23 août et lui transmet copie de la requête de W. H. Yellon. Pourquoi on ne saurait en l'occurrence accorder du secours. (L'annexe manque. Voir *Q. 425-3*, p. 599). p. 149 Toronto, le 5 mars.

Arthur à Russell (N° 8). Les dépenses occasionnées, au cours de trois mois, par les militaires qui ont échangé leur pension et qui sont dans le besoin. Il lui transmet d'autres papiers; pourquoi il vaudrait mieux rétablir les pensions et ne plus accorder du secours en nature. p. 154 Toronto, le 6 mars.

Annexes:—

(1) Le compte de A. B. Hawke, agent en chef des émigrants, le 27 janvier 1840. p. 163

(2) Liste des dépenses, le 27 janvier 1840. p. 165

(3) État trimestriel des vivres distribués aux nécessiteux, Québec, le 7 décembre 1839. p. 168

(4) F. E. Knowles, adjoint du commissaire général, à ————. Il approuve les recommandations de Hawke. p. 169

Arthur à Russell (N° 9). Il lui transmet la requête du révérend P. C. Campbell, ministre presbytérien à Brockville, qui demande qu'on lui remette un traitement de 5 louis, 7 chelins et 10 deniers; le gouverneur général prendra les mesures nécessaires en une telle occurrence. p. 170 Toronto, le 6 mars.

Annexes:—

(1) La requête. p. 172

(2) Le certificat, Niagara, le 9 décembre 1839. p. 178

(3) La requête de Campbell, Brockville, le 18 février 1840. p. 179

(4) T. C. W. Murdoch, secrétaire du gouverneur général, à J. Morris, M.P.P., Toronto, le 14 janvier 1840. p. 183

(5) Campbell à S. B. Harrison, secrétaire civil, Brockville, le 18 février 1840. p. 184

1840

Toronto, le 7 mars.

Arthur à Russell (N° 10). Il lui accuse réception de la dépêche N° 47, du 19 novembre, et lui transmet le rapport de S. P. Jarvis, surintendant en chef du département des Sauvages; l'excédent des présents destinés aux sauvages devrait être envoyé au Canada. p. 188

Annexe:—

Jarvis à R. A. Tucker, secrétaire provincial, Toronto, le 19 février 1840. p. 193

Toronto, le 7 mars.

Arthur à Russell (N° 11). Il lui accuse réception de la dépêche N° 16, du 6 octobre, et il lui transmet une documentation; le droit des révérends B. Cronyn, D. Blake et A. F. Atkinson à leur traitement en vertu de l'entente de 1834. p. 195

Annexes:—

(1) Cronyn à S. B. Harrison, secrétaire civil, Londres, le 3 janvier 1840. p. 199

(2) La requête du révérend D. E. Blake, le 28 décembre 1839. p. 202

(3) La déclaration de l'évêque de Toronto en ce qui a trait à la réclamation de Blake, Toronto, le 30 janvier 1840. p. 205

Toronto, le 12 mars.

Arthur à Russell. Il lui accuse réception des dépêches N°s 36 à 66, datées du 31 octobre 1839 au 14 février 1840. p. 219

Toronto, le 13 mars.

Arthur à Russell (N° 12). Il lui accuse réception de la dépêche N° 55, du 26 décembre, et il lui transmet une documentation qui atteste l'importance de ses responsabilités en ce qui a trait à l'armée. Il espère que ces textes constitueront une réponse aux objections soulevées par le ministère de la Guerre quant à sa demande d'un traitement et d'allocations à titre de major général. p. 206

Annexes:—

(1) La requête par F. Knowles, adjoint du commissaire général, Toronto, le 13 mars 1840. p. 215

(2) L'ordre général, Montréal, le 6 octobre 1838. (L'annexe manque). p. 216

(3) Le colonel W. Rowan, secrétaire militaire, au capitaine F. Halkett, sous-secrétaire militaire. Nécessité d'obtenir la sanction d'Arthur en ce qui a trait aux dépenses militaires. p. 217

Toronto, le 23 mars.

Arthur à Russell (N° 13). Un hôtel dont le propriétaire était John Crow, de Chatham, a été incendié; cet hôtel servait de caserne; il lui transmet là-dessus une documentation et lui demande de dédommager Chatham. p. 221

[Downing St.], le 31 mars.

Lettre sans signature au major général lord Fitzroy Somerset, secrétaire au grand quartier-général (brouillon). L'auteur lui transmet la requête de Grasett et lui demande de l'étudier avec bienveillance. p. 18

1840

Lettre sans signature à Arthur (N° 70—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 7, du 5 mars; on devra faire savoir à W. H. Yellon qu'il n'existe aucun fonds pouvant servir à lui venir en aide. p. 152 [Ministère des Colonies], le 7 avril.

Lettre sans signature à Arthur (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 3, du 2 mars; il approuve la politique suivie en ce qui a trait au cas du colonel W. O'Hara. p. 134 [Ministère des Colonies], le 11 avril.

Lettre sans signature à C. E. Trevelyan, sous-secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 8, du 6 mars; la question de rétablir la pension de certains militaires. p. 161 [Ministère des Colonies], le 16 avril.

Lettre sans signature à Trevelyan (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 14 novembre et lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 47, du 19 novembre, relative à l'excédent des présents pour les sauvages. p. 190 [Ministère des Colonies], le 16 avril.

Lettre sans signature à L. Sulivan, sous-secrétaire de la Guerre (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 12, du 13 mars, et il lui demande là-dessus une opinion. p. 213 [Ministère des Colonies], le 22 avril.

Lettre sans signature à C. E. Trevelyan (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche N° 13, du 23 mars, et le prie d'étudier avec bienveillance la réclamation de Crow. p. 224 [Ministère des Colonies], le 30 avril.

Annexes:—

(1) Le bail de l'immeuble, par J. Crow, Chatham, le 9 juillet 1839. p. 226

(2) Décisions du conseil d'enquête, Chatham, le 26 janvier 1839. p. 227

(3) Estimation des dommages, Chatham, le 25 juin 1839. (Suite des annexes dans la Série *Q. 426-2*, p. 231). p. 229

Lettre sans signature à Arthur (N° 77—brouillon). La Trésorerie a demandé à l'Artillerie d'envoyer dans le Haut-Canada l'excédent des présents pour les sauvages; les tomahawks ne seront pas expédiés; les autres présents pourront être distribués à certains sauvages qui le méritent. p. 191 [Ministère des Colonies], le 8 mai.

Lettre sans signature à Arthur (N° 78—brouillon). On a donné l'ordre d'envoyer Grasett en Angleterre où il séjournera dans un hôpital militaire avant de subir son examen médical. p. 19 [Downing St.], le 9 mai.

Lettre sans signature à Arthur (N° 79—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° [8], du 6 mars, et lui transmet une lettre de la Trésorerie, en date du 6 mai, qui se rapporte à l'aide à accorder aux militaires qui ont échangé leur pension. (L'annexe manque). p. 162 [Ministère des Colonies], le 12 mai.

1840

[Ministère des Colonies], le 24 juin.

Lettre sans signature à Arthur (N° 90—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 13, du 23 mars; les légistes ont fait savoir à la Trésorerie que le Gouvernement n'est pas tenu de dédommager J. Crow dont l'hôtel qui servait de caserne fut détruit par un incendie. p. 225

[Ministère des Colonies], le 12 juillet.

Lettre sans signature à Arthur (N° 95—brouillon). Le gouverneur général a signé un rapport qui s'oppose à l'envoi au Canada de l'excédent des présents pour les sauvages; il ne faudra donc rien faire jusqu'à ce que Thomson et Arthur aient de nouveau étudié la question; Arthur communiquera là-dessus avec Thomson. p. 192

[Ministère des Colonies], le 14 juillet.

Lettre sans signature à Arthur (N° 96—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 12, du 13 mars, et lui transmet une lettre du 25 mai, dans laquelle le ministère de la Guerre fait connaître sa décision en ce qui a trait à la demande d'Arthur désireux d'obtenir le traitement et les allocations d'un major général. p. 214

Downing St., le 15 juillet.

Lettre sans signature à Arthur (N° 97—brouillon). L'auteur lui transmet un décret du Conseil sanctionnant soixante et une lois, N°s 1227-1229, 1231-1240, 1243, 1245-1249, 1252, 1260, 1262-1282, 1285-1297. p. 43

Downing St., le 12 octobre.

Lettre sans signature à lord Sydenham, gouverneur général (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche du 2 mars; il déplore qu'on ait tardé à lui dire pourquoi on n'avait pas pris une décision immédiate au sujet des lois N°s 1238 et 1261. La première de ces lois se rapporte aux étrangers qui font la guerre; les difficultés, d'ordre légal et d'ordre international, que cette loi suscite; il faudra d'abord obtenir là-dessus le rapport de Sydenham. La seconde de ces lois a pour but d'établir à Kingston une université qui sera exclusivement presbytérienne, mais qui émargera aux fonds assignés à la chaire de théologie du King's College. Une pareille loi établirait le principe que le King's College est une institution essentiellement religieuse et constituerait un précédent dont pourraient s'inspirer d'autres institutions religieuses de la province. L'Assemblée a toujours affirmé que ces fonds étaient destinés à un collège sans caractère confessionnel; c'est en vertu de ce principe qu'elle a rejeté l'idée d'une chaire de théologie confiée à l'Église d'Angleterre. La charte avait pour but d'accorder à l'Église d'Angleterre une prépondérance, mais l'Assemblée s'y est opposée; il ne faudrait donc pas accorder des privilèges à d'autres confessions. p. 44

Série Q. 426, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1840

Suite des annexes de la dépêche du 30 avril 1839, sans signature, à C. E. Trevelyan. (Voir *Q. 426-1*, p. 224).

(4) Rowan à Halkett, Montréal, le 8 octobre 1839. p. 231

(5) Le lieutenant-colonel W. T. Ward, ingénieur royal, à Halkett, Toronto, le 22 octobre 1839. p. 232

1840

Lettre sans signature à Arthur (N° 57—brouillon). L'auteur lui transmet copie de la correspondance échangée avec J. White au sujet de la graine de blé apte à la reproduction dans le Haut-Canada; il faudra la distribuer aux colons qui désirent s'en servir. p. 242 [Ministère des Colonies], le 10 janvier.

Lettre sans signature à Arthur (N° 58—brouillon). L'auteur lui demande des renseignements sur T. Sheridan qui servit dans la milice en 1838. p. 250 [Ministère des Colonies], le 21 janvier.

Lettre sans signature à Arthur (N° 59—brouillon). L'auteur lui transmet une lettre de la Trésorerie, du 18 janvier, où on demande s'il sera nécessaire d'avancer de nouvelles sommes à G. Phillpotts qui étudie la navigation intérieure. Il lui demande là-dessus un rapport. Une dépêche semblable a été adressée au lieutenant général sir Richard Downes Jackson. (L'annexe manque). p. 261 [Ministère des Colonies], le 23 [janvier].

Lettre sans signature à Arthur (N° 60—brouillon). L'auteur lui permet de maintenir en vigueur jusqu'au 1er avril prochain l'entente au sujet du *Kingston*, vaisseau de Sa Majesté; nécessité de terminer cette entente quand la chose pourra se faire. p. 246 [Ministère des Colonies], le 29 janvier.

Lettre sans signature à Arthur (N° 68—brouillon). L'auteur lui demande de faire des recherches afin de découvrir un colis adressé à G. S. Barrell, de Cramahe. p. 376 [Ministère des Colonies], le 29 février.

Lettre sans signature à Arthur (N° 69—brouillon). L'auteur lui transmet une lettre de J. Strong, militaire qui a échangé sa pension; il a reçu une blessure au cours de l'insurrection. (L'annexe manque). p. 302 [Ministère des Colonies], le 19 mars.

Arthur à Russell (N° 14). Il lui accuse réception de la circulaire du 8 janvier au sujet de l'affranchissement des dépêches. p. 233 Toronto, le 25 mars.

Arthur à Russell. Il lui accuse réception des circulaires du 26 décembre 1839 et du 8 janvier 1840, et de la dépêche N° 67, du 25 février 1840. p. 234 Toronto, le 25 mars.

Arthur à Russell (N° 15). Il lui accuse réception de la circulaire du 26 décembre.; les livres bleus pour les années 1839, 1840 et 1841 ne sont pas encore arrivés; en conséquence, le secrétaire n'a pu rédiger les rapports désirés. p. 235 Toronto, le 26 mars.

Arthur à Russell (N° 16). La tranquillité de la province. Le gouvernement responsable, l'union et la décision du Parlement en ce qui a trait à la disposition des réserves du clergé. Rien d'anormal à la frontière; les relations entre civils et militaires sont bonnes; la possibilité d'une autre invasion du Canada. p. 236 Toronto, le 26 mars.

Arthur à Russell (N° 17). Il lui accuse réception de la dépêche N° 57, du 10 janvier. Il distribuera les graines qu'il a reçues de J. White; celles qui furent envoyées antérieurement ne donnèrent aucun résultat, parce qu'on n'en prit aucun soin au cours du voyage. Il lui transmet une lettre de W. H. Hamilton qui démontre que White devrait prendre plus de précautions lorsqu'il expédie des graines. p. 240 Toronto, le 7 avril.

1840

Annexe:—

Hamilton à Arthur, Londres, le 28 décembre 1839. p. 243

Toronto, le 7 avril.

Arthur à Russell (N° 18). Il lui accuse réception de la dépêche N° 60, du 29 janvier 1840. Quoiqu'une permission ait été accordée de noliser le *Kingston* pendant une nouvelle période de cinq mois, le capitaine W. Sandom prétend que ce vaisseau est dangereux; il l'a remis à ses propriétaires. p. 245

Annexe:—

Sandom à [Arthur], le *Niagara*, vaisseau de Sa Majesté, Kingston, le 20 mars 1840. p. 247

Toronto, le 8 avril.

Arthur à Russell (N° 19). Il lui accuse réception de la dépêche N° 58, du 21 janvier, et lui transmet une lettre de T. Flagler; cette pièce atteste que T. Sheridan est hôtelier et épicier à Hillier. p. 249

Annexe:—

Flagler à S. B. Harrison, secrétaire civil, Hillier, le 6 avril 1840. p. 251

Toronto, le 11 avril.

Arthur à Russell (N° 20). La possibilité d'une guerre avec les États-Unis; il lui transmet un extrait d'un rapport du lieutenant J. T. W. Jones qui arrive de Buffalo. p. 253

Annexe:—

L'extrait, Toronto, le 11 avril 1840. p. 255

Toronto, le 22 avril.

Arthur à Russell (N° 21). Il lui transmet une adresse des habitants de Gore qui présentent à la Reine leurs félicitations à l'occasion de son mariage. p. 256

Annexe:—

L'adresse. p. 258

Toronto, le 22 avril.

Arthur à Russell (N° 22). Il lui accuse réception de la dépêche N° 59, du 23 janvier, et lui transmet copie d'une lettre qu'il adressa au gouverneur général pour demander des renseignements que la Trésorerie exige et qui ont trait à l'enquête du colonel G. Phillpotts sur les possibilités de la navigation intérieure. p. 260

Annexe:—

Arthur à C. P. Thomson, gouverneur général, Toronto, le 14 avril 1840. Il lui transmet une documentation sur les travaux du colonel G. Phillpotts. Thomson devra fournir à la Trésorerie les renseignements nécessaires. p. 262

Sous-annexes:—

(i) S. B. Harrison, secrétaire civil, à F. Knowles, sous-commissaire général, Toronto, le 17 mars 1840. p. 264

(ii) Knowles à Harrison, Toronto, le 19 mars 1840. p. 265 **1840**

(iii) Harrison à Phillpotts, Toronto, le 31 mars 1840. p. 266

(iv) Phillpotts à Harrison, Cornwall, le 6 avril 1840. p. 267

(v) Extrait d'une lettre de Phillpotts à T. W. C. Murdock, secrétaire en chef, le 17 janvier 1840. p. 272

(vi) Estimations supplémentaires par Phillpotts, Cornwall, le 17 janvier 1840. p. 273

(vii) Phillpotts à Murdock, Cornwall, le 19 février 1840. p. 274

(viii) Phillpotts au colonel W. Rowan, secrétaire militaire, Cornwall, le 15 octobre 1839. p. 277

Lettre sans signature à Arthur (N° 74—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 16, du 26 mars; la tranquillité de la province; éloges décernés à Arthur. p. 238 [Downing St.], le 23 avril.

Arthur à Russell. Il lui accuse réception des circulaires du mois de janvier et du 14 février ainsi que des dépêches N°s 68 et 69, du 29 février et du 19 mars. p. 283 Toronto, le 23 avril.

Arthur à Russell (N° 23). A propos d'un incendie à Kingston, le 18 avril. p. 284 Toronto, le 23 avril.

Arthur à Russell (N° 24). La destruction du monument de Brock. Il lui transmet les rapports du colonel G. C. Swan, magistrat à la frontière du Niagara. Il y a lieu de soupçonner B. Lett. p. 287 Toronto, le 24 avril.

Annexes:—

(1) Swan à S. B. Harrison, secrétaire civil, Drummondville, le 18 avril 1840. p. 290

(2) Swan à Harrison, Drummondville, le 23 avril 1840. p. 294

(3) Proclamation: on offre une récompense à celui qui capturera les coupables, le 18 avril 1840. p. 296

Arthur à Russell (N° 25). Il lui accuse réception de la dépêche N° 69, du 19 mars, et lui transmet une lettre du colonel J. Fitzgibbon; pourquoi celui-ci a donné un certificat à J. Strong. Il ne voit aucune raison d'accorder à Strong un traitement différent de celui que reçoivent les autres pensionnaires. p. 299 Toronto, le 1er mai.

Annexe:—

Fitzgibbon à A. B. Hawke, agent des émigrants, Toronto, le 29 avril 1840. p. 301

Arthur à Russell (N° 26). Comment la maison de A. McLean, à Dickenson Landing, près de Cornwall, fut détruite par le feu alors qu'elle était occupée par des troupes. Il lui transmet les décisions d'une commission d'enquête; il faudra remettre 500 louis à titre de dédommagement. p. 303 Toronto, le 1er mai.

1840 Annexes:—

(1) Le colonel C. B. Turner, commandant du district de l'Est, au colonel F. Halkett, sous-secrétaire militaire, Cornwall, le 20 juin 1839. p. 310

(2) Décisions du Conseil de Guerre, le 17 juin 1839. p. 313

(3) Rapport du colonel Turner. p. 336

(4) Décisions d'une commission d'enquête tenue à Cornwall, le 8 avril 1840. p. 338

(5) Affidavit des personnes suivantes:—

(i) J. A. Whitney, le 30 juillet 1839. p. 340

(ii) E. Hawley, le 23 juillet 1839. p. 342

(iii) E. Comins, le 23 juillet 1839. p. 344

(iv) H. Capell, le 23 juillet 1839. p. 345

(v) H. Scott, le 23 juillet 1839. p. 347

(vi) J. Ridley, le 23 juillet 1839. p. 349

(vii) J. Buchanan, le 23 juillet 1839. p. 352

(viii) P. Denney, le 23 juillet 1839. p. 355

(ix) C. McClaverty, le 23 juillet 1839. p. 357

(x) J. Ridley, le 23 juillet 1839. p. 366

(xi) D. Snyder, le 23 juillet 1839. p. 363

(xii) T. H. Maxwell, le 23 juillet 1839. p. 364

(xiii) M. Gaffiney, le 23 juillet 1839. p. 365

(xiv) R. Lowery, le 1er août 1839. p. 366

(xv) N. Eamon, le 17 septembre 1839. p. 368

(xvi) E. Steerres, le 16 septembre 1839. p. 370

(xvii) W. C. Lawless, le 16 septembre 1839. p. 371

(xviii) Le capitaine G. Crawford, le 21 septembre 1839. p. 373

Toronto, le 2 mai. Arthur à Russell (N° 27). Il lui accuse réception de la dépêche N° 68, du 29 février; il a commencé à faire des recherches au sujet du colis perdu qui était adressé à G. S. Barrell, de Cramahe. p. 374

Arthur à Russell (N° 28). Il lui transmet les requêtes de Samuel et d'Eliza McAlister qui, à titre de loyalistes, désireraient obtenir des terres; inopportunité d'accéder à ces demandes. p. 377 **1840** Toronto, le 2 mai.

Annexes:—

(1) La requête de S. McAlister, Brantford, le 2 mars 1840. p. 381

(2) La requête de E. McAlister, Brantford, le 20 mars 1840. p. 385

(3) Déclaration de M. Burwell, le 21 mars 1840. p. 387

Arthur à Russell (N° 29). Il lui transmet une documentation sur les émoluments que J. B. Robinson, juge en chef, a reçus pendant son absence de la province; avant de sanctionner là-dessus l'octroi d'une nouvelle somme, il voudrait obtenir l'opinion du gouverneur général. p. 388 Toronto, le 4 mai.

Annexes:—

(1) T. W. C. Murdock, secrétaire en chef, à S. B. Harrison, secrétaire civil, Montréal, le 24 avril 1840. Qu'a-t-on décidé de faire au sujet des émoluments de Robinson pendant son absence? p. 389

(2) Harrison à Murdock, Toronto, le 2 mai 1840. Pourquoi Robinson a reçu son plein traitement. p. 390

Arthur à Russell (N° 30). Par suite de la politique suivie au sujet des présents aux sauvages de l'extérieur, un grand nombre d'entre eux se sont établis au Canada. Il lui transmet un extrait d'un article de journal et il nie que le département des Sauvages ait encouragé cette politique. Le Gouvernement devrait distribuer des présents à ces nouveaux venus. p. 394 Toronto, le 4 mai.

Annexe:—

L'extrait. p. 398

Arthur à Russell (N° 31). Il lui accuse réception de la circulaire du 22 janvier. Il est probable que l'escadre Royal Yacht ne puisse venir dans le Haut-Canada; en conséquence la circulaire n'a pas été portée à l'attention des autorités. p. 407 Toronto, le 5 mai.

Arthur à Russell (N° 32). La frontière est tranquille. Il lui transmet un rapport sur les dommages qu'a subis le monument de Brock. B. Lett est certainement l'auteur de cet acte de vandalisme, mais comment pourrait-on le punir? L'incendie a ravagé Kingston. L'union et les projets de loi qui ont trait aux réserves du clergé. p. 408 Toronto, le 6 mai.

Annexes:—

(1) Le lieutenant-colonel W. C. Ward au colonel F. Halkett, secrétaire militaire, Toronto, le 1er mai 1840. p. 411

(2) Le capitaine B. J. Stehelin, ingénieur royal, à Ward, Niagara, le 17 avril 1840. p. 413

1840

Toronto, le 6 mai.

Arthur à Russell. Il lui accuse réception des dépêches N°s 70-73, des 7, 10, 11 et 13 avril. p. 415

Toronto, le 18 mai.

Arthur à Russell (confidentielle). Il lui transmet la correspondance échangée avec S. Derbishire au sujet de la publication de ses communications. Il lui demande de ne plus publier ses textes à l'avenir. Lui-même a eu des ennuis par suite de la publication inopportune de dépêches se rapportant aux affaires canadiennes. p. 416

Annexes:—

(1) Derbishire à S. B. Harrison, secrétaire civil, Montréal, le 11 mai 1840. p. 420

(2) Arthur à Derbishire, Toronto, le 18 mai 1840. p. 423

[Ministère des Colonies], le 26 mai.

Lettre sans signature à Arthur (N° 82—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 28, du 2 mai; on ne saurait accéder aux demandes de S. et de E. McAlister. p. 380

Toronto, le 26 mai.

Arthur à Russell (N° 33). Il lui transmet une lettre de Henry Morgan qui donne les renseignements demandés. p. 425

Annexe:—

Morgan à J. Hopkirk, Binbrooke, Stoney Creek, le 23 mai 1840. p. 427

Toronto, le 27 mai;

Arthur à Russell (N° 34). Il croit que le projet d'union suscite l'assentiment général. La question des réserves du clergé soulève d'âpres discussions; tous sont toutefois d'avis que cette question ne devrait pas être soumise de nouveau au Canada. L'évêque qui a parlé là-dessus n'a pas tenu compte des idées bien arrêtées des gens sur le sujet. Il existe entre l'Église d'Écosse et lui-même des relations cordiales. Il approuverait l'octroi de certaines parties des réserves du clergé aux Églises d'Angleterre et d'Écosse; le reste de ces terres devrait être employé pour satisfaire aux besoins de l'éducation. p. 428

Annexes:—

(1) Adresse du synode de l'Église d'Écosse; éloges adressés à Arthur, le 6 février 1840. p. 434

(2) Le brouillon de la réponse. p. 436

[Ministère des Colonies], le 27 mai.

Lettre sans signature à Arthur (N° 83—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 21, du 22 avril, avec l'adresse de la Reine à l'occasion de son mariage. p. 257

[Ministère des Colonies], le 29 mai.

Lettre sans signature à Arthur (N° 84—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 23, du 23 avril, et déplore les dommages subis par suite de l'incendie à Kingston. p. 286

1840 Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire du ministère des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une lettre d'Arthur qui nie que le département des Sauvages ait encouragé les sauvages des États-Unis à s'établir dans le Haut-Canada. p. 400 [Ministère des Colonies], le 9 juin.

Lettre sans signature à J. Pelly, gouverneur de la compagnie de la Baie d'Hudson (brouillon). L'auteur lui demande des renseignements sur l'accusation portée contre un agent de la compagnie; on affirme que cet agent aurait induit les sauvages des États-Unis à venir s'établir au Canada. p. 401 [Ministère des Colonies], le 9 juin.

Lettre sans signature à Arthur (N° 89—brouillon). L'auteur lui accuse réception des dépêches N°s 24 et 32, du 24 avril et du 6 mai, ayant trait à la tentative de détruire le monument de Brock. Il approuve la proclamation qui fut faite, en vertu de laquelle on offre une récompense à celui qui capturera les coupables. p. 289 [Ministère des Colonies], le 10 juin.

Lettre sans signature à C. E. Trevelyan, sous-secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet la dépêche d'Arthur, N° 26, du 1er mai, et il lui demande de dédommager A. McLean pour la perte de sa maison. p. 307 [Ministère des Colonies], le 17 juin.

Lettre sans signature à Arthur (N° 89—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 30, du 4 mai; on a fait savoir au ministère des Affaires étrangères qu'il n'est pas vrai que le département des Sauvages ait induit les sauvages des États-Unis à venir s'établir au Canada; il transmet aussi une lettre de la compagnie de la Baie d'Hudson qui nie qu'un fonctionnaire de la compagnie ait prêté son concours pour attirer ces sauvages. Une dépêche subséquente traitera de la question de présents pour ces derniers. (L'annexe manque). p. 403 [Ministère des Colonies], le 22 juin.

Lettre sans signature à C. P. Thomson, gouverneur général (brouillon). La dépêche d'Arthur, N° 30, du 4 juin, dans laquelle il est nié que le département des Sauvages et la compagnie de la Baie d'Hudson aient induit les sauvages des États-Unis à venir s'établir dans le Haut-Canada. p. 405 [Ministère des Colonies], le 22 juin.

Lettre sans signature à C. E. Trevelyan, sous-secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet un extrait de la dépêche d'Arthur, N° 30, du 4 mai; les sauvages qui sont venus récemment s'établir dans la province et la distribution des présents. p. 402 [Ministère des Colonies], le 23 juin.

Lettre sans signature à Arthur (confidentielle—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche du 18 mai et il regrette les ennuis qu'a suscités la publication de certains textes sur le Canada; il sera très prudent à l'avenir . p. 418 [Ministère des Colonies], le 23 juin.

Lettre sans signature à Arthur (N° 91—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 34, du 27 mai; le rapport d'Arthur et l'état des esprits. p. 433 [Ministère des Colonies], le 30 juin.

Lettre sans signature à Arthur (N° 93—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 26, du 1er mai; la Trésorerie demandera au commissaire général de payer 500 louis à A. McLean à titre de compensation pour la perte de sa maison. p. 309 [Ministère des Colonies], le 3 juillet.

1841 [Ministère des Colonies], le 30 janvier.

Lettre sans signature à lord Sydenham, gouverneur général (brouillon). L'auteur le renvoie à une correspondance échangée antérieurement et lui demande de voir à ce que les sauvages qui reçoivent des présents soient véritablement établis au Canada; la distribution des présents et les sauvages de l'extérieur. p. 406

Série Q. 427, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1840

1840 [Ministère des Colonies], le 10 avril.

Lettre sans signature à Arthur (N° 71—brouillon). L'auteur lui demande une explication des frais occasionnés par le transport d'Arthur et de sa suite sur le *Kingston;* nécessité d'obtenir ce renseignement afin de savoir si cette dépense doit être imputable aux fonds publics. p. 37

Toronto, le 18 juin

Arthur à Russell (N° 35). Il lui transmet une requête de D. Secord qui réclame 1,296 louis comme remboursement des pertes qu'il a subies au cours de la guerre de 1812. Le bien-fondé de la réclamation de Secord. p. 3

Annexes:—

(1) D. Secord à Russell, St. David's, le 28 mars 1840. p. 7

(2) La requête à l'Assemblée. p. 9

(3) Le rapport du comité de l'Assemblée, le 25 mars 1839 p. 13

(4) Secord à Arthur, St. David's, le 12 août 1839. p. 15

(5) S. B. Harrison, secrétaire civil, à Secord, Toronto, le 6 novembre 1837. p. 16

Toronto, le 20 juin.

Arthur à Russell (N° 36). Il lui accuse réception de la dépêche N° 75, du 30 avril, dans laquelle on lui permettait de porter le nom du révérend B. Cronyn sur la liste des membres du clergé qui reçoivent un traitement en vertu de l'entente de 1834. Il lui transmet une requête de Cronyn qui demande le payement d'un arriéré. On devrait acquiescer à cette demande. p. 17

Annexe:—

La requête, Toronto, le 13 juin 1840. p. 20

Toronto, le 20 juin.

Arthur à Russell (N° 37). Il lui accuse réception de la dépêche N° 32, du 28 octobre, et lui transmet une documentation au sujet du *Nehemiah Merritt* employé pour la défense du Haut-Canada. p. 22

Annexes:—

(1) Le capitaine A. Drew, de la marine royale, au colonel F. Halkett, sous-secrétaire militaire, Woodstock, le 7 janvier 1839. p. 25

(2) W. Mylne à Drew, Lothian Cottage, le 22 décembre 1839. p. 26 1840

(3) Sir Allan N. McNab à S. B. Harrison, secrétaire civil, Dundurn, le 16 juin 1840. p. 28

Arthur à Russell (N° 38). Il lui accuse réception de la circulaire de janvier; il fera connaître les instructions adressées aux commissaires au sujet de la vente des terres dans les colonies britanniques. p. 30 Toronto, le 22 juin.

Arthur à Russell (N° 39). Il lui accuse réception de la dépêche N° 71, du 10 avril; son voyage dans le Haut-Canada à bord du *Kingston*. p. 32 Toronto, le 22 juin.

Annexes:—

Liste des adresses présentées à Arthur au cours de son voyage en août 1839:—

(1) Guelph. p. 40

(2) Talbot. p. 42

(3) Stratford. p. 45

(4) Mosa. p. 48

(5) Chatham. p. 50

(6) Amherstburgh. p. 52

(7) Galt. p. 54

(8) Les sauvages de Ste-Claire. p. 56

(9) Port Sarnia. p. 57

(10) Huron. p. 62

Arthur à Russell. Il lui accuse réception des dépêches N°s 76 à 85, sous les dates du 15 avril et du 3 juin, et des circulaires des 30 avril et 15 mai. p. 31 Toronto, le 22 juin.

Arthur à Russell (N° 40). Il lui transmet des lettres; il a accordé un congé de neuf mois au juge C. A. Hagerman. p. 64 Toronto, le 24 juin.

Annexes:—

(1) Hagerman à Arthur, Toronto, le 8 juin 1840. p. 66

(2) S. B. Harrison, secrétaire civil, à Hagerman, Toronto, le 15 juin 1840. p. 68

(3) Hagerman à Harrison, Toronto, le 23 juin 1840. p. 69

1840

Toronto, le 26 juin.

Arthur à Russell (N° 41). Il lui transmet une demande du colonel J. Fitzgibbon qui a trait au projet de loi réservé. L'Assemblée a infligé à Fitzgibbon un traitement mesquin; elle admet qu'il a droit à une récompense et elle demande qu'on lui octroie une terre, alors que cet octroi ne saurait être accordé. p. 71

Annexes:—

(1) Fitzgibbon à Arthur, Toronto, le 25 juin 1840. Il lui demande que la loi soit sanctionnée ou qu'on lui concède une terre. p. 76

(2) Arthur au gouverneur général, Toronto, le 26 juin 1840. Explications sur le cas. p. 80

Toronto, le 27 juin.

Arthur à Russell (N° 42). Il lui accuse réception de la dépêche N° 79, du 17 février, adressée au gouverneur général et se rapportant au payement de frais dans certains cas de dénonciation à la requête de la Couronne. Il lui transmet les rapports de W. H. Draper, procureur général, et de R. B. Sullivan, président du Conseil exécutif. p. 82

Annexes:—

(1) Draper à S. B. Harrison, secrétaire civil, bureau du procureur général, le 18 mai 1840. p. 87

(2) Rapport de Sullivan, le 26 juin 1840. p. 85

Toronto, le 27 juin.

Arthur à Russell (N° 43). Tentatives d'incendier Kingston. Arrestation de B. Lett et de David Dafoe: ils ont essayé d'incendier le *Great Britain*. L. Palmer et H. Munn ont été déclarés coupables de trahison, mais ils n'ont pas encore reçu leur sentence. Les tentatives des incendiaires; Arthur ne croit pas que le danger soit grave si l'on veut bien ne pas se départir des règles de la prudence. p. 90

Annexes:—

(1) J. S. Cartwright à Harrison, Kingston, le 23 juin 1840. Tentative d'incendier la ville; nécessité d'avoir de bons gendarmes. p. 94

(2) Harrison à Cartwright, Toronto, le 26 juin 1840. Il lui accuse réception de la lettre du 23 juin; l'aile gauche du 34e régiment est parti pour Kingston. p. 96

(3) Le procès de Lett et de Dafoe; extrait du *Commercial Herald*, le 15 juin 1840. p. 98

Toronto, le 27 juin.

Arthur à Russell (N° 44). Il lui transmet une correspondance au sujet du juge en chef J. B. Robinson qui désire être nommé une deuxième fois président du Conseil législatif. Robinson a accepté un congé à cette condition. Le gouverneur général estime qu'une pareille nomination serait inopportune; Arthur admet le bien-fondé de cette thèse. p. 116

Annexes:— 1840

(1) T. W. C. Murdock, secrétaire en chef, à S. B. Harrison, secrétaire civil, Montréal, le 24 avril 1840. (Sans transcription. Voir *Q. 426-2*, p. 389).

(2) Harrison à Murdock, Toronto, le 2 mai 1840. (Sans transcription. Voir *Q. 426-2*, p. 390).

(3) C. P. Thomson, gouverneur général, à Arthur, Montréal, le 13 mai 1840. p. 120

(4) Arthur à Thomson, Toronto, le 18 mai 1840. p. 122

(5) Arthur à Thomson, Toronto, le 8 juin 1840. p. 124

(6) J. Jones, juge et président du Conseil législatif, à Harrison, Toronto, le 5 juin 1840. p. 128

(7) Lettres patentes nommant J. B. Robinson président du Conseil législatif, le 7 février 1839. p. 129

(8) Thomson à Arthur, Montréal, le 12 juin 1840. p. 131

(9) Harrison à Jones, Toronto, le 20 juin 1840. p. 133

Arthur à Russell (N° 45). Il lui transmet un état des revenus, des dépenses et de la vente des terres depuis 1824 jusqu'à 1837, en conformité de la demande que renfermait l'adresse de la Chambre des Communes, en date du 7 mai 1839. Impossibilité d'obtenir des données sur les affaires maritimes et d'établir le nombre des émigrants dans le Haut-Canada au cours de la dernière année. p. 135 Toronto, le 10 juillet.

Annexes:—

(1) J. Macaulay, inspecteur général, à Harrison, Toronto, le 30 juin 1840. p. 137

(2) Les listes, le 30 juin 1840. p. 139

(3) A. B. Hawke, agent des émigrants, à Harrison, Toronto, le 15 août 1839. p. 144

(4) Les listes des concessions des terres de la Couronne, 1824-1837. p. 146

(5) État des ventes des réserves du clergé et de la Couronne ainsi que des bois et forêts, 1824-1837. p. 147

Arthur à Russell (N° 46). Il lui transmet une documentation sur les sauvages Chippewa qui réclament des dédommagements pour avoir cédé la région Saugeen. Il approuve le Conseil qui recommande de leur faire une rente. p. 148 Toronto, le 11 juillet.

Annexes:—

(1) La note du Conseil, le 4 juin 1840. p. 154

1840

(2) S. P. Jarvis, surintendant en chef, à J. Macaulay, secrétaire civil, bureau des Sauvages, Toronto, le 27 mars 1839. Il approuve la réclamation des sauvages de Chippewa. p. 157

(3) Jarvis à S. B. Harrison, secrétaire civil, Toronto, le 24 septembre 1839. Nouveau plaidoyer en faveur des sauvages. p. 159

(4) Jarvis à Harrison, le 18 décembre 1839. A propos de la réclamation des sauvages. p. 162

(5) Jarvis à R. A. Tucker, secrétaire provincial. Nouveau plaidoyer. p. 164

Toronto, le 13 juillet.

Arthur à Russell (N° 47). Il lui transmet une requête d'Antoine Labadie qui demande un dédommagement pour la perte d'un cheval et d'une voiture, alors qu'il transportait un détachement de la milice de Port Sarnia à Sombra, en février 1838. p. 166

Annexes:—

(1) Flora (Mme Antoine) Labadie au colonel F. Halkett, Wallaceburg, le 17 janvier 1840. p. 170

(2) Note de Halkett. Les comptes ont été fermés le 24 janvier 1840. p. 171

(3) Affidavit de W. Bury et de A. Kerby, le 6 février 1838. p. 172

(4) Certificats du capitaine R. Watson, Sombra, le 6 février 1838. pp. 173, 175

(5) Affidavit de A. Labadie, le 6 février 1838. p. 174

(6) Réclamation de 20 louis. p. 176

(7) R. I. Routh, commissaire général, [J. Leggatt, sous-commissaire général], Commissariat, Québec, le 10 juin 1840. Pourquoi le commissariat ne devrait pas autoriser le payement d'une indemnité à Mme Labadie. p. 177

(8) Leggatt à Halkett, Amherstburg, le 25 juin 1840. p. 178

Toronto, le 14 juillet.

Arthur à Russell (N° 48—imprimé). Il lui transmet une documentation qui a trait aux mesures prises pour employer des émigrants aux travaux publics. p. 180

Annexes:—

(1) C. P. Thomson, gouverneur général, à Arthur, Montréal, le 20 mai 1840 (confidentielle—imprimé). Projet d'avancer les sommes nécessaires. Il lui demande de donner son opinion là-dessus. p. 181

(2) Arthur à Thomson, Toronto, le 20 juin 1840 (confidentielle—imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche du 20 mai et lui dit ce qu'il pense du projet. p. 181A

(3) Mémoire dans lequel on demande l'opinion du Conseil, le 2 juin 1840 (imprimé). p. 182 **1840**

(4) Note pour le receveur général, le 4 juin 1840 (imprimé). p. 182

(5) J. H. Dunn, receveur général, à W. H. Lee, greffier intérimaire du Conseil exécutif, Toronto, le 5 juin 1840 (imprimé). Ce qu'il pense du projet d'obtenir de l'argent pour les travaux publics. p. 182

(6) État des comptes publics, le 4 juin 1840 (imprimé). p. 182A

(7) Note du Conseil, le 16 juin 1840 (imprimé). p. 183

(8) Arthur à Thomson, Toronto, le 30 juin 1840 (imprimé). Ce qui a été fait jusqu'ici. p. 185A

(9) Mémoire qui a trait aux travaux publics, le 23 juin 1840 (imprimé). p. 185A

(10) Thomson à Arthur, Québec, le 30 juin 1840 (confidentielle—imprimé). Il approuve le projet que le Conseil a recommandé; les arriérés. p. 186A

Arthur à Russell (N° 49). Il lui transmet une adresse du synode de l'Église d'Écosse qui présente des félicitations à la Reine à l'occasion de son mariage, Toronto, le 7 juillet 1840. p. 187 **Toronto, le 15 juillet.**

Annexe:—

L'adresse, Toronto, le 7 juillet 1840. p. 189

Arthur à Russell (N° 50). Il a réussi à diminuer l'intensité des querelles entre les différentes confessions dans la province. Il lui transmet l'adresse du synode de l'Église d'Écosse ainsi que d'autres papiers ayant trait à l'union du synode uni des Presbytériens avec celui de l'Église d'Écosse. p. 192 **Toronto, le 15 juillet.**

Annexes:—

(1) Le révérend H. Urquhart, président, à S. B. Harrison, secrétaire civil, Toronto, le 8 juillet 1840. p. 194

(2) Rapport du synode, le 3 juillet 1840. p. 195

(3) Adresse à Arthur dans laquelle ce dernier reçoit des éloges, le 7 juillet 1840. p. 205

(4) La réponse d'Arthur. p. 207

Arthur à Russell (N° 51). Il lui transmet une demande de A. B. Hawke, agent en chef des émigrants; il recommande l'octroi d'une somme de 100 louis en récompense des services rendus alors que les militaires retraités recevaient du secours. p. 208 **Toronto, le 16 juillet.**

1840 Annexe:—

Hawke à Harrison, Toronto, le 27 juin 1840. p. 211

Toronto, le 17 juillet. Arthur à Russell (N° 52). Il lui accuse réception de la dépêche N° 37, du 1er novembre; les deniers provenant de la vente des réserves du clergé; la question a été signalée à l'attention du commissaire des terres de la Couronne; pourquoi on devrait laisser l'affaire dans le *statu quo.* p. 214

[Ministère des Colonies], le 18 juillet. Lettre sans signature à Arthur (N° 99—brouillon). l'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 40, du 24 juin, et il approuve le congé accordé à Hagerman; celui-ci ne recevra que la moitié de son traitement pendant son absence. p. 65

Toronto, le 18 juillet. Arthur à Russell (N° 53). Les rapports sur les prisonniers politiques ont été perdus; il a demandé le double de ces rapports. p. 219

[Ministère des Colonies], le 19 juillet. Lettre sans signature à Arthur (N° 100—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 44, du 27 juin; il serait inopportun de permettre à J. B. Robinson d'être nommé de nouveau président du Conseil législatif. p. 117

[Ministère des Colonies], le 20 juillet. Lettre sans signature à Arthur (N° 101—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 43, du 27 juin, qui renferme des renseignements sur la situation dans le Haut-Canada. p. 93

Toronto, le 20 juillet. Arthur à Russell (N° 54). L'auteur lui accuse réception de la circulaire du 30 avril, et il lui transmet copie de la demande de W. H. McEwen qui réclame une compensation pour les pertes occasionnées par des troupes cantonnées chez lui au cours de l'insurrection. On a fait droit à la première réclamation de McEwen. Cette deuxième réclamation est dénuée de fondement. p. 221

Annexes:—

(1) McEwen à Russell, Hamilton, le 30 mars 1840. p. 225

(2) Le colonel F. Halkett à McEwen, Toronto, le 3 mars 1840. p. 227

[Ministère des Colonies], le 21 juillet. Lettre sans signature à Arthur (N° 102—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 39, du 22 juin; on a demandé à la Trésorerie de payer les dépenses occasionnées par le voyage d'Arthur à bord du *Kingston;* les adresses présentées à Arthur lui plaisent. p. 38

[Ministère des Colonies], le 22 juillet. Lettre sans signature à C. E. Trevelyan, sous-secrétaire de la Trésorerie (brouillon). Les dépenses occasionnées par son voyage à bord du *Kingston* devraient être imputables aux fonds publics, si l'on tient compte des explications fournies par Arthur. p. 36

Lettre sans signature à Arthur (N° 104—brouillon). Le projet de loi qui accorde une terre à Fitzgibbon ne saurait être approuvé: c'est, en somme, le même projet que celui qui fut présenté en 1839 et qui viole la loi du Haut-Canada concernant les octrois de terre. Les services publics doivent être payés en argent accordé par votes. p. 73 **1840** Downing St., le 22 juillet.

Arthur à Russell (N° 55). Il lui transmet copie de *Das Canada Museum*, ouvrage allemand publié par H. W. Peterson, de Berlin. Peterson n'a d'autre but que de démontrer à la Reine et au prince consort les sentiments d'estime que nourrissent à leur égard les Allemands du Haut-Canada. p. 228 Toronto, le 22 juillet.

Annexes:—

(1) Peterson à Arthur, Berlin, le 20 juillet 1840. p. 230

(2) (Voir *Q. 427-2*, p. 231).

Lettre sans signature à Arthur (N° 105—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 41, du 26 juin, et le renvoie à la dépêche N° 104, du 22 juillet; pourquoi la loi qui accorde 5,000 acres de terre à Fitzgibbon ne saurait être approuvée. p. 75 [Ministère des Colonies], le 23 juillet.

Lettre sans signature à Arthur (N° 107—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 36, du 20 juin, et lui donne la permission de payer l'arriéré que réclame le révérend B. Cronyn. p. 19 [Ministère des Colonies], le 25 juillet.

Lettre sans signature à Arthur (N° 109—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 35, du 18 juin, et il regrette que le commissaire ait accordé une trop faible indemnité à D. Secord pour les pertes que ce dernier a subies; la réclamation des intérêts et l'absence de fonds. p. 6 [Ministère des Colonies], le 29 juillet.

Lettre sans signature à Arthur (N° 112—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 49, du 15 juillet, et de l'adresse du synode de l'Église d'Écosse à la Reine, à l'occasion de son mariage. p. 188 [Ministère des Colonies], le 17 août.

Lettre sans signature à Arthur (N° 113—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 54, du 20 juillet; le cas de W. H. McEwen et l'impossibilité de s'y ingérer. p. 224 [Ministère des Colonies], le 18 août.

Lettre sans signature à Arthur (N° 114—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 55, du 22 juillet; remerciements à H. W. Peterson. p. 229 [Ministère des Colonies], le 19 août.

Lettre sans signature à C. E. Trevelyan, sous-secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 52, du 17 juillet. Si la Trésorerie ne s'y oppose pas, Russell fera savoir à Arthur qu'il approuve l'idée de n'apporter, pour le moment, aucune modification à la façon de recueillir les deniers provenant de la vente des réserves du clergé. p. 217 [Ministère des Colonies], le 21 août.

1840

Downing St., le 24 août.

Lettre sans signature à Arthur (N° 120—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 42, du 27 juin; les deux rapports annexés à la dépêche admettant tous deux que la loi qui régit les frais est opposée au statut britannique, l'assentiment royal ne saurait être accordé. p. 83

[Ministère des Colonies], le 24 août.

Lettre sans signature à C. E. Trevelyan, sous-secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 47, du 13 juillet. Faudra-t-il payer quelque chose à Labadie? p. 168

[Ministère des Colonies], le 26 août.

Lettre sans signature à lord Sydenham, gouverneur général (N° 210—brouillon). L'union des deux synodes presbytériens; le Synode uni conservera son droit de recevoir la somme qui lui fut jusqu'à présent versée à même les revenus de la Couronne ainsi qu'une partie des revenus provenant des réserves du clergé. p. 193

[Ministère des Colonies], le 8 septembre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 123—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 37, du 20 juin; la Trésorerie a autorisé le payement de 250 louis à T. Merritt, pour le dédommager de la perte de sa goélette *Nehemiah Merritt.* p. 24

[Ministère des Colonies], le 9 septembre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 124—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 52, du 17 juillet; la Trésorerie a décidé de laisser dans le *statu quo* la question de la perception des deniers provenant des réserves du clergé; il faudra faire tous les six mois le relevé des arriérés. p. 218

[Ministère des Colonies], le 19 septembre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 127—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 46, du 11 juillet, et il autorise le payement d'une rente en compensation de la cession de la région Saugeen. p. 153

[Ministère des Colonies], le 12 décembre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 136—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 51, du 16 juillet; la Trésorerie refuse d'accorder une nouvelle rémunération à Hawke. p. 210

1841

[Ministère des Colonies], le 18 janvier.

Lettre sans signature à Arthur (N° 142—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 47, du 13 juillet, et lui transmet une lettre de la Trésorerie, en date du 15 janvier, au sujet de la réclamation de A. Labadie. (L'annexe manque). p. 169

Série Q. 427, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1840

1840

Annexe à la dépêche d'Arthur à Russell, N° 55, du 22 juillet 1840. (Voir *Q. 527-1*, p. 228):—

(2) Extraits de *Das Canada Museum.* p. 231

Toronto, le 25 juillet.

Arthur à Russell (N° 56). Il lui transmet un rapport du Conseil qui commue la sentence imposée à L. Palmer et à H. Munn, convaincus de trahison; Palmer a été condamné à la déportation et sera envoyé en Angleterre le plus vite possible; entre-temps il ira au pénitencier. Munn a obtenu un sursis. p. 237

Annexe:— 1840

Le communiqué du Conseil, le 9 juillet 1840. p. 240

Arthur à Russell (N° 57). Il lui transmet l'adresse des habitants de Toronto qui félicitent la Reine d'avoir échappé à un récent attentat. p. 250 Toronto, le 27 juillet.

Annexe:—

L'adresse, Toronto, le 25 juillet 1840. p. 252

Arthur à Russell (N° 58). Il lui transmet l'adresse des habitants du district Home qui félicitent le Reine d'avoir échappé à un récent attentat. p. 253 Toronto, le 28 juillet.

Annexe:—

L'adresse. p. 254

Arthur à Russell (N° 59). Six mille émigrants sont venus dans le Haut-Canada; 1,925 d'entre eux se sont établis à Toronto et les autres à Bytown et en certains autres endroits. Il croit que très peu de ces émigrants se sont rendus aux États-Unis et il se demande si l'on pourra obtenir là-dessus des renseignements précis. Jusqu'ici l'établissement de ces émigrants a occasionné peu de frais; mais s'ils continuent à venir en grand nombre il faudra prendre de nouvelles mesures. Il propose d'octroyer des terres de 50 acres; de pareils octrois sont nécessaires si l'on veut garder ces gens dans le Haut-Canada. Les établissements de Talbot et de Cavan attestent le succès de cette façon d'agir. p. 256 Toronto, le 28 juillet.

Arthur à Russell (confidentielle). La tranquillité de la province; la nouvelle d'une décision prise en ce qui a trait à l'union des provinces marquera l'ouverture de préparatifs d'une campagne électorale. L'opinion semble favorable au Gouvernement. Pourquoi il a convoqué une assemblée afin de discuter la question d'un nouveau monument à Brock. La fuite de B. Lett. p. 261 Toronto, le 28 juillet.

Arthur à Russell. Il lui accuse réception des dépêches N°s 86 à 93, du 5 juin, et des circulaires rédigées du 10 mars au 15 juin, ainsi que d'une dépêche confidentielle en date du 23 juin. p. 288 Toronto, le 1er août.

Arthur à Russell (N° 60). La réunion paisible que la milice du Haut-Canada a tenue à Queenston Heights afin de prendre des mesures pour élever un nouveau monument à Brock. Il lui transmet l'extrait d'un journal qui reproduit le procès-verbal de la réunion. p. 266 Toronto, le 3 août.

Annexe:—

Upper Canada Gazette, le 3 août 1840. Ordre général de la milice convoquant la réunion; procès-verbal et adresse à la Reine où on la félicite d'avoir échappé à un récent attentat. p. 273

Arthur à Russell. Il lui accuse réception des dépêches N°s 94 à 106, du 7 au 24 juillet, et des circulaires du 29 juin et de juillet. p. 292 Toronto, le 12 août.

1840

Toronto, le 14 août.

Arthur à Russell (N° 61). Tenue d'un conseil d'enquête sur les coups de feu que les vapeurs *Cincinnati* et *Chesapeake* eurent à essuyer alors qu'ils passaient devant le fort Érié. Des insultes lancées par des passagers à bord des paquebots expliquent l'incident. Ce renseignement a été transmis à H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington. On fera une enquête sévère afin de connaître les noms des soldats qui ont tiré ces coups de feu. p. 289

[Ministère des Colonies], le 20 août.

Lettre sans signature à Arthur (N° 155—brouillon). L'auteur lui accuse réception des dépêches et des adresses qui félicitent la Reine d'avoir échappé à un récent attentat. p. 251

[Ministère des Colonies], le 21 août.

Lettre sans signature à Arthur (N° 116—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche confidentielle du 28 juillet et approuve les décisions prises au cours de la réunion qui fut convoquée pour discuter le projet d'élever un nouveau monument à Brock. p. 261

[Ministère des Colonies], le 23 août.

Lettre sans signature à Arthur (N° 119—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 56, du 25 juillet, et approuve la déportation de L. Palmer. p. 239

[Ministère des Colonies], le 31 août.

Lettre sans signature aux commissaires des Terres et de l'Émigration (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 59, du 28 juillet; le gouverneur général a déjà reçu l'autorisation de sanctionner l'établissement de colons sur de petits lopins de terre. La proposition d'Arthur d'accorder une terre de 50 acres tient-elle compte du caractère des émigrants qui arrivent au pays et ne sont que des journaliers? p. 260

Toronto, le 1er septembre.

Arthur à Russell (N° 62). Il lui transmet la requête de S. Hawley qui désire obtenir un dédommagement pour la destruction de sa maison le 5 décembre 1839. Il donne des détails sur l'affaire, mais il refuse de recommander la requête. p. 294

Annexes:—

(1) La requête, Rivière Trent, le 3 janvier 1840. p. 299

(2) Déclaration des magistrats du district de Victoria, Belleville, le 4 janvier 1840. p. 304

(3) Déclaration de R. C. Wilkins, Carrying Place, Murray, le 6 janvier 1840. p. 306

(4) Déclaration de l'évêque de Toronto, le 10 janvier 1840. p. 308

(5) Le lieutenant-colonel De Rottenburg au colonel F. Halkett, sous-secrétaire militaire, Brockville, le 21 décembre 1839. Ce qu'il pense de la réclamation. p. 309

(6) Affidavit de S. Hawley, Toronto, le 27 janvier 1840. p. 311

(7) Affidavit de H. S. Cooley, Murray, le 12 décembre 1839. p. 313

(8) Déclaration des magistrats de la rivière Trent, le 6 janvier 1840. p. 317

1840

Arthur à Russell (N° 63). Il lui accuse réception de la dépêche N° 102, du 10 avril; il n'a pas émis de lettres patentes en ce qui a trait à la nomination de C. A. Hagerman au poste de juge de la cour du Banc de la Reine: le mandat stipule que l'exercice de ces fonctions dépendra du bon plaisir de Sa Majesté, tandis que la loi qui réglemente de pareilles nominations stipule que le poste sera occupé à titre inamovible. La même remarque pourra être faite au sujet des commissions accordées par sir Francis Bond Head aux juges J. Jones et A. McLean ainsi qu'à R. S. Jameson, vice-chancelier. Serait-il nécessaire d'émettre de nouveaux mandats et d'accorder de nouvelles commissions? p. 319 Toronto, le 1er septembre.

Arthur à Russell (N° 64). Il lui transmet une lettre du colonel F. A. McKenzie Frazer qui déplore n'avoir pas reçu les effets d'habillement pour la milice. p. 324 Toronto, le 2 septembre.

Annexe:—

Frazer, adjoint de l'intendant général d'armée et du secrétaire militaire, à Arthur, Toronto, le 2 septembre 1840. p. 326

Arthur à Russell (N° 65). Il lui transmet la liste de la milice sédentaire, réorganisée en conformité du projet. (L'annexe manque). p. 336 Toronto, le 2 septembre.

Arthur à Russell (N° 66). Il lui accuse réception de la circulaire du 29 juin; on étudiera le projet de peinturer les phares. p. 339 Toronto, le 2 septembre.

Arthur à Russell (distincte). Il lui accuse réception de la lettre N° 96, du 14 juillet; ses fonctions militaires et les responsabilités qu'elles comportent; ainsi il espère dissiper les craintes du ministre de la Guerre qui a refusé de lui accorder les appointements et les indemnités que reçoit un major général. p. 327 Toronto, le 2 septembre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 122—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 60, du 3 août, et approuve la décision prise au cours d'une réunion publique convoquée pour discuter le projet d'élever un nouveau monument à Brock. La Reine a reçu avec gratitude l'adresse des citoyens qui lui ont présenté des félicitations parce qu'elle a échappé à un récent attentat. p. 271 [Ministère des Colonies], le 7 septembre.

Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire du bureau des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 61, du 14 août, qui a trait aux coups de feu tirés sur deux vaisseaux américains. p. 291 [Ministère des Colonies], le 10 septembre.

Arthur à Russell (N° 67). Il lui transmet une documentation qui a trait à la réclamation de D. McGregor pour la perte du *Thames;* il croit toujours qu'un autre octroi de 2,000 louis constituerait un dédommagement convenable. (Les annexes manquent). p. 340 Toronto, le 19 septembre.

Arthur à Russell (N° 68). Il lui transmet les rapports des départements publics; ces textes ont pour but l'adoption de mesures progressives. Les cas du receveur général, du commissaire des terres de la Couronne et de l'arpenteur général; K. Cameron a été nommé inspecteur général intérimaire. p. 344 Toronto, le 24 septembre.

1840 Annexes:—

(1) Le rapport du département des Terres de la Couronne, le 24 juillet 1840. p. 352

(2) Le rapport du département de l'inspecteur général, le 24 juillet 1840. p. 369

(3) L'appendice. p. 391

(4) Le communiqué du Conseil, le 13 août 1840. p. 395

(5) W. H. Lee, greffier intérimaire du Conseil exécutif, à R. B. Sullivan, inspecteur général, Toronto, le 7 août 1840. Il lui demande des renseignements sur les octrois accordés à W. Campbell, P. Jobin, A. Brown, R. Coote, T. Pearson et Hogardone. p. 408

(6) Sullivan à Lee, Toronto, le 8 août 1840. p. 410

(7) Nouveau rapport sur les terres de la Couronne. p. 414

(8) Arthur à C. P. Thomson, gouverneur général, Toronto, le 10 septembre 1840. p. 419

Toronto, le 25 septembre. Arthur à Russell (N° 69). Il lui transmet la liste des prisonniers politiques. Cette liste doit remplacer celle qu'on a dressée avant le 1er novembre 1838. p. 424

Annexe:—

La liste. p. 426

Toronto, le 26 septembre Arthur à Russell (distincte). Il se plaint de ne pas connaître la date de son départ du Haut-Canada. p. 433

Toronto, le 27 septembre. Arthur à Russell (personnelle et confidentielle). Il lui accuse réception de la dépêche N° 116, du 21 août. Pourquoi il a pris sur lui de convoquer une réunion publique à Queenston Heights pour discuter le projet d'élever un nouveau monument à Brock. p. 437

Downing St., le 24 octobre. Lettre sans signature à Arthur (N° 130—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 63, du 1er septembre, et lui transmet de nouveaux mandats pour la nomination des juges Hagerman, Jones, McLean et Jameson. (Les annexes manquent). p. 322

[Ministère des Colonies], le 26 octobre. Lettre sans signature à L. Sulivan, secrétaire adjoint de la Guerre (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 96, du 14 juillet, qui a trait à ses devoirs militaires et aux responsabilités qu'ils comportent. p. 335

[Ministère des Colonies], le 26 octobre. Lettre sans signature à C. E. Trevelyan, secrétaire adjoint de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 67, du 19 septembre, et lui demande de régler promptement le cas de D. McGregor qui réclame un dédommagement pour la perte du *Thames*. p. 343

1840

Lettre sans signature à C. E. Trevelyan (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 62, du 1er septembre; la réclamation de S. Hawley. p. 297 [Ministère des Colonies], le 28 octobre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 131—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 65, du 2 septembre, et il approuve les mesures prises au sujet de la milice. p. 338 [Ministère des Colonies], le 29 octobre.

Lettre sans signature à Arthur (distincte—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche distincte du 26 septembre; lord Sydenham et la proclamation de l'union; impossibilité de déterminer le jour où Arthur pourra quitter le poste de lieutenant-gouverneur du Haut-Canada. p. 435 [Ministère des Colonies], le 29 octobre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 133—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 64, du 2 septembre; les effets militaires furent envoyés dans le Haut-Canada à la fin d'août. p. 325 [Ministère des Colonies], le 30 octobre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 132—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche personnelle et confidentielle du 27 septembre et le renvoie à la dépêche N° 122, du 7 septembre. Russell a toujours été d'avis qu'Arthur avait été bien inspiré en convoquant une réunion publique à Queenston Heights; les nouveaux renseignements qu'il vient de recevoir fortifie cette opinion. p. 442 [Ministère des Colonies], le 30 octobre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 137—brouillon). L'auteur lui transmet la lettre de la Trésorerie, en date du 12 décembre, qui demande un nouveau rapport sur le cas de S. Hawley. (L'annexe manque. Voir *Q. 429-1*, p. 253). p. 298 [Ministère des Colonies], le 15 décembre.

Série Q. 428

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1840

Lettre sans signature à Arthur (N° 88—brouillon). L'auteur lui transmet le récit d'un attentat perpétré à Richmond, dans le comté de Carleton, en mars. Un officier de la milice et un commissaire de la cour des requêtes sont-ils impliqués dans l'affaire? Les loges orangistes et la politique à suivre à leur égard. (L'annexe manque. Voir *G. 95-2*, p. 454). p. 5 [Ministère des Colonies], le 15 juin.

Lettre sans signature à Arthur (N° 111—brouillon). L'auteur lui fait savoir que W. P. Smith demande toujours une compensation pour les pertes qu'il a subies au cours de l'insurrection; il lui transmet certaines lettres et lui demande un rapport. (L'annexe manque. Voir *G. 95-2*, p. 584). p. 113 Downing St., le 6 août.

Lettre sans signature à Arthur (N° 129—brouillon). L'auteur lui transmet copie d'une lettre du capitaine S. A. H. Lucas au sujet de la réclamation de J. Berford qui voudrait obtenir une compensation parce qu'il a perdu le poste de shérif du district de Bathurst. On lui a déjà demandé là-dessus un rapport; il voudrait avoir ce texte. (L'annexe manque. Voir *G. 95*, p. 661). p. 78 [Ministère des Colonies], le 21 septembre

1840

Toronto, le 3 octobre.

Arthur à Russell (N° 70). Il lui accuse réception de la dépêche N° 88, du 15 juin; il espère pouvoir lui fournir des renseignements sur l'attentat perpétré dans le comté de Carleton. Il se demande s'il pourra obtenir des précisions sur le rôle joué par l'officier de la milice et le commissaire de la cour des requêtes. p. 3

Toronto, le 5 octobre.

Arthur à Russell (N° 71). Une commission est établie pour enquêter sur les affaires de la Compagnie du Canada. p. 7

Annexes:—

(1) L'adresse de l'Assemblée, le 5 février 1840. p. 9

(2) Mémoire renfermant les instructions aux commissaires nommés pour enquêter sur les affaires de la Compagnie du Canada, le 21 septembre 1840. p. 10

Toronto, le 6 octobre.

Arthur à Russell (N° 72). Il lui transmet une documentation sur les sauvages qui sont venus s'établir dans le Haut-Canada parce qu'on ne distribue plus de présents à ceux de l'extérieur. Les sauvages d'Oneida vendront leurs terres à New-York; cet État a envoyé un agent qui les accompagnera au Canada et leur aidera à s'établir. Ces sauvages aimeraient que la Couronne administrât leurs terres par fidéicommis. On a demandé au département des Sauvages de ne pas promettre indirectement de leur venir en aide. Il a discuté la question avec le gouverneur général. p. 19

Annexes:—

(1) S. P. Jarvis, inspecteur en chef des affaires des Sauvages, à S. B. Harrison, secrétaire civil, Toronto, le 25 septembre 1840. La venue des sauvages au Canada. p. 24

(2) J. W. Keating, inspecteur, à Jarvis, Lower Indian Reserve, le 17 septembre 1840. La correspondance échangée avec le major Gardiner sur la question. Un agent américain semble s'opposer au projet. p. 27

(3) Le Major T. Gardiner, [commandant du fort Gratiot], à [Keating], Fort Gratiot, Michigan, le 16 septembre 1840. Pourquoi les États-Unis s'opposent au départ des sauvages. p. 29

(4) Harrison à Jarvis, Hôtel du Gouvernement, le 2 octobre 1840. Brouillon des instructions au département des Sauvages. (Voir ci-dessous). p. 32

(5) Brouillon des instructions au département des Sauvages. p. 33

(6) Jarvis à Harrison, Toronto, le 2 octobre 1840. A propos de l'immigration des sauvages d'Oneida. p. 35

(7) J. B. Clench à Jarvis, Colborne on Thomas, le 18 novembre 1839. Rapport sur les sauvages d'Oneida qui désirent s'établir dans le Haut-Canada. p. 39

Toronto, le 21 octobre.

Arthur à Russell (N° 73). Il lui transmet le Livre Bleu pour l'année 1839. (L'annexe manque). p. 41

Arthur à Russell (N° 74). Il lui accuse réception de la dépêche N° 123, du 8 septembre; à propos de la perte de la goélette *Nehemiah Merritt*. p. 42 **1840** Toronto, le 23 octobre.

Annexe:—

Le mémoire. p. 48

Arthur à Russell (N° 75). Il lui transmet copie d'une lettre de lord Sydenham, gouverneur général, ayant trait à la compensation qui doit être accordée à R. B. Sullivan pour les pertes qu'il a subies alors qu'il dirigeait le département de l'inspecteur général. Sydenham se trompe lorsqu'il s'imagine que Sullivan a été relevé de ses fonctions de commissaire des Terres de la Couronne. p. 52 Toronto, le 26 octobre.

Annexe:—

Sydenham à Arthur, Montréal, le 9 octobre 1840. Pourquoi il convient de rémunérer Sullivan non pas en sa qualité d'inspecteur général, mais à titre de président du Conseil exécutif. p. 54

Lettre sans signature à Arthur (N° 134—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 68, du 24 septembre, où sont expliquées les mesures prises au sujet des postes du receveur général, de l'inspecteur général et du commissaire des Terres de la Couronne. Félicitations adressées à Arthur et au Conseil. Il ne commentera ces mesures qu'après avoir pris connaissance de l'opinion du gouverneur général. Il approuve la destitution de J. Radenhurst et de A. Tod. p. 225 [Ministère des Colonies], le 30 octobre.

Arthur à Russell (N° 76). Il lui accuse réception de la dépêche N° 128, du 20 octobre, et le renvoie à une lettre antérieure où il a fourni des renseignements précis sur ses voyages à bord de certains vaisseaux du Gouvernement. Les dépenses occasionnées par l'achat de vivres seront acquittées à même le revenu casuel et territorial en attendant qu'il reçoive là-dessus des instructions. Il répond au capitaine W. Sandom qui prétend que ces vaisseaux sont fréquemment employés. Il ne croit pas qu'il conviendrait d'accorder à Sandom le droit de décider en quelles circonstances le Gouvernement devrait utiliser ses propres vaisseaux. p. 60 Toronto, le 9 novembre.

Arthur à Russell (N° 77). Il lui accuse réception de la circulaire du 24 août. La province se rend compte des grands avantages que lui procure l'établissement de communications avec la Grande-Bretagne par le moyen de vaisseaux à vapeur; elle améliorerait les chemins si ses finances lui permettait de le faire. Il espère que l'union des deux provinces rendra possibles ces améliorations. p. 70 Toronto, le 10 novembre.

Arthur à Russell (N° 78). Il lui accuse réception de la dépêche du 15 mai dans laquelle Russell exige la copie de la lettre de J. Hoover, en date du 18 mars, ainsi qu'un rapport sur la demande de ce dernier. Hoover désirerait obtenir une terre pour ses enfants. Quelle est l'adresse de Hoover? p. 72 Toronto, le 11 novembre.

1840

Toronto, le 11 novembre.

Arthur à Russell (N° 79). Il lui accuse réception de la dépêche N° 129, du 21 septembre. J. Berford a invoqué l'aide du gouverneur général. Il lui transmet une lettre de T. W. C. Murdock, chef du secrétariat, qui fournit des renseignements sur l'affaire. Il croit que Berford n'a pas le droit de réclamer un dédommagement parce qu'il a perdu son poste de shérif du district de Bathurst. p. 74

Annexe:—

Murdock à Berford, Toronto, le 24 décembre 1839. Pourquoi lord Sydenham est d'avis que Berford n'a droit à aucun dédommagement. p. 80

Toronto, le 21 novembre.

Arthur à Russell (N° 80). Il le renvoie à la dépêche de Russell, N° 88, du 15 juin, et lui fait le récit de l'attentat perpétré à Richmond dans le comté de Carleton. Il lui transmet le rapport des magistrats: les accusations ont été exagérées. Les sociétés orangistes et la désapprobation dont elles ont été l'objet; le Dr T. Rolph, autrefois leur adversaire, constate qu'elles ont subi des modifications encourageantes. p. 86

Annexe:—

Le rapport, mars 1840. p. 92

Toronto, le 23 novembre.

Arthur à Russell. Il lui accuse réception des dépêches N°s 94 à 106, et 110 à 129, ainsi que des circulaires du 29 juin, de juillet, du 24 août et du 27 septembre. p. 103

Toronto, le 30 novembre.

Arthur à Russell. Il lui accuse réception des dépêches N°s 130 à 135, du 24 octobre au 2 novembre, ainsi que de la circulaire du 7 octobre. p. 104

Toronto, le 1er décembre.

Arthur à Russell (N° 81). A propos de dépêches envoyées quelquefois via New-York. p. 106

Toronto, le 1er décembre.

Arthur à Russell (N° 82). Il lui accuse réception de la dépêche N° 135, du 2 novembre. Sa santé s'est rétablie à tel point qu'il pourra rester dans la colonie jusqu'au moment de l'union des deux provinces; il sera alors heureux de quitter le pays. p. 107

Toronto, le 2 décembre.

Arthur à Russell (N° 83). Il lui accuse réception de la dépêche N° 111, du 6 août; W. P. Smith a reçu une somme qui le dédommage suffisamment des pertes qu'il a subies au cours de l'insurrection. p. 109

Toronto, le 2 décembre.

Arthur à Russell (N° 84). L'arrestation et l'incarcération de A. McLeod, à Lockport, accusé de meurtre lors de la destruction du *Caroline*. Il a communiqué avec le ministre de Sa Majesté à Washington et a donné les instructions d'obtenir une copie authentique de tous les écrits qui se rapportent à l'affaire McLeod. Il se demande si le Gouvernement des États-Unis voudra intervenir. p. 117

Toronto, le 2 décembre.

Arthur à Russell (N° 85). Il lui accuse réception de la dépêche N° 130, du 24 octobre; les nouveaux mandats en vertu desquels J. Jones, A. McLean, C. A. Hagerman et R. S. Jameson seront nommés juges ne portent aucune date. Il lui retourne ces mandats en lui demandant d'y faire les additions nécessaires. (L'annexe manque). p. 121

1840

Lettre sans signature à Arthur (N° 138—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 78, du 11 novembre; J. Hoover demeure à Horton dans le district de Bathurst. p. 73 [Ministère des Colonies], le 6 décembre.

Lettre sans signature à C. E. Trevelyan, sous-secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 74, du 22 octobre; opportunité d'approuver le payement de nouveaux frais occasionnés par la perte de la goélette *Nehemiah Merritt.* p. 45 [Ministère des Colonies], le 7 décembre.

Arthur à Russell (N° 86). Il lui transmet des copies des statuts adoptés au cours de la cinquième session du 13e Parlement provincial. (Les annexes manquent). p. 122 Toronto, le 8 décembre.

Arthur à Russell (N° 87). Il lui transmet les premier et deuxième volumes des appendices des journaux de l'Assemblée, 4e session du 13e Parlement provincial. (Les annexes manquent). p. 123 Toronto, le 8 décembre.

Arthur à Russell (N° 88). Il lui accuse réception de la circulaire du 7 octobre; les vaisseaux à vapeur du Haut-Canada et l'enregistrement. Il lui transmet une déclaration de Hamilton qui fournit là-dessus des renseignements circonstanciés. (L'annexe manque). p. 124 Toronto, le 15 décembre.

Lettre sans signature à Arthur (N° 139—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 76, du 9 novembre, et lui permet de prendre à même le revenu casuel et territorial la somme qui acquittera les dépenses occasionnées par l'achat de vivres. Il croit, lui aussi, que le capitaine W. Sandom ne devrait pas avoir le droit de décider en quelles circonstances les vaisseaux du Gouvernement peuvent être utilisés. p. 66 [Ministère des Colonies], le 18 décembre.

Arthur à Russell (N° 89). L'auteur lui transmet la requête et la protestation du synode de l'Église d'Écosse ainsi qu'une documentation sur le sujet. Commentaires sur la prétention du synode qui croit n'avoir pas obtenu quelques-unes des terres réservées au clergé et qui réclame une compensation. p. 126 Toronto, le 19 décembre.

Annexes:—

(1) La protestation et la requête, Kingston, le 8 octobre 1840. p. 139

(2) S. B. Harrison, secrétaire civil, au révérend H. Urquhart, président, Hôtel du Gouvernement, le 27 novembre 1840. p. 158

(3) Urquhart à Harrison, Cornwall, le 9 décembre 1840. p. 160

(4) Statistiques sur les diverses confessions. p. 164

(5) Réponse à la requête et à la protestation de l'Église d'Écosse. p. 165

Arthur à Russell (N° 90). Il lui transmet une autre requête du révérend D. Blake. Il le renvoie à une correspondance antérieure et ne veut pas faire là-dessus de nouveaux commentaires. p. 178 Toronto, le 24 décembre.

1840 Annexe:—

Requête du révérend D. Blake. Pourquoi il réclame un traitement de 175 louis avec les arriérés qui se sont accumulés depuis le jour de sa nomination. p. 179

Ministère des Colonies], le 23 décembre. Lettre sans signature à sir John Barrow, sous-secrétaire de l'Amirauté (brouillon). L'auteur déclare qu'Arthur a pris des mesures pour acquitter les frais occasionnés par l'achat de vivres pour les vaisseaux du Gouvernement au cours de tournées d'inspection. Il faudra faire savoir au capitaine W. Sandom qu'il devra se rendre au désir du Gouvernement lorsqu'il s'agit d'utiliser ces vaisseaux à moins que ceux-ci ne soient déjà en usage pour le service public. p. 68

[Ministère des Colonies], le 24 décembre. Lettre sans signature à Arthur (N° 141—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 79, du 11 novembre. Il est de l'avis de Sydenham: J. Berford n'a droit à aucun dédommagement. p. 79

Toronto, le 24 décembre. Arthur à Russell (N° 91). Il lui transmet la requête de John Burwell qui se plaint d'avoir été révoqué de ses fonctions. Les motifs de la révocation. p. 183

Annexes:—

(1) La requête de Burwell. p. 187

(2) La requête des francs-tenanciers du district de London qui demandent la publication d'un tableau de frais et d'honoraires. p. 202

(3) Le rapport du Conseil, le 16 juillet 1839. p. 210

(4) Le rapport du Conseil, le 25 juillet 1839. p. 220

1841 [Ministère des Colonies], le 4 janvier. Lettre sans signature à W. P. Smith (brouillon). Après une nouvelle étude de la question, le lieutenant-gouverneur est d'avis que Smith n'a pas droit à une compensation. Il ne faudrait plus revenir sur le sujet. p. 115

[Ministère des Colonies], le 4 janvier. Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire du bureau des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 84, du 2 décembre, au sujet de l'arrestation de A. McLeod. p. 120

[Ministère des Colonies], le 7 janvier. Lettre sans signature à lord Seaton (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 83, en date du 2 décembre, refusant d'admettre le droit de W. P. Smith à un dédommagement additionnel. p. 116

[Ministère des Colonies], le 9 janvier. Lettre sans signature à C. Langdale, M.P. (brouillon). L'auteur lui transmet copie de deux dépêches d'Arthur sur l'attentat orangiste à Richmond. (Voir les annexes sus mentionnées, pp. 5 et 86). p. 91

Lettre sans signature à Sydenham (N° 297—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 89, du 19 décembre, et lui demande de faire savoir au synode de l'Église d'Écosse que la question des réserves du clergé ne saurait revenir sur le tapis. Dans un nouveau pays, il est à peu près impossible d'obtenir des statistiques précises. Il s'en remet à Sydenham sur l'opportunité de faire disparaître les craintes du synode. p. 137 **1841** [Ministère des Colonies], le 20 janvier.

Lettre sans signature à Arthur (N° 143—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 91, du 24 décembre; à propos de l'enquête sur le cas de J. Burwell. p. 186 [Ministère des Colonies], le 24 janvier.

Lettre sans signature à lord Sydenham, gouverneur général (brouillon). L'auteur le renvoie à la dépêche d'Arthur, N° 74, du 23 octobre 1840, et il lui transmet une lettre de la Trésorerie, en date du 28 avril, sur les nouveaux frais occasionnés par la perte de la goélette *Nehemiah Merritt*. (L'annexe manque. Voir *G. 109*, p. 340). p. 47 [Ministère des Colonies], le 1er mai.

Série Q. 429, t. 1

FONCTIONS PUBLIQUES, 1840

Parlement

La Chambre des Lords demande la copie ou les extraits de la correspondance échangée au sujet des réserves du clergé depuis 1819 jusqu'à 1839. p. 3 **1840** Le 31 mars.

La Chambre des Lords demande un relevé de certains papiers ayant trait aux réserves du clergé et à la dîme. p. 4 Le 31 mars.

La Chambre des Communes demande une liste des confessions qui auraient le droit d'avoir une part des sommes provenant de la vente des réserves du clergé, si le projet de loi obtient l'assentiment royal. p. 6 Le 31 mars.

La Chambre des Communes demande la copie ou les extraits de la correspondance échangée sur la question des réserves du clergé depuis 1819 jusqu'à 1840. p. 7 Le 2 avril.

La Chambre des Lords demande la production du statut de 1793 du Haut-Canada, réglementant les mariages, et de celui de 1797 faisant disparaître les objections que suscite une erreur de copiste dans la rédaction de certaines lettres patentes; aussi demande de la copie de toute adresse de l'Assemblée sur la question des réserves du clergé en 1823 et en 1824. p. 8 Le 3 avril.

La Chambre des Lords demande un rapport sur les sommes prises à même les réserves du clergé et placées dans des fonds anglais avec intérêt annuel. p. 9 Le 3 avril.

La Chambre des Lords demande un rapport sur d'autres papiers qui ont trait aux réserves du clergé et à la dîme. p. 11 Le 13 avril.

1840

Le 14 avril. La Chambre des Communes demande la copie ou les extraits de la correspondance à laquelle Glenelg fait allusion dans sa dépêche du 7 septembre 1837, à sir Francis Bond Head, au sujet des Églises d'Angleterre et d'Écosse. p. 13

Le 14 mai. La Chambre des Communes demande la production d'une lettre de la Compagnie du Canada, en date du 9 janvier, adressée à lord John Russell, où l'on demande que la somme due à cette compagnie puisse être utilisée pour des fins d'émigration; aussi demande de produire la réponse qui fut faite à cette lettre le 18 janvier. p. 14

Le 28 mai. La Chambre des Communes demande la copie de la lettre du capitaine J. W. Pringle au secrétaire d'État, au sujet de la valeur des réserves du clergé. p. 15

AMIRAUTÉ

Amirauté, le 3 janvier. Sir John Barrow, sous-secrétaire, à J. Stephen, sous-secrétaire du ministère des Colonies. Il lui transmet une lettre du capitaine W. Sandom faisant savoir que le *Kingston* a été nolisé jusqu'au 1er avril 1840. p. 17

Annexe:—

Sandom à C. Wood, premier secrétaire de l'Amirauté, *Kingston*, vaisseau de Sa Majesté, le 22 octobre 1839. p. 18

[Ministères des Colonies], le 9 janvier. Lettre sans signature à A. Y. Spearman, sous-secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet la lettre de Barrow, en date du 3 janvier, et lui demande d'approuver le coût du nolisement du *Kingston*. p. 19

Amirauté, le 13 janvier. Barrow à Stephen. Faudra-t-il acquitter à même les fonds publics les frais occasionnés par le transport de sir George Arthur et de C. P. Thomson sur le *Traveller*. p. 20

Amirauté, le 17 janvier. Barrow à Stephen. Il lui transmet une lettre de Sandom: le Gouvernement des États-Unis a décidé de construire deux vaisseaux à vapeur pour la navigation sur le lac Érié. p. 22

Annexe:—

Sandom à R. More O'Ferrall, premier secrétaire de l'Amirauté, *Niagara*, vaisseau de Sa Majesté, Kingston, le 16 décembre 1839. p. 23

[Ministère des Colonies], le 22 janvier. Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire du bureau des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la lettre de Barrow, en date du 17 janvier, faisant savoir que le Gouvernement des États-Unis a l'intention de construire deux vaisseaux à vapeur pour la navigation sur le lac Érié. p. 24

[Ministère des Colonies], le 23 janvier. Lettre sans signature à Barrow (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 13 janvier; il faudra prendre à même les fonds publics la somme qui acquittera les frais occasionnés par le transport d'Arthur et de Thomson sur le *Traveller*. p. 21

1840

Barrow à Stephen. Faudra-t-il prendre à même les fonds publics la somme requise pour acquitter les frais occasionnés par le transport d'Arthur sur le *Kingston?* p. 27 — Amirauté, le 14 février.

Lettre sans signature à Barrow (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 14 février; il faudra prendre à même les fonds publics la somme requise pour acquitter les frais occasionnés par le transport d'Arthur sur le *Kingston.* p. 28 — [Ministère des Colonies], le 21 février.

Barrow à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 22 avril; on ne saurait accéder à la requête de H. Earl qui demande de maintenir la demi-solde qu'il reçut de 1813 à 1815 pour ses services sur les lacs. p. 29 — Amirauté, le 23 avril.

Barrow à Stephen. Il lui transmet copie de la lettre du capitaine W. Sandom. Faudra-t-il prendre à même les fonds publics la somme requise pour payer le passage d'Arthur sur le *Traveller?* Il lui demande une opinion sur les propositions de Sandom au sujet de transports ultérieurs sur les vaisseaux de Sa Majesté. p. 30 — Amirauté, le 22 mai.

Annexe:—

Sandom à O'Ferrall, *Niagara,* vaisseau de Sa Majesté, Kingston, le 6 avril 1840. Les dates des voyages d'Arthur et le pouvoir discrétionnaire qu'il voudrait avoir en ces occurrences. Le *Toronto* et le mouvement des troupes sur le lac Érié. Le vaisseau à vapeur construit à Chippewa sera lancé en juin. Quel nom faudra-t-il lui donner? p. 31

O'Ferrall à Stephen. Il lui transmet des lettres ayant trait à la construction d'un vaisseau à vapeur pour la navigation au Canada et il demande l'approbation du projet. p. 35 — Amirauté, le 5 août.

Annexes:—

(1) Sandom à ————, *Niagara,* vaisseau de Sa Majesté, Kingston, le 11 octobre 1839. Il a acheté le *Goderich,* qui avait fait naufrage près d'Amherstburgh, afin d'obtenir les machines du vaisseau. Il réclame la construction d'un vaisseau pour la frontière occidentale. p. 38

(2) Rapports de l'Amirauté, le 11 juin 1840. p. 40

(3) Rapports de l'Amirauté, le 29 juillet 1840. p. 42

(4) C. E. Trevelyan, sous-secrétaire de la Trésorerie, au secrétaire de l'Amirauté, Bureaux de la Trésorerie, le 4 août 1840. p. 43

Lettre sans signature à O'Ferrall (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 5 août. On a demandé à la Trésorerie d'approuver le payement de 2,750 louis pour la construction d'un autre vaisseau; ce projet devra obtenir l'approbation du gouverneur général. p. 36 — [Ministère des Colonies le 13 août.

Lettre sans signature à C. E. Trevelyan (brouillon). L'auteur recommande que la somme de 2,750 louis soit payée pour la construction d'un vaisseau à vapeur; ce projet devra obtenir l'approbation du gouverneur général. p. 37 — [Ministère des Colonies], le 18 août.

1840

Amirauté, le 27 août. O'Ferrall à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 15 août. On a déjà reçu une lettre du commandant A. Drew qui nie les déclarations faites par le capitaine W. Sandom; en conséquence on tiendra un conseil de guerre. Pourquoi Drew ne reçoit plus qu'une demi-solde. p. 25

[Ministère des Colonies], le 20 septembre. Lettre sans signature à Arthur (N° 128—brouillon). L'auteur lui transmet une lettre de l'Amirauté, en date du 22 mai; il aimerait avoir des renseignements sur le motif des voyages faits à bord du *Traveller* et sur les fonds qui serviront à défrayer les dépenses occasionnées par ces voyages. p. 34

Amirauté, le 25 novembre. Barrow à R. Vernon Smith, sous-secrétaire du ministère des Colonies. Il lui accuse réception de la lettre du 12 novembre; Sandom a reçu l'ordre de construire un vaisseau pour la passe étroite près de Détroit. L'Amirauté est d'avis qu'il conviendrait d'ajouter un autre vaisseau à ceux qui font le service sur le lac Ontario. p. 44

[Ministère des Colonies], le 2 décembre. Lettre sans signature à Barrow (brouillon). L'auteur le renvoie à une correspondance antérieure et réclame la construction d'un vaisseau à vapeur pour le lac Ontario; nécessité d'augmenter le nombre de vaisseaux sur ce lac et sur le lac Érié; les estimations de l'Amirauté et le coût du vaisseau. p. 45

COMMANDANT EN CHEF

Grand quartier-général, le 28 mars. Le major général lord Fitzroy Somerset, secrétaire au grand quartier-général, à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 26 mars et il regrette de ne pouvoir accorder une promotion au lieutenant J. T. W. Jones. La recommandation ne sera pas oubliée. p. 47

Grand quartier-général, le 28 avril. Fitzroy Somerset à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 31 mars. On a donné l'ordre d'envoyer le chirurgien adjoint G. R. Grassett à l'hôpital militaire de Chatham, où il pourra préparer un examen qui lui permettra d'entrer dans l'administration. p. 48

Grand quartier-général, le 2 mai. Fitzroy Somerset à Stephen. Il lui transmet les certificats annexés à la requête de G. R. Grassett. (Les annexes manquent). p. 49

[Ministère des Colonies], le 13 août. Lettre sans signature au commandant en chef (brouillon). L'auteur lui demande de voir à ce que le major général sir George Arthur n'exerce plus ses fonctions militaires après la proclamation de l'acte d'union. p. 52

[Ministère des Colonies], le 18 août. Lettre sans signature au commandant en chef (brouillon). L'auteur lui transmet l'ordre de la Reine de nommer un successeur à Arthur dans le Haut-Canada. Il croit que l'on pourrait nommer un major général actuellement dans le Bas-Canada; si cette façon d'agir soulève des difficultés, un major général devrait être envoyé de l'Angleterre. p. 53

1840

Le général lord Hill, commandant en chef, à Russell. Il lui accuse réception des lettres du 13 et du 18 août. Le lieutenant général sir Richard D. Jackson a reçu l'ordre d'envoyer un major général dans le Haut-Canada. Jackson fera savoir s'il est nécessaire d'envoyer un autre major général au Canada. Il a reçu l'ordre de décharger Arthur de ses fonctions militaires après la proclamation de l'acte d'union. p. 50 — Grand quartier-général, le 24 août.

Hill à Russell. Il lui transmet une lettre du lieutenant général sir Richard D. Jackson, commandant des troupes: inopportunité d'envoyer un major général au Canada à moins que les régiments qui viennent d'arriver des Indes Occidentales ne tiennent garnison à Québec. p. 54 — Grand quartier-général, le 22 octobre.

Annexe:—

Jackson à Fitzroy Somerset, Montréal, le 25 septembre 1840. p. 58

Lettre sans signature à L. Sulivan, sous-secrétaire de la Guerre (brouillon). L'auteur lui transmet le rapport de Jackson sur le projet d'envoyer un autre major général au Canada. (L'annexe se trouve à la page 58). p. 56 — [Ministère des Colonies], le 31 octobre.

Lettre sans signature à Hill (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 22 octobre et déclare que le ministre de la Guerre ne s'oppose pas au projet d'envoyer un autre major général au Canada. p. 57 — [Ministère des Colonies], le 24 novembre.

Ministère des Affaires étrangères

J. Backhouse, sous-secrétaire, à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 9 septembre et lui transmet copie de la lettre de sir John Dodson, avocat général, qui affirme que les États-Unis ont le droit de refuser de livrer B. Lett. p. 62 — Ministère des Affaires étrangères, le 8 janvier.

Annexe:—

Dodson au vicomte Palmerston, secrétaire d'État, collège des docteurs en droit civil, le 30 décembre 1839. p. 63

Backhouse à Stephen. Il lui transmet copie d'une note remise à A. Stevenson, ministre des États-Unis, à propos du *United States*. p. 65 — Ministère des Affaires étrangères, le 16 janvier.

Annexe:—

Palmerston à Stevenson, ministère des Affaires étrangères, le 11 janvier 1840. Pourquoi on a tiré sur ce vaisseau lorsqu'il passa à Brockville. Il espère que le Gouvernement des États-Unis s'efforcera de mettre un terme aux actes agressifs; rien n'a été négligé pour empêcher les habitants du Haut-Canada d'user de représailles. p. 65

Backhouse à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 10 octobre et lui transmet copie de la lettre de l'Amirauté ayant trait aux coups de feu tirés du *Montreal* sur le *Saint-Laurent* qui s'approchait de Brockville sans déployer ses couleurs. p. 69 — Ministère des Affaires étrangères, le 29 janvier.

1840 Annexe:—

Backhouse à sir John Barrow, sous-secrétaire de l'Amirauté, ministère des Affaires étrangères, le 29 janvier 1840. En l'occurrence, on a eu raison de tirer ces coups de feu. p. 70

Ministère des Affaires étrangères, le 6 février. Backhouse à Stephen. Il lui demande de faire des recherches pour retrouver une liasse d'actes qui ont été adressés semble-t-il, l'an dernier, à G. S. Barrell, Cramahe, dans le district de Newcastle. On croit avoir envoyé cette liasse au ministère des Colonies. p. 73

Ministère des Affaires étrangères, le 13 août. [G. G. Leveson-Gower, sous-secrétaire], à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 23 juillet et lui transmet la correspondance échangée avec l'avocat général sur le cas de R. P. Crook qui réclame un dédommagement pour la perte du *Lord Nelson*. Il ne serait pas sage d'adresser là-dessus de nouvelles réclamations aux États-Unis. p. 74

Annexe:—

Dodson à Palmerston, collège des docteurs en droit civil, le 10 août 1840. p. 75

Ministère des Affaires étrangères, le 9 novembre. Backhouse à Stephen. Il lui permet de dire à Crooks pourquoi on a jugé qu'il serait inopportun d'adresser de nouvelles réclamations au Gouvernement des États-Unis. p. 78

[Ministère des Colonies], le 17 novembre. Lettre sans signature à R. P. Crooks (brouillon). L'auteur déclare que l'avocat général partage l'opinion émise en 1823: nécessité, pour obtenir justice, de porter la cause devant les tribunaux américains. p. 79

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Whitehall, le 28 septembre. [W] Fox Maule, sous-secrétaire, à Stephen. Il lui transmet une nouvelle documentation ayant trait à la requête de W. P. Smith qui demande des dédommagements pour des pertes qu'il a subies au cours de l'insurrection. Le marquis de Normanby approuve les vues de lord Seaton. p. 82

Annexes:—

(1) Smith à Normanby, 10 King St., Westminster, le 14 septembre 1840. p. 83

(2) La requête de Smith à la Reine, le 14 septembre 1840. p. 84

(3) *An appeal to the British Public from a Canadian Loyalist* (London: 1840). p. 86

(4) Le mémoire de Seaton sur le cas de Smith, Lyneham, le 19 septembre 1840 (personnelle). Smith n'aurait pas lieu de se plaindre si on lui payait son billet de retour dans le Haut-Canada et si son cas était soumis au Conseil exécutif. p. 107

(5) Demande d'argent; liste des souscripteurs. p. 109

LÉGISTES 1840

Lettre sans signature au conseiller de la Reine. L'auteur lui transmet copie de la dépêche de Thomson, N° 37, en date du 22 janvier, sur la loi des réserves du clergé; il prie les légistes de faire savoir si, au cas où elle serait sanctionnée, cette loi permettrait le transfert et le nouveau placement des revenus provenant de ces réserves. (L'annexe manque). (Une lettre semblable a été adressée au procureur et au solliciteur général). p. 116 Collège des docteurs en droit civil, le 14 mars.

L'avocat général à Russell. Il lui transmet le rapport du solliciteur général ainsi que son propre rapport sur la question que soulève la lettre du 14 mars au sujet de la loi sur les réserves du clergé. p. 111 Collège des docteurs en droit civil, le 16 mars.

Annexe:—

Le rapport, le 16 mars 1840. La loi autoriserait effectivement le transfert projeté qui nécessiterait une nouvelle loi du Parlement. p. 112

Russell à C. P. Thomson, gouverneur général. Il lui accuse réception de la dépêche N° 29, du 20 janvier, et déclare que le collège Queen's recevra sa charte. Les directeurs du collège rédigeront un brouillon de charte et nommeront un agent à Londres; opportunité de soumettre le brouillon à Thomson afin d'éviter les modifications qui autrement pourraient être apportées au texte lorsqu'il sera rendu en Angleterre. p. 154 Temple, le 21 mai.

Thomas Wilde, solliciteur général, à Russell. Il lui accuse réception de la lettre du 4 mai, ainsi que de la lettre du Dr T. Rolph qui attire l'attention sur les difficultés que soulèverait le rejet du projet de loi constituant en corporation le collège des médecins et des chirurgiens. Il est toujours d'avis que ce projet de loi devrait être rejeté. p. 122

Annexes:— Downing St., le 31 mars.

(1) Rolph à [Russell], 9 Welbeck St., Cavendish Sq., le 20 avril 1840. p. 124

(2) Statuts, règlements et ordonnances du collège des médecins et des chirurgiens du Haut-Canada. p. 132

Lettre sans signature aux légistes (brouillon). L'auteur lui demande une opinion sur trois lois réservées: (1) loi qui pourvoit à la gestion des biens ecclésiastiques de l'Église d'Angleterre; (2) loi qui amende une loi antérieure pour venir en aide aux sociétés religieuses; (3) loi qui permet à John Stuart de divorcer d'avec son épouse Elizabeth. p. 148 Downing St., le 30 mai.

Thomson à Russell. Il lui accuse réception de la dépêche du 31 mars et lui transmet le brouillon de la charte pour le collège Queen's. A. Gillespie a été nommé agent. (L'annexe manque). p. 156 Montréal, le 13 août.

1840

Temple, le 20 octobre.

Le procureur général et le solliciteur général à [Russell]. Ils lui accusent réception de la lettre du 12 septembre; pourquoi il est nécessaire de rejeter le projet de loi qui établit l'université avant que la charte soit adoptée. p. 151

ARTILLERIE

[Ministère des Colonies], le 11 février.

Lettre sans signature à Arthur (N° 64—brouillon). L'auteur lui transmet une lettre du secrétaire du bureau de l'Artillerie, en date du 29 janvier; l'octroi d'un lot riverain soulèverait-il quelque objection? (L'annexe manque). p. 158

Artillerie, le 8 mai.

R. Byham, secrétaire, à Stephen. Il lui transmet une correspondance ayant trait à certaines personnes qui ont acheté des terrains de Mme M. Ferguson, de Kingston; ces terrains faisaient partie d'un territoire réservé à la milice. Les inconvénients qui résultent de la pratique d'octroyer, sans consulter l'Artillerie, des terres situées près de postes militaires et d'abord assignées à des fins militaires. p. 159

Annexes:—

(1) Le lieutenant-colonel W. C. Ward au colonel sir John Oldfield, Toronto, le 14 décembre 1839. p. 162

(2) A propos de l'inopportunité de céder des terres situées à proximité d'emplacements militaires, Montréal. (Sans date). p. 163

(3) Le capitaine B. S. Stehelin à Ward, Kingston, le 10 décembre 1839. p. 164

(4) R. A. Tucker, secrétaire provincial, à [Ward], Toronto, le 7 octobre 1839. p. 167

(5) Le décret du Conseil, le 8 août 1839. p. 168

Artillerie, le 15 mai.

Byham à Stephen. Il le renvoie à la lettre du ministère des Colonies, en date du 2 mai, et il lui communique l'opinion du conseiller légal de l'Artillerie sur la question de transférer à l'Artillerie les réserves du clergé à Kingston. Les brouillons des chartes seront envoyés. p. 170

Artillerie, le 18 mai.

Byham à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 30 septembre; l'Artillerie est d'avis que l'assentiment royal devrait être accordé à la loi qui établit une période pendant laquelle les individus qui ont subi des dommages par suite de la construction du canal Rideau pourront faire connaître leurs réclamations. p. 173

[Ministère des Colonies], le 21 mai.

Lettre sans signature à C. P. Thomson, gouverneur général (N°133), et à Arthur (N° 81—brouillon). L'auteur leur transmet copie de la lettre de l'Artillerie, en date du 21 mai, et il attire l'attention sur la circulaire du 30 mai 1827, qui prohibe le transfert ou l'octroi de permis de construction lorsqu'il s'agit de terres situées à proximité d'emplacements militaires, au sujet desquelles l'Artillerie n'a pas au préalable été consultée. p. 161

1840

Lettre sans signature à Byham. L'auteur lui transmet la loi qui autorise l'expropriation de terres requises pour la construction de fortifications; l'Artillerie s'opposerait-elle à ce que cette loi fût sanctionnée? Cette mesure ne saurait autoriser une dépense quelconque. p. 175 — Downing St., le 20 juin.

G. Butler, pour le secrétaire, à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 20 juin; l'Artillerie approuve la loi qui permet à la Couronne de prendre possession de terres sur lesquelles des fortifications seront élevées. p. 174 — Artillerie, le 24 juillet.

TRÉSORERIE

C. E. Trevelyan, sous-secrétaire, à Stephen. Il lui transmet le rapport du 21 janvier ayant trait à la loi qui pourvoit au payement des frais dans certains cas de dénonciation à la demande de la Couronne. p. 177 — Bureau de la Trésorerie, le 25 janvier.

Annexe:—

Le rapport; pourquoi cette loi ne devrait pas être sanctionnée. p. 178

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 9 janvier et approuve la dépense de 1,145 louis, 16 chelins et 8 deniers occasionnée par le nolisement du *Kingston* jusqu'au 1er avril prochain. p. 181 — Bureau de la Trésorerie, le 28 janvier.

Trevelyan à Stephen. Les décisions prises au sujet de l'octroi de secours pécuniaires aux militaires qui ont échangé leur pension. Les autorités de la colonie et les mesures à prendre là-dessus. Il faudra donner les instructions nécessaires à moins que Russell ne s'y oppose. Si les instructions sont émises, on le fera savoir aux officiers du commissariat. p. 182 — Bureau de la Trésorerie, le 29 janvier.

Trevelyan à Stephen. Le voyage d'Arthur et de Thomson à bord du *Traveller*, vaisseau de Sa Majesté, et les fonds publics, britanniques et coloniaux. p. 184 — Bureau de la Trésorerie, le 4 février.

Lettre sans signature à Trevelyan (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 4 février; les voyages à bord du *Traveller* et la nécessité d'acquitter à même les fonds britanniques les dépenses qui en résultèrent. p. 186 — [Ministère des Colonies], le 15 février.

Trevelyan à Stephen. Les frais occasionnés par le voyage d'Arthur à bord du *Kingston* devraient-ils être acquittés à même les fonds britanniques ou ceux du Haut-Canada? p. 187 — Bureau de la Trésorerie, le 6 mars.

C. Howard à R. Vernon Smith, sous-secrétaire (brouillon). Il a discuté la teneur de la lettre (nulle indication là-dessus); lord Melbourne regrette qu'il ne lui soit pas loisible d'accorder l'octroi demandé. p. 189 — Downing St., le 16 mars.

1840

Bureau de la Trésorerie, le 26 mars.

Trevelyan à Stephen. Il lui transmet une note de la Trésorerie qui autorise le maintien de la suspension des payements en espèces et demande de donner là-dessus les instructions nécessaires. La Trésorerie ne s'oppose nullement à la loi qui accorde une charte à la Banque de Gore. p. 190

Annexe:—

La note, le 20 mars 1840. La loi et la possibilité de payer des dividendes même si les payements en espèces demeurent suspendus; il ne faut pas que cela soit possible. Approbation de la loi qui constitue légalement la Banque de Gore. p. 192

Bureau de la Trésorerie, le 10 avril.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 24 mars et approuve l'octroi de 2,000 louis à D. McGregor qui a perdu son vaisseau à vapeur [the *Thames*]. Le reste de l'octroi lui sera accordé lorsqu'il aura démontré quelle était la valeur du vaisseau. p. 198

Bureau de la Trésorerie, le 10 avril.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 31 mars et lui permet d'annuler l'engagement de T. Parke, au sujet d'un contrat pour la construction d'édifices du Gouvernement. p. 199

[Ministère des Colonies], le 13 avril.

Lettre sans signature à Trevelyan (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 6 mars; on a demandé à Arthur de fournir des explications sur le motif de son voyage à bord du *Kingston*. p. 188

[Bureau de la Trésorerie], le 5 mai.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 22 avril et approuve l'avance de 200 louis à l'Académie du Haut-Canada. p. 200

Bureau de la Trésorerie, le 6 mai.

Trevelyan à Stephen. Il lui transmet une lettre adressée au ministre de la Guerre sur la question des militaires qui ont échangé leur pension; la Trésorerie et certaines instructions ultérieures. p. 201

Annexe:—

Trevelyan au secrétaire de la Guerre, bureau de la Trésorerie, le 5 mai 1840. Il lui transmet une documentation sur le secours apporté aux militaires qui ont échangé leur pension. Faudrait-il de nouvelles instructions? p. 202

Bureau de la Trésorerie, le 6 mai.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 22 avril et il approuve le payement de 50 louis et 2 deniers ½ pour la construction d'une salle dans l'hôpital du district de Midland et pour l'érection de casemates au fort Henry. Cette somme fut d'abord prise à même la caisse militaire; elle devra être prélevée sur le revenu casuel et territorial. p. 204

Bureau de la Trésorerie, le 8 mai.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 10 avril et il approuve l'indemnité qui sera accordée à G. Sherwood lorsque ce juge sera atteint par la limite d'âge. p. 205

Bureau de la Trésorerie, le 9 mai.

Trevelyan à Stephen. Il le renvoie à une date antérieure et déclare que le cas du révérend J. Coghlan est tel que ce missionnaire ne peut obtenir une pension. p. 206

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 24 mars et lui permet de payer une indemnité hebdomadaire de 20 chelins à la personne nommée pour porter secours aux militaires qui ont échangé leur pension à Peterboro. p. 208 **1840** Bureau de la Trésorerie, le 13 mai.

Lettre sans signature à C. P. Thomson, gouverneur général (N° 126—brouillon). L'auteur lui transmet une note de la Trésorerie, en date du 20 mars, à propos du maintien de la suspension des payements en espèces. Pourquoi la loi ne devrait pas être modifiée; les règlements qui s'y rapportent; nécessité de supprimer les dividendes pendant la suspension des payements en espèce. S'il est nécessaire de s'écarter de ces instructions, il faudra rédiger là-dessus un rapport. (Pour l'annexe voir la lettre du 26 mars). p. 195 [Ministère des Colonies], le 14 mai.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 30 avril. Il ne s'oppose pas à ce qu'une somme prise à même les revenus de la Couronne soit accordée à Arthur pour le remboursr des meubles qu'il a remis à Sydenham et qui sont destinés à l'Hôtel du Gouvernement. p. 209 Bureau de la Trésorerie, le 14 mai.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 22 octobre; les modifications que l'on se propose d'apporter dans les règlements qui concernent les ports d'entrée ne soulèvent aucune objection. Le gouverneur en son Conseil a une autorité suffisante et nulle modification de la loi ne semble nécessaire. p. 210 Bureau de la Trésorerie, le 19 mai.

Trevelyan à Stephen. Il lui transmet copie d'une lettre du lieutenant général sir Richard D. Jackson qui déclare avoir avancé 10,000 louis pris à même la caisse militaire pour la construction de casernes à Toronto. Il le renvoie à une correspondance antérieure et lui demande de rembourser cette somme à même les premiers revenus qui proviendront de la vente des terres réservées à la milice. p. 212 Bureau de la Trésorerie, le 30 mai.

Annexes:—

(1) Jackson au secrétaire de la Trésorerie, Montréal, le 6 mars 1840. p. 213

(2) T. W. C. Murdock, secrétaire en chef, à Jackson, Montréal, le 6 mars 1840. Il déclare que les deniers provenant de la vente des terres réservées à la milice à Toronto sont destinés à rembourser les avances faites pour la construction de casernes dans cette ville. p. 215

Lettre sans signature à Trevelyan (brouillon). L'auteur lui transmet les statuts réservés avec la documentation qui s'y rapporte; le rapport du gouverneur général. p. 222 Downing St., le 30 mai.

Annexe:—

Le mémoire. (Il ne renferme aucun renseignement précis sur la nature de ces statuts. Voir ci-dessous la dépêche en date du 20 juin). p. 224

1840

Bureau de la Trésorerie, le 5 juin.

Trevelyan à Stephen. Le ministre de la Guerre est d'avis qu'il n'est pas nécessaire de donner de nouvelles instructions au sujet des secours à apporter aux militaires qui ont échangé leur pension. p. 216

Bureau de la Trésorerie, le 5 juin.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 28 mai; la Trésorerie ne désapprouve pas les mesures proposées au sujet de la loi qui a trait à la suspension des payements en espèce. p. 217

Bureau de la Trésorerie, le 18 juin.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 30 avril; les légistes sont d'avis que le Gouvernement n'est pas responsable de la destruction de la maison de J. Crow, à Chatham; cette maison fut détruite alors qu'elle était occupée par des troupes en janvier 1839. p. 218

Bureau de la Trésorerie, le 20 juin.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 30 mai; la sanction de la loi qui a trait au payement de réclamations faites par suite de l'insurrection ne soulève aucune objection. Si Russell est de cet avis, la Trésorerie ne s'opposera pas à la sanction de la loi qui indemnise les victimes d'incendies; précautions à prendre là-dessus. p. 219

Bureau de la Trésorerie, le 30 juin.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 17 juin et approuve le payement de 500 louis à A. McLean, qui a perdu sa maison à Cornwall alors qu'elle était occupée par des Volontaires, le 13 juin 1839. p. 226

Bureau de la Trésorerie, le 7 juillet.

Trevelyan à Stephen. La Trésorerie ne s'oppose pas aux lois suivantes: (1) loi qui détermine le taux de la monnaie courante; (2) loi qui pourvoit à la disposition des actions de la banque du Haut-Canada actuellement détenues par la province; (3) loi qui pourvoit à l'emprunt d'une certaine somme d'argent au moyen d'obligations. p. 227

Bureau de la Trésorerie, le 7 juillet.

Trevelyan à Stephen. D'après les estimations militaires, 2,056 louis et 16 chelins ont été dépensés pour la construction de casernes à Windsor. Russell croit-t-il que ces dépenses sont nécessaires? p. 229

Bureau de la Trésorerie, le 9 juillet.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 20 juin et approuve le gouverneur général qui s'oppose au payement d'indemnités à ceux qui ont subi des pertes par suite d'incendies. Cette loi devrait être rejetée. p. 231

Bureau de la Trésorerie, le 24 juillet.

Trevelyan à Stephen. La Trésorerie ne s'oppose pas à la sanction de la loi qui pourvoit à l'achat des actions de la Compagnie du canal Welland. p. 233

Annexe:—

Note du ministère du Commerce qui fait savoir que cette loi sera sanctionnée le 7 août 1840. p. 235

Downing St., le 25 juillet.

Note du ministère du Commerce: suspension de la sanction de la loi qui indemnise ceux qui ont subi des pertes par suite d'incendies. p. 225

1840

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 24 juillet. Il ne serait pas sage d'adopter des mesures quelconques pour accéder au désir de R. F. Cooke, en ce qui a trait aux droits perçus sur le blé du Haut-Canada exporté aux États-Unis sans avoir au préalable communiqué avec le Gouvernement des provinces canadiennes. p. 236 — Bureau de la Trésorerie, le 30 juillet.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 31 juillet et approuve le payement de 250 louis à T. Merritt, pour le dédommager de la perte du *Nehemiah Merritt*, vaisseau qui prit part à la descente sur l'île Navy. p. 237 — Bureau de la Trésorerie, le 11 août.

R. Gordon, secrétaire, à Stephen. On ne s'oppose pas aux règlements édictés en ce qui concerne les secours apportés aux militaires qui ont échangé leur pension; ces règlements furent proposés dans la dépêche du gouverneur, en date du 5 juin. Il lui transmet un questionnaire modifié que devront employer les officiers préposés à l'identification de ces militaires. p. 238 — Bureau de la Trésorerie, le 18 août.

Stephen à ————. On n'a reçu aucune réponse à la lettre du 2 avril 1839, où l'auteur demandait une opinion sur la loi qui autorise l'emprunt d'un million de louis à Londres. A moins qu'elle ne soit rappelée promptement, cette loi entrera en vigueur le 7 septembre. p. 241 — [Ministère des Colonies], le 19 août.

T. Crafer, pour le secrétaire, à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 19 août; bien que le projet de loi autorisant un emprunt d'un million de louis suscite des objections, il ne serait peut-être pas sage de le rejeter: il sera remplacé par les ententes qui seront conclues lors de l'union des provinces. p. 239 — Bureau de la Trésorerie, le 22 août.

Lettre sans signature à Arthur (N° 121—brouillon). L'auteur lui transmet la correspondance échangée avec la Trésorerie et dans laquelle on démontre pourquoi il ne faudrait pas rejeter le projet de loi qui autorise l'emprunt. (Pour annexes voir pp. 239 à 242). p. 243 — Downing St., le 4 septembre.

Lettre sans signature à Trevelyan (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 22 août et il approuve l'opinion émise au sujet de la loi qui autorise l'emprunt. p. 242 — Downing St., le 9 septembre.

Gordon à Stephen. Il le renvoie à la loi du 18 août; pourquoi faut-il acheter un nouveau vaisseau à vapeur au coût de 2,750 louis, pour les lacs au Canada? p. 244 — Bureau de la Trésorerie, le 14 septembre.

Lettre sans signature à Gordon (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 14 septembre; Russell attend le rapport du gouverneur général sur la nécessité d'un autre vaisseau à vapeur pour les Grands Lacs; il communiquera avec la Trésorerie lorsque ce rapport aura été reçu. p. 246 — [Ministère des Colonies], le 24 septembre.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 26 septembre; la Trésorerie approuve le payement de 2,000 louis à D. McGregor qui a perdu le *Thames*. p. 247 — Bureau de la Trésorerie, le 31 octobre.

1840

Bureau de la Trésorerie, le 24 novembre.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 12 novembre; les dépenses occasionnées par ceux qui se sont opposés à l'insurrection, les fonds spéciaux et le coût de la construction d'un vaisseau qui servira à la défense du pays. p. 248

Bureau de la Trésorerie, le 27 novembre.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 24 novembre; C. S. Sheil a déjà été nommé au commissariat. p. 251

[Ministère des Colonies], le 2 décembre.

Lettre sans signature à Trevelyan (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 24 novembre; l'Amirauté et le coût de la construction des deux vaisseaux pour le service des Grands Lacs. p. 250

Bureau de la Trésorerie, le 9 décembre.

Trevelyan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 29 octobre; la Trésorerie ne saurait approuver le payement d'une nouvelle indemnité à A. B. Hawke, agent en chef de l'émigration dans le Haut-Canada. p. 252

Bureau de la Trésorerie, le 12 décembre.

Gordon à Stephen. Il faudra demander à sir George Arthur si la maison de S. Hawley a été incendiée parce que cet individu a prêté main-forte au Gouvernement ou pour empêcher qu'elle ne soit de nouveau occupée par les troupes. p. 253

Bureau de la Trésorerie, décembre.

Trevelyan à Stephen. Il lui transmet une lettre de R. I. Routh, commissaire général, où ce dernier fait savoir qu'on lui a demandé des fonds pour construire un vaisseau à vapeur. Où faudra-t-il prendre cette somme? p. 255

Annexe:—

Routh à Trevelyan, N° 4260, Montréal, le 24 novembre 1840. p. 256

1841

[Ministère des Colonies], le 9 janvier.

Lettre sans signature à la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du — décembre. Deux vaisseaux seront construits et les frais qui en résulteront devront être prélevés sur les fonds de la marine. p. 258

Série Q. 429, t. 2

EMPLOIS PUBLICS, 1840

Ministère de la Guerre

1840

Ministère de la Guerre, le 25 mai.

L. Sulivan, sous-secrétaire, à J. Stephen, sous-secrétaire du ministère des Colonies. Il lui accuse réception de la lettre du 22 mai et dit pourquoi on ne peut accéder au désir de sir George Arthur qui voudrait obtenir le traitement d'un major général. p. 260

Downing St., le 22 juin.

Lettre sans signature à Sulivan (brouillon). L'auteur lui transmet la loi ayant trait à la punition des déserteurs et de ceux qui les détournent de leur devoir. S'oppose-t-il à la sanction de cette loi? (L'annexe manque). p. 265

Sulivan à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 22 juin et déclare que la loi qui pourvoit à la punition des déserteurs et de ceux qui les débauchent ne soulève aucune objection. p. 264 — 1840 Ministère de la Guerre, le 2 juillet.

Note du bureau du Commerce: la loi qui a trait à la désertion sera sanctionnée. p. 266 — Le 11 juillet.

E. Marshall à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 26 octobre; le ministère de la Guerre ne veut pas faire revenir sur le tapis la demande de sir George Arthur qui voudrait obtenir le traitement d'un major général. p. 267 — Ministère de la Guerre, le 14 novembre.

Marshall à R. Vernon Smith, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 31 novembre; le ministère de la Guerre ne s'opposera pas à la nomination d'un autre major général pour les Canadas. p. 268 — Ministère de la Guerre, le 14 novembre.

Missions wesleyennes

Le révérend R. Alder, secrétaire de la Société missionnaire wesleyenne, à lord John Russell, secrétaire d'État. La promesse faite en 1832, d'un secours financier, n'a pas été parfaitement tenue; opportunité d'un octroi à la Société de Londres; efforts déployés pour faire échec à l'union établie avec la conférence du Canada ou pour la rendre inutile; cette union a réprimé de dangereux mouvements politiques. p. 270 — 77 Halton Gardens, le 8 avril.

Annexes:—

(1) Le marquis de Ripon à Glenelg, Carlton Gardens, le 4 avril 1836. Il lui accuse réception de la lettre du 30 mars; en 1832, il a promis du secours, mais il n'a apporté aucune précision quant à la somme qui serait accordée. S'il avait été maintenu dans l'exercice de ses fonctions, il aurait conseillé de maintenir l'octroi accordé à la Société. p. 281

(2) Sir George Grey, sous-secrétaire, à Alder, Downing St., le 22 avril 1836. Il lui transmet copie de la lettre de lord Ripon, en date du 4 avril, et de la dépêche qu'il projette d'écrire à Head sur la question de l'octroi. (L'annexe manque. Voir *G. 77*, p. 16). p. 283

Lettre sans signature à Alder (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 8 avril et lui transmet copie des remarques du révérend E. Ryerson qui prétend que la conférence du Haut-Canada devrait contrôler l'octroi accordé aux missionnaires. Russell étudiera les objections qu'Alder pourra soulever contre le projet. (L'annexe manque). p. 279 — [Ministère des Colonies], le 15 avril.

Alder à Vernon Smith. Il lui accuse réception de la lettre du 15 avril et il y répondra au nom du comité des missionnaires wesleyens. p. 285 — 77 Halton Gardens, le 23 avril.

Alder à Russell. Il répond aux remarques du révérend E. Ryerson qui prétend que l'octroi annuel devrait être soumis au contrôle de la conférence du Canada. p. 286 — 77 Halton Gardens, le 29 avril.

1840

Newcastle on Tyne, le 3 août.

Le révérend J. Stinson, président de la conférence du Haut-Canada et surintendant général, à Russell. Il le renvoie aux déclarations faites par Alder; Ryerson a décidé de faire cette réclamation sans le consulter; il critique Ryerson et il transmet à Russell un article du *Christian Guardian* qui fut rédigé par Ryerson et qui manque de bienveillance à l'égard de Russell. Il lui demande une entrevue. p. 304

Annexe:—

Remarques sur le projet d'union publié dans le *Christian Guardian*, le 21 août 1839. p. 310

Bishopsgate St., Londres, le 28 décembre.

Alder à Russell. Il le renvoie à la lettre du 29 avril; si Ryerson s'est efforcé de mettre la main sur l'octroi destiné à la conférence du Haut-Canada, c'était afin d'obtenir une aide financière pour l'Académie du Haut-Canada. Il répond à la lettre des révérends William et E. Ryerson, en date du 20 août, afin d'établir les droits de la société britannique. p. 322

Annexes:—

(1) Le révérend W. Case à ————. Pourquoi le nombre des missions indiennes a diminué depuis l'union; félicitations aux sociétés britanniques. p. 396

(2) Extraits de lettres du révérend W. Lord à Alder, Hull, les 12 et 16 septembre 1840. p. 400

(3) Résolutions adoptées par la conférence provinciale de 1837. p. 406

Queen's College

Glasgow, le 16 mars.

Le révérend D. Macfarlane à Russell. Il lui transmet l'adresse des directeurs du collège qui sera établi à Kingston; il demande que ce collège soit constitué légalement sous le nom de Queen's College. p. 452

Annexe:—

L'adresse. p. 453

[Ministère des Colonies], le 2 avril.

Lettre sans signature à Macfarlane (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 16 mars et déclare qu'une charte sera accordée au Queen's College. On a prié le gouverneur général de demander aux pétitionnaires le brouillon de la charte; ceux-ci devront se nommer un agent. Cette charte devra avoir obtenu l'approbation du gouverneur avant d'être soumise au ministère des Colonies. p. 456

Gould Sq., Londres, le 22 avril.

A. Gillespie, fils, agent pour le collège, à Russell. Il demande d'accorder une charte au Queen's College; opportunité de concéder une terre à ce collège. p. 410

1840

Lettre sans signature à Gillespie (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 22 avril; on a fait savoir au gouverneur général qu'une charte sera accordée au Queen's College. Russell ne saurait discuter la question d'une dotation avant de connaître là-dessus l'opinion du gouverneur. p. 412 [Ministère des Colonies], le 29 avril.

Gillespie à J. Stephen, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 10 septembre; il est prêt à payer les frais et à consulter les légistes sur la charte destinée au Queen's College. p. 414 Gould Sq., le 14 septembre.

Lettre sans signature à Gillespie (brouillon). Les légistes de la Couronne ont dit ce qu'ils pensaient de la demande d'une charte pour le Queen's College; pourquoi la loi provinciale doit être abrogée; il faudra soumettre de nouveau le brouillon de la charte après en avoir biffé les articles qui ont trait à l'établissement d'une chaire de théologie en utilisant les fonds du Queen's College. p. 415 [Ministère des Colonies], le 4 novembre.

Gillespie à R. Vernon Smith (brouillon). Il lui accuse réception de la lettre du 4 novembre; la loi provinciale sera-t-elle abrogée si les directeurs cessent de demander une charte pour le Queen's College? p. 417 Gould Sq., le 21 novembre.

Gillespie à Russell. Il lui demande une entrevue pour le révérend Dr J. Cook, de Québec, et le révérend W. Rintoul, du Haut-Canada, qui sont arrivés pour régler certaines affaires du Queen's College. p. 420 [Ministère des Colonies], le 30 novembre.

Lettre sans signature à Gillespie (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 21 novembre; la loi qui constitue légalement le Queen's College suscite des objections; nécessité de rappeler cette loi. p. 419 Gould Sq., le 26 novembre.

Gillespie à Russell. Il lui transmet le brouillon de la charte. (L'annexe manque). p. 421 Gould Sq., le 10 décembre.

Lettre sans signature au procureur général (brouillon). L'auteur lui transmet la lettre de Gillespie, en date du 10 décembre, et lui demande une opinion sur la charte. (Une lettre semblable a été écrite au solliciteur général). p. 422 [Ministère des Colonies], le 15 décembre.

BUREAU DES TERRES ET DE L'ÉMIGRATION

Les commissaires à Russell (imprimé). Rapport sur l'émigration. p. 424 2 Middle Scotland Yard, le 21 avril.

Les commissaires à Stephen (imprimé). Conseils sur le choix des émigrants et sur la répartition des frais. p. 428 2 Middle Scotland Yard, le 25 avril.

Les commissaires à Stephen (imprimé). Opinions sur la vente des terres de la Couronne; recommandations. p. 430 9 Park St., Westminster, le 4 août.

Les commissaires à Stephen. Il n'est pas désirable d'accorder des concessions de 50 acres de terre aux émigrants. Chaque émigrant indigent pourrait recevoir une concession de cinq acres, tandis que des lots de 320 acres devraient être vendus à ceux qui ont des fonds. p. 434 9 Park St., Westminster, le 21 octobre.

1840

9 Park St., Westminster, le 21 octobre.

Les commissaires à Stephen. Ils lui retournent la dépêche N° 48, du Haut-Canada, ayant trait aux mesures prises pour parachever certains travaux publics. (L'annexe manque). p. 437

La compagnie du Canada

St. Helen's Place, le 9 janvier.

C. Franks, directeur de la compagnie, à Russell (imprimé). État des sommes payées par la compagnie et des sommes qui lui sont dues; il demande que la balance soit employée à encourager l'émigration. p. 441

Annexe:—

L'émigration, de 1829-1839 (imprimé). p. 442

Downing St., le 18 janvier.

Vernon Smith à Franks (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre du 9 janvier; les fonds qui restent en la possession de la compagnie ne sauraient être employés à encourager l'émigration, puisque le Gouvernement a déjà proposé d'abandonner ces fonds à la législature locale s'il obtient en retour une liste civile. p. 443

13 Salsbury St., le 21 juillet.

Sir John Easthope à Russell. Il lui transmet une demande de W. Allen en faveur du colonel J. Fitzgibbon. (L'annexe manque). p. 461

[Ministère des Colonies], le 22 juillet.

Lettre sans signature à Easthope (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 21 juillet; impossibilité de sanctionner le projet de loi qui accorde une rémunération à Fitzgibbon; on étudiera le moyen de récompenser le colonel d'une autre façon. p. 462

La compagnie de la Nouvelle-Angleterre

9 Great St. Helen's, le 11 janvier.

J. Gibson, gouverneur, à Russell. Il lui rappelle qu'il a déjà demandé une patène à titre gratuit pour l'église des sauvages à la Grande-Rivière. p. 445

Annexe:—

Gibson à Russell, 9 Great St. Helen's, le 18 septembre 1839. p. 447

Le 5 février.

Gibson à ————. Au sujet de la patène, il croit qu'une somme de 50 ou de 60 louis suffirait pour en faire l'achat. p. 450

[Ministère des Colonies], mars.

Lettre sans signature à Gibson (brouillon). L'auteur regrette de lui faire savoir qu'il n'existe aucun fonds permettant l'achat de ce cadeau. p. 451

Bureau de la dette nationale

National Debt Office, le 14 avril.

S. Higham, secrétaire des commissaires, à Stephen. La signature de J. Powell, la rente d'Elizabeth Scott et le payement d'arriérés. p. 458

[Ministère des Colonies], le 21 avril.

Lettre sans signature à Higham (brouillon). L'auteur regrette qu'il ne soit pas loisible à Russell d'identifier la signature de Powell. p. 459

THE BANK OF SCOTLAND 1840

A. Bennet à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 9 juin et déclare que la banque ne sait rien des griefs de S. Cleland; c'est un ancien employé susceptible d'aliénation mentale. p. 460 Banque d'Ecosse, le 11 juin.

Série Q. 430, t. 1

DIVERS, 1840

B

D. Browne, président de l'Association d'Adelaide, au [secrétaire des Colonies]. Il lui accuse réception de la lettre du 30 novembre; les injustices dont la société qu'il représente est l'objet. p. 4 Philadelphie, le 5 février.

Le major R. Bonnycastle à Russell. Il lui transmet copie de la requête des magistrats du district de Midland qui désirent que le major reçoive quelque marque de distinction pour ses services. p. 9 Blackheath, Kent, le 17 février.

Annexe:—

La requête, Kingston, juillet 1839. p. 11

Lettre sans signature à Bonnycastle (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 17 février; il sera créé chevalier. p. 13 [Ministère des Colonies], le 4 mars.

Bonnycastle à R. Vernon Smith, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 4 mars et lui demande à quel moment il sera présenté à la Reine. Il doit bientôt s'embarquer pour Terre-Neuve. p. 14 Blackheath, le 6 mars.

Lettre sans signature à Bonnycastle (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 6 mars; Bonnycastle sera présenté à la Reine lors de la réception royale. p. 15 [Ministère des Colonies], le 10 mars.

Lettre sans signature à R. Byham, secrétaire de l'Artillerie (brouillon). Bonnycastle sera créé chevalier en récompense de ses services à Kingston. p. 16 [Ministère des Colonies], le 10 mars.

[Sir Richard] Bonnycastle à Vernon Smith (personnelle). Il exprime sa gratitude pour l'honneur qui vient de lui être conféré et il lui transmet un relevé de ses remarques sur le Haut-Canada. p. 17 Blackheath, le 24 avril.

Annexes:—

(1) Le relevé, le 23 avril 1840. p. 23

(2) La requête à Bonnycastle, de Kingston, le 26 septembre 1839, avec réponse. p. 17

Requête de W. Batz: pourquoi il n'a pu trouver sa terre; il demande que l'on prie l'inspecteur général de donner suite à l'ordre de février 1832. p. 47 21 Goodman's Yard, Minories, Londres, le 21 mai.

1840

Toronto, le 23 mai.

J. F. Berford à Russell. Il le renvoie à la requête du 29 mai 1839 et demande qu'on lui rende justice à propos de la perte de son poste de shérif. p. 50

[Ministère des Colonies], le 27 mai.

Lettre sans signature à Batz (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la requête du 21 mai et lui dit de s'adresser au lieutenant-gouverneur. p. 49

Lombard St., le 9 juillet.

Bosanquet et Cie à Vernon Smith. La loi qui pourvoit à l'achat des actions de la Compagnie du canal Welland sera-t-elle sanctionnée? p. 53

[Ministère des Colonies], le 14 juillet.

Lettre sans signature à Bosanquet et Cie (brouillon). L'auteur leur accuse réception de la lettre du 9 juillet et déclare que la Trésorerie étudie la loi ayant trait à l'achat des actions ordinaires de la Compagnie du canal Welland. p. 54

Ennis, le 29 juillet.

J. W. Brydone à Vernon Smith. Il a surveillé l'émigration des locataires du colonel G. Wyndham; il a payé 16 louis et 10 chelins pour le premier groupe et 798 louis, 15 chelins et 6 deniers pour le deuxième groupe; il a aussi distribué aux émigrants des vivres et des vêtements. Il défend Wyndham. p. 55

[Ministère des Colonies], le 12 août.

Lettre sans signature au colonel G. Wyndham (brouillon). Envoyer des émigrants sans leur donner des vivres ne constitue pas une politique très humanitaire; à l'avenir, les dépenses occasionnées par de pareilles émigrations devraient être également réparties entre le propriétaire, l'État et la province. Actuellement il n'y a pas de fonds assignés à cette fin. p. 59

Port Burwell, le 5 novembre.

J. Burwell à Russell. Il lui transmet le double de sa requête, l'original ayant été envoyé par sir George Arthur. (L'annexe manque. Voir *Q. 428* p. 187). p. 61

C

Guelph, sans date.

La requête de J. Craig, secrétaire de la première Société de Paisley: le Gouvernement canadien devrait accomplir la promesse faite par le comte de Bathurst et octroyer des terres aux membres de la société; pourquoi la demande a été retardée. p. 88

Feuillades Coffee House, Charles St. James St. le 4 février.

R. P. Crooks à ————. Il lui transmet copie d'une documentation qu'il a reçue de son père, membre du Conseil législatif. p. 65

Annexes:—

(1) Résolutions proposées par le Conseil législatif: la capitale devrait être établie dans un endroit central du Haut-Canada; il faudrait maintenir en vigueur l'Acte Constitutionnel dans la mesure où il ne s'oppose pas à l'Acte d'Union; les fonctions de membre du Conseil législatif devraient être héréditaires et permanentes; le président devrait être membre du Conseil législatif; les conditions à remplir pour devenir membre de l'Assemblée; les débats du Conseil législatif et l'usage exclusif de la langue anglaise; les cours devraient être maintenues à moins que la Législature ne leur impose quelque modification; la redistribution. Ces résolutions dépendront des actes de l'Assemblée en ce qui concerne l'union. p. 65

(2) Autres résolutions: (1) on déplore les événements qui se sont déroulés dans le Bas-Canada; (2) nécessité d'une réforme financière; (3) nécessité de l'Union; (4) approbation de l'Union et nécessité d'une représentation égale, d'une liste civile permanente et de l'imputation de la dette du Haut-Canada au revenu conjoint; (5) le Parlement devrait adopter un bon système de gouvernement. p. 69 1840

(3) Le gouverneur promet de transmettre ces résolutions. p. 72

H. J. Castle à Russell. Il lui transmet une documentation; il se plaint de n'avoir pas obtenu une compensation suffisante pour son séjour à Toronto en 1838 et 1839, alors qu'il attendait des dépêches dont il devait être le porteur. p. 73 Tamworth Railway Office, le 6 février.

Annexes:—

(1) J. Macaulay, secrétaire civil, à Castle, Hôtel du Gouvernement, le 31 octobre 1838. p. 83

(2) S. B. Harrison, secrétaire civil, à Castle, Toronto, le 19 novembre 1839. p. 84

(3) Macaulay à Castle, dimanche après-midi. p. 86

Lettre sans signature à Castle (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 6 février et déclare que Russell ne peut s'immiscer dans cette affaire. p. 87 [Ministère des Colonies], le 13 février.

Mme M. Coote à [Russell)]. Elle lui demande si des terres concédées aux officiers licenciés du Royal Irish Artillery peuvent être réclamées par les héritiers? p. 92 Bryanstone Sq., Londres, sans date.

Mme M. Coote à Russell. Elle lui accuse réception de la lettre du 9 avril. En lui écrivant, elle n'a eu d'autre ambition que de servir les intérêts de son mari qui est l'héritier d'une telle propriété. p. 93 Bryanstone Sq., Londres, le 11 avril.

Lettre sans signature à Arthur (N° 73—brouillon). Pourquoi on ne saurait accéder à la demande de J. Craig. p. 91 [Ministère des Colonies], le 13 avril.

Lettre sans signature à Mme M. Coote (brouillon). L'auteur lui accuse réception des lettres: son mari ne pourrait entrer en possession de terres ainsi octroyées à son père. p. 95 [Ministère des Colonies], le 4 mai.

Catherine Cahile au secrétaire d'État. Elle demande des renseignements sur le sort de son mari W. Cahile, qui prit du service dans les Glengarry Highlanders en 1839. p. 96 Cappadagh, le 24 juillet.

Lettre sans signature à Arthur (N° 108—brouillon). L'auteur demande de faire des recherches pour savoir ce qu'est devenu W. Cahile, autrefois des Glengarry Highlanders. p. 97 [Ministère des Colonies], le 28 juillet.

Requête de J. Comins qui demande qu'on lui concède une terre en récompense de ses services. p. 98 Niagara, le 28 août.

1840 Annexe:—

S. B. Harrison, secrétaire civil, à Comins, Toronto, le 9 mars 1840. Il regrette de ne pouvoir lui concéder une terre en récompense de ses services. p. 101

Colonial Club, 15 St. James's Sq., le 12 septembre. R. P. Crooks à Stephen. Il lui demande une entrevue au cas où ce dernier aurait reçu une dépêche ayant trait à la perte du *Lord Nelson.* p. 103

[Ministère des Colonies], le 19 septembre. Lettre sans signature à Crooks (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 12 septembre; inopportunité de demander une compensation pour la perte du *Lord Nelson;* le Gouvernement des États-Unis porte les responsabilités de cette perte. p. 104

Le 19 octobre. Crooks à ————. Il lui accuse réception de la lettre du 19 septembre; pourquoi a-t-on décidé de ne pas faire droit à la réclamation de son père? p. 105

[Ministère des Colonies], le 28 octobre. Lettre sans signature à lord Sydenham, gouverneur général (N° 249—brouillon). J. Comins pourrait peut-être obtenir un petit poste relevant de la Couronne. p. 102

[Ministère des Colonies], le 28 octobre. G. L. Wilder, premier commis, à lord Leveson, ministère des Affaires étrangères. Il lui transmet la correspondance échangée avec R. P. Crooks. Faudrait-il ramener l'affaire sur le tapis? (Voir les annexes susmentionnées). p. 107

[Ministère des Colonies], le 28 octobre. R. Vernon Smith, sous-secrétaire, à Crooks. Il lui accuse réception de la lettre du 19 octobre. On a consulté le ministère des Affaires étrangères sur l'opportunité de faire revenir sur le tapis l'affaire du *Lord Nelson.* p. 108

15 St. James's Sq., le 16 novembre. Crooks à Vernon Smith. Il lui accuse réception de la lettre du 28 octobre et lui demande si on a reçu du ministère des Affaires étrangères une réponse à propos du *Lord Nelson.* p. 109

Gould Sq., Londres, le 30 novembre. Le révérend J. Cook et le révérend W. Rintoul, délégués de l'Université de Kingston, à [Russell]. Les inconvénients qui résulteront du rejet de la loi ayant trait à l'Université. Ils demandent de ne pas poser cet acte avant que la rédaction de la charte soit terminée. Ils désirent la permission d'établir une chaire de théologie en puisant à même les fonds du Queen's College; si cela n'est pas possible, il faudrait alors établir une chaire de théologie presbytérienne à Toronto. Pourquoi leur demande doit être étudiée. Ils transmettent un extrait d'une lettre d'un membre de leur Église qui souligne les erreurs que renferme le récent recensement. p. 110

Annexe:—

L'extrait. p. 117

[Ministère des Colonies], le 8 décembre. Lettre sans signature à Sydenham (N° 270—brouillon). L'auteur a reçu les révérends J. Cook et W. Rintoul. A l'issue de cette entrevue, il a décidé de ne pas rejeter le projet de loi ayant trait à l'Université avant que la rédaction de la charte soit terminée. L'établissement d'une chaire de théologie ne suscite aucune objection, pourvu qu'on ne touche pas aux fonds destinés au King's College. p. 116

LE RÉVÉREND J. COGHLAN 1840

Le révérend J. Coghlan à Russell. Il le prie de répondre à sa requête dans laquelle il demandait la pension accordée aux missionnaires de la Société pour la propagation de l'Évangile qui ont pris leur retraite. p. 122 — 9 Wilmot Sq., Bethnal Green, le 18 janvier.

G. T. Staunton à Stephen. Il lui présente et lui recommande le révérend J. Coghlan. p. 132 — Downing St., le 10 mars.

Staunton à Russell. Il lui recommande le révérend J. Coghlan. p. 133 — Downing St., le 10 mars.

Lettre sans signature à C. E. Trevelyan, sous-secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet une lettre de Coghlan, en date du 31 mars, et lui demande son opinion. (L'annexe manque). p. 125 — [Ministère des Colonies], le 14 avril.

Lettre sans signature à Coghlan (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 31 mars et lui déclare que l'affaire a été soumise à la Trésorerie. p. 126 — [Ministère des Colonies], le 18 avril.

Lettre sans signature à Coghlan (brouillon). La Trésorerie a décidé que ce dernier n'avait pas droit à une pension. p. 127 — [Ministère des Colonies], le 16 mai.

Lettre sans signature à C. E. Trevelyan, sous-secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet la requête de Coghlan; pourquoi ce dernier s'est absenté de la province; en l'occurrence, Coghlan pourrait-il recevoir une pension? p. 123 — [Ministère des Colonies], le 26 novembre.

Annexe:—

La requête, le 17 février 1840. p. 128

D

Le commandant A. Drew à Russell. Ses états de service; demande d'une promotion. p. 136 — 22 Arundel St., Strand, le 14 novembre.

Annexe:—

Sir George Arthur à Drew, Toronto, le 25 avril 1838 (confidentielle). Les légistes ont fait savoir que la prise du *Caroline* était licite; il espère que Drew obtiendra une récompense pour ses états de service. p. 139

Lettre sans signature à Drew (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 14 novembre et déclare que Russell ne peut recommander la promotion. p. 140 — [Ministère des Colonies], le 5 décembre.

R. Daverne à Russell. Il le renvoie à une documentation au ministère des Colonies et lui demande d'examiner de nouveau sa réclamation; il prétend avoir droit aux terres de ses frères; sinon il devrait recevoir une rémunération. p. 141 — Adolphustown, le 7 décembre.

1840

F

6 Well Walk, Hampstead, le 12 février.

W. Falkner, juge de la cour pour le district de Newcastle, à Russell. Il lui transmet un texte où sont consignées ses opinions sur le Haut-Canada. p. 144

Annexe:—

Falkner à Russell, 6 Well Walk, le 11 février 1840. L'établissement des colons sur les terres réservées au clergé. (Les autres annexes manquent). p. 145

6 Well Walk, Hampstead, le 20 février.

Falkner à Russell. Il lui transmet un texte sur l'opportunité d'introduire la culture du chanvre. (L'annexe manque). p. 151

[Ministère des Colonies], le 22 février.

Lettre sans signature à Falkner (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 12 février avec ses annexes. Les textes sur les terres en friche et l'émigration ont été soumis aux commissaires. p. 150

[Ministère des Colonies], le 5 mai.

Lettre sans signature à Falkner (brouillon). L'auteur le remercie de son exposé sur des questions qui concernent les Canadas. p. 153

6 Well Walk, Hampstead, le 14 mai.

Falkner à Russell. Il lui transmet un texte où est consignée son opinion sur le choix du siège du Gouvernement pour les Canadas. p. 154

Annexe:—

Le texte: le bord du lac Rice. p. 156

[Ministère des Colonies], le 20 mai.

Lettre sans signature à Falkner (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 14 mai où il est question du choix de la capitale pour les Canadas. Russell ne peut accepter l'offre de Falkner qui consentirait à être le porteur des dépêches. p. 164

H

Cranford, Middlesex, le 3 janvier.

Sir Francis Head à Russell. Il lui demande la copie de la dépêche de lord Glenelg, N° 9, en date du 29 janvier 1837; ce texte atteste les hautes qualités de l'administrateur du Haut-Canada. p. 166

Cranford, le 11 janvier.

Head à Russell. Il lui demande de répondre à sa note du 3 janvier; il n'insistera pas si sa requête soulève quelque objection. p. 172

Horton, le 18 mars.

Requête de John Hoover; ses états de service; il demande une terre pour ses enfants. p. 176

Annexes:—

(1) Écrit attestant que Benjamin Hoover est maintenant âgé de 21 ans. p. 178

(2) Certificat: les états de service de Hoover, Adolphustown, le 24 mai 1815. p. 179

(3) Reçu, etc., le 24 mai 1815. p. 180 **1840**

(4) Certificat de licenciement. p. 180

Head à Russell. Il lui demande de nouvelles copies de la dépêche de Glenelg, N° 9, en date du 29 décembre 1837. p. 173 Hanwell, Middlesex, le 1er avril.

Head à Russell. Il lui demande une réponse à sa lettre du 1er avril. p. 175 Hanwell, Middlesex, le 12 avril.

Lettre sans signature à Head (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 1er avril et lui transmet copie de la dépêche. La question de la date pourrait susciter des commentaires si le Parlement était saisi de l'affaire. p. 174 [Ministère des Colonies], le 13 avril.

Annexe:—

Lord Glenelg à sir George Arthur, N° 9, Downing St., le 29 décembre 1837. p. 167

C. A. Hagerman à Russell. Il est en Angleterre; il aimerait lui être de quelque utilité. p. 181 Cheltenham, le 16 septembre.

Lettre sans signature à Hagerman (brouillon). Il s'excuse de n'avoir pu lui accuser plus tôt réception de la lettre du 16 septembre. p. 182 [Ministère des Colonies], le 16 octobre.

F. Hyde à Russell. Il lui transmet les résolutions adoptées au cours d'une réunion tenue à l'embouchure de la Grande-Rivière, et il demande du secours pour construire une église et une maison qui doivent être terminées avant que la Société pour la propagation de l'Évangile y envoie un missionnaire. p. 183 Rumsam House, près Barnstaple, le 1er novembre.

Annexe:—

Les résolutions, le 8 octobre 1839. p. 185

Lettre sans signature à Hyde (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 1er novembre; il regrette que l'absence de fonds ne lui permette pas l'octroi d'une somme pour aider à la construction d'une église et d'une maison. p. 187 [Ministère des Colonies], le 9 novembre.

Hyde à Russell. Il lui demande de nouveau l'octroi d'une somme qui aiderait à construire l'église à la Grande-Rivière. p. 188 Rumsam House, près Barnstaple, le 11 novembre.

Lettre sans signature à Hyde (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 11 novembre; sous l'empire de la loi de 1837 ayant trait aux réserves du clergé, le Parlement n'a rien négligé pour encourager la religion au Canada. p. 192 [Ministère des Colonies], le 18 novembre.

J. Hume à Russell. Il lui transmet des requêtes en faveur des prisonniers qui ont été déportés sur la terre de Van Diemen; il espère qu'une amnistie générale sera accordée; les traitements sévères qu'ils ont subis. p. 193 Downing St., le 2 décembre.

1840 Annexes:—

(1) Hume à W. H. Ashurst, Bryanstone Sq., le 29 juin 1839. James Gammell est-il arrivé? Il faudra montrer la requête aux prisonniers, à Newgate; pourrait-on prendre des mesures pour élargir les prisonniers? p. 198

(2) La requête en faveur de Gammell. p. 199

(3) J. Cooley à Hume, Pickering, le 18 décembre 1839. Il lui transmet la requête en faveur de G. Cooley. p. 206

Sous-annexe:—

La requête. p. 207

(4) Ecrit attestant la bonne conduite de J. Gammell, Home District, le 1er mai 1839. p. 209

(5) Requête de Mary Beemer en faveur de son mari, Jacob Beemer, Townsend, le 27 janvier 1840. p. 210

(6) Ecrit de Townsend attestant la bonne réputation de J. Beemer. p. 212

Downing St., le 2 décembre. Lettre sans signature à [Hume] (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 24 novembre; il prétend que les prisonniers canadiens n'ont pas subi de mauvais traitements. Russell ne saurait accéder aux demandes que renferment les requêtes. p. 215

Série Q. 430, t. 2

DIVERS, 1840

I

Richmond Terrace, le 21 juillet. J. Irving, M.P., à J. Stephen, sous-secrétaire. Il offre sa collaboration pour favoriser l'émigration des nègres libres du Haut-Canada aux colonies sucrières. Il a de grandes étendues de terre à Trinidad. p. 220

[Ministère des Colonies], le 22 juillet. Lettre sans signature à sir George Arthur (N° 103—brouillon). L'auteur lui transmet copie de la lettre d'Irving, du 21 juillet; quelques-uns des nègres libres consentiraient-ils à émigrer? Ce projet suscite-t-il quelque difficulté d'ordre politique? (Voir l'annexe susmentionnée). p. 222

[Ministère des Colonies], le 23 juillet. Lettre sans signature à Irving (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 21 juillet; on demandera à sir George Arthur de faire savoir si quelques-uns des nègres libres consentiraient à émigrer à Trinidad. p. 221

J

1840

A. G. Jones, secrétaire de la *Gloucestershire Agriculture Association*, à Russell. Il lui présente J. F. Peacey qui projette d'introduire dans le Haut-Canada des races de bétail améliorées. p. 217 — Gloucester, le 3 mars.

Mme Susan Jones à [Russell]. Elle lui demande quelles mesures ont été prises au sujet de la promotion de son fils, le lieutenant J. T. W. Jones, du 43e régiment. p. 218 — 19 Connaught Sq., le 14 avril.

Lettre sans signature à Mme S. Jones (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 14 avril et lui transmet copie d'une lettre du commandant en chef au sujet de la promotion de son fils. (L'annexe manque). p. 219 — [Ministère des Colonies], le 23 avril.

E. Jones à Russell. Il prétend que les États-Unis veulent s'emparer du Canada. Commentaires sur ses propres projets d'émigration qui contrarieraient ce dessein. p. 253 — 6 Great St. Helen's, le 22 juillet.

Jones à ————. Il est heureux de constater que Russell n'a pas rejeté le projet d'envoyer 500 hommes au Canada pour défricher les bois et devenir des fusiliers. Il lui transmet un exposé qui fournit quelques renseignements sur le pays. Remarques sur les dépenses que le projet occasionnera et sur les moyens à prendre pour obtenir les hommes. p. 223 — 9 Great St. Helen's, le 10 septembre.

Annexe:—

L'exposé avec estimations, etc. p. 227

Jones à Russell. Il le renvoie à une correspondance antérieure et il souligne de nouveau l'importance de ses projets pour envoyer des émigrants aux Canadas. p. 257 — 6 Great St. Helen's, le 4 novembre.

L

Lettre sans signature à C. Langdale (brouillon). Russell s'est présenté devant le lieutenant-gouverneur pour lui fournir des renseignements sur l'attentat des orangistes à Richmond. p. 279 — [Ministère des Colonies], le 15 juin.

Annexe:—

Extrait d'une lettre de Godwood, du canton de Nepean, datée du 25 mars 1840, faisant savoir que des orangistes ont causé des troubles sérieux en cet endroit. p. 279

Le capitaine S. A. H. Lucas à Russell. Il rappelle les liens d'amitié qui les unissent et il demande justice pour J. F. Berford dont il annexe la lettre. p. 269 — Etobicoke, le 15 juillet.

Annexe:—

Berford à Lucas, Toronto, le 14 juillet 1840. Il fait allusion à sa requête du 29 mai 1839, maintenant au ministère des Colonies, et il se plaint d'avoir perdu son poste de shérif. p. 270

1840

Darlington, sans date.

J. Lister à Russell. Pourquoi il est nécessaire d'obtenir un certificat attestant que le statut impérial 11, Geo. II, ch. 19, est en vigueur dans les colonies britanniques. p. 265

[Ministère des Colonies], le 5 août.

Lettre sans signature à Arthur (N° 100—brouillon). L'auteur le renvoie à une lettre de J. Lister; il ne lui est pas loisible de donner le certificat demandé au sujet du statut 11, Geo. II, ch. 19. p. 268

M

36 Great King St., Edimbourg, le 19 janvier.

Le lieutenant-colonel G. Macdonell à Russell. Mgr A. Macdonell, évêque catholique romain du Haut-Canada, est mort à Dumfries, le 14 janvier. La dépouille mortelle de l'évêque ne pourrait-elle pas être transportée dans le Haut-Canada? p. 300

[Ministère des Colonies], le 28 janvier.

Lettre sans signature à Macdonell (brouillon). Accusé de réception de la lettre du 19 janvier. Russell n'a aucun moyen de faire transporter au Haut-Canada la dépouille mortelle de l'évêque catholique romain. p. 303

Hamilton, le 4 mars.

W. H. McEown au secrétaire d'État. Il lui transmet une documentation ayant trait à sa demande de dédommagement pour les pertes qu'il a subies au cours de l'insurrection. Il demeurait autrefois à Aylmer. p. 306

Annexes:—

(1) Le compte. p. 307

(2) P. Hodgkinson à McEown. Il a vérifié le compte; le lieutenent-colonel J. Burwell en a vérifié une partie. p. 310

(3) Le lieutenant-colonel J. Burwell à ————. On a fait droit à la demande de McEown et on lui a payé un compte qui s'élevait à environ 9 louis. p. 311

(4) La lettre précitée a été envoyée à McEown, adjoint du secrétaire militaire, Toronto, le 29 novembre 1840. p. 313

Portarlington, le 27 mars.

Mme Louisa Malloy à Russell. Elle demande un passage, à titre gracieux, pour sa fille madame J. B. Smith, qui désire se rendre en Angleterre et dont le mari, maintenant décédé, était magasinier de l'Artillerie à Kingston. p. 314

Ballyhouse, le 20 juin.

Requête de Michael Martin. Il demande qu'on lui aide à recouvrer 26 louis qui lui sont dus pour du bois confié au commis du Gouvernement. p. 315

Sans date.

Requête de M. Martin qui demande de l'aide pour recouvrer 26 louis qui lui sont dus; bois de construction vendu par un commis du canal Rideau. p. 304

Sans date.

Le révérend Angus MacDonell, vicaire général, à [Russell]. Le droit des catholiques romains d'avoir une part des deniers provenant de la vente des réserves du clergé. p. 316

Lettre sans signature à lord Sydenham, gouverneur général (N° 230—brouillon). L'auteur le prie de demander au révérend Angus MacDonell copie de sa lettre sans date et de transmettre cette copie à Russell avec un rapport. p. 331 — 1840 [Ministère des Colonies], le 19 septembre.

O

Requête de J. O'Grady qui aimerait savoir ce qu'est devenu John Newman, son parent, autrefois de Toronto. p. 333 — Fermoy, le 9 décembre.

Lettre sans signature à sir George Arthur (N° 160—brouillon). L'auteur demande que l'on fasse des recherches sur Newman. p. 334 — [Ministère des Colonies], le 20 décembre.

Lettre sans signature à O'Grady (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 9 décembre; on a prié sir George Arthur de faire des recherches sur Newman. p. 335 — [Ministère des Colonies], le 23 décembre.

P

T. R. Preston à Stephen. Il a envoyé à Russell copie des imprimeries en question; il envoie aussi ces copies à Stephen. p. 337 — 19 Upper Stamford St., le 12 février.

Annexe:—

Textes qui attestent la bonne réputation et les qualités de Preston. p. 338

J. F. Peacey à Russell. Il lui demande sa collaboration pour transporter dans le Haut-Canada des races de bétail améliorées. p. 380 — Sans date.

Annexes:—

(1) Résolutions pour l'établissement de la Société d'agriculture Saint-Thomas, le 23 octobre 1839. p. 383

(2) Lois et règlements de la Société d'agriculture St-Thomas. p. 387

Le capitaine J. W. Pringle au secrétaire d'État (brouillon—imprimé). Il lui transmet un mémoire sur la valeur probable des réserves du clergé. p. 383 — Londres, le 9 mai.

Annexe:—

Le mémoire par R. B. Sullivan, bureau des Terres de la Couronne, Toronto, le 23 janvier 1840 (imprimé). p. 393

R

Lettre sans signature à J. B. Robinson (brouillon). Le gouverneur a souligné les inconvénients qui résultent de l'absence prolongée de Robinson; il lui demande de partir le 15 mars. p. 397 — [Ministère des Colonies], le 5 février.

Robinson à R. Vernon Smith, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 5 février; il partira le 7 avril pour le Haut-Canada. p. 395 — Wandsworth, le 6 février.

1840

[Ministère des Colonies], le 23 mars.

Lettre sans signature à Robinson (brouillon). L'auteur lui rappelle la lettre du 5 février. Existe-t-il quelque malentendu au sujet de son départ pour le Haut-Canada? Quel jour partira-t-il? Russell ne saurait prolonger davantage le congé. p. 412

Wandsworth, le 26 mars.

Robinson à Russell. Il lui accuse réception de la lettre du 23 mars; les insinuations au sujet de la date de son départ ont blessé sa susceptibilité. Russell se trompe au sujet des mesures prises pour le payement de son traitement pendant son absence. Pourquoi n'a-t-il pas été consulté sur les détails du projet de loi qui a trait à l'union des Canadas? p. 399

[Ministère des Colonies], le 30 mars

Lettre sans signature à Robinson (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 26 mars; le traitement de Robinson et son congé. Robinson avait publié un texte dans lequel il s'opposait à l'union; aussi bien a-t-on jugé qu'il n'était pas nécessaire de le consulter sur les détails du projet de loi ayant trait à l'union des Canadas. p. 410

Série Q. 430, t. 3

DIVERS, 1840

Le Dr T. Rolph

Woodford, Essex, le 19 janvier.

Rolph à Russell. Il plaide la cause des nègres fugitifs qui sont réclamés par leurs maîtres aux États-Unis. p. 415

[Ministère des Colonies], le 6 février.

Lettre sans signature à Rolph (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 19 [janvier]. Le ministère des Affaires étrangères étudie la question des nègres fugitifs. p. 427

Shefford, Bedfordshire, le 28 février.

Rolph à Russell. Il n'approuve pas les opinions de sir Duncan Macdougall sur l'union et sur la déloyauté des Canadiens français. La nécessité de faire venir des émigrants d'Écosse. Il passera une autre semaine à Shefford. p. 428

9 Welbeck St., Cavendish Sq., le 4 mars.

Rolph à Russell. Le vicomte Palmerston l'a renvoyé au ministère des Colonies pour ce qui a trait à la requête des nègres fugitifs. p. 431

[Ministère des Colonies], le 10 mars.

Lettre sans signature à Rolph (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 4 mars; les termes des instructions envoyées au ministre de Sa Majesté à Washington au sujet des nègres fugitifs ne sauraient être divulgués à ceux qui n'exercent pas des fonctions publiques. p. 432

Welbeck St., Cavendish Sq., le 12 mars.

Rolph à Russell. Il est le représentant officiel des nègres fugitifs. Ne pourrait-il pas leur donner l'assurance que l'on a pris des mesures pour garantir leur protection? p. 433

[Ministère des Colonies], le 19 mars.

Lettre sans signature à Rolph (brouillon). Il lui accuse réception de la lettre du 12 mars; le Gouvernement a pris et continuera à prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection des nègres fugitifs. p. 435

Rolph à Russell. Il voudrait être présenté à la Reine. p. 436 **1840**

Rolph à Russell. Il lui demande une entrevue afin de savoir pourquoi le gouverneur général a décidé de remettre à plus tard le rejet du projet de loi qui établit le Collège des médecins et des chirurgiens. Il ne soumettra pas la question des nègres fugitifs avant la réunion qui sera tenue en juin. Il lui transmet une lettre de Québec. (L'annexe manque). p. 437 — 9 Welbeck St., Cavendish Sq., le 3 avril. 9 Welbeck St., Cavendish Sq., le 7 avril.

Lettre sans signature à Rolph (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 7 avril; Russell ne peut lui accorder une entrevue mais il étudiera toute remarque écrite qui lui sera faite au sujet du projet de loi qui établit le Collège des médecins et des chirurgiens. p. 439 — [Ministère des Colonies], le 16 avril.

Rolph à Russell. Il lui transmet une lettre au sujet des nègres fugitifs. Il espère qu'on lui permettra de leur faire savoir que des mesures ont été prises pour assurer leur protection. (L'annexe manque). p. 440 — 9 Welbeck St., Cavendish Sq., le 20 avril.

Lettre sans signature à Rolph (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 20 avril et lui retourne les textes. Les vues du Gouvernement sur la question des nègres fugitifs lui seront communiquées par voie régulière. p. 441 — [Ministère des Colonies], le 29 avril.

Lettre sans signature au procureur général et au solliciteur général (brouillon). L'auteur leur transmet la lettre de Rolph sur l'annulation du projet de loi qui constitue légalement le Collège des médecins et des chirurgiens. Cette lettre les portera-t-elle à modifier leur rapport? (L'annexe manque. Voir *Q. 429-1*, p. 124). p. 443 — [Ministère des Colonies], le 4 mai.

Rolph à Russell. Mesures à prendre pour recevoir les émigrants. p. 444 — SS. *Mediator*, Portsmouth, le 20 juillet.

Ryerson

Le révérend W. Ryerson et le révérend E. Ryerson à Russell. Leur opinion sur la loi ayant trait aux réserves du clergé; en quoi l'Église méthodiste wesleyenne a subi un traitement injuste; le travail et le loyalisme des missionnaires. p. 451 — 27 Great Ormond St., le 27 juillet.

E. Ryerson à Russell. Il demande copie de la lettre du révérend R. Alder, en date du 29 avril. p. 476 — 27 Great Ormond St., le 27 juillet.

Lettre sans signature aux Ryerson (brouillon). L'auteur leur accuse réception de la lettre du 27 juillet où sont consignées des opinions sur la loi qui a trait aux réserves du clergé. p. 475 — [Ministère des Colonies], le 31 juillet.

E. Ryerson à Russell. Il lui accuse réception de la lettre du 29 juillet. Dès sa rentrée à Londres, il répondra aux accusations que renferme la lettre du révérend R. Alder, en date du 29 avril. Il ne partage pas l'opinion d'Alder sur les deniers qui seront perçus après l'Union. p. 477 — Newcastle on Tyne, le 6 août.

1840

Cecil St., Strand, le 20 août .

E. Ryerson à Russell. Il lui transmet certains rapports imprimés et demande de les lui retourner avant son départ. Il le renvoie à l'appendice des journaux de l'Assemblée pour 1836 où se trouve un rapport sur les octrois accordés par le Gouvernement aux diverses confessions. Il lui envoie aussi des notes sur la conférence wesleyenne de 1838-1839. Il lui promet de lui faire parvenir une copie des résolutions en vertu desquelles fut dissoute l'union entre les conférences britannique et canadienne. Il espère rentrer au Canada le 28 août. (Les annexes manquent). p. 480

Le 31 août.

E. Ryerson à Stephen. Il le renvoie à la lettre du 21 août. Il demande de lui faire parvenir par le retour du courrier les rapports et le livre annexés à cette lettre. p. 482

SS. *Lord Beresford*, Southampton, le 1er septembre.

E. Ryerson à Russell. Il lui transmet une brochure sur la dissolution des conférences britannique et canadienne. Cette brochure renferme les délibérations et la correspondance. p. 483

Annexes:—

Wesleyan Methodist Conference, publiée par les révérends W. et E. Ryerson. p. 484

Cette brochure renferme les documents suivants:—

(1) Délibérations du comité à Londres, le 29 avril 1840. p. 491

(2) R. Vernon Smith, sous-secrétaire, au révérend R. Alder, Downing St., le 15 avril 1840. (Extrait). p. 497

(3) Le révérend E. Ryerson au gouverneur général, Toronto, le 17 janvier 1840. p. 499

(4) Délibérations de la conférence canadienne, Belleville, juin 1840. p. 504

(5) La conférence canadienne à la conférence britannique, Belleville, le 20 juin 1840. p. 513

(6) Alder à Russell, 77 Hatton Gardens, le 29 avril 1840. p. 517

(7) Les révérends W. et E. Ryerson à Russell, 22 Cecil St., Strand, le 20 août 1840. p. 534

(8) T. W. C. Murdock, secrétaire en chef, à Ryerson, Montréal, le 12 juin 1840. p. 540

(9) Ryerson au gouverneur général, Toronto, le 2 janvier 1840. p. 576

(10) Le colonel W. Rowan au révérend A. Green. p. 581

(11) Résolutions adoptées avant l'union des conférences. p. 582

(12) Le révérend J. Townely, secrétaire de la Société de Londres, au révérend W. Case, le 13 juin 1831. p. 584

(13) Réponse de la conférence canadienne, York, le 4 octobre 1831. p. 588 **1840**

(14) Réplique de la conférence de Londres, le 13 mars 1832. p. 599

(15) Le révérend R. Alder au révérend J. Ryerson, St. James' Chapel, Montréal, le 5 juin 1832. p. 600

(16) Résolutions du comité, février 1832. p. 601

(17) Deuxième réponse du bureau du Canada. p. 606

(18) Article de l'union, Manchester, le 7 août, et York, le 2 octobre 1833. p. 614

(19) Le révérend J. Hannah aux révérends W. et E. Ryerson, [1840]. p. 620

(20) Délibérations et décisions de la conférence à Newcastle on Tyne, août 1840. (La Série *Q. 430-4* renferme une autre documentation sur le sujet). p. 622

Série Q. 430, t. 4

DIVERS, 1840

RYERSON—suite

Suite des documents que renferme l'annexe de la lettre de Ryerson à Russell, du 1er septembre 1840:—

(21) Les représentants de la conférence du Canada à la conférence britannique à Londres, le 29 août 1840. p. 639

(22) Ryerson aux rédacteurs du *Christian Guardian*, Montréal, le 26 juin 1840. p. 698

(23) L'adresse au gouverneur général, le 20 juin 1840. p. 700

(24) La réponse. p. 703

S

J. Sheridan au secrétaire de la Guerre. Il voudrait savoir ce qu'est devenu Terence, son fils, qui servit dans la milice en 1838. Ballinagh, sans date. p. 706

T. Stooks à Russell. Il lui demande de nommer J. W. Gamble membre du Conseil législatif. 25 Old Jewry, le 21 janvier. p. 707

Lettre sans signature à Stooks (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 21 janvier; nul n'a recommandé J. W. Gamble pour ce poste. [Ministère des Colonies], le 5 février. p. 709

1840

16 Southampton St., Bloomsbury, le 18 février. Smith et fils à Russell. Ils lui demandent la permission de copier les statuts du Haut-Canada de 1818 et de 1819, chapitres 8 et 9. p. 710

Ballinagh, le 8 mars. Requête de J. Sheridan qui voudrait savoir ce qu'est devenu son fils. p. 713

Le 16 mars. Requête de John Strong qui demande une pension parce qu'il a subi des blessures au cours de l'insurrection. p. 711

Dublin, le 6 avril. J. Strong au secrétaire d'État. Il demande qu'on réponde à sa requête du 16 mars. p. 712

16 Southampton St., Bloomsbury, le 30 juin. Smith et fils à Russell. Ils demandent la permission de copier un extrait du statut du Haut-Canada, chapitre 18. p. 715

79 St. Martin's Lane, le 7 juillet. T. W. Shillebeer à R. Vernon Smith, sous-secrétaire. Il demande la permission de consulter deux statuts du Haut-Canada. (Ces statuts ne sont pas mentionnés). p. 716

Chester Sq., le 6 août. Le lieutenant général lord Seaton à Russell. Il lui transmet des lettres et des requêtes du colonel J. Fitzgibbon qui demande d'étudier son cas avec bienveillance et qui voudrait que soit sanctionnée la loi du Haut-Canada ayant trait à sa rémunération. Il recommande Fitzgibbon. p. 717

Annexes:—

(1) Fitzgibbon à Seaton, Toronto, le 27 juin 1840. p. 719

(2) Requête de Fitzgibbon. p. 720

(3) Fitzgibbon à Seaton, Toronto, le 28 février 1840. p. 724

W. P. Smith

10 King St., Westminster, le 17 janvier. Smith à Russell. Il lui accuse réception de la lettre du 11 janvier et lui transmet copie de la recommandation de lord Seaton. Il demande que son cas soit étudié de nouveau. (L'annexe manque). p. 731

10 King St., Westminster, le 25 janvier. Smith à R. Vernon Smith, sous-secrétaire. Il apprend qu'il y aura bientôt des troubles dans le Haut-Canada. p. 732

10 King St., Westminster, le 29 janvier. Smith à Vernon Smith. Il demande une entrevue; si l'on ne peut accéder à ce désir, il voudrait savoir si Russell a pris une décision au sujet de la recommandation. Il souligne l'importance de l'affaire. p. 733

[Ministère des Colonies], le 31 janvier. Smith à Vernon Smith. Il le renvoie à la lettre du 29 janvier et lui demande une réponse. p. 735

10 King St., Westminster, le 14 février. Smith à R. Vernon Smith. Nouvelles remarques sur les pertes qu'il a subies au cours de l'insurrection et sur son droit à une compensation. p. 737

1840

Smith à Vernon Smith. Il lui demande de soumettre à Russell sa lettre du 14 février. La situation au Canada depuis 1830; il mérite d'obtenir du secours. p. 740 — 10 King St., Westminster, le 19 février.

Smith à J. Stephen, sous-secrétaire. Puisqu'on ne lui accordera aucun autre secours, il demande qu'on lui retourne le certificat de lord Seaton ainsi que d'autres papiers. Il le remercie. p. 746 — 10 King St., Westminster, le 28 février.

Smith à Russell. La requête de D. O'Connell et la demande de Smith. p. 747 — 10 King St., Westminster, le 18 mai.

Lettre sans signature à Smith (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 18 mai; nulle requête ne lui a été présentée au sujet de Smith. Russell ne peut lui venir en aide. p. 749 — [Ministère des Colonies], le 3 juin.

Smith à R. Vernon Smith. Il lui accuse réception de la lettre du 3 juin; O'Connell lui a dit qu'il avait lui-même présenté la requête. Il demande qu'on lui retourne la documentation, puisqu'il a dû chercher du secours ailleurs. p. 750 — 10 King St., Westminster, le 8 juin.

Smith à Stephen. Il lui demande de l'aider à se procurer certains documents. Sa femme est dans le besoin; il demande du secours aux marchands. p. 752 — 10 King St., Westminster, le 8 juin.

Smith à Vernon Smith. Autre tentative d'obtenir une nouvelle étude de son cas. p. 753 — 10 King St., Westminster, le 13 juin.

Smith à Russell. Il lui demande de retourner la documentation présentée par O'Connell. Il offre de ne plus parler de sa réclamation s'il reçoit 500 louis. L'importance de l'affaire. p. 755 — 10 King St., Westminster, le 19 juin.

Lettre sans signature à Smith (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 19 juin; Russell s'en tient à la réponse déjà faite. p. 758 — [Ministère des Colonies], le 10 juillet.

Smith à Russell. Il demande de nouveau qu'on lui retourne sa documentation. p. 759 — 10 King St., Westminster, le 10 juillet.

Smith à Russell. Il lui transmet copie de son *Appeal to the British Public;* il publiera ce texte à moins qu'il ne reçoive une réponse de Russell avant jeudi. (L'annexe manque. Voir *G. 95*, p. 753). p. 761 — 10 King St., Westminster, le 28 juillet.

Smith à Russell. Autre demande de lui retourner ses papiers. p. 766 — 10 King St., Westminster, le 13 août.

Smith à Russell. Autre demande de lui retourner ses papiers. p. 767 — 10 King St., Westminster, le 17 août.

E. G. [Howard] à Smith (brouillon). Il lui accuse réception de la lettre du 17 août; les papiers lui seront retournés quand on les aura retrouvés. p. 768 — Downing St. le 20 août.

Howard à Smith. Il lui accuse réception de la lettre du 17 août. Pourquoi les papiers ont été égarés. Smith a déjà reçu une compensation plus que suffisante pour lui permettre d'atteindre son but, c'est-à-dire de retourner au Canada. p. 769 — Downing St., le 21 août.

1840

10 King St., Westminster, le 9 septembre.

Smith à Stephens. Il lui demande de l'aider à obtenir ses papiers. Il lui transmet une liste de souscripteurs mais il ne lui demande pas de souscrire quoi que ce soit. p. 771

Annexes:—

(1) La requête à la haute et à la petite noblesse. p. 764

(2) La liste des souscripteurs. p. 765

10 King St., Westminster, le 16 octobre.

Smith à Stephens. Il lui transmet une lettre de sa famille qui atteste l'état malheureux auquel celle-ci est réduite. Il demande de montrer cette lettre à Russell. Le marquis de Normanby lui a fait savoir que la Reine a demandé à Russell d'étudier sa réclamation. Le prince Albert a envoyé deux louis. (L'annexe manque. Voir *G. 49*, p. 516). p. 773

[Ministère des Colonies], le 29 octobre.

Lettre sans signature à lord Sydenham, gouverneur général (N° 250—brouillon). L'auteur lui transmet copie de la lettre de Mme W. P. Smith à son mari; toute autre somme accordée à Smith devra être prise à même le revenu provincial en conformité des instructions édictées à la suite de l'enquête de sir George Arthur. D'ici là il faudrait examiner la véritable situation de Mme Smith; si elle est vraiment dans le besoin, T. W. C. Murdock devrait lui remettre une petite somme. (L'annexe manque. Voir *G. 49*, p. 516). p. 780

10 King St., Westminster, le — novembre.

Smith à Vernon Smith. Il lui accuse réception de la lettre du 31 octobre; il ne croit pas que sa réclamation a été rejetée. Il espère obtenir du secours. Le Gouvernement est responsable de l'insurrection. p. 776

10 King St., Westminster, le 3 novembre.

Smith à Vernon Smith. Il voudrait connaître la décision de Russell qui a de nouveau étudié son cas. p. 774

[Ministère des Colonies], le 9 novembre.

Lettre sans signature à Smith (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 3 novembre; Russell ne croit pas qu'on puisse lui accorder de l'aide. p. 775

T

Toronto, le 6 mai.

R. A. Tucker, secrétaire provincial, à G. Wilder, commis du ministère des Colonies. Il lui transmet six louis, partie des honoraires que comporte la commission le nommant membre du Conseil exécutif. p. 783

Downing St, le 25 mai.

Wilder à Tucker. Il lui accuse réception de la lettre du 6 mai. p. 744

W

Sans date.

Le colonel G. Wyndham à Russell. Il lui transmet une lettre de T. W. Brydone, chirurgien, qui a surveillé le départ des émigrants. Un groupe d'émigrants partira bientôt. p. 790

Annexe:— 1840

Brydone à Wyndham, Londres, le 9 mars 1840. Le travail des émigrants et le prix des terres. p. 791

Lettre sans signature à Wyndham (brouillon). L'auteur lui accuse réception d'une lettre sans date; la lettre de Brydone du 9 mars a été soumise aux commissaires des Terres et de l'Émigration. p. 797 [Ministère des Colonies], le 13 août.

Wyndham à Vernon Smith. Il lui accuse réception des lettres des 12 et 13 août et lui transmet deux lettres de J. Russell, émigrant, qui décrivent la situation des colons. Les frais occasionnés par les émigrants et les propriétaires de terres. p. 799 Ennis, le 20 août.

Annexes:—

(1) Russell à sa mère, Québec, le 8 juin 1840. p. 801

(2) Russell à E. Russell. (Sans date). p. 808

Lettre sans signature à Wyndham (brouillon). On étudie la lettre de Brydone en date du 9 mars. Il le remercie. p. 798 [Ministère des Colonies], le 21 septembre.

Lettre sans signature à Wyndham (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 20 août; Russell a cru nécessaire de lui communiquer les remarques faites par le gouverneur général au sujet de la situation des émigrants. Tous les propriétaires de terres que la question concerne recevront de semblables communications, si les circonstances l'exigent. p. 809 [Ministère des Colonies], le 21 septembre.

Requête de J. Woodlands qui désire obtenir une terre en récompense des services militaires de son père. p. 786 Perth, le 27 septembre.

Wyndham à Vernon Smith. Il lui accuse réception de la lettre du 21 septembre. Il s'efforce de dissiper un malentendu au sujet des tenanciers qu'il a envoyés; il prétend avoir subi un traitement injuste. Il faudrait diviser en trois parts, selon le principe énoncé par Russell, les frais occasionnés par ces émigrants. p. 810 Petworth, le 29 septembre.

Lettre sans signature à Sydenham (N° 254—brouillon). L'auteur lui transmet la requête de J. Woodland, en date du 27 septembre, et lui demande de l'étudier dans la mesure du possible. p. 788 [Ministère des Colonies], le 3 novembre.

Wyndham à Russell. Il lui transmet une lettre du lieutenant C. Rubidge au révérend T. Sockett. Il n'est pas nécessaire de lui retourner ce texte. p. 815 Midhurst, le 15 novembre.

Annexe:—

Rubidge à Sockett, Woodlawns près Peterborough, le 30 septembre 1840. Il lui accuse réception de la lettre du 6 juin et lui fait savoir qu'il a reçu une lettre au sujet de l'établissement des colons de Wyndham. Il ne faut pas envoyer un grand nombre d'émigrants s'ils ne peuvent se rendre directement à leur destination. Le

1840 Dr T. Rolph qui vient d'arriver a attiré l'attention sur le Canada. La récolte est bonne. Une agence s'occupant de la location de propriétés privées a été établie à Toronto; on nommera des agents à Londres, à Dublin, à Glasgow, et dans d'autres villes. Il demande une diminution du taux d'affranchissement des lettres. p. 816

Série Q. 430, t. A

BROUILLONS DES DÉPÊCHES AUX GOUVERNEURS, 1840

(Sauf celles qui sont inventoriées ci-dessous, les dépêches que renferme ce volume se trouvent dans l'inventaire de la *Série G*, publié dans le rapport sur les Archives publiques pour l'année 1937).

[Ministère des Colonies], le 21 juillet. Lettre sans signature à Arthur (N° 102). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 39, du 22 juin; puisque l'explication donnée est satisfaisante, on a demandé à la Trésorerie d'acquitter le coût de son voyage sur le *Kingston*. Les adresses à Arthur et la satisfaction qu'elles ont suscitée. p. 77

Downing St., le 29 octobre. Lettre sans signature à Arthur (personnelle). Voir *Q. 427-2*, p. 8). p. 125

Downing St., le 2 novembre. Russell à Arthur (N° 135—brouillon signé). Il regrette que la santé d'Arthur ne soit pas bonne; il lui permet de revenir tout de suite, si la chose est nécessaire. La proclamation de l'Union. p. 135

Série Q. 431, t. 1

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1841

1841 Toronto, le 23 janvier. Sir George Arthur à Russell (N° 92). Il lui transmet une adresse de Toronto où sont consignées des félicitations à la Reine qui vient de donner le jour à une fille. p. 4

Annexe:—

L'adresse, Toronto, le 15 janvier 1841. p. 5

Toronto, le 25 janvier. Arthur à Russell (N° 93). Pourquoi il a approuvé les mesures recommandées par le Conseil pour le placement des deniers provenant de la vente des réserves du clergé; il a ensuite rejeté ces mesures. L'entente définitivement conclue. p. 9

Toronto, le 25 janvier. Arthur à Russell (N° 94). Il lui transmet une documentation au sujet de A. McLeod, emprisonné à Lockport sur une accusation de meurtre lors de la destruction du *Caroline*. Les mesures prises pour obtenir son élargissement; les témoignages. p. 14

Annexes:— 1841

(1) La correspondance échangée avec H. S. Fox, ministre de Sa Majesté à Washington. Cette correspondance renferme les documents suivants:—

(i) Arthur à Fox, Toronto, le 24 novembre 1840. p. 24

(ii) Arthur à Fox, Toronto, le 19 décembre 1840. p. 26

(iii) Fox à Arthur, Washington, le 27 décembre 1840. p. 27

(iv) Fox à l'honorable J. Forsyth, secrétaire d'État aux États-Unis, Washington, le 13 décembre 1840. p. 29

(v) Forsyth à Fox, Washington, le 26 décembre 1840. p. 32

(vi) Fox à Arthur, Washington, le 2 janvier 1841. p. 38

(vii) Fox à [Forsyth], Washington, le 29 décembre 1840. p. 39

(viii) Forsyth à Fox, Washington, le 31 décembre 1840. p. 43

(ix) Arthur à Fox, Toronto, le 12 janvier 1841. p. 45

(2) La documentation au sujet de A. McLeod. Elle comprend les textes suivants:—

(i) McLeod à S. B. Harrison, secrétaire civil, prison de Lockport, le 19 novembre 1840. p. 51

(ii) Harrison à McLeod, Hôtel du Gouvernement, le 30 novembre 1840. p. 52

(iii) W. Kingsmill, shérif du district de Newcastle, à Harrison, Niagara, le 21 novembre 1840. p. 53

(iv) L'adresse de Niagara, le 21 novembre 1840. p. 54

(v) Harrison à Kingsmill, Toronto, le 30 novembre 1840. p. 57

(vi) Harrison au procureur général, Hôtel du Gouvernement, le 25 novembre 1840 (urgente). p. 59

(vii) W. H. Draper, procureur général, à Harrison, Toronto, le 26 novembre 1840. p. 60

(viii) McLeod à Harrison, prison de Lockport, le 9 décembre 1840. p. 63

(ix) Examen des témoins: G. Appleby, L. Anson, T. Lambert, P. S. Smith, Z. D. Thomas, S. M. Hinman, J. C. Davis, P. Hyatt, J. M. Morrison, A. Morrison, W. DeField, F. Lench, H. Phelps et H. A. Cook. p. 64

1841

(x) Harrison au procureur général, Toronto, le 12 décembre 1840. p. 90

(xi) Draper à Harrison, Toronto, le 14 décembre 1840. p. 91

(xii) Harrison au procureur général, Toronto, le 15 décembre 1840. p. 93

(xiii) Draper à Harrison, Toronto, le 16 décembre 1840. p. 94

(xiv) Harrison à McLeod, le 23 décembre 1840. p. 100

(xv) McLeod à Harrison, prison de Lockport, le 28 décembre 1840. p. 102

(xvi) Les cas de McLeod et le Conseil exécutif, le 2 janvier 1841. p. 105

(xvii) Résolution du Conseil pour venir en aide à McLeod, le 2 janvier 1841. p. 106

(xviii) J. Hopkirk, pour le secrétaire, à McLeod, Hôtel du Gouvernement, Toronto, le 4 janvier 1841. p. 107

(xix) Hopkirk au procureur général, Hôtel du Gouvernement, le 5 janvier 1841. p. 108

(xx) McLeod à Draper, prison de Lockport, le 11 janvier 1841. p. 109

(xxi) Les instructions du procureur général à l'avocat de McLeod, le 11 janvier 1841. p. 112

(xxii) Draper à E. C. Campbell, bureau du procureur général, Toronto, le 12 janvier 1841 (confidentielle). p. 122

(xxiii) Campbell à Draper, Niagara, le 21 janvier 1841. p. 126

(xxiv) Harrison au procureur général, Toronto, le 23 janvier 1841. p. 131

(xxv) Draper à S. Brough, Toronto, le 23 janvier 1841. p. 134

(xxvi) Déposition de J. Fitzgerald, le 28 janvier 1841. p. 138

(xxvii) Déposition de sir Allan N. MacNab, Hamilton, le 26 janvier 1841. p. 143

(3) Le témoignage de Samuel Wood. p. 145

(4) Extrait du *Journal* de Buffalo faisant connaître les résolutions adoptées lors d'une réunion tenue pour commémorer l'anniversaire de la perte du *Caroline*. p. 165

1841

Arthur à Russell (confidentielle). Il le renvoie à la dépêche N° 94, du 25 janvier, et lui transmet une autre correspondance échangée avec Fox au sujet de A. McLeod. Pourquoi il n'approuve pas la solution proposée par Fox. Puisque lord Sydenham approuve cette solution, il s'en remettra au jugement de ce dernier. p. 169 Toronto, le 25 janvier.

Annexes:—

(1) Fox à Arthur, Washington, le 3 janvier 1841 (confidentielle). Il discute le cas et approuve l'opinion du procureur général qui prétend qu'on devrait fournir une caution, puis en permettre la confiscation. p. 173

(2) Arthur à Fox, Toronto, le 12 janvier 1841 (confidentielle). Il lui accuse réception des lettres; pourquoi il n'approuve pas la solution proposée. p. 179

Arthur à Russell (distincte). Il demande la permission d'apporter en Angleterre, franc de tout droit, de l'argenterie qu'il reçut en cadeau lorsqu'il était sur la terre de Van Diemen. Pendant l'exercice de ses fonctions, il a dépensé en plus de son traitement la somme de 5,600 louis. p. 185 Toronto, le 26 janvier.

Arthur à Russell (N° 95). Il lui transmet la correspondance échangée au sujet de A. McLeod; les troubles à Lockport. p. 189 Toronto, le 4 février.

Annexes:—

(1) S. Brough à [Draper], Queenston, le 28 janvier 1841. p. 194

(2) Rapport sur les événements qui se déroulèrent du 28 janvier au 3 février 1841. p. 202

(3) Arthur à Sydenham, Toronto, le 1er février 1841. p. 216

(4) Arthur à Sydenham, Toronto, le 4 février 1841. p. 240

Arthur à Russell (personnelle). Puisque Sydenham le désire, il restera dans le Haut-Canada quelque temps après la proclamation de l'Union. Ne faudrait-il pas prendre des mesures pour prolonger la durée de sa commission? p. 242 Toronto, le 4 février.

Arthur à Russell (personnelle et confidentielle). Il lui transmet un extrait d'une lettre qui révèle l'hostilité du Gouvernement des États-Unis. Nécessité d'en venir à un arrangement définitif au sujet du *Caroline*. p. 245 Toronto, le 4 février.

Annexe:—

C. Smith à un homme qui demeure à Toronto, Albany, le 30 décembre 1840 (extrait). p. 249

Arthur à Russell (N° 96). Il lui transmet copie du rapport annuel de A. B. Hawke, agent en chef de l'émigration. p. 250 Toronto, le 6 février.

1841 Annexe:—

Hawke à S. B. Harrison, secrétaire civil, bureau de l'émigration, Toronto, le 28 décembre 1840. Renseignements circonstanciés sur le nombre, le caractère et la situation des émigrants. p. 251

Sous-annexes:—

(i) Hawke aux agents des émigrants, Toronto, le 15 novembre 1840. Le questionnaire. p. 266

(ii) G. R. Burke, [agent], à Hawke, Bytown, le 1er décembre 1840. Réponses au questionnaire. (Les autres sous-annexes se trouvent dans la deuxième partie de la Série *Q. 431-2*). p. 269

[Ministère des Colonies], le 19 février. Lettre sans signature à lord Sydenham, gouverneur général (N° 310—brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 92, du 23 janvier, et de l'adresse envoyée à la Reine à l'occasion de la naissance de la princesse royale. p. 8

[Ministère des Colonies], le 20 février. Lettre sans signature à C. E. Trevelyan, sous-secrétaire de la Trésorerie (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche distincte d'Arthur, en date du 26 janvier; il lui demande la permission d'apporter de l'argenterie franche de tout droit. (Voir l'annexe susmentionnée). p. 187

[Ministère des Colonies], le 8 mars. Lettre sans signature à lord Sydenham, gouverneur général (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 95, du 4 février, et approuve les mesures prises en ce qui a trait à McLeod. Il faudrait tranquilliser les Canadiens et empêcher toute tentative de représailles. p. 192

[Ministère des Colonies], le 8 mars. Lettre sans signature à lord Fitzroy Somerset, secrétaire au grand quartier-général (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche distincte d'Arthur, en date du 4 février. Ne faudrait-il pas prolonger la durée de la commission militaire d'Arthur? (Voir l'annexe susmentionnée). p. 243

[Ministère des Colonies], le 15 mars. Lettre sans signature à Arthur (N° 144—brouillon). En raison des motifs énoncés dans la dépêche d'Arthur, en date du 4 février, la durée de sa commission militaire a été prolongée pour la période pendant laquelle sa présence sera requise dans le Haut-Canada. Il souligne l'amabilité d'Arthur qui veut bien accéder au désir de Sydenham en restant dans la colonie. p. 244

[Ministère des Colonies], le 22 mars. Lettre sans signature à Trevelyan (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche d'Arthur, N° 93, du 25 janvier, qui a trait aux mesures prises au sujet de la disposition des deniers provenant des réserves du clergé. (Voir l'annexe susmentionnée). p. 13

1841

Série Q. 431, t. 2

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1841

Suite des documents annexés à la lettre d'Arthur à Russell, N° 96, en date du 6 février 1841 au sujet de l'émigration:—

(iii) J. Roy, agent, à Hawke, Kingston, le 19 novembre 1840. Il répond au questionnaire. p. 277

Annexe:—

Liste des émigrants qui ont apporté des fonds dans la colonie, Kingston, le 28 décembre 1840. Le montant s'élève à 61,340 louis. p. 286

(iv) E. C. Thomas, agent, à Hawke, Hamilton, le 23 novembre 1840. Il répond au questionnaire. p. 294

Arthur à Russell (N° 97). L'Union a été proclamée. Il lui transmet la proclamation et copie de la correspondance échangée avec le gouverneur général en conséquence de laquelle il a consenti à rester dans la province quelque temps encore. Il lui retournera sous peu le sceau du Haut-Canada. Il croit avoir rétabli la paix. p. 304 Toronto, le 10 février.

Annexes:—

(1) L'Union: délibérations et proclamations publiées dans l'*Upper Canada Gazette* du 9 février 1841. p. 311

(2) Lord Sydenham, gouverneur général, à Arthur, Montréal, le 5 février 1841. Il lui transmet la proclamation de l'Union et lui demande de retarder son départ afin d'aider ceux qui mettront la loi en vigueur. Arthur conserve tous ses pouvoirs sauf celui d'apposer le grand sceau. (Pour la proclamation voir l'annexe susmentionnée). p. 317

(3) Arthur à Russell, Toronto, le 10 février 1841. Il lui accuse réception de la lettre du 5 février et consent à rester au Canada jusqu'au 10 mars; il ne désire pas de récompense. p. 318

Arthur à Russell (N° 98). Il lui transmet une autre documentation se rapportant à A. McLeod et au *Caroline*. On a déclaré fondés les chefs d'accusation. La lettre du Dr — Hamilton démontre que l'effervescence des exprits diminue. Il croit pouvoir obtenir d'autres renseignements qui seront communiqués à Russell. Le gouverneur général est tenu au courant de tout ce qui arrive. p. 320 Toronto, le 13 février.

Annexe:—

(1) Gardner et Bradley à [W. H. Draper, procureur général], Lockport, le 6 février 1841. Il lui envoie copie des dépositions. Le grand jury aura à se prononcer sur la mise en accusation. P.S.—On a, paraît-il, obtenu un acte d'accusation. p. 323

1841 Sous-annexes:—

(i) Les témoignages de ————, Luke Walker, T. Sage, G. Appleby, D. J. Stuart, S. Starring, W. Wells, J. H. Smith et R. H. Steele. p. 324

(ii) Affidavit de

(a) G. Appleby. pp. 337, 382, 420

(b) W. Seaman et W. Kennedy. pp. 343, 392

(c) J. C. Haggerty. pp. 346, 392, 436

(d) C. F. Harding. pp. 349, 392

(e) J. H. King. pp. 352, 394

(f) William Wells. pp. 357, 392, 402

(g) S. Chace, J. Hibbard et J. Vail. pp. 364, 389

(h) E. Norton. p. 366

(i) T. R. Stocking. p. 368

(j) A. Barber et A. S. Porter. p. 369

(k) W. F. P. Taylor et E. Lee. p. 371

(l) P. A. Barker. p. 373

(m) H. Emmons. p. 379

(n) B. Holt, E. B. Reynolds, A. Liscom, M. Keyes et W. Chappel. p. 381

(o) L. Walker. pp. 382, 427

(p) A. Luce. p. 385

(q) P. Whitney. p. 387

(r) W. T. Bush. p. 391

(s) S. M. Longley. p. 395

(t) N. Barnum. p. 399

(u) J. C. Davis. p. 411

(v) J. Weisbaker. p. 415

(w) L. Anson. p. 416

(x) S. Jordan. p. 429

1841

(y) T. L. B. Lambert. p. 439

(z) A. McLeod. p. 445

(aa) M. Morrison. p. 451

(bb) H. Morrison. p. 456

(cc) E. Morrison. p. 460

(dd) P. S. Smith. p. 463

(ee) G. Raynall. p. 471

(ff) R. H. Stevens. p. 472

(2) Draper à Gardner et Bradley, Toronto, le 25 janvier 1841. p. 474

Toronto, le 19 février.

Arthur à Russell (confidentielle). Il lui transmet copie d'une lettre confidentielle de MM. Gardner et Bradley à propos de McLeod et de sa lettre à Sydenham. Les esprits sont toujours agités. p. 485

Annexes:—

(1) Gardner et Bradley à W. H. Draper, procureur général, Lockport, le 13 février 1841 (confidentielle). Ils lui donnent quelques conseils au sujet de certaines preuves requises. p. 487

(2) Arthur à Sydenham, Toronto, le 19 février 1841 (confidentielle). Il commente la lettre et demande une opinion sur les instructions qui doivent être données. p. 500

Toronto, le 17 mars.

Arthur à Russell (personnelle et confidentielle). Son entrevue avec l'avocat de McLeod. p. 509

Toronto, le 18 mars.

Arthur à Russell (distincte). Il lui transmet de nouveaux renseignements sur W. P. Smith qui réclame un dédommagement pour des pertes subies au cours de l'insurrection. Commentaires sur le cas de Smith; quelques-unes de ses assertions sont exagérées et d'autres sont sans fondement. p. 516

Annexes:—

(1) W. L. Whiting à un homme de Chicago, le 11 février 1841 (extrait). Il se demande s'il connaît Smith; si Smith est celui qui fut employé pour empailler des oiseaux, il n'a subi aucune perte pécuniaire. p. 520

(2) W. McKenzie à S. B. Harrison, secrétaire civil, Windsor, le 5 mars 1841. Il lui transmet des renseignements reçus du Dr — Houghton, géologue de l'État du Michigan, à propos de W. P. Smith dont la conduite a nécessité le renvoi. p. 522

Downing St., le 20 mars.

Russell à Arthur (N° 145). Il lui accuse réception de la dépêche N° 97, du 10 février; il approuve la ligne de conduite suivie par Arthur. p. 308

1841

Kingston, le 22 mars.

Arthur à Russell. Il rendra bientôt visite au gouverneur général avant de quitter la province. L'état des esprits et les élections. p. 526

[Ministère des Colonies], le 21 avril.

Lettre sans signature à J. Backhouse, sous-secrétaire du bureau des Affaires étrangères (brouillon). L'auteur lui transmet copie de la dépêche personnelle et confidentielle d'Arthur, en date du 17 mars. (Voir l'annexe susmentionnée). p. 515

Série Q. 431A, t. 1, 2, 3

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR SIR GEORGE ARTHUR, 1841

(Dans ce volume se trouve le rapport de J. Macaulay sur le commerce ainsi qu'un volumineux appendice renfermant des documents qui donnent des renseignements sur la colonie).

Toronto, le 2 mars.

J. Macaulay à Arthur. Renseignements sur le commerce. p. 10

Appendice:—

(1) La liste des gouverneurs du Canada depuis 1663. p. 67

(2) Les lieutenants-gouverneurs et autres administrateurs du Haut-Canada de 1791 à 1841. p. 69

(3) Le Conseil exécutif du Haut-Canada de 1792 à 1841. p. 70

(4) Le Conseil législatif du Bas-Canada avant la suspension de la constitution. p. 74

(5) Le Conseil spécial du Bas-Canada. p. 76

(6) Le Conseil législatif de la province du Canada. p. 77

(7) La population du Haut-Canada en 1840. p. 78

(8) Mémoire sur l'augmentation de la population dans les Canadas. p. 79

(9) Les circonscriptions électorales et la population. p. 82

(10) La liste des directeurs du scrutin et des députés en 1841. p. 88

(11) Règlements édictés au sujet de la représentation. p. 91

(12) Mémoire sur le canal Rideau. p. 98

(13) La navigation sur la rivière Tay. p. 118

(14) Le canal Saint-Laurent. p. 119

(15) La navigation sur le fleuve Saint-Laurent entre Prescott et le lac Saint-François. p. 120 1841

(16) Un canal entre le lac St-François et le lac St-Louis. p. 122

(17) Le canal de Chambly. p. 128

(18) Le lac St-Pierre. p. 130

(19) Le port de Montréal. p. 130

(20) Le chemin de fer de Laprairie et de St-Jean. p. 130

(21) Le canal Lachine. p. 133

(22) Le canal Murray. p. 136

(23) La rivière Trent et la navigation intérieure dans le district de Newcastle. p. 140

(24) Le canal Welland. p. 152

(25) Le canal de la baie de Burlington. p. 159

(26) Le canal Desjardins. p. 164

(27) La navigation sur la Grande-Rivière. p. 166

(28) Les ports sur le lac Ontario. p. 168

(29) Les ports sur le lac Érié. p. 175

(30) Les ports sur le lac Huron. p. 183

(31) Le commerce sur le fleuve St-Laurent, sur le canal Ottawa et sur le canal Rideau. p. 187

(32) La *Niagara Harbour and Dock Co.* p. 194

(33) La *Kingston Marine Railway Co.* p. 197

(34) Le canal de Niagara. p. 199

(35) Le canal de Port Hope et du lac Rice. p. 199

(36) Le canal Richmond. p. 200

(37) Projet de canalisation entre Beverley et le canal Rideau. p. 201

(38) La navigation sur les rivières Wiltsie et Gananoque. p. 201

(39) Le canal du fort Érié. p. 201

(40) La *Grantham Navigation Company.* p. 202

1841

(41) Le chemin de fer de Toronto et du lac Huron. p. 203

(42) Le chemin de fer de Cobourg. p. 204

(43) Le chemin de fer de Hamilton et de Port Dover. p. 205

(44) Le chemin de fer de Niagara et de la rivière Détroit. p. 206

(45) Le chemin de fer de London et de Devonport. p. 206

(46) Les chemins macadamisés. p. 207

(47) Les chemins de fer. p. 214

(48) Les ponts. p. 217

(49) Les ferronneries de Gosfield, etc. p. 221

(50) La judicature du Haut-Canada. p. 224

(51) Les pénitenciers de la province. p. 249

(52) L'hôpital général de Toronto. p. 255

(53) L'hôpital général de Kingston. p. 262

(54) Les officiers de cantons. p. 266

(55) Les corvées. p. 277

(56) Propriété imposable, 1840. p. 279

(57) Documents sur l'éducation dans le Haut-Canada. p. 285

(58) Les diverses confessions. p. 305

(59) Les terres publiques. p. 321

(60) Les émigrants. p. 327

(61) Les sauvages: la population, les terres qu'ils détiennent et leurs rentes. p. 335

(62) La milice. p. 339

(63) Les bureaux d'enregistrement. p. 349

(64) Remarques sur les chemins pavés et les chemins macadamisés. p. 352

(65) L'agriculture. p. 363

(66) Le commerce: moyens de communication, droits, etc. p. 409

(67) Les phares. p. 515

(68) Les cités et les villes constituées en corporation. p. 517

(69) L'administration des Postes. p. 251

(70) Le prix des marchés à Kingston de 1838 à 1840. p. 523

(71) Prix de passage et d'expédition, 1841. p. 524

(72) Les jounaux publiés au Canada au moment de l'Union. p. 530

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date Due

CE

a39003 009394551b

U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 03 08 10 22 08 8